

PASCAL BONIFACE

HUBERT VÉDRINE

# ATLAS GÉOPOLITIQUE

100 CARTES POUR COMPRENDRE UN MONDE CHAOTIQUE

# DU MONDE GLOBAL



ARMAND COLIN

fayard

**ATLAS GÉOPOLITIQUE  
DU MONDE GLOBAL**

Les auteurs remercient Victor Pelpel qui a assuré la coordination scientifique de la présente édition.

Les auteurs remercient Étienne de Gail pour sa collaboration.

Mise en pages: Soft Office

Illustration de couverture: Vit-Mar/Shutterstock

Photographies des auteurs: Mary Erhardy

Cartographie: Jean-Pierre Magnier

© Armand Colin, 2015, 2020, 2023

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

[www.dunod.com](http://www.dunod.com)

ISBN 978-2-200-63802-3

PASCAL BONIFACE

HUBERT VÉDRINE

**ATLAS GÉOPOLITIQUE**  
100 CARTES POUR COMPRENDRE UN MONDE CHAOTIQUE  
**DU MONDE GLOBAL**

ARMAND COLIN    **fayard**

# Avant-propos

Proposer au lecteur des clefs pour décrypter le monde global dans lequel nous vivons depuis la fin de la guerre froide, un monde de rivalités, complexe, multiforme, et qui s'est avéré dangereux et imprévisible avec la crise du Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine par les Russes : telle est l'ambition de cet atlas.

Informar, expliquer, éclairer sans surcharger, ni saturer ou embrouiller, alerter sans alarmer ont été notre souci constant à travers ces 100 cartes et les textes qui les accompagnent. Contrairement à la période de près d'un demi-siècle de guerre froide, dont la réalité n'était pas contestée, 30 ans après la fin du monde bipolaire, il n'y a toujours pas d'interprétation unanime de l'état du monde. Constitue-t-il déjà une « communauté » internationale où tous partagent les mêmes valeurs universelles ? Ou est-il encore, ou à nouveau, divisé en systèmes de valeurs et de croyances différents, voire antagonistes ? Les affrontements de puissance vont-ils s'amplifier pour des raisons géopolitiques, énergétiques, écologiques, culturelles, religieuses et autres ?

Nous présentons au lecteur les différentes thèses pour qu'il se forme sa propre opinion. De même, nous ne nous en sommes pas tenus à l'occidentalo- ou à l'euro-péo-centrisme fréquents, qui empêchent souvent de voir et de prendre conscience de la diversité du monde. Même si l'interdépendance globale est une réalité, chaque pays, chaque peuple, a toujours sa propre vision du monde, façonnée par son histoire – où il se place naturellement au centre et comprend moins bien que les autres fassent de même –, sa perception particulière des risques, des menaces et des opportunités, du sacré et du permis, ses ambitions et ses craintes. Nous donnons des exemples de ces approches variées qui ne coïncident évidemment pas ! Pas encore ?

Ainsi conçu, notre atlas est organisé en quatre parties : *les grands repères du passé*, partie synthétique, neuf cartes et six « textes travelling » donnant à l'atlas sa profondeur historique ; *les diverses interprétations du monde global*, car il n'y a pas une interprétation unanime ; *les données globales* (démographiques,

économiques, énergétiques, stratégiques, etc.) ; et enfin, *le monde vu par*, partie essentielle à nos yeux, où, au-delà de l'évidence pour nous (le monde vu par la France, par les Européens), nous avons essayé de représenter le monde vu par... les autres, plus nombreux encore !

Toutes ces données et ces regards croisés font apparaître des convergences, mais aussi de formidables contradictions, des angoisses, des antagonismes avérés ou potentiels. Le monde tel qu'il sera dans les prochaines décennies y est inscrit de façon évidente ou en filigrane. À vous, à nous, de savoir le déchiffrer pour nous y préparer. Aujourd'hui, il est moins possible que jamais d'ignorer ce qu'il se passe en dehors de nos frontières. Connaître le monde hier était un choix. Connaître le monde global aujourd'hui est une nécessité.

Pascal Boniface  
Hubert Védrine  
Septembre 2023

# Sommaire

## Les grandes étapes géopolitiques (d'hier à aujourd'hui) 7

Les premiers hommes peuplent la Terre	8
L'apogée de l'Europe	12
Les conséquences durables de la dislocation des empires	14
La guerre froide	18
Du tiers-monde aux émergents	22
La fin du monopole occidental	24

## Les diverses visions du monde global 27

La « communauté » internationale	28
Le triomphe occidental	30
Le monde post-occidental <i>soft</i> , les nouveaux non-alignés et le « Global South »	32
Le monde post-occidental <i>hard</i>	34
Un monde chaotique ?	36

## Les données globales 39

Les enjeux écologiques	40
L'eau	48


La santé publique	50
La sécurité alimentaire	52
Les défis énergétiques	54
Les inégalités économiques internationales	60
La population	62
Les migrations internationales	64
Les flux commerciaux	66
Les religions	68
Le tourisme	70
Les langues dans le monde	72
La criminalité	74
Les enjeux stratégiques	76
Dissuasion et prolifération nucléaires	78
Le terrorisme	80
L'islamisme	82
La révolution numérique	84

## Le monde vu par... 87

L'Europe	88
La France	92
L'Allemagne	96
Le Royaume-Uni	98
L'Italie	100
L'Espagne	102

La Belgique	104
La Pologne	106
L'Ukraine	108
La Suisse	110
La Turquie	112
Les États-Unis	114
Le Canada	118
Le Mexique	120
Le Brésil	122
La Russie	124
L'Inde	128
La Chine	130
Le Japon	134
La Corée	136
L'Indonésie	138
L'Australie	140
Israël	142
Le Monde arabe	144
Le Maghreb	146
L'Iran	148
L'Afrique	150
Le Sénégal	154
L'Afrique du Sud	156
Conclusion	159





# Les grandes étapes géopolitiques (d'hier à aujourd'hui)

D'où vient le monde dans lequel nous vivons ? Quels sont les héritages historiques qui ont façonné les réalités stratégiques contemporaines ? Le passé éclaire le présent et permet de mieux situer les enjeux actuels. Cet atlas n'est pas un atlas « historique ». Néanmoins, notre monde actuel n'est pas intelligible sans avoir à l'esprit les enchaînements passés. Dans cette partie, nous mettons l'accent sur six moments ou étapes essentiels.

# Les premiers hommes peuplent la Terre

L'homme est une espèce récente dans l'histoire du monde. Alors que la vie est apparue il y a quelque 3,8 milliards d'années, l'homme moderne *Homo sapiens* n'a que 200 000 ans, peut-être 300 000<sup>1</sup> (au Maroc).

Pour dresser une généalogie, il faut remonter à la séparation des primates hominoïdes en deux branches distinctes, il y a au moins 8 à 9 millions d'années : les « singes supérieurs » (chimpanzés et bonobos, par exemple) et les hominidés.

Selon l'état actuel de la science, parmi les hominidés, les australopithèques apparurent, il y a 6 millions d'années environ, dans le Sud et l'Est de l'Afrique. Ces bipèdes arboricoles disparurent il y a 1,7 million d'années.

Entretemps, toujours en Afrique, mais dans l'Est, la première espèce du genre *Homo* est apparue vers – 2,8 millions d'années : c'est

*Homo habilis*, cet « homme habile » à utiliser ses outils. Il est petit (1 mètre 20 à 1 mètre 50), pèse 40 kilogrammes et dispose d'un petit cerveau (600 cm<sup>3</sup>).

La deuxième espèce, *Homo ergaster*, semble être apparue vers – 1,7 million d'années. Cet « homme artisan » est plus grand que son ancêtre *habilis* (1 mètre 50 à 1 mètre 70), plus lourd (60 kilogrammes) et plus « intelligent », avec un crâne de 900 cm<sup>3</sup>. Il est le premier du genre *Homo* à s'aventurer hors du continent africain via le Nord-Est. On en a découvert des traces près du lac de Tibériade (Proche-Orient) ainsi que, plus au Nord, dans le Caucase. Au bout de 400 000 ans, ce chasseur avait atteint l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Et 300 000 ans plus tard (– 1 million d'années), il était présent en Europe du Sud. Encore 300 000 ans et il était dans toute l'Europe tempérée (– 700 000). Tous ces déplacements terrestres ont été facilités par le faible niveau des mers (période glaciaire). La

domestication du feu (– 400 000) lui permet de progresser dans des régions plus froides en Europe, en Asie (au Japon) et en Amérique.

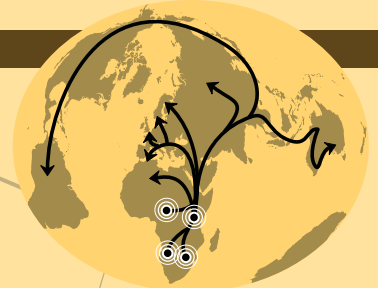
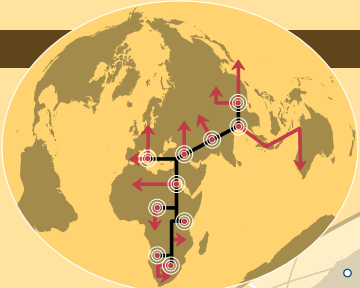
Notons que la désignation *Homo erectus* (« l'homme debout ») est parfois réservée *stricto sensu* à des descendants, d'autres fois à tous les *Homo* de l'époque.

L'homme de Néandertal est apparu il y a 300 000 ans. *Homo neanderthalensis* – que certains spécialistes font descendre en Europe de l'*Homo ergaster* ou de l'*Homo erectus* – enterre ses morts, vers – 100 000. Il disparaît pour des raisons inconnues vers – 30 000 après avoir cohabité plusieurs millions d'années avec l'*Homo sapiens*. On sait maintenant que les deux espèces s'étaient intercroisées au Proche-Orient, il y a entre 36 000 et 60 000 ans.

Il y a 200 à 300 000 ans, donc (les dates ont reculé ces dernières années), descendant probablement des lignées *Homo ergaster* et *erectus* africaines, apparaît en Afrique l'*Homo*

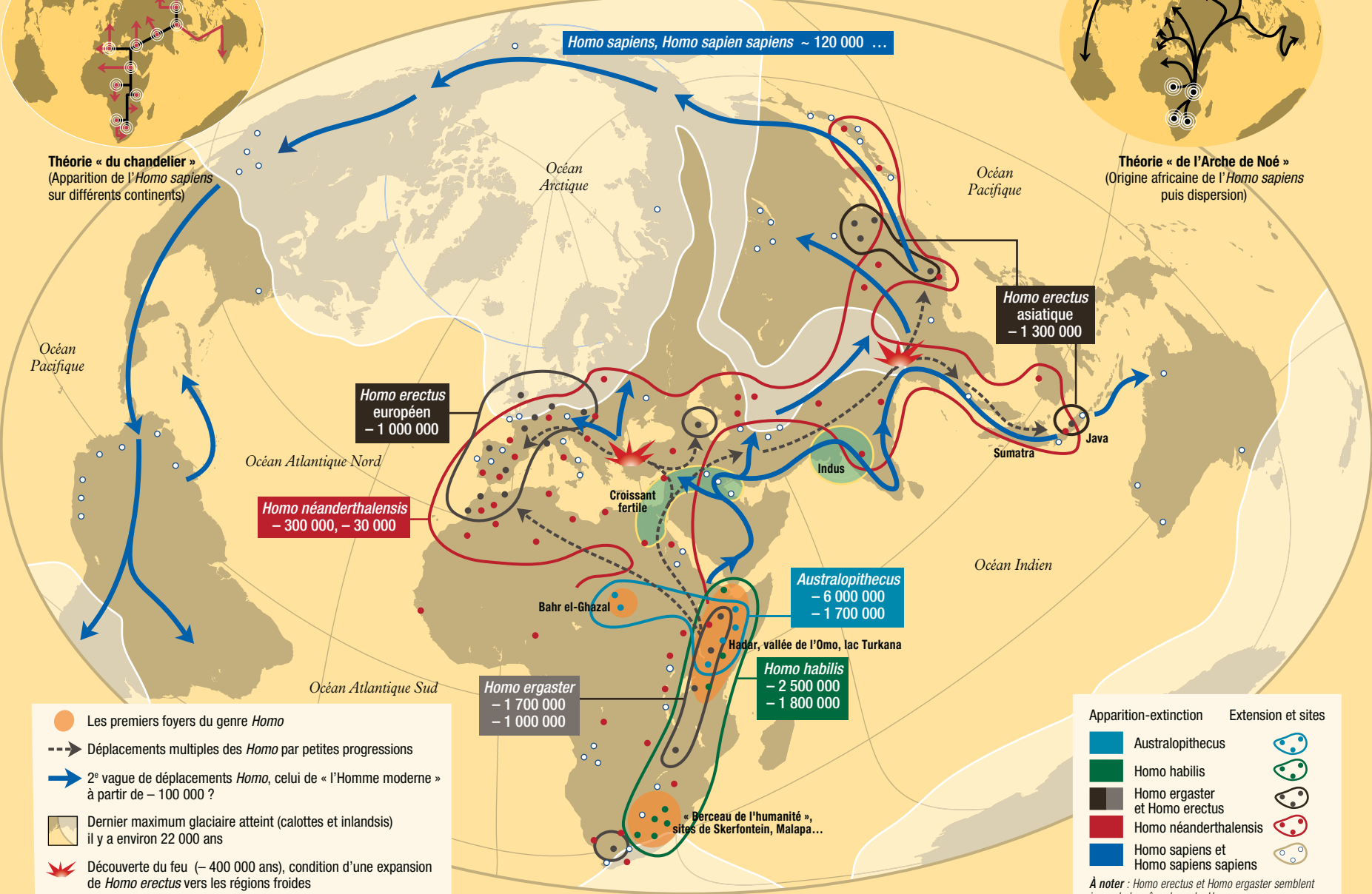
<sup>1</sup> Toutes les dates indiquées sont approximatives et discutées

# LE PEUPEMENT DE LA TERRE



**Théorie « du chandelier »**  
(Apparition de l'*Homo sapiens* sur différents continents)

**Théorie « de l'Arche de Noé »**  
(Origine africaine de l'*Homo sapiens* puis dispersion)



*Homo sapiens, Homo sapien sapiens* ~ 120 000 ...

*Homo erectus* européen  
- 1 000 000

*Homo erectus* asiatique  
- 1 300 000

*Homo néanderthalensis*  
- 300 000, - 30 000

*Australopithecus*  
- 6 000 000  
- 1 700 000

*Homo ergaster*  
- 1 700 000  
- 1 000 000

*Homo habilis*  
- 2 500 000  
- 1 800 000

Croissant fertile

Hader, vallée de l'Omo, lac Turkana

Bahr el-Ghazal

Indus

Sumatra

Java

- Les premiers foyers du genre *Homo*
- Déplacements multiples des *Homo* par petites progressions
- ➡ 2<sup>e</sup> vague de déplacements *Homo*, celui de « l'Homme moderne » à partir de - 100 000 ?
- ☒ Dernier maximum glaciaire atteint (calottes et inlandsis) il y a environ 22 000 ans
- 🔥 Découverte du feu (- 400 000 ans), condition d'une expansion de *Homo erectus* vers les régions froides
- 🌱 Les foyers de naissance de l'écriture (- 6 000)

Apparition-extinction	Extension et sites
<span style="color: blue;">■</span> Australopithecus	
<span style="color: green;">■</span> <i>Homo habilis</i>	
<span style="color: black;">■</span> <i>Homo ergaster</i> et <i>Homo erectus</i>	
<span style="color: red;">■</span> <i>Homo néanderthalensis</i>	
<span style="color: blue;">■</span> <i>Homo sapiens</i> et <i>Homo sapiens sapiens</i>	

À noter : *Homo erectus* et *Homo ergaster* semblent issus de la même branche *Homo*.  
*Homo ergaster* serait l'ancêtre africain d'*Homo erectus*.

« Berceau de l'humanité », sites de Skerfontein, Malapa...

*sapiens* (« l'homme sage »), au cerveau volumineux (1 450 cm<sup>3</sup>). Vers – 45 000 environ, l'*Homo sapiens*, s'installe durablement en Europe. Diverses théories s'affrontent : selon la théorie « du chandelier », l'homme moderne serait issu de mutations et d'évolutions diverses à partir de descendants de l'*Homo ergaster* en Europe et de l'*Homo erectus* en Asie ; la théorie « de l'Arche de Noé », la plus répandue, soutient au contraire l'idée d'une origine africaine unique puis de migrations successives ayant peuplé la Terre. En suivant celle-ci, *Homo sapiens*, colonise en moins de 100 000 ans et à partir de quelques milliers d'individus seulement, le Proche et le Moyen-Orient (– 120 000), l'Europe (choc probable avec les Néandertaliens) et l'Asie donc avec les descendants des *Homo erectus* (– 60 000). Enfin, l'Amérique du Nord (– 40 000), tandis que les descendants de l'*Homo sapiens* restés en Afrique la colonisent

en près de 80 000 ans. Tout cela est fondé sur les restes retrouvés et est très discuté.

La révolution du Néolithique ne survient que bien plus tard, à partir de – 9 000 au Proche-Orient, et s'étend progressivement (– 6 000 ou – 5 000 en Europe de l'Ouest).

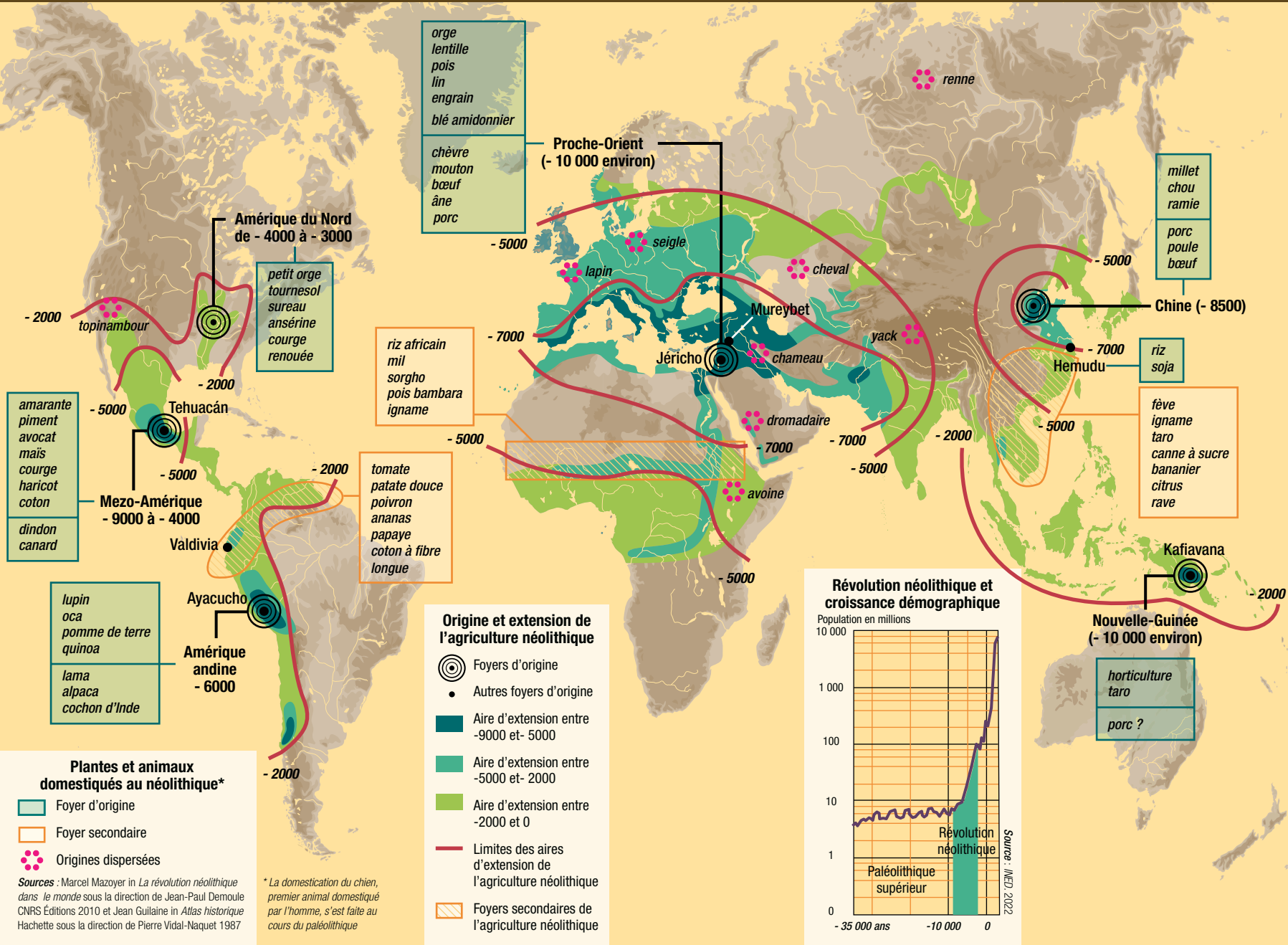
Ce que nous appelons l'Histoire ne débute pour nous qu'avec l'apparition de l'écriture, vers – 6 000 ou – 5 000, dans les cités-États du « croissant fertile » en Mésopotamie, dans les vallées du Nil et de l'Indus.

Il s'est écoulé 400 000 ans depuis la domestication du feu, 100 000 ans depuis les premiers rites funéraires. Et depuis déjà 30 000 ans, l'homme utilise des outils, et donc des vêtements et des armes, peint des fresques (les prodigieuses « grottes ornées ») et construit des radeaux. La conscience que notre héritage remonte à bien avant Sumer et les pharaons progresse !

D'innombrables controverses animent le monde très vivant des paléoanthropologues et des préhistoriens et l'amènent en permanence à réévaluer les consensus.

De nouvelles découvertes de sites et les progrès extraordinaires de la génétique apporteront de nouvelles précisions ou des corrections bouleversantes sur ces diverses espèces, leurs origines, leurs déplacements, leurs liens, et sur la chronologie générale ou détaillée. Mais une question s'impose : descendants de la seule lignée de *Homo* qui a survécu et qui a cru pouvoir se baptiser *sapiens* (« sage »), serons-nous donc assez sages pour maîtriser les problèmes dramatiques nés du développement prodigieux de notre espèce qui comptera 9,5 milliards d'individus en 2050 et d'un mode de production d'une efficacité sans précédent, mais prédateur ?

# LA RÉVOLUTION NÉOLITHIQUE – LES PREMIERS FoyERS DE SÉDENTARISATION



# L'apogée de l'Europe

**A**près avoir été, du <sup>v</sup><sup>e</sup> au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, la destination ou le lieu de passage de nombreuses populations venues de l'Est ou du Nord (les « grandes invasions », selon l'expression consacrée, aujourd'hui discutée – peut-être de grandes vagues migratoires – dans une Europe antérieurement celte), l'Europe connut une première expansion de 1095 à 1291 avec les huit croisades chrétiennes en Orient. Mais c'est véritablement avec les grandes découvertes et les grands voyageurs du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle (Vasco de Gama, Christophe Colomb, Magellan) qu'elle commença à étendre son influence sur le monde entier. Ces grands explorateurs, en compétition entre eux, ouvrirent la voie aux premiers empires coloniaux européens : d'abord portugais et espagnol, puis néerlandais, anglais et français (en Asie et en Amérique). L'Afrique se trouva ainsi partagée entre Portugais, Britanniques, Français, Espagnols, plus tard Belges, Allemands et Italiens.

Si bien que, au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, Français et Britanniques sont chacun à la tête d'un vaste empire.

Au-delà, même la Chine et le Japon ont dû ouvrir leurs marchés sous la menace des navires européens et selon les conditions de ceux-ci.

À la veille de la guerre de 1914, les Européens dominent un monde qu'ils se sont partagé presque entièrement. Ils se concurrencent mais mettent tous en avant leur « mission civilisatrice ». Certes, les États-Unis sont devenus indépendants de la Grande-Bretagne au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, les pays d'Amérique latine de l'Espagne et du Portugal au <sup>xix</sup><sup>e</sup>; et les Russes ont étendu leur contrôle jusqu'au Caucase et à l'océan Pacifique. Et il y a un empire ottoman. Mais cette première mondialisation globale, sous l'impulsion de la Grande-Bretagne (frontières ouvertes, étalon or) demeure une européanisation.

L'exacerbation de la rivalité navale entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne – l'une des causes de la guerre de 1914-1918 – trouve son

prolongement dans les rivalités économiques et coloniales entre puissances européennes. Même si on a pu dire que ce conflit fut plus une « guerre civile européenne » qu'une véritable « guerre mondiale ». Il y a ensuite un enchaînement fatal du conflit de 1914-1918 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale de 1939-1945, en passant par l'Entre-deux-guerres qui, aucun problème n'ayant été résolu, fut autant un avant-guerre qu'un après-guerre. En trente ans, l'Europe se ruina, fut supplantée, se retrouvera dominée et après 1945 protégée, à sa demande, par les États-Unis, et une moitié d'elle-même soumise pour plus d'un demi-siècle à l'URSS. Elle passe du statut de centre du pouvoir mondial à celui d'enjeu de la lutte globale soviéto-américaine avant de tenter, plus tard, d'exister par elle-même.

# LES PUISSANCES EUROPÉENNES ET LEURS COLONIES (XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE – PREMIÈRE GUERRE MONDIALE)



**A** : Allemagne  
**B** : Belgique  
**DK** : Danemark  
**E** : Espagne  
**F** : France  
**GB** : Grande-Bretagne  
**P** : Portugal  
**PB** : Pays-Bas

- Colonies au XVIII<sup>e</sup> siècle
- Puissances européennes colonisatrices 1860-1914
- Colonie, protectorat ou zone d'influence européens en 1914
- Puissances concurrentes
- Expansion américaine
- Expansion japonaise
- Expansion russe
- États-Unis : grandes étapes de la construction territoriale
- Amérique latine : dates d'indépendance nationale

# Les conséquences durables de la dislocation des empires

Les empires coloniaux ont longtemps réussi à contenir les aspirations nationales des peuples qu'ils dominaient, souvent en jouant sur les divisions ethniques. La dislocation de ces mêmes empires a fait réapparaître beaucoup de ces conflits, dont certains restent vivaces. Une généalogie des crises comme des mentalités nationales s'impose donc à qui veut comprendre les crises d'aujourd'hui.

Pour les Américains, ce sont les conditions mêmes de la création des États-Unis et de leur indépendance contre la couronne britannique qui expliquent une longue tradition d'isolationnisme, en tout cas envers l'Europe, jusqu'en 1917, voire jusqu'en 1941.

Entre les États d'Amérique latine, des litiges sont nés dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque les colonies espagnoles menèrent, chacune, leurs guerres d'indépendance. Ces tensions marquent encore les sentiments nationaux aujourd'hui.

En Europe, et au Moyen-Orient, la Première Guerre mondiale aboutit au démantèlement des empires allemand, austro-hongrois et ottoman, mais pas russe, devenu soviétique.

Dans le cas de l'Allemagne, le traité de Versailles (29 juin 1919) consacra la défaite, la dislocation du III<sup>e</sup> Reich et l'occupation du pays au point que l'humiliation des Allemands fut un des ressorts du nationalisme revanchard et belliqueux que capta Hitler après la guerre (et grâce à la crise de 1929). La défaite nazie, la partition de l'Allemagne à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et durant la guerre froide et enfin la réunification allemande (1990) grâce à l'affaiblissement final de l'URSS ont constitué un cycle de déconstruction-reconstruction de l'identité allemande qui aura duré 72 ans (1919-1991).

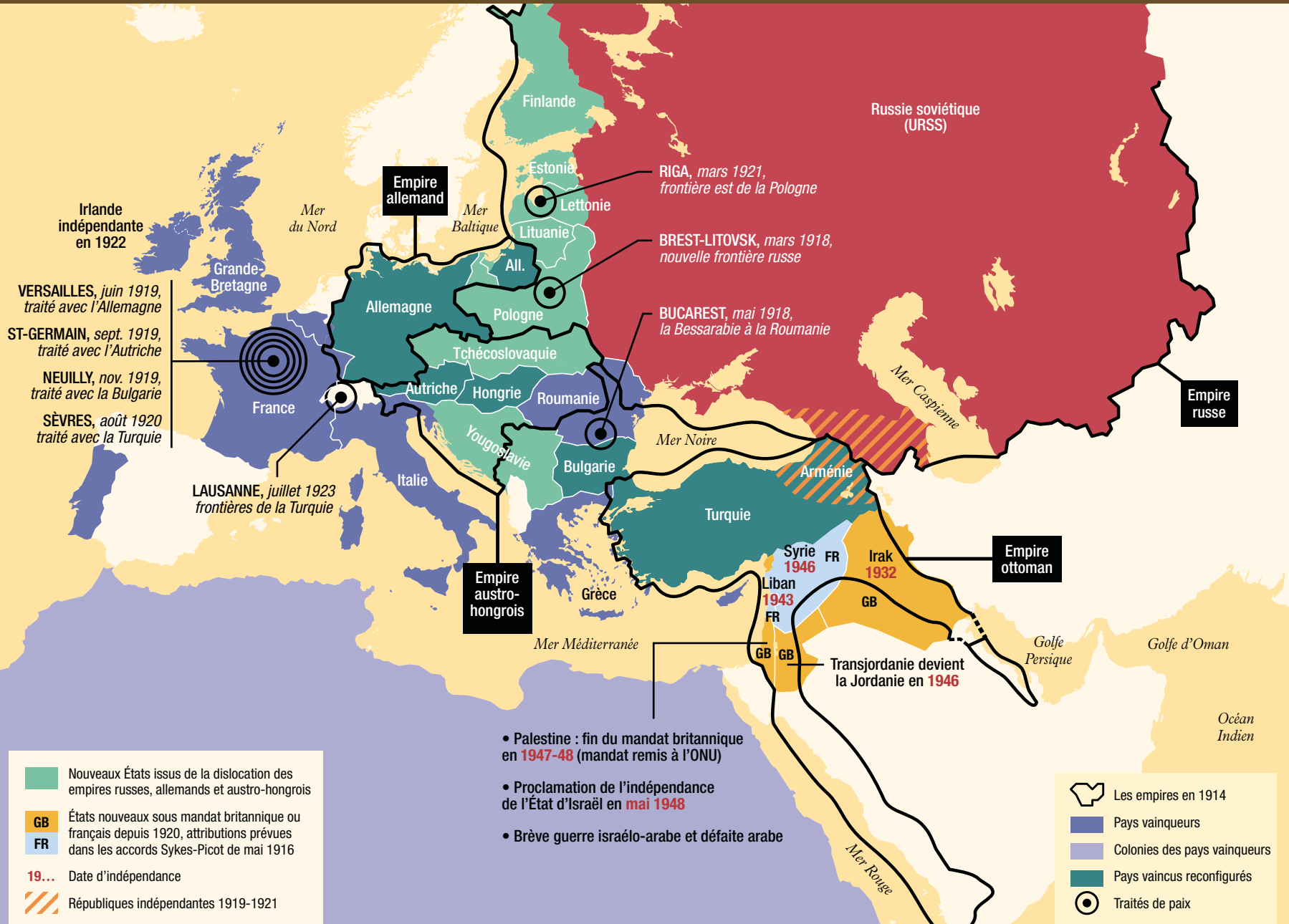
L'allié austro-hongrois de l'Allemagne en 1914 fut la seconde puissance à être démantelée, par les traités de Saint-Germain-en-Laye pour l'Autriche (10 septembre 1919) et de Trianon pour la Hongrie (4 juin 1920). La création de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie portait en germe des conflits inévitables, ces nouveaux États réunissant des minorités inconciliables. Ceci allait entretenir une instabilité qui allait favoriser les menées hitlériennes durant les années 1930. Sans doute, après la Seconde Guerre mondiale, ces problèmes nationaux

furent-ils « gelés » par la guerre froide, et dans le cas yougoslave par la main de fer de Tito, mais certains ressurgirent avec la fin des régimes communistes en 1989-1990.

Dans la majorité des cas, la situation put être stabilisée : grâce à la reconnaissance par l'Allemagne de sa frontière orientale avec la Pologne issue de la guerre sur la ligne des rivières Oder et Neisse ; grâce à la perspective d'un rapprochement puis d'une adhésion à l'Union européenne ; avec l'aide du « Pacte de stabilité » pour l'Europe centrale. Cette dynamique a ainsi conduit douze pays à entrer dans l'Union et, à leur demande – à la grande fureur de la Russie –, dans l'OTAN.

Dans le cas yougoslave en revanche, la désintégration commença dès le début des années 1980 avec la mort du maréchal Tito. Nul ne put la maîtriser : ni les Yougoslaves, ni les Européens, ni le Conseil de sécurité des Nations unies. Elle se fit violemment : guerre en Croatie et en Bosnie (1991-1992) ; guerre pour le Kosovo (1999). En 2023, la stabilité n'est toujours pas complètement assurée, ni en Bosnie ni au Kosovo.

# LES NOUVEAUX ÉTATS ISSUS DE LA DISLOCATION DES EMPIRES DANS L'APRÈS PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



- Nouveaux États issus de la dislocation des empires russes, allemands et austro-hongrois
- GB États nouveaux sous mandat britannique ou français depuis 1920, attributions prévues dans les accords Sykes-Picot de mai 1916
- FR
- 19...** Date d'indépendance
- Républiques indépendantes 1919-1921

- Palestine : fin du mandat britannique en 1947-48 (mandat remis à l'ONU)
- Proclamation de l'indépendance de l'État d'Israël en mai 1948
- Brève guerre israélo-arabe et défaite arabe

- Les empires en 1914
- Pays vainqueurs
- Colonies des pays vainqueurs
- Pays vaincus reconfigurés
- Traités de paix

Dans les Balkans, le chaudron yougoslave a subi les tensions nationales et religieuses que les Ottomans n'avaient fait que geler. Au Moyen-Orient, l'État kurde, plus ou moins promis, n'a jamais vu le jour ; l'Irak, né de la réunion arbitraire, sous mandat britannique, de trois provinces ottomanes, n'a connu qu'une histoire mouvementée ou tragique. Et la Syrie, le Liban, la Transjordanie (devenue Jordanie) et Israël, à partir de 1948, n'ont connu jusqu'à aujourd'hui ni paix assurée ni stabilité durable. La menace iranienne a réuni Israël et Arabes dans une Alliance d'Abraham, mais l'histoire du siècle écoulé continue d'alimenter peurs et ressentiments dans les populations.

Les décolonisations des années 1950-1960 en Afrique et en Asie ont fait naître des dizaines de nouveaux États. Mais le « retrait » des puissances tutélaires (Portugal, Espagne, Belgique, Pays-Bas, France, Royaume-Uni) a laissé subsister des « bombes à retardement » : partition du sous-continent indien, éclatement du Pakistan, conflits israélo-arabes, question du Timor, statut de Hong Kong... Et encore ! La « jeune Afrique » a eu la sagesse de s'accommoder, sauf rares

exceptions, des découpages coloniaux pour ne pas remettre en cause les frontières, aussi artificielles soient-elles.

À l'Est de Suez, le retrait britannique a entraîné l'indépendance d'une dizaine d'émirats du golfe arabo-persique, dont Koweït que l'Irak allait revendiquer (guerre du Golfe, 1991).

Les relations de ces nouveaux États indépendants entre eux et avec le reste du monde restent marquées jusqu'à aujourd'hui, d'une façon ambivalente, par la période coloniale et par l'ancienne puissance coloniale, par sa langue (ce qui fait d'elles des boucs émissaires faciles), même si la mondialisation donne à chaque pays plus de marge de manœuvre et des possibilités nouvelles, dans un monde où les émergents/émérgés, à commencer par la Chine, ont leur propre politique globale.

De nombreux micro-États du Pacifique, qui étaient sous des tutelles diverses, sont devenus indépendants dans les années 1980-1990.

Le dernier « empire » à disparaître fut l'URSS, à la fin de 1991, avec les indépendances des trois pays baltes, de l'Ukraine (berceau de la première Russie), de l'Arménie, de la Géorgie,

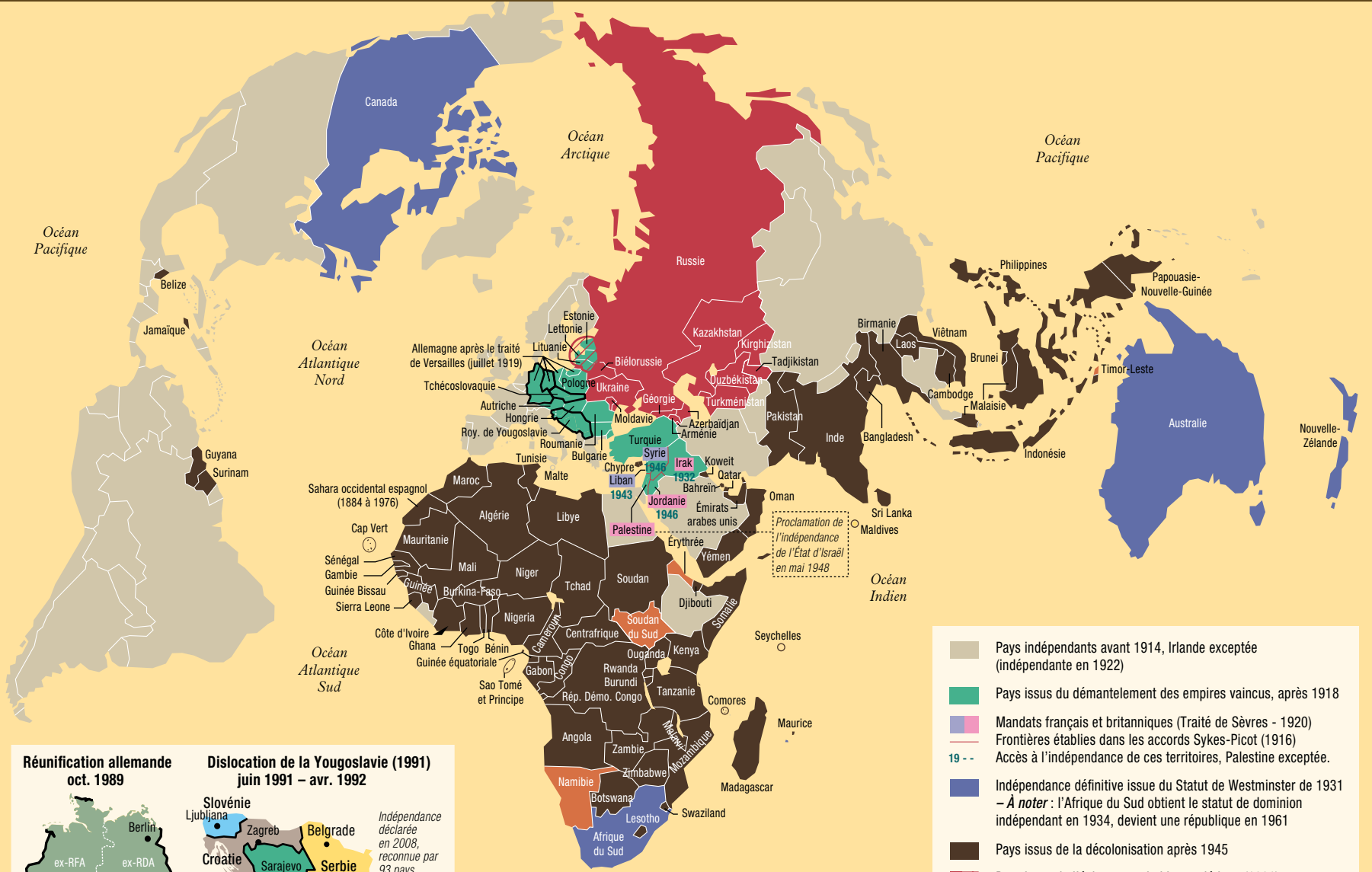
de l'Azerbaïdjan et des pays d'Asie centrale, ce qui fut à nouveau à l'origine de graves problèmes de minorités, dans le Caucase notamment. La question de la Russie elle-même peut se poser un jour.

Il ne reste aujourd'hui dans le monde que quelques « confettis » coloniaux. Mais de graves problèmes demeurent pour certaines minorités en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Certains analystes considèrent que ce gigantesque mouvement de reflux colonial, venant après plusieurs siècles d'expansion européenne et occidentale, n'est pas terminé et que la Chine et la Russie, à nouveau, y seront elles-mêmes confrontées à l'avenir, avec toutes les réactions que cela peut entraîner.

La façon dont l'empire ottoman a été démembré par les vainqueurs, après qu'ils aient même songé à retirer l'Anatolie à la Turquie, au profit de ses minorités chrétiennes, a pesé sur tout le xx<sup>e</sup> siècle : États fragiles, foyer national juif, etc. Et au xxi<sup>e</sup> siècle : la Syrie et l'Irak (nées des traités de Sèvres en 1920 et de Lausanne en 1923) sont menacés de désagrégation.

Cette histoire se poursuit.

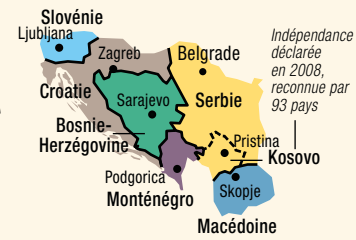
# LES NOUVEAUX ÉTATS ISSUS DE LA DISLOCATION DES EMPIRES, 1918-1991



## Réunification allemande oct. 1989



## Dislocation de la Yougoslavie (1991) juin 1991 – avr. 1992



## Dissolution de la Tchécoslovaquie déc. 1992



- Pays indépendants avant 1914, Irlande exceptée (indépendante en 1922)
- Pays issus du démantèlement des empires vaincus, après 1918
- Mandats français et britanniques (Traité de Sèvres - 1920)
- Frontières établies dans les accords Sykes-Picot (1916)
- 19 -- Accès à l'indépendance de ces territoires, Palestine exceptée.
- Indépendance définitive issue du Statut de Westminster de 1931 – *À noter* : l'Afrique du Sud obtient le statut de dominion indépendant en 1934, devient une république en 1961
- Pays issus de la décolonisation après 1945
- Pays issus de l'éclatement du bloc soviétique (1991)
- Dissolution ou réunification de pays après la chute du Mur de Berlin (nov. 1989)
- Indépendance à l'égard d'une ancienne colonie depuis 1990

# La guerre froide

**D**e 1945, année clef, date de la victoire des Alliés sur le nazisme, à 1991, l'antagonisme Est-Ouest a structuré les relations internationales. Certes, les dispositions arrêtées par les Alliés américains, britanniques et soviétiques aux conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam sont aujourd'hui dépassées, depuis la fin de l'URSS et la réunification allemande en 1990-1991, en ce qui concerne l'Europe et l'Allemagne. En revanche, même contestées, les dispositions prises pour organiser les Nations « unies » perdurent, comme les décisions de la Conférence de Bretton Woods.

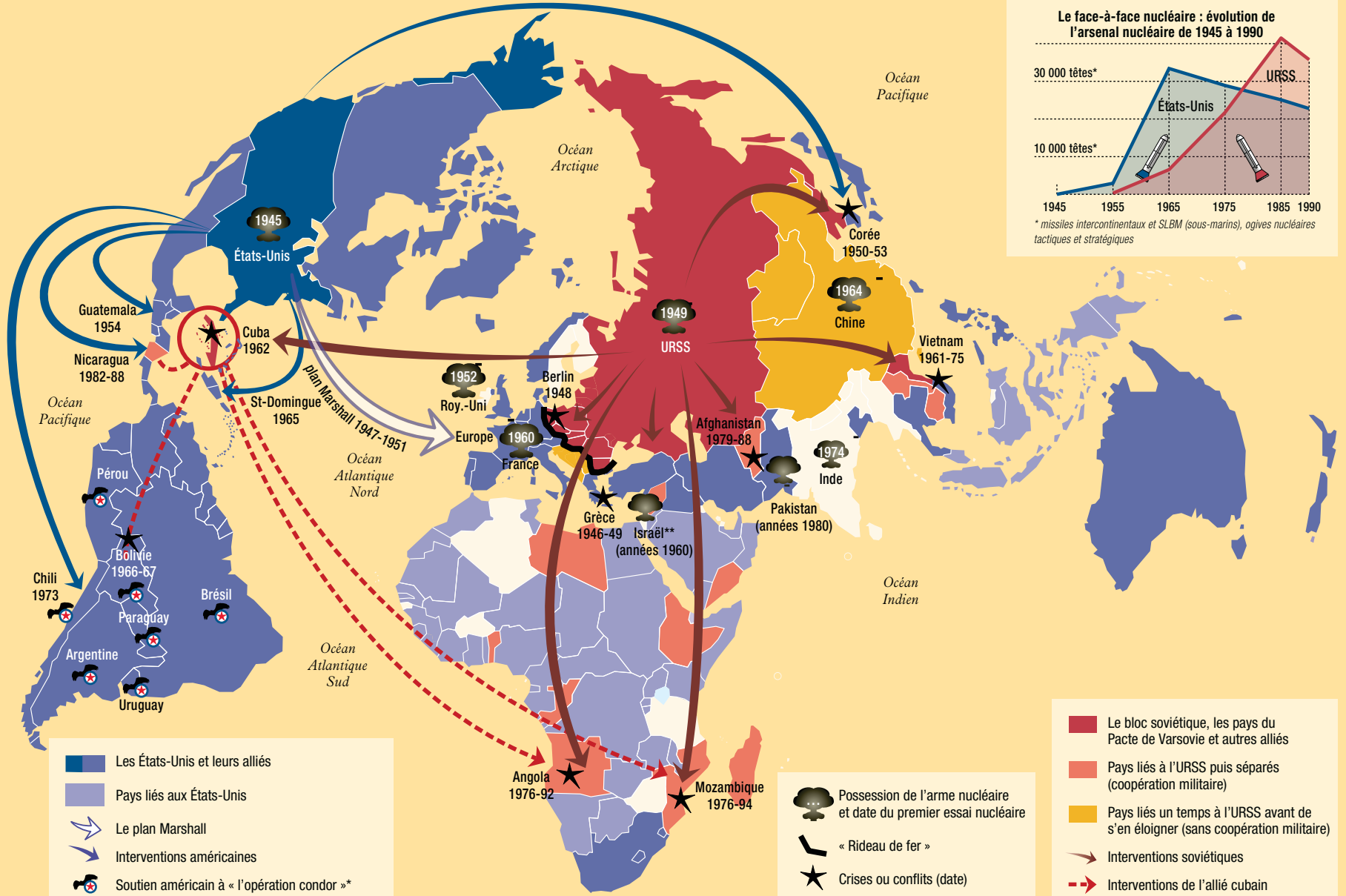
Les vainqueurs de 1945 se sont divisés aussitôt vaincus l'hitlérisme et l'impérialisme nippon. Contrairement à la promesse faite à Roosevelt et à Churchill à Yalta (où il n'y a pas eu, contrairement à la légende, de partage du monde, mais seulement de l'Allemagne), Staline n'a pas organisé d'élections libres dans les territoires européens libérés par l'Armée rouge, mais y a imposé des gouvernements communistes prosoviétiques. Dès 1946, Churchill parle

d'un « rideau de fer » qui s'est abattu, entre l'Est et l'Ouest, « de Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique ». La menace militaire (y compris, à partir de 1949, nucléaire) soviétique sur l'Europe de l'Ouest est telle, surtout après la guerre de Corée, que les États-Unis, pour la première fois de leur histoire, acceptent de mettre sur pied en 1949 avec les Canadiens et les Européens, à la demande pressante de ces derniers, une alliance pour « endiguer » l'Union soviétique. Ce sera l'Alliance atlantique, qu'ils dirigent entièrement. Le déclenchement de la guerre de Corée (1950) conduit en plus à la création d'une Organisation de cette Alliance, intégrée dès le temps de paix (le « O » de OTAN), comme si la guerre devait éclater le lendemain. Les États-Unis lancent aussi un plan Marshall pour reconstruire l'Europe et priver la propagande soviétique d'arguments (Staline le refuse). Une course aux armements conventionnels, et surtout nucléaires, est dès lors déclenchée par les deux blocs : toujours plus de bombardiers et de missiles, intercontinentaux ou à

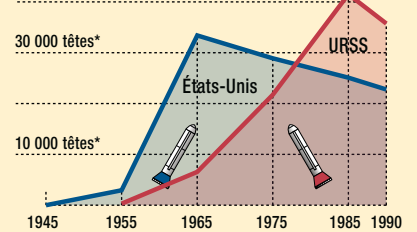
moyenne portée, portant au début des charges nucléaires uniques et considérables, ensuite des « têtes multiples » nucléaires, elles-mêmes de plus en plus précises. La tension est permanente. Les États-Unis de Truman font échouer, en 1948, la tentative de blocus de Berlin par l'URSS. Cette dernière mate la révolte de Berlin Est en 1953, crée le Pacte de Varsovie en 1955, écrase l'insurrection de Budapest en 1956 comme elle le fera à Prague en 1968. À l'Ouest – mais ce n'est pas comparable –, le général de Gaulle, las d'attendre une réforme de l'Alliance atlantique qui ne vient pas, retire en 1966 la France du commandement militaire intégré, tout en restant dans l'Alliance.

Cette « guerre froide », cet « équilibre de la terreur », n'empêche pas les deux superpuissances de s'affronter ailleurs, dans le tiers-monde, par alliés ou satellites interposés. Comme l'a dit Raymond Aron, « la paix est impossible » car les deux systèmes de valeurs et les objectifs stratégiques sont incompatibles. Mais, ajoute-t-il, la « guerre est improbable »

# LA GUERRE FROIDE (MARS 1947 – DÉC. 1991) : LES ÉTATS-UNIS FACE À L'UNION SOVIÉTIQUE



**Le face-à-face nucléaire : évolution de l'arsenal nucléaire de 1945 à 1990**



\* missiles intercontinentaux et SLBM (sous-marins), ogives nucléaires tactiques et stratégiques

- Les États-Unis et leurs alliés
- Pays liés aux États-Unis
- Le plan Marshall
- Interventions américaines
- Soutien américain à « l'opération condor »\*

\* Campagne transnationale d'assassinats et de lutte anti-guérilla entre les différentes dictatures d'Amérique du Sud avec le soutien des États-Unis.

- Possession de l'arme nucléaire et date du premier essai nucléaire
- « Rideau de fer »
- Crises ou conflits (date)

\*\* Israël n'a jamais reconnu officiellement être en possession de l'arme atomique

- Le bloc soviétique, les pays du Pacte de Varsovie et autres alliés
- Pays liés à l'URSS puis séparés (coopération militaire)
- Pays liés un temps à l'URSS avant de s'en éloigner (sans coopération militaire)
- Interventions américaines
- Interventions soviétiques
- Interventions de l'allié cubain

Carte établie à partir de la situation stratégique de la fin des années 1980

tant la dissuasion nucléaire est... dissuasive. La guerre est même impossible. La «coexistence pacifique», s'impose donc après l'angoissante crise des fusées de Cuba, en 1962. Elle se traduit par des accords sur un «téléphone rouge», ligne directe entre Moscou et Washington et par le traité SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*) en 1972, qui fixe des plafonds aux missiles nucléaires et aux missiles antimissiles, puis encadre la course aux armements tout en maintenant la dissuasion nucléaire. Au début des années 1980, sont signés des accords de «réduction» (START).

Au début de la décennie 1980, Reagan entreprend d'épuiser une URSS déjà en difficulté évidente en Afghanistan, où elle est

intervenue en 1979 pour sauver le régime pro-communiste, en l'entraînant dans une chimérique et épuisante «guerre des étoiles». À partir de 1985, Gorbatchev, conscient du fiasco soviétique, essaie de sauver le communisme en le réformant, mais certainement trop tardivement (*Glasnost, Perestroïka*). Il signe de nouveaux accords de désarmements, retire l'Armée rouge d'Afghanistan, et, surtout, décide de ne jamais employer la force pour maintenir au pouvoir les «démocraties populaires» d'Europe centrale et orientale. Sans aucune base dans les sociétés, répressives et usées, celles-ci sont dès lors condamnées. Elles s'effondrent toutes en 1989 et 1990 (ce qui permet la réunification allemande). En novembre 1990, Gorbatchev

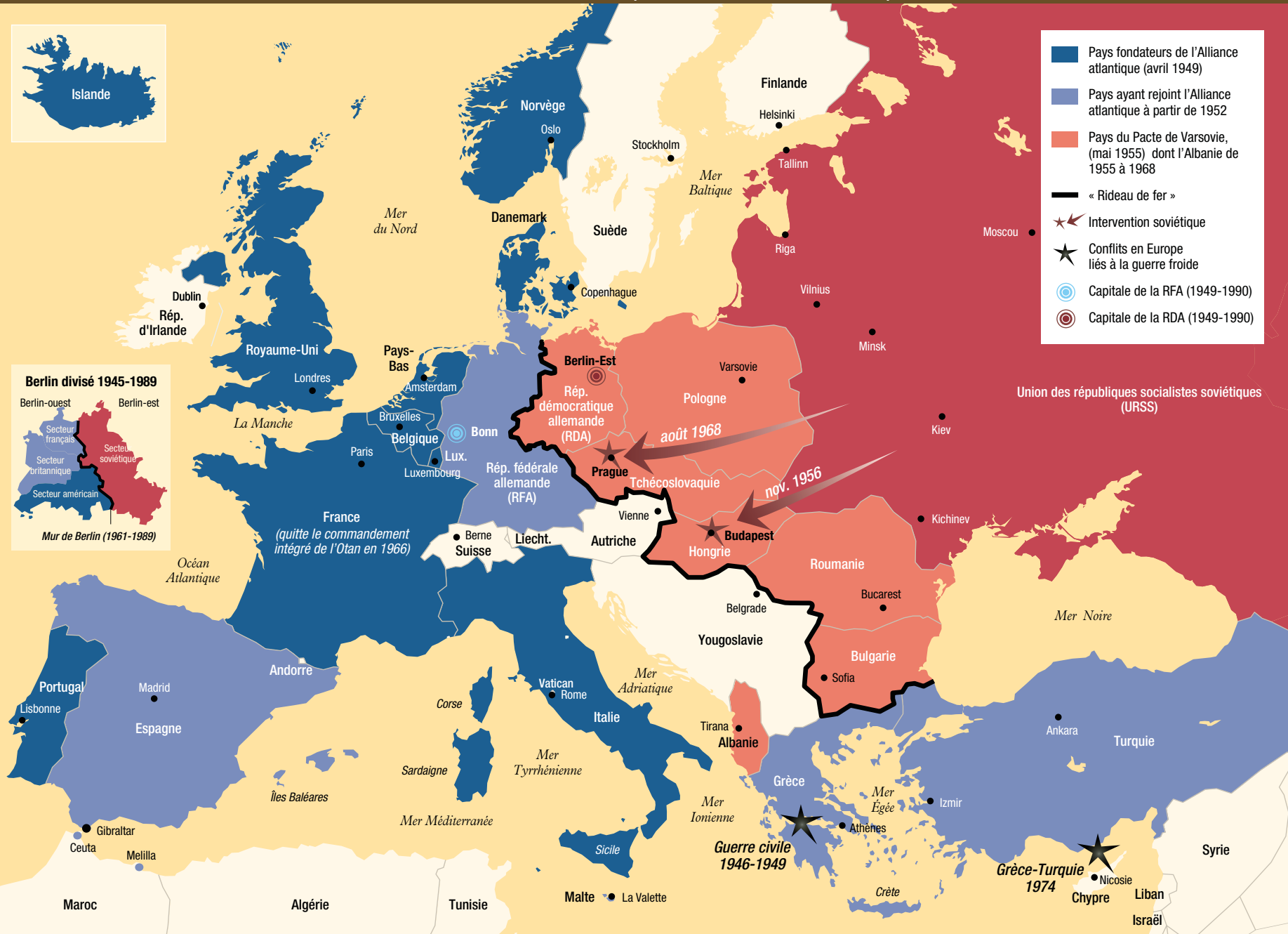
accepte l'usage de la force armée (au titre du chapitre VII de la Charte de l'ONU) contre son allié irakien qui a envahi le Koweït. Mais ne voulant pas «sauver l'URSS», les États-Unis lui refusent une aide économique au sommet du G7 de Londres en juillet 1991. Fin 1991, c'est l'URSS elle-même qui implose. La guerre froide – qui n'a, en presque 45 ans, jamais dégénéré en guerre chaude – est terminée. Le temps du monde «global» commence.

L'escalade de la tension entre la Russie de Vladimir Poutine et les Occidentaux, la guerre en Crimée-Ukraine déclenchée en 2022, comme les tensions entre la Chine et les États-Unis font se poser la question de nouvelles guerres froides.

# LA GUERRE FROIDE EN EUROPE (MARS 1947 – DÉCEMBRE 1991)



- Pays fondateurs de l'Alliance atlantique (avril 1949)
- Pays ayant rejoint l'Alliance atlantique à partir de 1952
- Pays du Pacte de Varsovie, (mai 1955) dont l'Albanie de 1955 à 1968
- « Rideau de fer »
- ★ Intervention soviétique
- ★ Conflits en Europe liés à la guerre froide
- ◎ Capitale de la RFA (1949-1990)
- ◎ Capitale de la RDA (1949-1990)



# Du tiers-monde aux émergents

Après 1945, alors que les relations internationales s'organisaient autour de la compétition Est/Ouest, de nombreuses nations, à l'aube de leur indépendance, ont voulu échapper au monde bipolarisé et préserver leur identité.

L'expression « tiers-monde » fut inventée, en 1952, par Alfred Sauvy, économiste français, en s'inspirant du « tiers état » aux états généraux de 1789.

Ces pays sont situés pour l'essentiel dans l'hémisphère sud. Les pays du Nord, certes divisés idéologiquement entre communistes et Occidentaux, appartiennent néanmoins tous au monde développé face auquel « le Sud » entend affirmer son identité. Il s'agit à la fois d'achever la décolonisation, de préserver l'indépendance des pays du Sud face à la compétition soviéto-américaine, et de permettre leur décollage économique. En avril 1955, se tient à Bandung (Indonésie) la première grande conférence qui réunit des pays du tiers-monde. Les 29 États présents représentent la moitié de l'humanité, mais seulement 8% du PNB mondial. En 1960, l'Assemblée générale des Nations unies adopte la résolution 1541 (XV) qui proclame le droit à la décolonisation « immédiate et inconditionnelle », et dénonce la colonisation, la qualifiant comme contraire à la paix mondiale et à la Charte de l'ONU. Le Sud dénonce également les termes de « l'échange inégal » : le tiers-monde exporte à bas

prix des matières premières et achète au prix fort les produits industriels du Nord. En 1974, l'Assemblée générale de l'ONU proclame l'instauration d'un « nouvel ordre économique international » basé sur l'équité et l'égalité souveraine. Les États du tiers-monde créent le Groupe des 77 et proclament la souveraineté permanente sur leurs richesses naturelles : c'est pour eux l'affirmation d'une souveraineté économique, indispensable, mais qui reste à concrétiser, en plus de la souveraineté politique. Les pays du Nord sont accusés d'exploiter les pays du Sud.

Mais, à partir des années 1970, l'unité du tiers-monde vole en éclats. D'un point de vue politique, le « non-alignement » n'a concerné qu'une minorité d'États, car la plupart étaient, dans les faits, stratégiquement liés aux États-Unis ou à l'Union soviétique. Et aujourd'hui dans le monde global du XXI<sup>e</sup> siècle, il n'y a plus rien de commun parmi les anciens pays du tiers-monde, qui se divisent entre, d'une part, ceux qui émergent, les géants géostratégiques (chinois, indien), les « dragons » asiatiques désormais industrialisés, les États qui bénéficient d'une rente pétrolière et, d'autre part, les pays les moins avancés (PMA) dont la situation s'est dégradée. Éclaté, le tiers-monde en tant que tel a disparu.

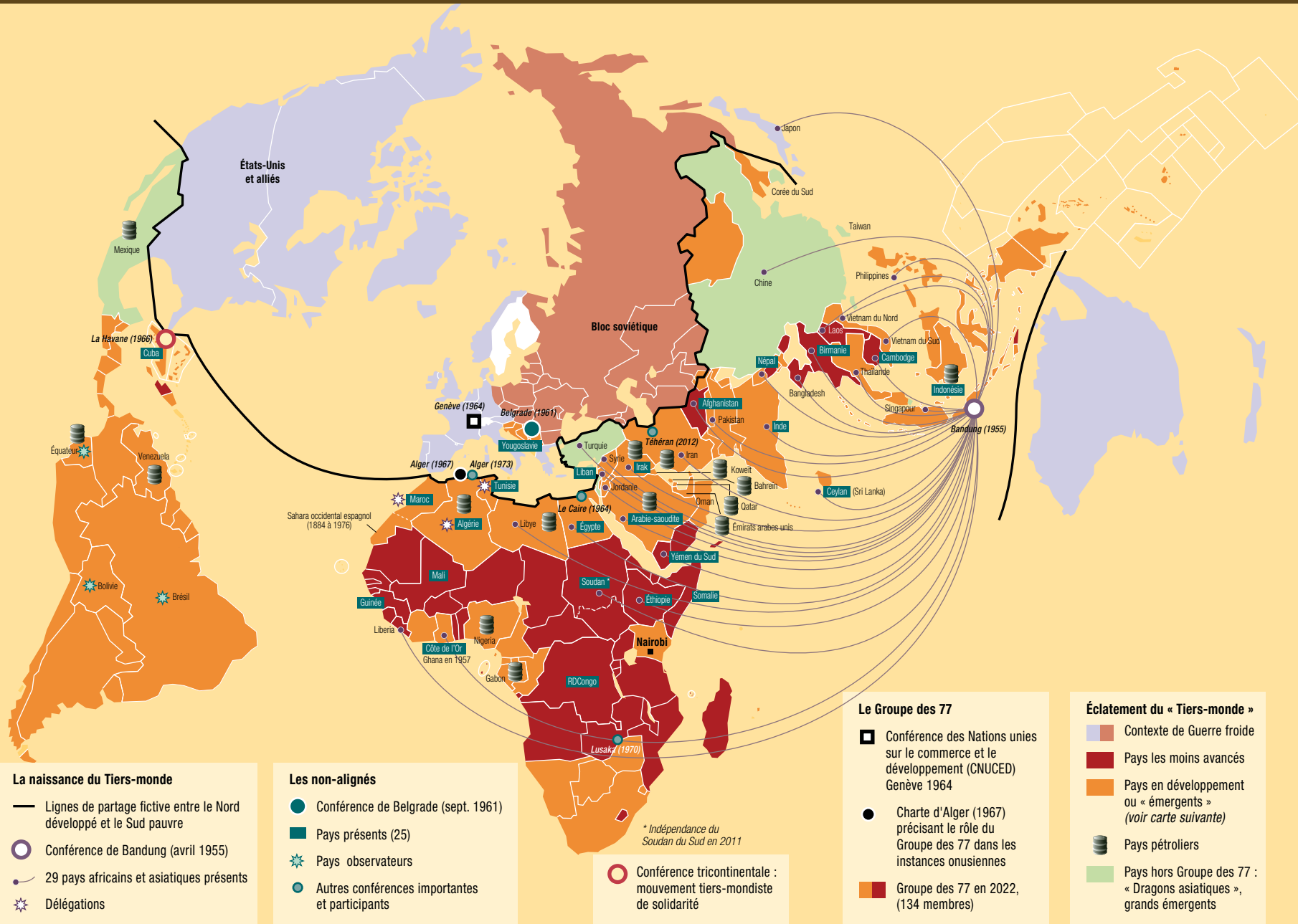
Au début des années 1980, la notion d'émergence apparaît pour mettre en évidence le développement de pays à croissance forte,

avec une classe moyenne en expansion, attractifs pour les investisseurs étrangers.

En 2001, Jim O'Neill (banque Goldman Sachs) invente le concept de « BRIC » pour Brésil, Russie, Inde, Chine, pays continents à fort potentiel de croissance et forte démographie. À partir de 2011, les BRIC institutionnalisent leur coopération et sont rejoints par l'Afrique du Sud (BRICS). De manière globale, le terme « d'émergents » englobe l'ensemble des pays du Sud (une soixantaine aujourd'hui) qui ont su s'adapter à l'économie de marché et croître grâce à la mondialisation. Ces émergents connaissent, comme le reste du monde, un ralentissement économique après la crise de 2008 ; c'est la fin de l'âge d'or de la croissance à deux chiffres.

Leur émergence marque la fin de la domination occidentale exclusive sur le monde. Le passage, avec la crise du G7/G8 à un G20 (qui s'est tenu pour la première fois aux États-Unis en 2008, devenant un rendez-vous annuel) en est le symbole. Même si les pays anciennement développés restent de loin les plus riches par habitant, ils ont perdu le monopole de la richesse et de la puissance. Plus rien d'important ne pourra globalement se décider sans les pays émergents. Les pays occidentaux ne l'admettent pas ou n'en sont pas conscients. Mais la pandémie, la tension sino-américaine, la guerre en Ukraine, la réapparition d'une sorte de non-alignement créent encore un nouveau paysage mondial.

# LE TIERS-MONDE DE SA NAISSANCE À SA DILUTION



**La naissance du Tiers-monde**

- Lignes de partage fictive entre le Nord développé et le Sud pauvre
- Conférence de Bandung (avril 1955)
- 29 pays africains et asiatiques présents
- ☆ Délégations

**Les non-alignés**

- Conférence de Belgrade (sept. 1961)
- Pays présents (25)
- ☆ Pays observateurs
- Autres conférences importantes et participants

○ Conférence tricontinentale : mouvement tiers-mondiste de solidarité

*\* Indépendance du Soudan du Sud en 2011*

**Le Groupe des 77**

- Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) Genève 1964
- Charte d'Alger (1967) précisant le rôle du Groupe des 77 dans les instances onusiennes
- Groupe des 77 en 2022, (134 membres)

**Éclatement du « Tiers-monde »**

- Contexte de Guerre froide
- Pays les moins avancés
- Pays en développement ou « émergents » (voir carte suivante)
- Pays pétroliers
- Pays hors Groupe des 77 : « Dragons asiatiques », grands émergents

# La fin du monopole occidental

Pour le monde occidental, le début de la décennie 1990, marquée par la fin de la guerre froide et du clivage est/ouest après l'effondrement du bloc soviétique et l'implosion de l'URSS, inaugure une période euphorique. Les Occidentaux, qui ont vécu pendant plus de quatre décennies dans l'angoisse de la menace soviétique, sont débarrassés de ce spectre. À peine le mur de Berlin tombé, la réunification de l'Allemagne entérinée, celle de l'Europe en cours, qu'on imaginait déjà « la fin de l'histoire », pour reprendre l'expression de Francis Fukuyama, et le triomphe universel des valeurs occidentales faute de contestation du modèle d'économie libérale et de démocratie.

L'Irak avait pourtant défié les Occidentaux en envahissant le Koweït en 1990. Mais, grâce au feu vert donné par Gorbatchev pour la mise en place d'une force internationale sous couvert des Nations unies, coalisée autour de la force américaine, le contrevenant a été rapidement expulsé et châtié.

Plus de menaces à l'Est, aucune menace sérieuse au Sud: plus rien ne devait empêcher le triomphe occidental. La disparition de l'Union soviétique ne semblait pouvoir déboucher que sur l'émergence d'un monde unipolaire. C'est du moins ce qu'ont pensé les Américains. Emportés par leur *hubris*, par leur puissance inégalée (*l'hyperpuissance*) et par l'affaissement de tout rival possible, ils ne voient pas, dans le reste

du monde, la possibilité de l'émergence de nouvelles puissances. Alors que la première mondialisation ouverte en 1492 avait permis la domination européenne du monde, relayée, après la Seconde Guerre mondiale, par celle des États-Unis, cinq siècles plus tard la parenthèse se referme. Ce n'est pas que l'Occident ait perdu la puissance et la richesse, il en a perdu le *monopole*. Des dizaines de pays vont tirer parti de la mondialisation en développant leur économie et pour certains leur stature internationale, à commencer par la Chine, de façon provoquante à partir de Xi Jinping.

Appliquant les méthodes que la mondialisation prône (États-Unis, Europe, OMC), ils ouvrent leurs frontières, accueillent les investissements étrangers, jouent la carte de l'économie de marché. Le marché du travail n'est plus confiné au niveau national, il se mondialise. Les pays occidentaux profitant de la baisse spectaculaire des coûts du fret maritime et même aérien, se précipitent pour investir dans ces pays où le coût de la main-d'œuvre est extraordinairement bas. Ils développent du même coup l'économie de ces pays, qui quittent ainsi le tiers-monde pour devenir émergents.

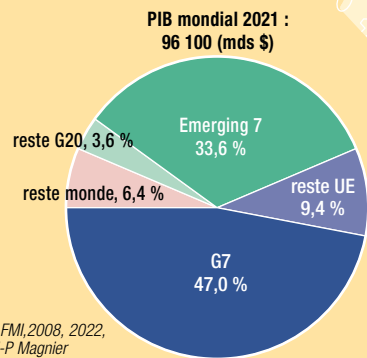
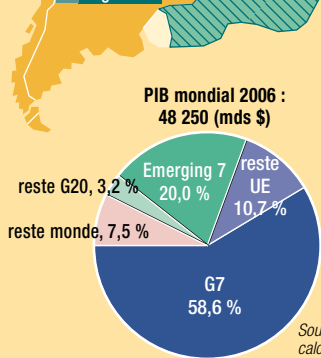
Évolution de la part du PIB des membres du G7<sup>1</sup> dans le PIB mondial (Les PIB sont exprimés en milliards de dollars)

	PIB cumulé des membres du G7	PIB mondial	Part des PIB des membres du G7 dans le PIB mondial
1980	6 966	11 243	62 %
1990	14 994	22 656	66 %
2000	21 942	33 588	65 %
2010	32 900	66 051	50 %
2018	38 800	85 909	45 %

La globalisation de la fin du xx<sup>e</sup> siècle se matérialise par une formidable contraction du temps et de l'espace, qui rapproche les continents et en rend chaque partie accessible. La première globalisation des siècles précédents, que l'on a appelée de façon occidentalocentrée « les grandes découvertes », a été en fait une européanisation du monde. Cette domination par les Occidentaux aura duré cinq siècles. Aujourd'hui, ceux-ci ne peuvent plus fixer seuls l'agenda international et imposer leurs règles aux autres nations. Mais, en 2022, la guerre en Ukraine replace les États-Unis en position de force et l'issue du bras de fer sino-américain reste ouvert.

<sup>1</sup> Depuis sa création en 1975, le G7 est composé des États-Unis, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, du Japon et du Canada. La Russie y a été intégrée (G8) entre 1997 et 2014.

# LES PAYS ÉMERGENTS ET LEUR CLASSEMENT DANS LE PIB MONDIAL (TOP 30)



Source : FMI, 2008, 2022, calculs J-P Magnier

- BRICS\*, acronyme des 5 grands pays émergents (2001)
- E7\*, abréviation de « Emerging 7 » (2006)
- Autres pays figurant dans le classement des 60 premiers PIB
- Anciens « dragons asiatiques » devenus pays industriels
- Rang des pays émergents figurant dans le Top 30 des PIB en 2021
- Membres du G7 et leur rang dans le classement des PIB
- Autres pays riches (OCDE, UE...)
- Membres du G20, dont l'UE comme entité
- Nouvelle Banque de développement des BRICS : fonds de réserve monétaire créé en juil. 2014
- Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures : formation janv. 2016, compte 106 membres en 2020

\* Selon le vocabulaire financier utilisé par les agences de notations depuis 2000





# Les diverses visions du monde global

Depuis la disparition de l'URSS et au sein du monde dit « global », plusieurs visions s'affrontent, différentes ou antagonistes : celle d'une « communauté » internationale harmonieuse et démocratique fondée sur les valeurs occidentalo-universelles, étendues au monde entier ; celle d'un leadership américain, fondé sur les mêmes valeurs, mais assumant, si nécessaire, un choc de civilisations, de puissances, pour les imposer ; mais aussi, au contraire, celle de l'affirmation d'un monde « non aligné » ; voire celle d'un monde radicalement « post-occidental ».

Ces approches sont-elles antagonistes, comme semblent le montrer les réactions à la guerre en Ukraine, alternatives ou au contraire complémentaires ? Sans prendre parti, nous présentons dans cette partie les différentes grilles de lecture et ces visions contradictoires.

Au lecteur, et aux faits, de trancher.

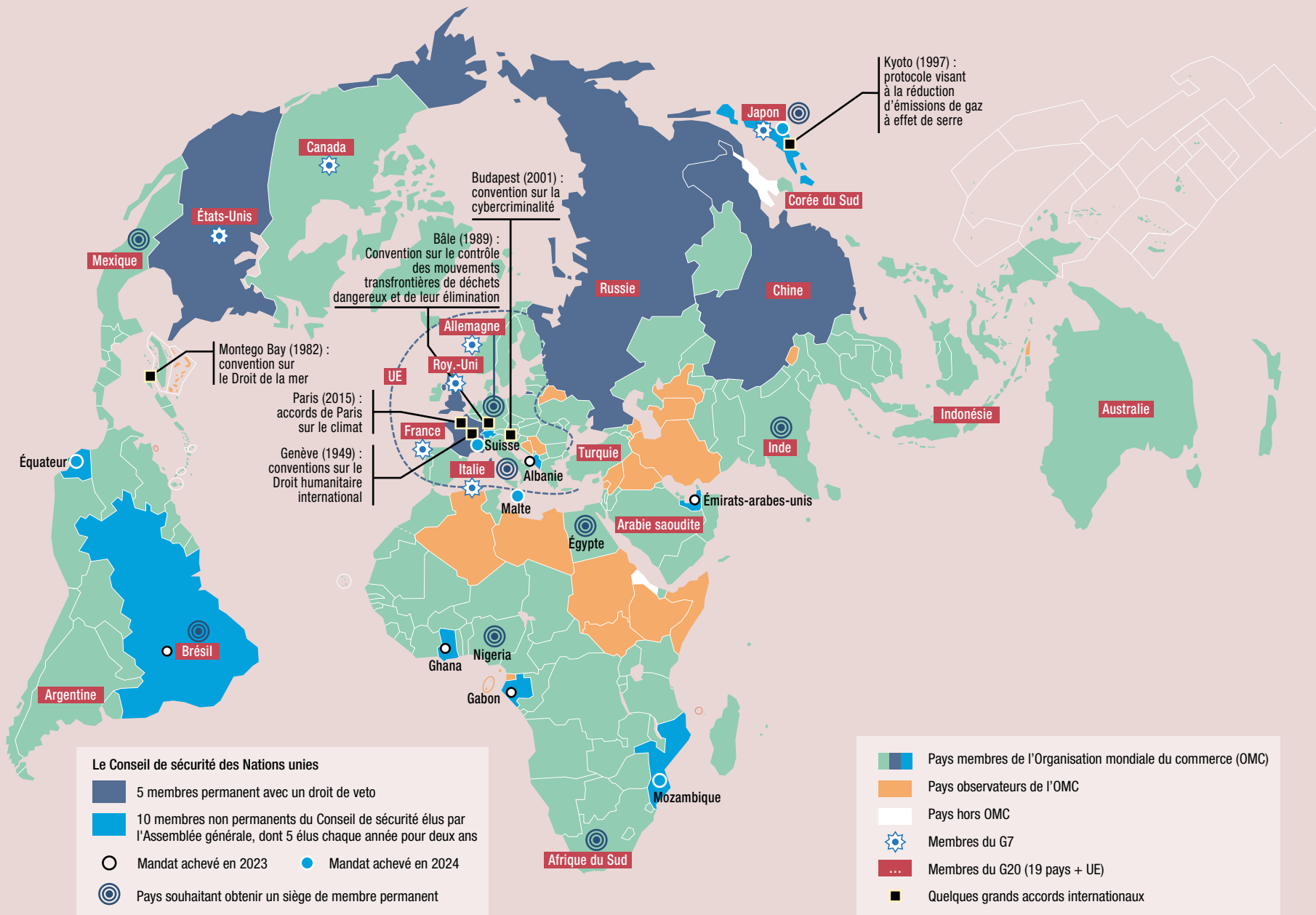
# La « communauté » internationale

Ce terme chaleureux, très répandu, depuis la fondation des Nations unies et la rédaction du préambule de sa charte, et plus encore depuis la disparition de l'Union soviétique fin 1991, est très largement d'origine occidentale. On peut le faire remonter aux idéaux universalistes des Lumières, ou à Emmanuel Kant. C'est un occidentalisme *soft*: il présuppose que l'ensemble de l'Humanité s'est ralliée définitivement à la démocratie libérale et à l'économie de marché, mis à part quelques récalcitrants marginaux qu'il faudra sermonner, ou sanctionner, voire bombarder, mais qui ne pourront pas changer la marche inéluctable de l'Histoire vers la démocratie libérale. L'Histoire est donc finie, faute de

combattants. C'était la thèse qu'a proposé le chercheur Francis Fukuyama dans un célèbre essai de 1992, *La Fin de l'Histoire*, et qu'il maintient peu ou prou depuis. Cette vision est partagée, au-delà du monde occidental *stricto sensu*, et même au-delà du monde de l'OCDE, dans presque tous les pays du monde, par quelques dirigeants économiques et politiques, des médias, des associations, des ONG, en tout cas pendant la décennie 1990, cette période de la mondialisation vue en Europe comme « heureuse ». Cette « communauté » est censée fonctionner sur le principe du « multilatéralisme », principe cardinal du système onusien, lequel postule que tous les États membres des Nations unies – il y en a

près de 200 –, même les plus petits, peuvent se faire entendre. Et que tous les problèmes pourraient se résoudre par la négociation. La référence à la « communauté » internationale est mise en avant en particulier quand des *Conference of the Parties* (COP) se réunissent à propos du climat ou de la biodiversité. Cette expression est devenue un tic de langage dans les médias européens ou des pays du Sud, mais elle est mise à l'épreuve par les réalités du monde de la décennie 2020... Les États-Unis ne la conçoivent que sous leur leadership et les non-Occidentaux que comme un dépassement de l'hégémonie occidentale héritée du passé, plusieurs d'entre eux déclarant agir pour créer un monde « post-occidental ».

# LE MONDE GLOBALISÉ : ONU, OMC, G7, G20, etc.



# Le triomphe occidental

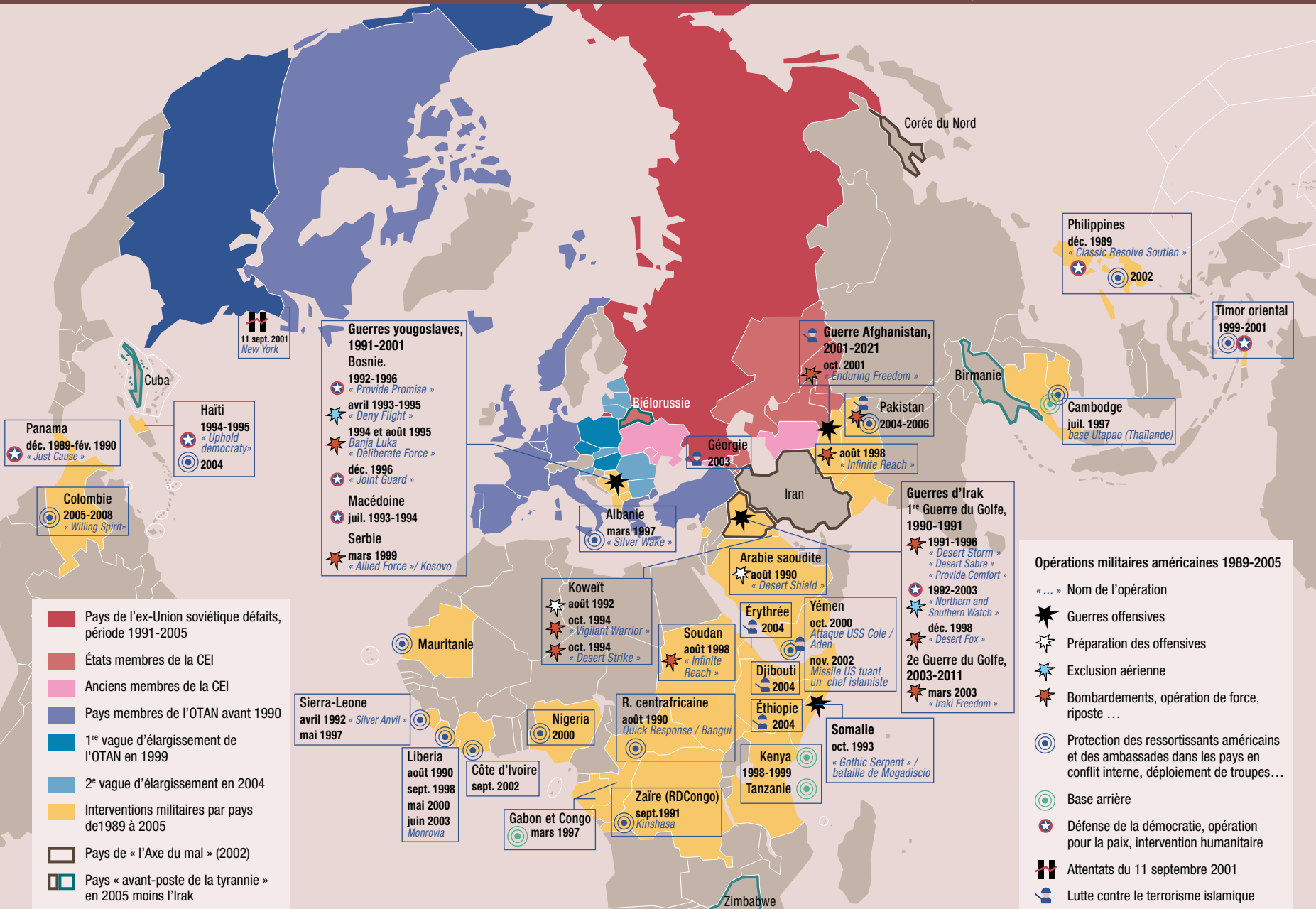
Il existe, notamment aux États-Unis, mais aussi au sein de l'Alliance Atlantique, un autre courant de pensée que l'on pourrait qualifier d'occidentaliste, apparemment proche du précédent, mais beaucoup plus *hard*, fondé sur l'idée que l'URSS a perdu et que l'Occident a gagné, non pas au profit d'une communauté internationale insaisissable, mais d'un leadership américain ou occidental. La guerre froide ne s'est pas terminée du fait de la décision des Soviétiques de supprimer le parti communiste et l'URSS : c'est l'Occident qui a gagné. Cela a été particulièrement vrai pendant la décennie 1990, l'époque de l'*hyperpuissance* (selon l'expression d'Hubert Védrine), voire d'une *hubris* américaine. C'est le moment unipolaire, que Madeleine Albright, alors secrétaire d'État, résumait en parlant des États-Unis comme de la « nation indispensable ». Les États-Unis

réalisent alors ce qu'ils portaient en eux depuis leurs origines. Le président George Washington, pourtant isolationniste par rapport à l'Europe, annonçait : « Les États-Unis seront le législateur du monde. » Les États-Unis ont dû se mêler des affaires du monde à cause d'Hitler, de Staline, de ben Laden, et maintenant de Poutine, de Xi, des Iraniens, etc. Il y a dorénavant, pour les Américains tenants de cette thèse, les États-Unis et *the rest*. Et c'est dans ce reste qu'a été diffusée la mondialisation (les États-Unis sont des *mondialisateurs*, les autres sont des *mondialisés*), ou plus exactement une américano-globalisation. La libéralisation et l'interconnexion de l'ensemble des marchés mondiaux (le protectionnisme devient une hantise et l'obstacle numéro un à éliminer) déclenchent dans les années 1980/1990/2000 une croissance mondiale sans précédent, au

prix d'inégalités croissantes et de ravages écologiques longtemps ignorés. Ils sont servis dans leurs desseins par la généralisation du *globish*, sorte d'américain simplifié, dans le fonctionnement de l'économie mondialisée. Les États-Unis entendent rester, et de loin, la première puissance économique, militaire et technologique du monde. Leur budget de la défense représente près de la moitié des budgets de défense du monde entier. Ils sont déterminés à ce que la Chine ne devienne pas numéro un.

L'invasion aberrante déclenchée en Ukraine en février 2022 par Vladimir Poutine et son combat contre l'hégémonie américaine et « l'Occident collectif » servent cette vision et ont remis les États-Unis et l'OTAN au centre du jeu en Europe, tout comme ils ont bouleversé la politique énergétique mondiale.

# LES INTERVENTIONS MILITAIRES AMÉRICAINES DE L'IMMÉDIAT APRÈS GUERRE FROIDE, 1991-2005



**Guerres yougoslaves, 1991-2001**  
 Bosnie.  
 1992-1996 « Provide Promise »  
 avril 1993-1995 « Deny Flight »  
 1994 et août 1995 Banja Luka « Deliberate Force »  
 déc. 1996 « Joint Guard »  
 Macédoine  
 juil. 1993-1994  
 Serbie  
 mars 1999 « Allied Force » / Kosovo

**Guerre Afghanistan, 2001-2021**  
 oct. 2001 « Enduring Freedom »  
 Pakistan  
 2004-2006  
 août 1998 « Infinite Reach »

**Guerres d'Irak**  
 1<sup>re</sup> Guerre du Golfe, 1990-1991  
 1991-1996 « Desert Storm »  
 « Desert Sabre »  
 « Provide Comfort »  
 1992-2003 « Northern and Southern Watch »  
 déc. 1998 « Desert Fox »  
 2<sup>e</sup> Guerre du Golfe, 2003-2011  
 mars 2003 « Iraqi Freedom »

**Opérations militaires américaines 1989-2005**

« ... » Nom de l'opération

- ★ Guerres offensives
- ☆ Préparation des offensives
- ☆ Exclusion aérienne
- ★ Bombardements, opération de force, riposte ...
- ⊙ Protection des ressortissants américains et des ambassades dans les pays en conflit interne, déploiement de troupes...
- ⊙ Base arrière
- ⊙ Défense de la démocratie, opération pour la paix, intervention humanitaire
- ⊙ Attentats du 11 septembre 2001
- ⊙ Lutte contre le terrorisme islamique

- Pays de l'ex-Union soviétique défaits, période 1991-2005
- États membres de la CEI
- Anciens membres de la CEI
- Pays membres de l'OTAN avant 1990
- 1<sup>re</sup> vague d'élargissement de l'OTAN en 1999
- 2<sup>e</sup> vague d'élargissement en 2004
- Interventions militaires par pays de 1989 à 2005
- Pays de « l'Axe du mal » (2002)
- Pays « avant-poste de la tyrannie » en 2005 moins l'Irak

**Panama**  
 déc. 1989-fév. 1990  
 « Just Cause »

**Haïti**  
 1994-1995  
 « Uphold democracy »  
 2004

11 sept. 2001  
 New York

**Philippines**  
 déc. 1989  
 « Classic Resolve Soutien »  
 2002

**Timor oriental**  
 1999-2001

**Cambodge**  
 juil. 1997  
 base Utapao (Thaïlande)

**Géorgie**  
 2003

**Albanie**  
 mars 1997  
 « Silver Wake »

**Arabie saoudite**  
 août 1990  
 « Desert Shield »

**Koweït**  
 août 1992  
 oct. 1994  
 oct. 1994  
 « Vigilant Warrior »  
 « Desert Strike »

**Soudan**  
 août 1998  
 « Infinite Reach »

**Érythrée**  
 2004

**Yémen**  
 oct. 2000  
 nov. 2002  
 « Attaque USS Cole / Aden »  
 « Missile US tuant un chef islamiste »

**Djibouti**  
 2004

**Éthiopie**  
 2004

**Somalie**  
 oct. 1993  
 « Gothic Serpent » / bataille de Mogadiscio

**Sierra-Leone**  
 avril 1992  
 mai 1997  
 « Silver Anvil »

**Liberia**  
 août 1990  
 sept. 1998  
 mai 2000  
 juin 2003  
 Monrovia

**Côte d'Ivoire**  
 sept. 2002

**Gabon et Congo**  
 mars 1997

**Nigeria**  
 2000

**R. centrafricaine**  
 août 1990  
 « Quick Response / Bangui »

**Zaire (RD Congo)**  
 sept. 1991  
 Kinshasa

**Kenya**  
 1998-1999

**Tanzanie**  
 2004

**Zimbabwe**

# Le monde post-occidental *soft*, les nouveaux non-alignés et le « Global South »

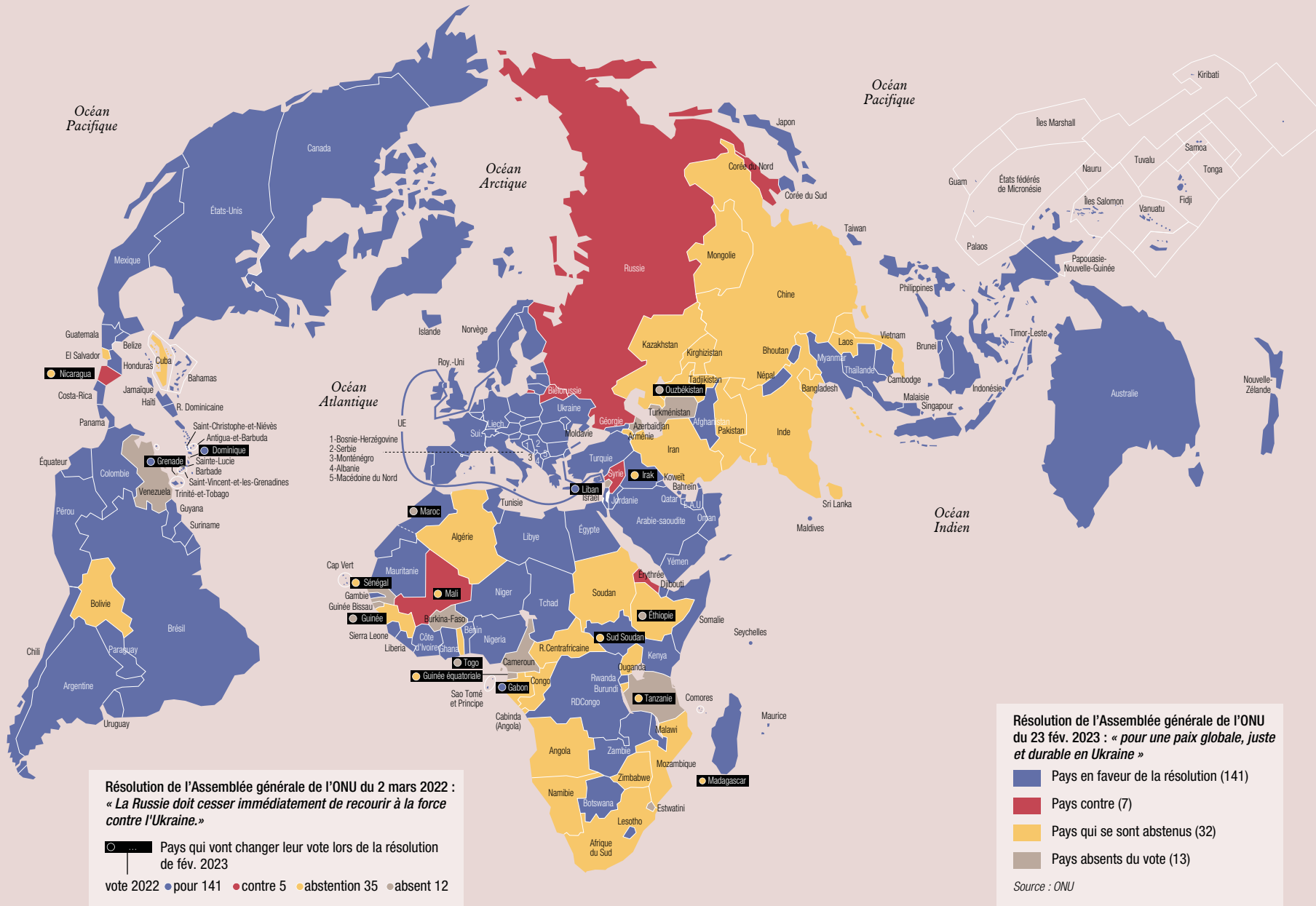
Un certain nombre d'États contestent l'hégémonie américaine ou occidentale, résultat selon eux des siècles passés. Ils acceptent l'idée d'une « communauté » internationale, telle que définie par la charte des Nations unies, à condition qu'elle ne soit pas déterminée par les seuls Occidentaux, ni exclusivement dominée par eux, leurs valeurs, leurs critères, leurs technologies, leurs conditionnalités démocratiques accrues, etc. À l'Assemblée générale des Nations unies, le 2 mars 2022, puis en février 2023, une quarantaine de pays n'ont pas voulu condamner l'agression russe (140 l'ont condamnée). Non pas qu'ils soient forcément pour Vladimir Poutine, et encore moins pour cette guerre, mais parce qu'ils ne veulent plus

avoir à se ranger dans le camp occidental. Or, ces quarante pays représentent démographiquement les deux tiers de l'humanité. Ils réinventent la démarche des Non-Alignés de la grande époque de la conférence de Bandung, lorsqu'ils – Tito, Nasser, Soekarno, Nehru, Chou Enlai – ne voulaient pas avoir à choisir entre l'URSS et les États-Unis. Ils n'acceptent pas que l'Histoire soit finie, puisqu'au contraire, c'est maintenant qu'en émergeant, ils recommencent à y jouer un rôle. Mais, ils ne se réclament pas non plus des avertissements du professeur Samuel Huntington sur un possible « clash des civilisations », d'autant qu'ils sont bien placés pour connaître les affrontements entre musulmans, ou en Inde entre hindous et musulmans, ou en Afrique, etc.

C'est un post-occidentalisme *soft*. L'avenir du monde et la gestion collective des problèmes globaux se feront évidemment avec l'Occident, et chacun de ces pays a intérêt à garder des relations étroites avec tel ou tel pays occidental, mais « l'Occident » ne pourra plus les ignorer. En tout cas, pour eux, l'Occident a perdu le monopole de la puissance, et ne doit pas le retrouver. Certains d'entre eux mettent en avant le concept de *Global South*, que récusent de leur côté les Occidentaux, qui considère ce groupement de nations comme hétéroclite. Et c'est vrai que chacun de ces pays suivra d'abord ses propres intérêts.

Et d'autres ne se contentent pas de cette approche modérée.

# RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU SUR LA GUERRE EN UKRAINE : 2 MARS 2022 ET 23 FÉVRIER 2023



# Le monde post-occidental *hard*

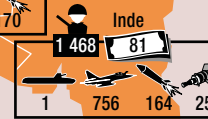
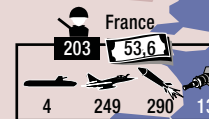
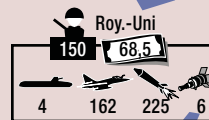
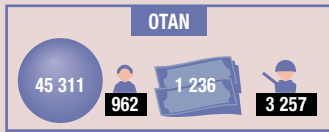
Il y a une vision plus *hard* et offensive du monde post-occidental, selon laquelle ce n'est pas seulement la fin de son monopole de la puissance qu'il s'agit, c'est bien plus *la fin de la parenthèse occidentale*. C'est la thèse que défend le Singapourien Kishore Mahbubani, et certains penseurs chinois. Cette « parenthèse » aurait duré quatre ou cinq siècles ! Elle s'expliquerait par la formation d'États-nations puissants en Europe, par leur révolution industrielle (et donc militaire) qui leur a longtemps assuré la suprématie et l'hégémonie mondiales, leur prosélytisme et leur idéologie impériale. Pour ceux qui rejettent « l'Occident collectif », cette époque est maintenant terminée. Les classes moyennes dans les pays émergents veulent vivre « à l'occidentale » – et encore, cela dépend –, mais pas

sous la coupe des Occidentaux. Si la Russie est, sans surprise, très « anti-occidentale » et dénonce « l'Occident global », c'est la Chine, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, qui va le plus loin dans cette affirmation, proclamant que la Chine sera numéro un avant 2049, date du centenaire de la fondation de la RPC, perspective qui était jugée inéluctable dans les deux dernières décennies, mais est remise en question depuis la pandémie. Non seulement la Chine dit travailler, avec ses partenaires de l'Organisation de Shanghai (Inde, Russie, Asie centrale, etc.), à un monde « post-occidental » (comme l'annonce de son initiative de sécurité mondiale, GSI, en février 2023), mais cela masque mal une volonté de leadership, voire d'hégémonie. En a-t-elle les moyens ? Cela ne va-t-il pas susciter la création

d'une vaste coalition antichinoise ? Quelle sera l'issue du bras de fer Chine/États-Unis ? Quelles seront les conséquences si la Chine attaque et conquiert Taïwan ? Et si elle échoue ? Colossales, dans un cas comme dans l'autre.

Étonnamment, les penseurs actuels de l'Inde de Narendra Modi et du parti BJP affichent des prétentions semblables, notamment le ministre des affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar, pour qui son pays doit utiliser « la puissance douce » de l'hindouisme pour initier le monde à la pensée et à la force de l'hindouisme. Ces politiques chinoises, ou ces prétentions indiennes, sont très différentes du monde post-occidental coopératif que souhaite malgré tout, par réalisme, la majorité des Non-Alignés, et des dizaines d'émergents plus prudents.

# L'OTAN FACE À L'ORGANISATION DE COOPÉRATION DE SHANGHAÏ (OCS)



- OTAN**
- Pays membres 1949-1990 (16)
  - Adhésions post-guerre froide (15)
- Coopération de Shanghai\***
- Pays fondateurs (6) (2001)
  - Nouvelles adhésions (3)
  - Pays observateurs

- Population en millions
- PIB cumulés 2022, en milliards de dollars (US)
- Budget militaire en milliards de dollars US
- Effectifs militaires en milliers
- Avions de combat
- Sous-marin à propulsion nucléaire lanceur d'engins
- Ogives nucléaires

Sources : The Military Balance, SIPRI, Banque mondiale

\* Héritière du Groupe de Shanghai, l'Organisation de coopération de Shanghai n'est pas une alliance à vocation militaire comme peut l'être l'OTAN. Elle a désormais pour objectif affiché d'assurer la sécurité et la stabilité en Asie, tout en travaillant au développement économique et à la coopération entre ses membres.

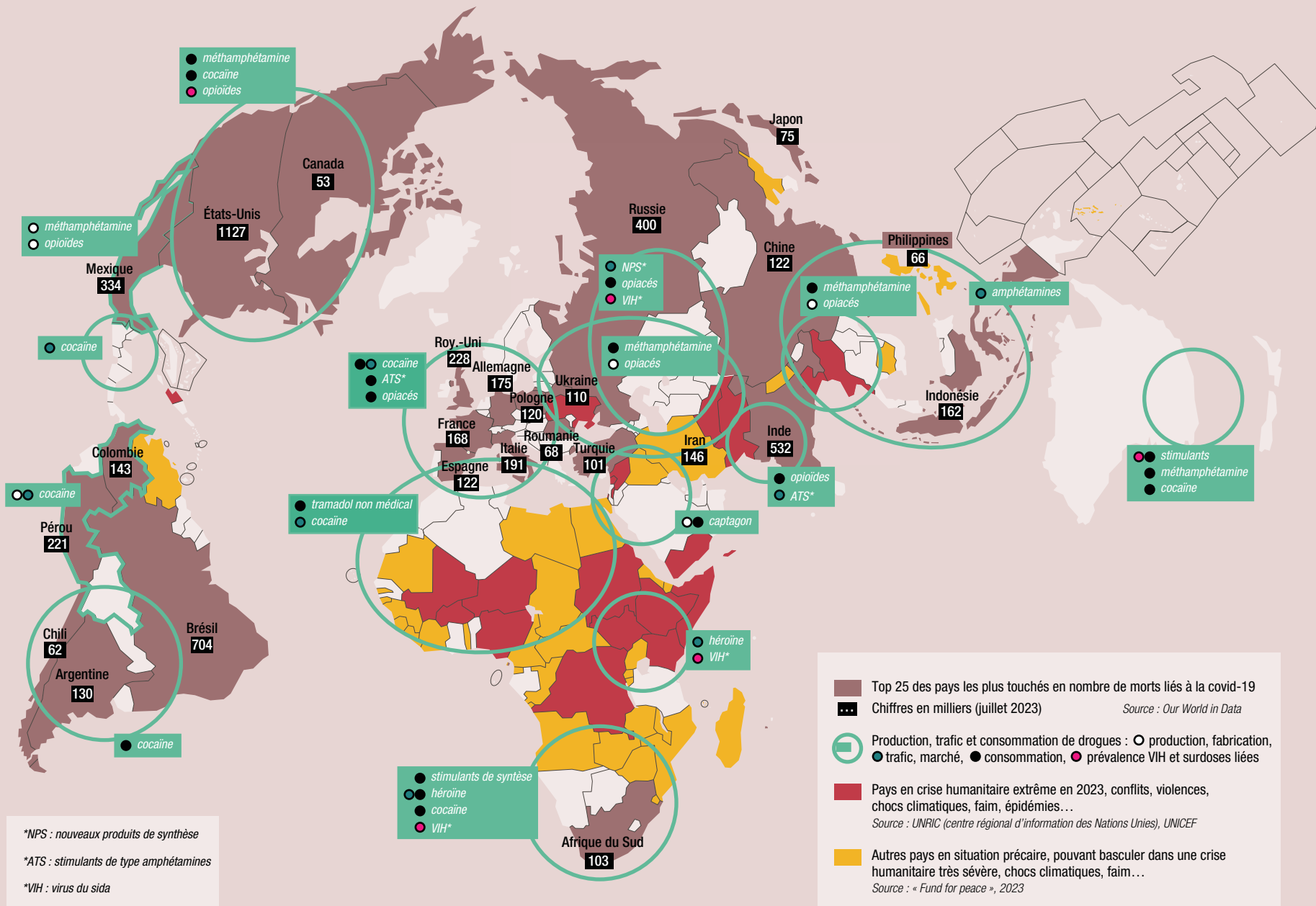
# Un monde chaotique ?

Il est tout à fait possible, voire probable, que ni les États-Unis, ni l'OTAN, ni l'Europe, ni la Chine ou l'OCS, ni l'Inde, ni l'Arabie, ni les nouveaux Non-Alignés, et encore moins la Russie, ne parviennent complètement à imposer leurs vues. Les États-Unis restent alors le numéro 1 mais sont confrontés au défi chinois et sont divisés en profondeur. Les dérives du mouvement woke, qui réveillent toutes les névroses américaines, font des ravages dans l'enseignement supérieur, les médias, certaines entreprises et sur les réseaux sociaux. Les Européens sont contraints, en se forçant, de raisonner en termes réalistes et géopolitiques, mais ne sont pas d'accord entre eux sur ce que cela implique. Les démocraties sont minées par la remise en cause du principe représentatif. Elles n'arrivent pas à gérer les flux migratoires, ni l'asile. Les ambitions de la Chine restent spectaculaires, mais les États-Unis réussissent à les brider, et les problèmes

internes sont énormes. La coopération internationale donne quelques résultats. Le multilatéralisme fonctionne, en partie, mais il est le théâtre de la poursuite de luttes de pouvoir et d'influences et les gouvernements peinent à mettre en œuvre leurs décisions. Ces nouveaux Non-Alignés ne veulent pas retomber sous la coupe des Occidentaux, ni tomber sous celle de la Chine (ou de la Russie), mais, mises à part leur rhétorique anti-occidentale commune, ils sont en concurrence entre eux. L'Europe reste un puissant agrégat statistique mais peine à concrétiser ses bonnes intentions. Cela donne un monde instable et changeant, où les principales puissances essayent d'y imposer leur loi sans y parvenir complètement, où des pôles, changeants, et un certain nombre de moyennes puissances essayent de tirer leur épingle du jeu et de poursuivre leurs propres objectifs de façon normalement opportuniste, et où la grande majorité des États naviguent entre tous

ces écueils, tandis que des forces non gouvernementales voient leur puissance s'accroître. D'autres pandémies ont lieu. Les mouvements migratoires s'amplifient, le droit d'asile reste massivement détourné. Avec, quand même, des assemblées générales de l'ONU, des réunions, des sommets, des G7, des G20, des COP, qui encadrent et organisent, plus ou moins, la lutte des intérêts et des croyances et les mouvements de masse numériques, et l'obligation vitale d'*écologiser* tous les modes de vie et de production. L'Union européenne a précisément été conçue pour être dans ce monde-là, à l'abri de l'Alliance atlantique, un pôle démocratique de résistance, de sécurité et de liberté. Elle y parvient moins mal qu'on ne le dit, mais ce ne sera durable que si les élites dirigeantes parviennent à reconvaincre les peuples de l'utilité de l'Europe, ce qui implique de passer avec eux un vrai compromis historique.

# SUCCESION DE CRISES : PANDÉMIE, CONFLITS, CHOCS CLIMATIQUES, DROGUE, etc.







# Les données globales

Cette partie contient des données objectives sur l'état de la planète et sur ses évolutions probables. C'est à partir d'une connaissance aussi précise que possible que l'on peut comprendre les enjeux et tenter d'y faire face de la façon la plus pertinente. Face à toutes ces problématiques, l'avenir de la planète dépendra en grande partie de la manière qu'auront les différentes nations de réagir, ensemble ou non, de façon concertée ou unilatérale, par leur action propre et au sein des organisations multinationales.

# Les enjeux écologiques

Les alarmes écologiques vont devenir si inquiétantes dans les prochaines années qu'elles vont supplanter ou, au minimum, modifier et bouleverser toutes les autres problématiques et les autres urgences, y compris celles qui relèvent de la géopolitique. Toutes les activités économiques intégreront, plus ou moins vite mais inexorablement, les exigences écologiques, la nécessité vitale d'écologiser tous les modes de vie.

On regroupe sous le terme générique d'écologie l'ensemble des systèmes complexes physico-chimiques qui font que la biosphère est habitable par les êtres vivants, dont l'être humain, l'homo sapiens, qui est un primate mammifère et le dernier hominidé qui ait survécu, et a imposé sa suprématie au monde du vivant. Le dénominateur commun des angoisses écologiques des scientifiques est la remise en cause, s'ils ont raison, à trois ou quatre générations de distance, dans un délai très court donc, de cette habitabilité, avec les controverses, les affrontements, et les conflits gigantesques politiques, économiques, sociaux, et humains que peut entraîner la menace de cette épée

de Damoclès. Menace presque impensable au sens propre du terme, donc longtemps ignorée ou niée. Mais une part grandissante de la population en est consciente et pas seulement en Europe.

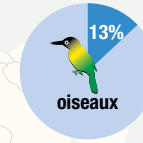
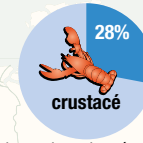
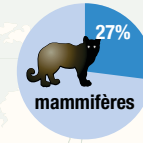
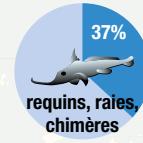
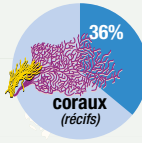
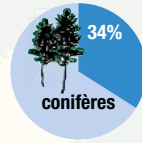
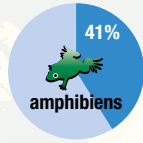
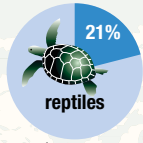
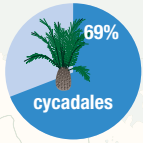
Ce risque, plus grave que tous les autres, résulte de la combinaison de l'explosion démographique (1 milliard d'êtres humains en 1800, 8 milliards en 2022, près de 10 milliards en 2050 avant, peut-être, de se stabiliser ou de décroître); de l'industrialisation, qui a tout changé depuis deux ou trois siècles car elle a permis le développement des Occidentaux, puis des autres, avec toutes les pollutions que cela a entraîné (CO<sub>2</sub> dans l'air, rejets dans les sols et dans les eaux); de la généralisation plus récente d'un mode de vie urbain occidental (déjà près de 50% de la population, en croissance rapide), très consommateur d'énergies fossiles et de minerais et producteur d'énormément de déchets; d'une agro-industrie ultra productive et qui a nourri le monde, mais directement ou indirectement dévastatrice (notamment par le déboisement); d'une alimentation très consommatrice de protéines animales

(viande, poissons) qui elle-même nécessite une vaste déforestation; de la mobilité permanente (voyages, business, tourisme de masse) de milliards d'êtres humains; de l'artificialisation accélérée des espaces naturels par l'urbanisation ou les infrastructures. Processus dont seuls les aspects positifs ont été longtemps perçus et vantés, au nom du progrès.

Le souci de l'environnement, de la nature, ou de l'écologie est en effet longtemps passé, dans les sociétés modernes aveuglement productivistes et avidement consommatrices (ce qui se comprenait au début, après des siècles voire des millénaires de pénurie!) et matérialistes, pour marginal, folklorique, passéiste ou «réac», tout cela sur un fond d'inculture scientifique. Cela a commencé à changer, d'abord dans quelques pays d'Europe occidentale, en particulier au sein de la jeunesse. Le désastre économique entraîné par la pandémie du coronavirus en 2020 a momentanément arrêté ou ralenti ce mouvement, mais il reprend son cours.

**1.** Ce sont d'abord les questions du changement climatique et la peur du réchauffement qui, après une longue période

# POINTS CHAUDS DE LA BIODIVERSITÉ ET ESPÈCES MENACÉES

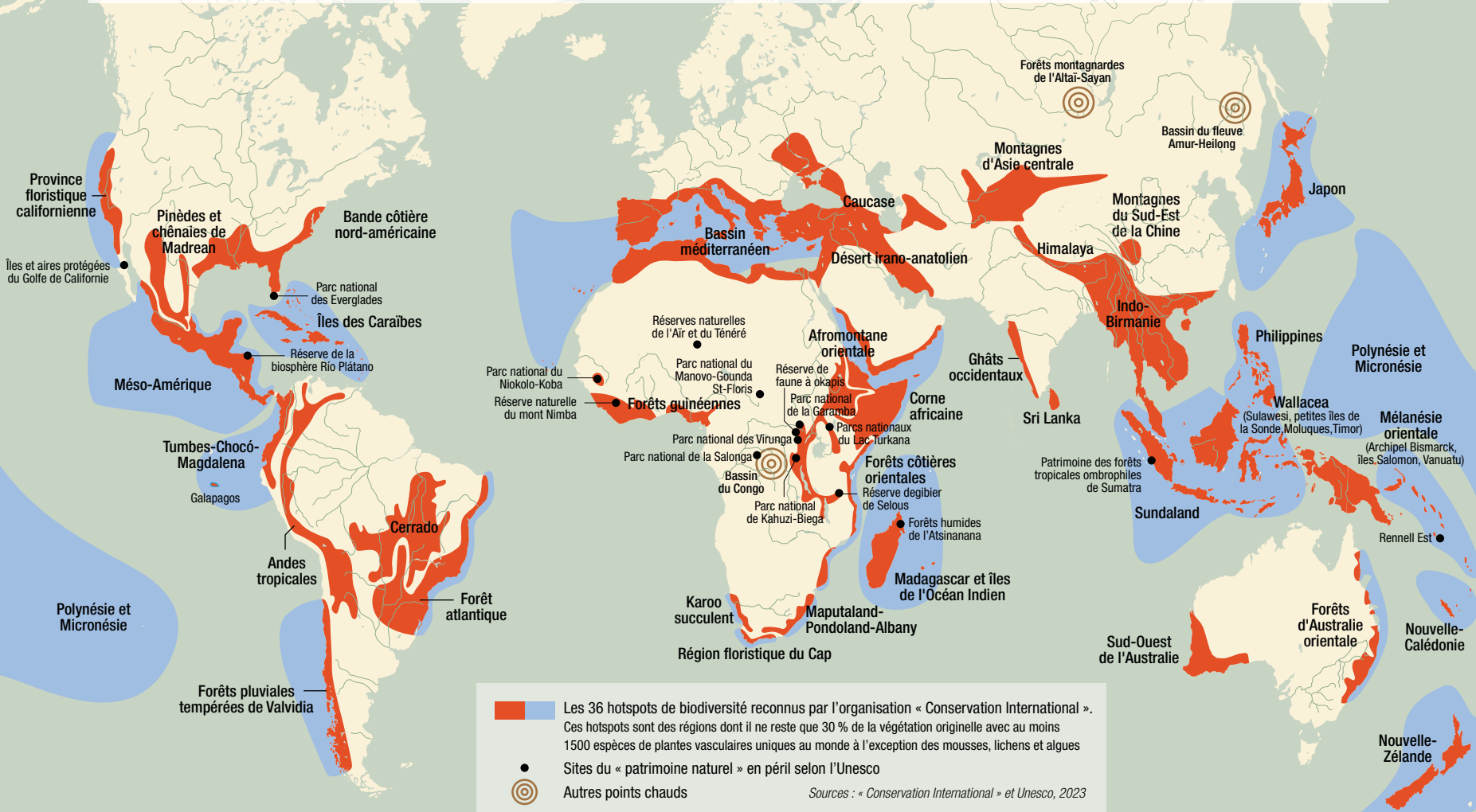


tortues marines, serpents de mer, caméléons, crocodiles, alligators...

150 388 espèces étudiées - 42 108 espèces menacées d'extinction

homards, crabes, écrevisses, crevettes d'eau douce...

Source : UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, 2022



Les 36 hotspots de biodiversité reconnus par l'organisation « Conservation International ». Ces hotspots sont des régions dont il ne reste que 30 % de la végétation originelle avec au moins 1500 espèces de plantes vasculaires uniques au monde à l'exception des mousses, lichens et algues

Sites du « patrimoine naturel » en péril selon l'Unesco

Autres points chauds

Sources : « Conservation International » et Unesco, 2023

d'indifférence, ont occupé, à partir de la création, en 1988, dans le cadre de l'ONU, du GIEC – Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat – une place grandissante, de plus en plus obsédante. La signature, à Rio, de la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique remonte à 1992, le protocole de Kyoto à 1997. Son objectif (réduction de 5% des gaz à effet de serre par rapport à 1990) était difficilement atteignable, et déjà insuffisant. En plus, seule une partie de l'Europe s'y était engagée sérieusement. Cependant, au cours des décennies 2000 et 2010, la multiplication d'événements climatiques extrêmes a accéléré la prise de conscience des changements climatiques, même si ce lien est discuté.

L'Union européenne a ainsi cru un moment, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, avoir mobilisé la « communauté internationale » sur un calendrier ambitieux. Elle s'est vite heurtée, presque seule, à l'opposition des pays pétroliers et des pays émergents, et à l'inertie combinée des États-Unis, malgré la bonne volonté du président Obama, et du « BASIC » (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine), qui refusaient de brider la

croissance telle qu'elle a été conduite jusqu'ici. En 2015, les Accords de Paris à l'issue de la COP 21 sur les changements climatiques ont néanmoins marqué un moment d'optimisme.

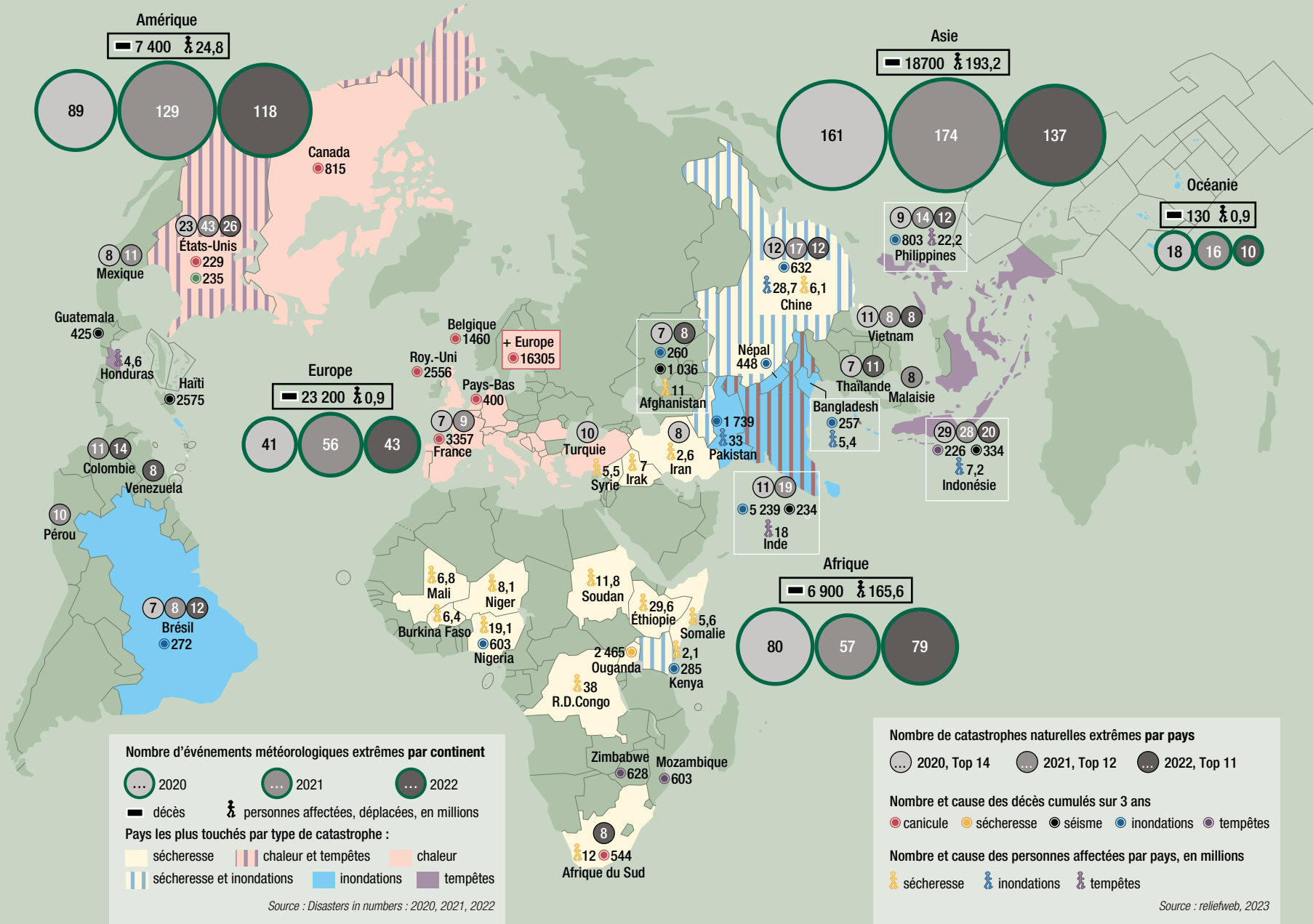
En fait l'Europe elle-même reste encore divisée, par exemple sur l'énergie (nucléaire/charbon) alors qu'il est clair qu'on ne peut pas en même temps sortir du nucléaire et réduire les émissions de CO<sub>2</sub> tout en continuant à répondre à la demande énergétique. De plus en plus d'opinions publiques, d'ONG et de gouvernements acquis aux thèses du GIEC (en tout cas de la majorité de ses experts) sont très inquiets. Ils sont persuadés que le réchauffement global est attesté; qu'il provient exclusivement ou pour l'essentiel du CO<sub>2</sub> rejeté dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle, donc de l'activité humaine; qu'il va s'accélérer; qu'il va entraîner des conséquences cataclysmiques dont on voit les prémices: montée des eaux, événements météorologiques extrêmes et dévastateurs, chaleurs insoutenables, déplacement des zones de culture; pandémies (à partir des zoonoses). Certaines forces politiques, hostiles par idéologie au « capitalisme », alors

qu'il s'agit plutôt de productivisme aveugle, et de la financiarisation de l'économie globale, y puisent depuis des années des arguments pour un changement radical de cap, voire une « décroissance ». Mais l'arrêt de l'économie mondiale en 2020 aura été une expérience traumatisante.

Les écologistes politiques en Europe ont campé à l'origine sur des positions extrêmes et obsessionnelles. Ils se sont ainsi longtemps mobilisés exclusivement contre le nucléaire plutôt que contre le CO<sub>2</sub>, contre les OGM, contre le « capitalisme » plutôt que contre le productivisme, etc. Cela a limité leur audience, alors que la majorité de l'opinion publique aurait pu, dès cette époque, soutenir l'idée de la transition écologique.

Il ne faut pas oublier que la controverse scientifique a duré longtemps et a embrouillé les esprits. Pour quelques climato-sceptiques, très minoritaires mais tenaces, cette inquiétude était exagérée. Selon eux, il était illusoire de prétendre calculer une température « planétaire », surtout à 1 °C près – sachant que les systèmes de mesure utilisés jusqu'à une date

# ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES DANS LE MONDE DE 2020 À LA FIN 2022



très récente ne permettaient pas cette précision, ce qui interdit toute comparaison (mais les montagnards, eux, observaient depuis longtemps le recul des glaciers). Pour cette école, le réchauffement « global » ne serait donc pas prouvé, ni, dans les changements climatiques récents, la responsabilité du CO<sub>2</sub>. Certains contestaient en plus les bases et la fiabilité des travaux du GIEC, sa composition, son mode de fonctionnement. Ils prétendaient que la montée des océans n'était pas prouvée, qu'il s'agissait plutôt d'un tassement corallien des îles du Pacifique et finalement que c'était l'activité solaire variable qui expliquait, presque à elle seule, les incontestables variations climatiques, etc. Ces thèses sceptiques n'ont pas tenu le choc de la confrontation mondiale et méthodique des thèses scientifiques et du traitement massif de données. Cette école a presque disparu et un consensus s'est établi autour du GIEC. Néanmoins, aujourd'hui encore, certains dirigeants politiques, dont les principaux producteurs de pétrole, Russie, Arabie saoudite, etc., restaient sur cette ligne, et les autres émergents, ambigus.

**2.** Autre préoccupation majeure : l'accumulation, depuis le développement industriel moderne, dans les sols, les eaux de surface et profondes, les végétaux, les aliments, les organismes vivants animaux et humains, l'air des villes et des habitations ou encore les objets en plastique de quantité de résidus chimiques et de pesticides dangereux pour la santé publique (cancers, maladies cardio-pulmonaires, allergies), et même pour la reproduction humaine (« reprotoxiques »). Certes, il n'y a pas de pharmacie ni de médecine moderne, ni même de développement, sans chimie, mais tout est affaire de mesure. L'Union européenne a d'ailleurs décidé en 2008, seule pour le moment, d'évaluer, et éventuellement de remplacer les substances chimiques en usage, dont seules 10 000 sur 100 000 sont suffisamment connues et évaluées quant à leur effet sur la santé. C'est le Règlement REACH, très précieux mais dont la mise en œuvre n'a pas encore été à la mesure des enjeux.

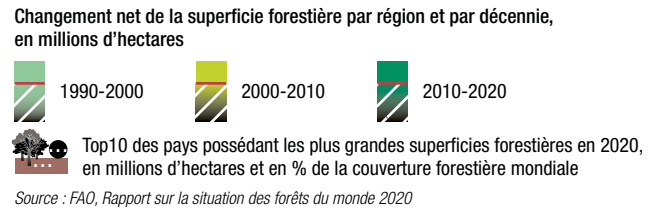
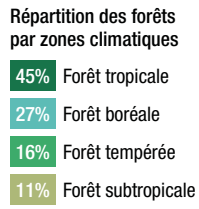
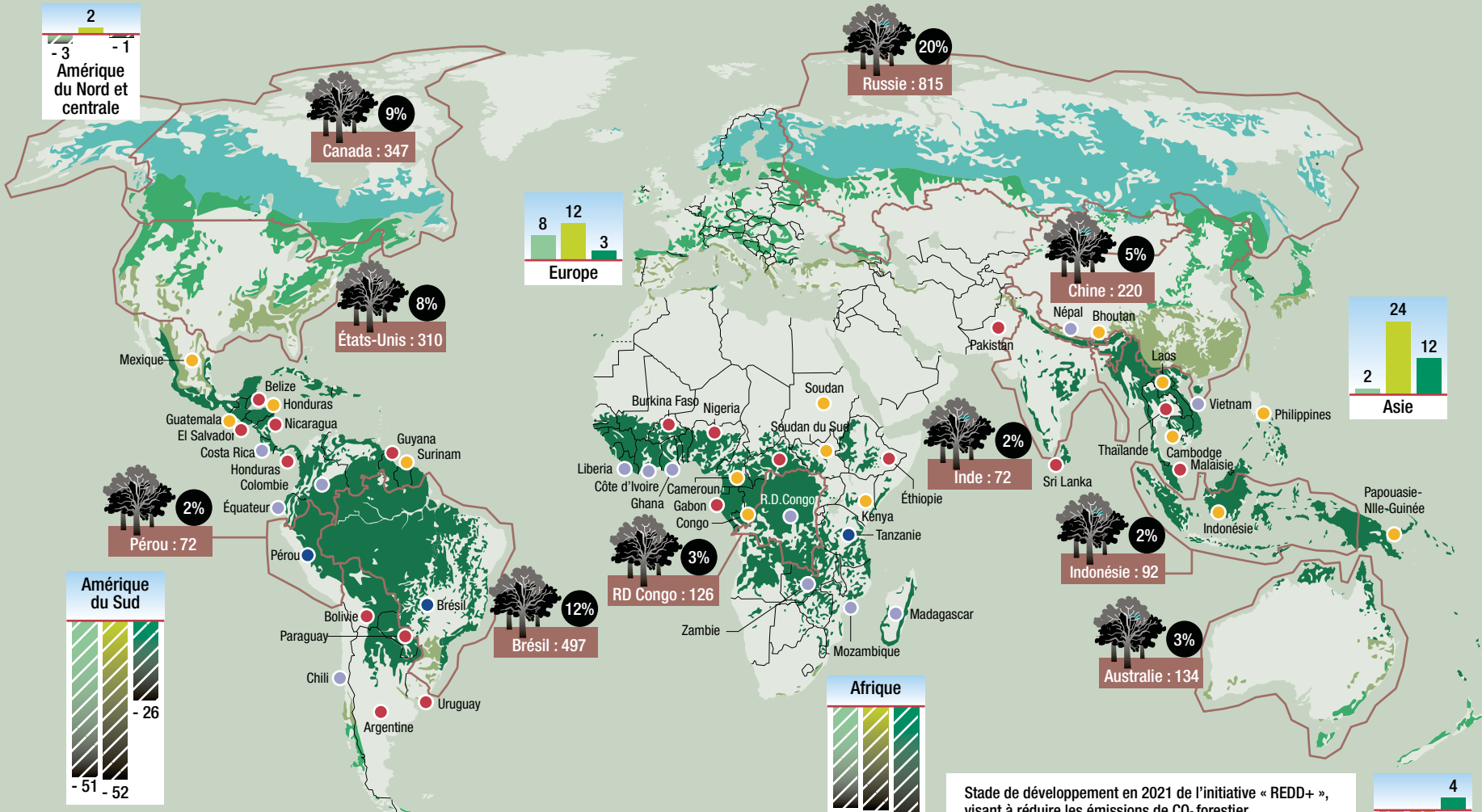
Cette accumulation de pollution constitue évidemment, en particulier en Chine et chez

les émergents en développement rapide, un problème explosif.

**3.** Le risque de pénuries d'eau potable découle à la fois de l'accumulation de ces rejets polluants, de l'explosion démographique et de la concentration urbaine, qui entraînent des consommations massives d'eau. La disparition à terme des glaciers fait entre autres planer une menace terrible sur l'agriculture en Asie, qui dépend des fleuves qui descendent du plateau himalayen, et qui fait vivre des centaines de millions de gens.

**4.** L'effondrement accéléré de la biodiversité a longtemps moins inquiété le grand public, qui ne percevait pas bien le lien avec son propre avenir. Elle est pourtant annonciatrice de menace grave pour l'espèce humaine. L'opinion a commencé à changer, en Occident, avec les photos d'ours blancs affamés sur une banquise qui fond. De même que la découverte de la disparition de grandes quantités d'abeilles inquiète. La convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (1973) et les engagements

# SITUATION DES FORÊTS DU MONDE EN 2020-2021

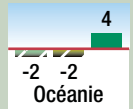


### Stade de développement en 2021 de l'initiative « REDD+ », visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> forestier

(Conférence d'Oslo puis COP 15 sur la biodiversité) - 54 pays partenaires

- pas de partage des avantages avec les populations concernées qui exploitent la forêt
- en cours d'élaboration
- élaboration avancée
- partage des avantages établi

Source : Fonds mondial pour la nature, 2021. Assessment report - Comparative analysis of benefit-sharing mechanisms in REDD+ programs.



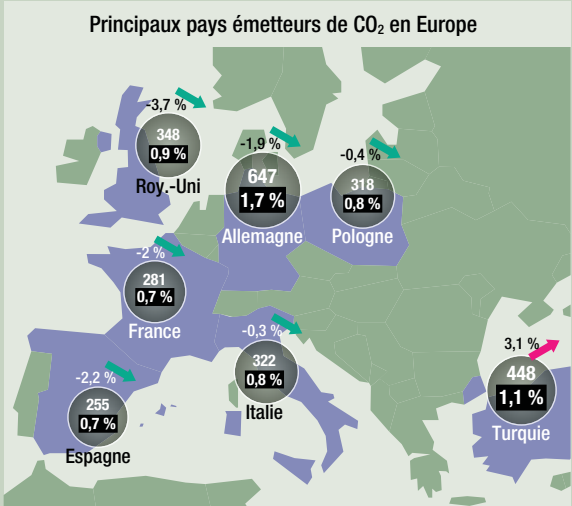
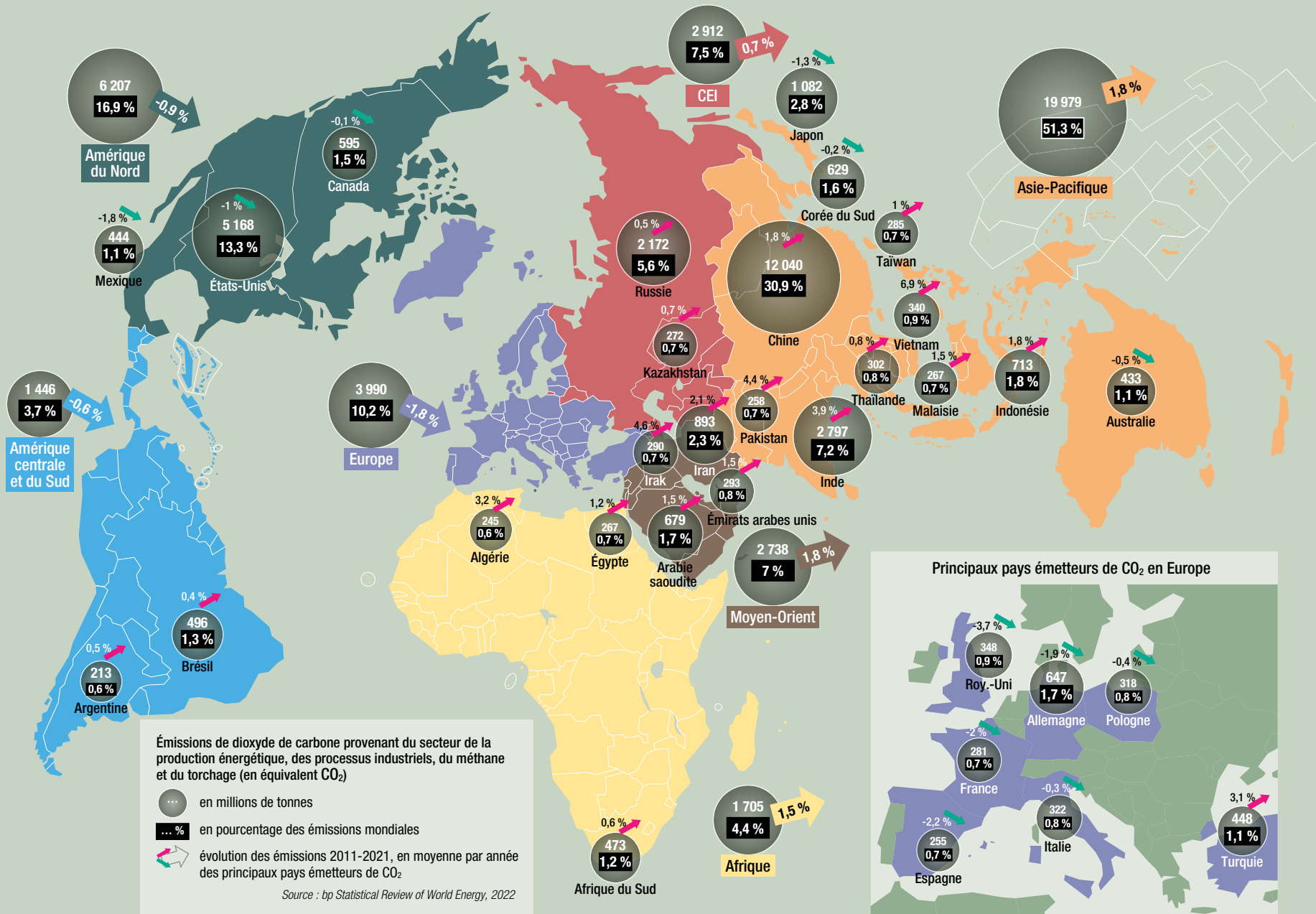
pris depuis ont été peu appliqués et n'ont quasiment pas ralenti la disparition des espèces menacées par la vie moderne. 2020 devait être l'année de la COP Biodiversité en Chine, et elle a été l'année du Covid-19! Beaucoup de scientifiques alertent sur la destruction massive d'habitats où vivent des animaux sauvages, pour développer des cultures qui servent à nourrir le bétail, ou pour urbaniser, augmentant le risque de « déconfinement de virus » et la fréquence de leur passage de l'animal à l'homme, surtout quand les animaux sauvages sont vendus sur les mêmes marchés que les animaux domestiques et les fruits et légumes, sans aucune hygiène.

Les outrances, les approximations ou les erreurs de chiffres des écologistes les plus alarmistes, et qui sont relevées régulièrement par des esprits rationnels et écolo-sceptiques, ont fait que les idées « écologistes » sont longtemps restées très minoritaires. Mais le choc de 2020 va renforcer, quelles que soient les forces

d'inertie, l'obligation pour l'humanité *d'écologiser* tous ses modes de production industriels et agricoles, à flux trop tendus, ses transports, sa construction et son habitat, son système financier, ses modes de vie d'ultra consommation et de mobilité permanente, dont le tourisme de masse. Il faudra passer de gré ou de force de l'actuelle croissance prédatrice suicidaire à une croissance écologique et économe, la fameuse « croissance verte » ou durable qui restait un slogan, mais qui est désormais une nécessité vitale. Dans bien des domaines, cette transformation a déjà commencé. Cette mutation suppose de très importantes innovations scientifiques, et une révolution industrielle et technologique continue, qui durera plusieurs décennies. Le choix ne sera plus entre « pour » et « contre » l'écologie – controverse dépassée –, mais sur le rythme et les modalités de ces transformations. Il y aura une très grande variété de situations et plusieurs étapes. Certains pays seront en pointe

dans la recherche de la « compétitivité » écologique, d'autres seront à la traîne, d'autres encore essaieront de saboter ou de freiner ces efforts (on parlera de « voyous écologiques »). Les données économiques (PIB et autres) devront prendre en compte les coûts écologiques jusque-là externalisés, ce qui changera le calcul de ce qui est rentable ou non, et donc les choix de milliards de décideurs. Ce mouvement d'écologisation s'imposera à tous et ne restera pas l'apanage des partis écologistes ni des seuls Occidentaux. Le déni ou la réticence des émergents reculera lentement mais sûrement. La Chine investira beaucoup dans ce domaine, à sa façon. La première des priorités restera longtemps d'obtenir la réduction puis la sortie du charbon, l'énergie la plus émettrice de CO<sub>2</sub>, mais la préservation de la biodiversité et l'urgence de faire prévaloir l'économie positive ou circulaire sur l'économie financiarisée court-termiste et prédatrice apparaîtront rapidement aussi importantes.

# ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN 2021 ET ÉVOLUTION 2011-2021



# L'eau

L'eau douce est indispensable à la vie. Et d'ailleurs, les premières grandes civilisations connues se sont constituées au bord de grands fleuves : *Tigre, Euphrate, Nil, Indus, Brahmapoutre, le Yan-Tsé, le fleuve jaune*. Les ressources en eau douce sont très inégalement réparties dans le monde. Il y a toujours eu des pénuries d'eau ou des phénomènes de désertification ou de salinisation qui, parfois, expliquent l'extinction de certaines civilisations, par exemple en Mésopotamie. Globalement il y a plus d'eau en circulation sur la planète dans les périodes chaudes que froides comme l'actuelle – du fait de la fonte de l'eau stockée dans les calottes polaires et dans les glaciers, mais réduite par l'évaporation.

Aujourd'hui, la pénurie d'eau, ou plutôt d'eau potable, menace l'humanité pour diverses raisons. La croissance démographique (8 milliards d'habitants fin 2022, entre 9 et 10 milliards estimés en 2050), la concentration démographique dans les villes (50 % de la population) et sur les côtes augmentent à la fois la demande (mode de vie urbain beaucoup plus consommateur d'eau que le mode de vie rural) et la pollution, du fait aussi des rejets. Dans les zones rurales et en général dans les pays pauvres, la

pollution des eaux est la source de très nombreuses maladies et d'une mortalité précoce.

D'une façon générale, la modernisation et l'occidentalisation des modes de vie, y compris le gaspillage qui en est une partie intégrante – Las Vegas captant les ressources en eau de trois États des Rocheuses ; consommation quotidienne d'eau d'un Américain : 600 litres, d'un Malien : 15 litres –, augmentent dans des proportions considérables la consommation d'eau et les risques de pénurie.

Le recours massif aux produits chimiques et aux pesticides a en plus durablement pollué une grande partie des ressources en eaux des zones peuplées et économiquement développées du monde, y compris les eaux profondes et les nappes phréatiques. Le coût du traitement et de la dépollution de ces eaux est croissant.

Dans les régions les plus arides de la zone intertropicale d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie centrale, la pénurie d'eau au sens premier du terme pourrait occasionner des tensions voire des conflits sur la propriété ou l'exploitation de l'eau, des rivières, des fleuves, et des lacs. Ponctuellement les pénuries pourraient devenir tragiques et provoquer de vrais affrontements. De plus en plus de pays secs

du monde (États du Golfe, Australie), mais plus seulement, devront avoir recours au desalement, jusqu'à aujourd'hui coûteux et très consommateur en énergie.

Les pays pauvres, souvent situés dans les zones intertropicales, souffriront particulièrement de ces pénuries. Et partout, les populations à faible revenu souffriront de l'augmentation prévisible du prix de l'eau. Les pays à climat tempéré, comme l'essentiel de l'Europe, sont eux-mêmes concernés.

Le <sup>xxi</sup> siècle verra-t-il éclater des conflits menés exclusivement pour l'eau ? Jusqu'ici, des configurations belliqueuses ont pu mettre en valeur l'importance de cette ressource – Guerre des Six Jours de 1967, tensions sénégal-mauritaniennes en 1989. Mais le facteur hydraulique n'était alors qu'un critère parmi d'autres.

La montée des tensions entre Éthiopie, Soudan et Égypte autour du barrage de la Renaissance en est un exemple significatif.

La raréfaction des ressources en eau potable obligera la région et les pays à coopérer plus étroitement et à gérer l'eau potable de façon scientifique.

# LA DISPONIBILITÉ EN EAU DOUCE ET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE DANS LE MONDE



# La santé publique

Les indicateurs de santé publique dans le monde présentent un tableau extraordinairement contrasté, qu'il s'agisse du taux de mortalité infantile et de l'espérance de vie à la naissance, de la longévité en bonne santé, de l'exposition aux maladies infectieuses et aux grandes pandémies (paludisme, tuberculose, diarrhée infantile, SIDA); qu'il s'agisse aussi des politiques de santé publique de prévention ou de soin, de la densité hospitalière ou médicale, ou de la protection de la santé humaine contre les pollutions et les nuisances dangereuses, à la source d'une véritable « pandémie », selon la revue *The Lancet*.

Dans les pays riches, la mortalité néonatale et infantile est très faible, quand l'espérance de vie est très élevée et ne cesse de croître. Les soins et les équipements sont de qualité. Le risque d'être victime des maladies infectieuses est très faible. La mortalité, tardive, s'explique surtout, dans des populations en moyenne de plus en plus âgées, par la multiplication des pathologies non transmissibles, telles que les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies dégénératives. Le mode de vie sédentaire et la suralimentation de mauvaise qualité (sucres, sel, graisse, mal bouffe) sont à

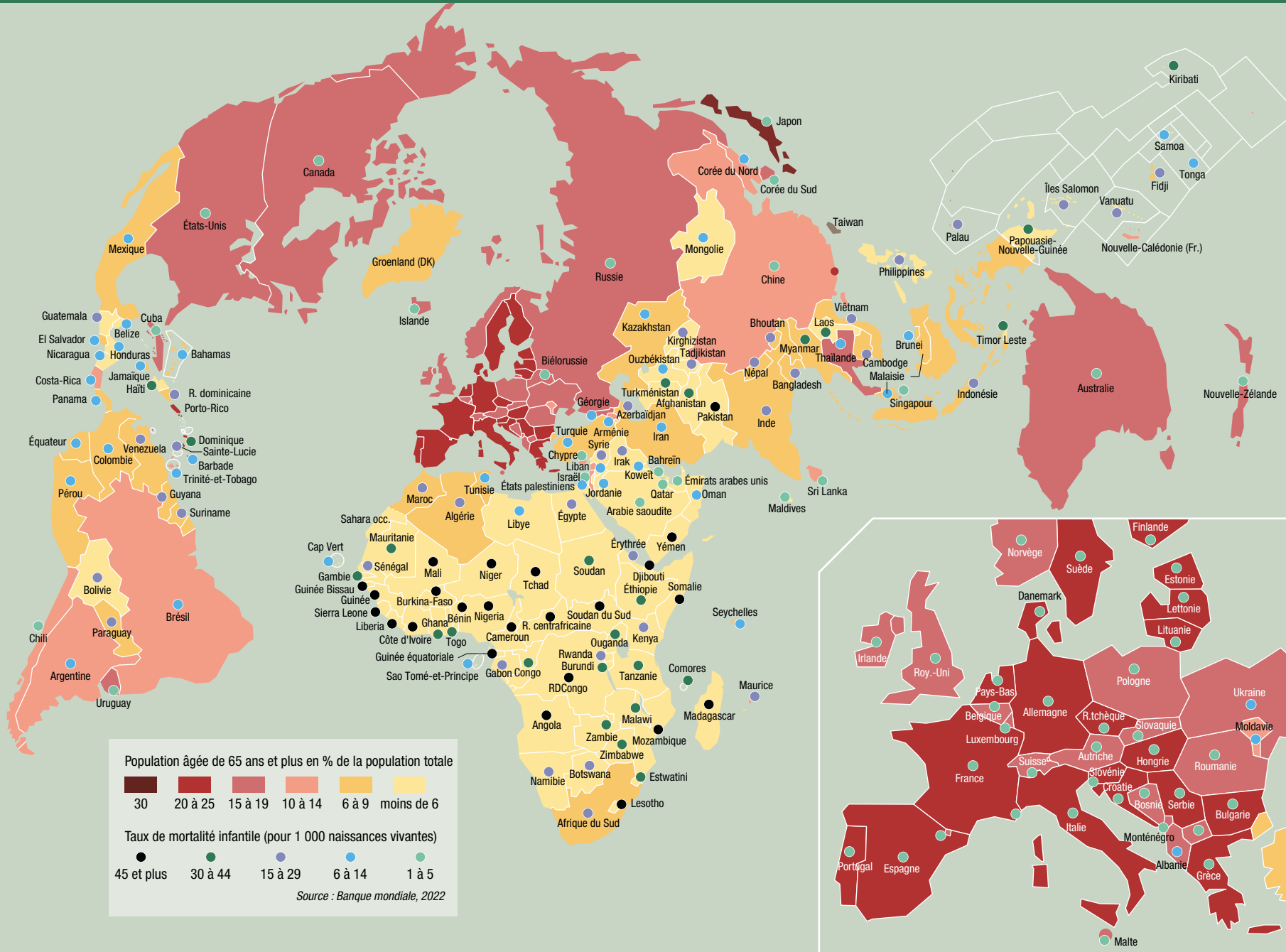
l'origine d'une épidémie de surcharge pondérale et d'obésité, spectaculaire aux États-Unis, et qui gagne le monde développé et émergent.

Les populations des pays « en développement » (ce qui est souvent un vœu pieu ou une antiphrase) cumulent à l'inverse de nombreux handicaps. Vu leur espérance de vie, elles ont rarement l'occasion de mourir de cancers ou d'infarctus mais plutôt de malnutrition, de maladies infectieuses diverses et de carences, de suites d'accidents, etc., et elles ne trouvent évidemment pas dans leur pays les équipements et les personnels nécessaires. L'aide internationale, certaines organisations du système des Nations unies (OMS, FAO, PNUE, UNICEF, PAM), les plus sérieuses des ONG humanitaires, comblent en partie ce déficit.

Les pays « émergents » sont, par définition, entre les deux et sont exposés aussi bien aux maladies non transmissibles caractéristiques des pays riches, que du maintien de certaines épidémies transmissibles plus présentes dans les pays du Sud. Néanmoins la moyenne mondiale entre ces mondes très contrastés – riches et pauvres – fait apparaître, même en Afrique, là où le SIDA fait le plus de ravages (on estime à près de 40 millions le nombre de victimes dans

le monde), une élévation de l'espérance de vie et un allongement de la durée de la vie. Selon les projections démographiques actuelles, la population africaine va augmenter; celle de la Chine diminue, tout en vieillissant vite. Il y a encore presque tout à faire pour 2 à 3 milliards d'êtres humains. Mais les problèmes de santé publique de l'Humanité seront peut-être en majorité un jour des problèmes de population âgée... même si le seuil de la vieillesse aura lui-même reculé d'ici là. Après l'épidémie du SRAS en 2003, celle d'Ebola en 2014, l'épidémie de Coronavirus de 2020 a alerté l'opinion et mis en avant les risques de contagion dans un monde globalisé. Cette crise qui arrêta le monde l'espace de plusieurs semaines a suscité la peur d'une pandémie incontrôlable et a créé une crise économique mondiale. Le Covid-19 aura infecté des centaines de millions de personnes et provoqué plusieurs millions de victimes à travers le monde, soit bien plus que le SRAS (800 victimes) ou Ebola (12 000 victimes). On reste néanmoins loin des 50 à 100 millions de la grippe espagnole (1918-1920) ou de la disparition de la moitié de la population européenne lors de la peste noire (XIV<sup>e</sup> siècle).

# POPULATION ÂGÉE ET MORTALITÉ INFANTILE DANS LE MONDE



# La sécurité alimentaire

Dans une conception extrême des « droits », qui sont en fait des objectifs volontaristes, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 reconnaît le « droit à l'alimentation ». Éradiquer la faim dans le monde d'ici 2030 en un temps de croissance démographique est le deuxième objectif du développement durable défini par les Nations unies en 2015. Cependant, 800 millions de personnes souffrent toujours de sous-alimentation. Ce chiffre, qui avait diminué depuis le début du <sup>xxi</sup> siècle, est reparti à la hausse, notamment sous l'effet de la pandémie de Covid-19 puis de la guerre en Ukraine, qui freine les exportations de céréales de la Russie et de l'Ukraine, deux des principaux pays producteurs de céréales.

Thomas Malthus, dans son essai sur la population en 1798, avait prévu que l'augmentation de la population sur la planète provoquerait des famines, car elle serait supérieure à l'augmentation des ressources de la planète. Pourtant, les progrès de la science et de l'agriculture ont pu permettre de nourrir de façon satisfaisante la population mondiale. Ce qui les a empêchés, jusqu'à la prise de conscience écologique du début du <sup>xxi</sup> siècle, ce ne sont pas tant les phénomènes naturels que les politiques dues à l'homme : les guerres, les crises, les catastrophes écologiques et sanitaires...

La nourriture a souvent servi d'arme de guerre (les sièges pour affamer). Il y a eu de grandes famines dans la seconde moitié du <sup>xx</sup> siècle en Chine, en Éthiopie, au Cambodge, au Bangladesh, au Nigeria, en Corée du Nord. Mais cette période de grandes famines et les difficultés de l'accès à l'alimentation semblent prendre fin désormais, même si des « émeutes de la faim » peuvent surgir ponctuellement.

La sous-alimentation toucherait en 2023 15% de la population mondiale, contre 30% dans les années 1960. Mais ce sont des agrégats statistiques. Plus de la moitié de cette population sous-alimentée vit en Asie (425 millions) et un tiers en Afrique (280 millions). 2,2 milliards de personnes sont en état « d'insécurité alimentaire », dans les mêmes proportions régionales.

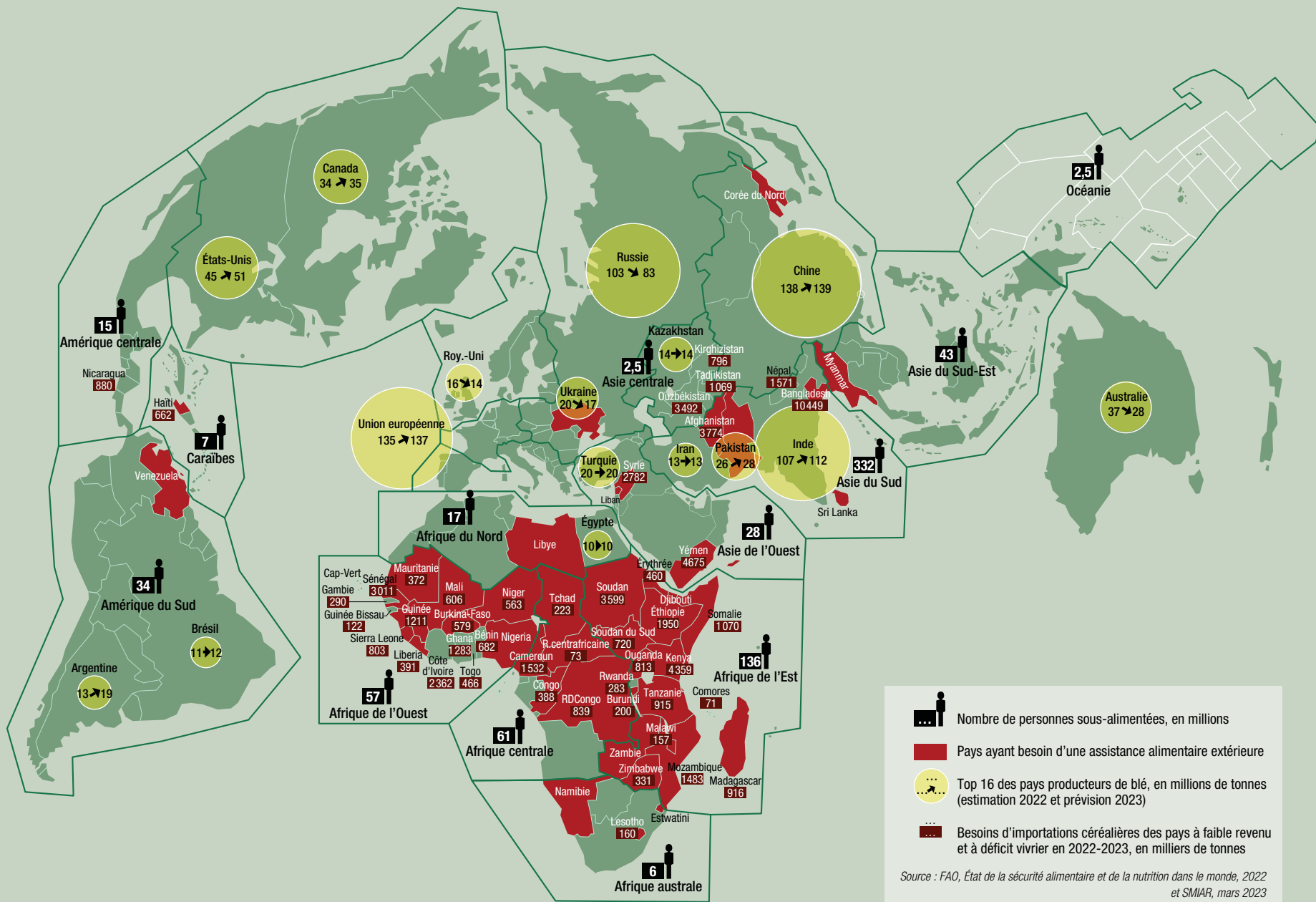
Depuis 2022, la Russie a mis la main par la force sur des terres agricoles ukrainiennes particulièrement productives. Cette guerre a fait craindre une crise alimentaire majeure, notamment au Proche-Orient et en Afrique, car elle a bloqué les exportations ukrainiennes par la mer Noire. Pour ne pas perdre la neutralité bienveillante des pays importateurs de céréales, Moscou a accepté, via la Turquie, que l'Ukraine puisse reprendre ses exportations à travers un corridor sécurisé en mer Noire. Les

exportations agricoles russes ont quant à elles échappé aux sanctions occidentales, pour éviter l'accusation d'affamer les populations des États du Sud.

Les conflits viennent ainsi partout affecter la production agricole. La diminution de la ressource alimentaire avive encore la compétition pour les obtenir. Les changements climatiques augmentent l'insécurité alimentaire, les sécheresses, la désertification des sols, les inondations, les catastrophes dites naturelles venant amoindrir les capacités de production. Or, les dix pays les plus exposés aux risques climatiques sont des pays déjà touchés par l'insécurité alimentaire. Mais le sud de l'Europe est aussi de plus en plus frappé.

Pourra-t-on continuer à nourrir la planète face à l'augmentation de la population et à son urbanisation, qui modifie les modes alimentaires, le tout en stoppant le réchauffement et en restaurant la biodiversité ? Cela ne sera possible que par des changements alimentaires, par une amélioration massive de la productivité de l'agriculture raisonnée, des inventions agronomiques, la coordination internationale et une planification à long terme. Il faudra à la fois produire plus et de façon plus durable. Un immense enjeu !

# LA SOUS-ALIMENTATION DANS LE MONDE



- Nombre de personnes sous-alimentées, en millions
- Pays ayant besoin d'une assistance alimentaire extérieure
- Top 16 des pays producteurs de blé, en millions de tonnes (estimation 2022 et prévision 2023)
- Besoins d'importations céréalières des pays à faible revenu et à déficit vivrier en 2022-2023, en milliers de tonnes

Source : FAO, État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2022 et SMAR, mars 2023

# Les défis énergétiques

## L'ère des énergies fossiles

Le xx<sup>e</sup> siècle aura été le siècle d'un développement phénoménal de la consommation d'énergie qui, combinée aux progrès techniques (moteurs, industrie), a entraîné une croissance économique sans précédent.

Garantir son approvisionnement énergétique est apparu comme un facteur vital de souveraineté et, de ce fait, comme la source de nombreux conflits pour accéder aux matières premières énergétiques. Le charbon était partout, mais pas le pétrole ou le gaz. En disposer de façon garantie était une source de puissance, mais pouvait provoquer les convoitises. Le xx<sup>e</sup> siècle aura largement été celui du pétrole, « l'or noir », source majeure d'énergie et de rivalités géopolitiques pour en contrôler l'usage, quoi que le charbon soit resté très exploité.

À partir du dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle, les inquiétudes sur l'impact climatique dramatique

du CO<sub>2</sub> rejeté en quantité dans l'atmosphère se sont peu à peu imposées après avoir été longtemps niées ou ignorées.

Depuis le début de notre siècle, réduire l'empreinte énergétique pour ralentir le réchauffement – et donc réduire le recours aux énergies carbonées et développer les énergies renouvelables – est apparu comme une nécessité vitale, mais sans que cela soit une entrave au développement. Équation complexe.

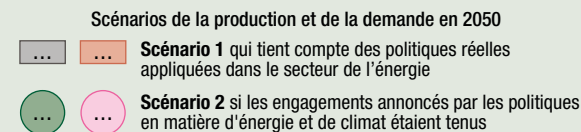
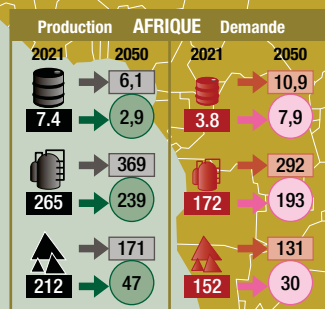
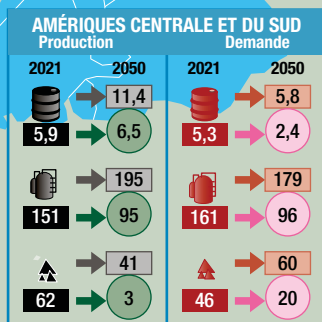
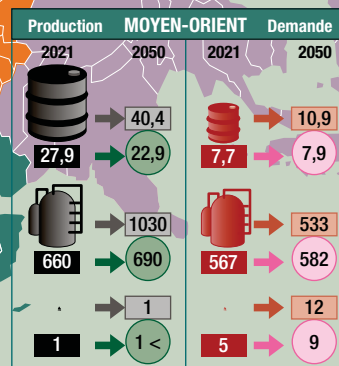
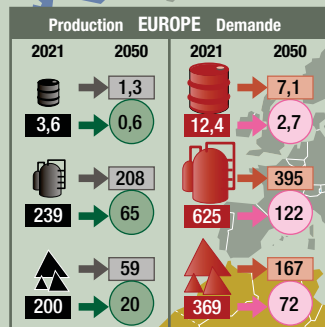
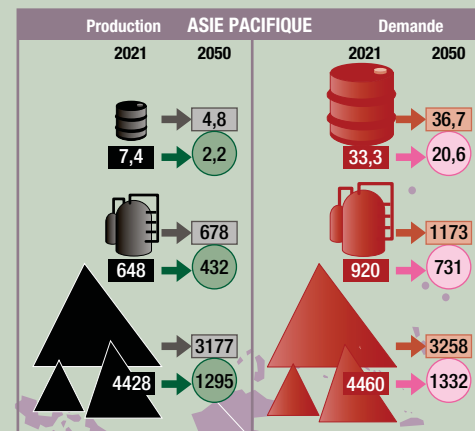
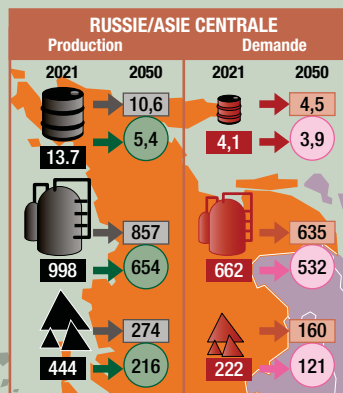
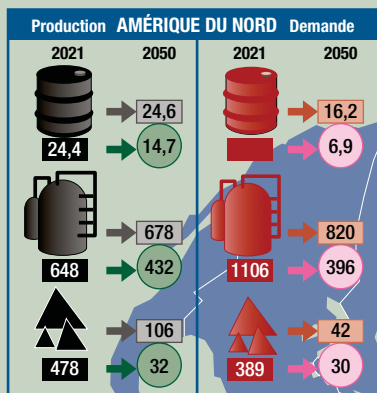
Pétrole et gaz représentent toujours, en 2023, 60% de la production mondiale d'énergie. Près de la moitié des réserves de pétrole et plus du tiers des réserves de gaz sont situées au Moyen-Orient, ce qui explique en partie son instabilité.

La Russie détient 30% des réserves mondiales de gaz et 10% des réserves de pétrole. Parmi les puissances occidentales, seuls les États-Unis disposent de ressources

énergétiques fossiles conséquentes. Ils sont même de nouveau devenus exportateurs à la suite de la découverte d'immenses réserves de gaz et de pétrole « de schiste » dont l'exploitation est – vainement – contestée par les mouvements écologistes pour ses conséquences environnementales très néfastes. Les États-Unis vendent à l'Europe, qui a dû renoncer au gaz russe, du fait de la guerre en Ukraine, leur gaz naturel liquéfié (GNL), qui émet encore plus de CO<sub>2</sub>.

La « rente pétrolière » n'a pas toujours permis – au contraire – le développement des pays qui en disposent. Outre les risques de déstabilisation géopolitique, elle peut également générer des contrecoups économiques par un impact négatif sur les autres secteurs industriels et agricoles. Elle a souvent été un piège, voire une malédiction.

# PRODUCTION ET DEMANDE CARBONÉES EN 2021 ET OBJECTIFS 2050 EN LIEN AVEC LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



### **Énergie et crises économiques**

La croissance globale, notamment des pays émergents, a énormément augmenté la consommation d'énergie. Les conflits provoquent en plus des crises énergétiques et une brutale augmentation du coût de l'énergie, qui créent en retour des difficultés pour les pays industriels et parfois des catastrophes économiques et sociales dans les pays du Sud.

L'énergie bon marché a permis les Trente Glorieuses (1945-1975), années de très fort développement économique des pays européens. À la suite de la guerre du Kippour de

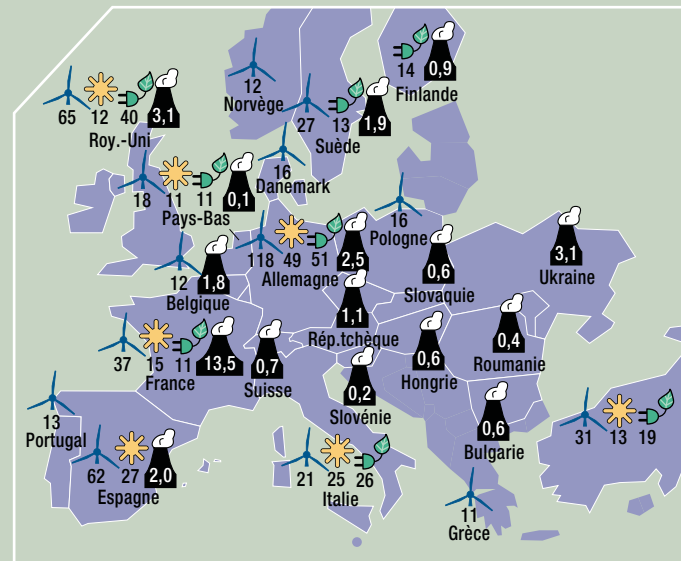
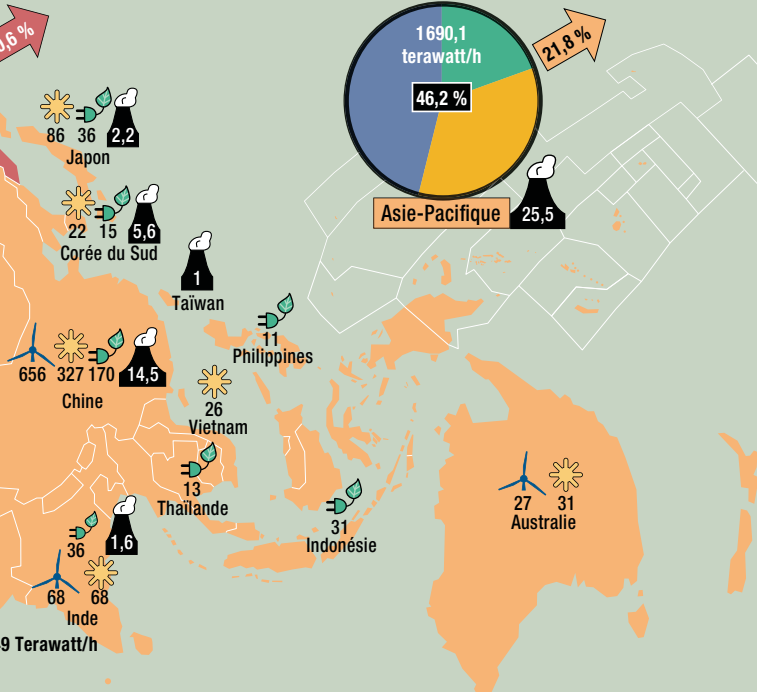
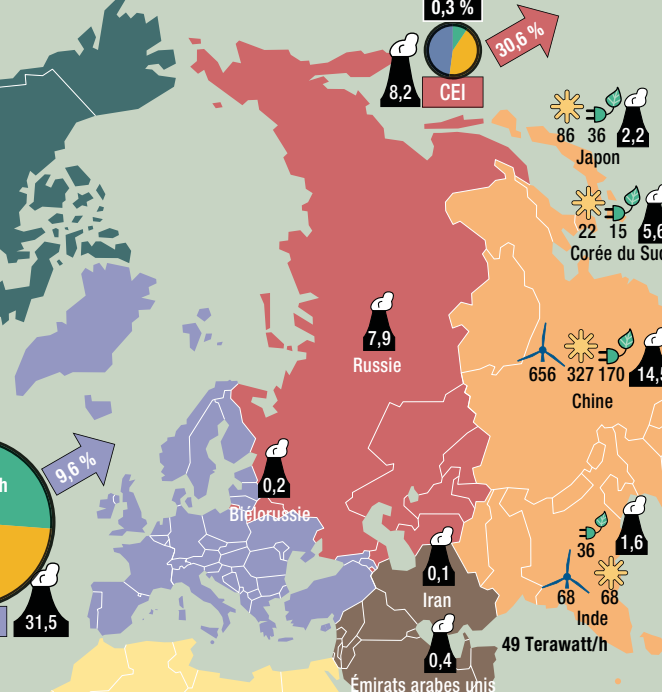
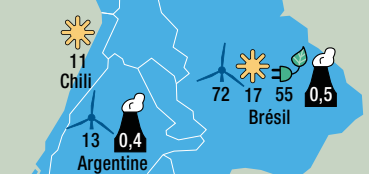
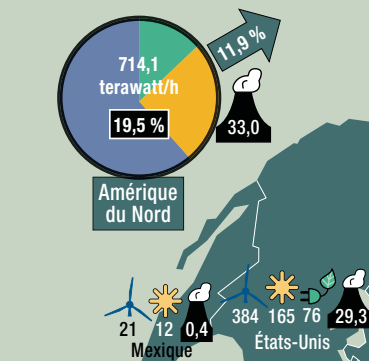
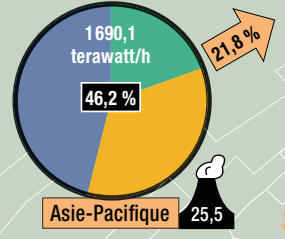
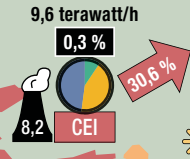
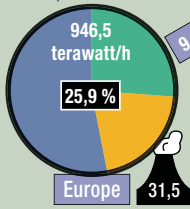
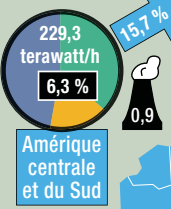
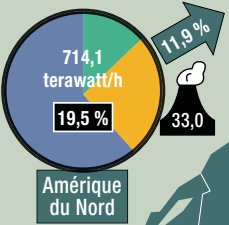
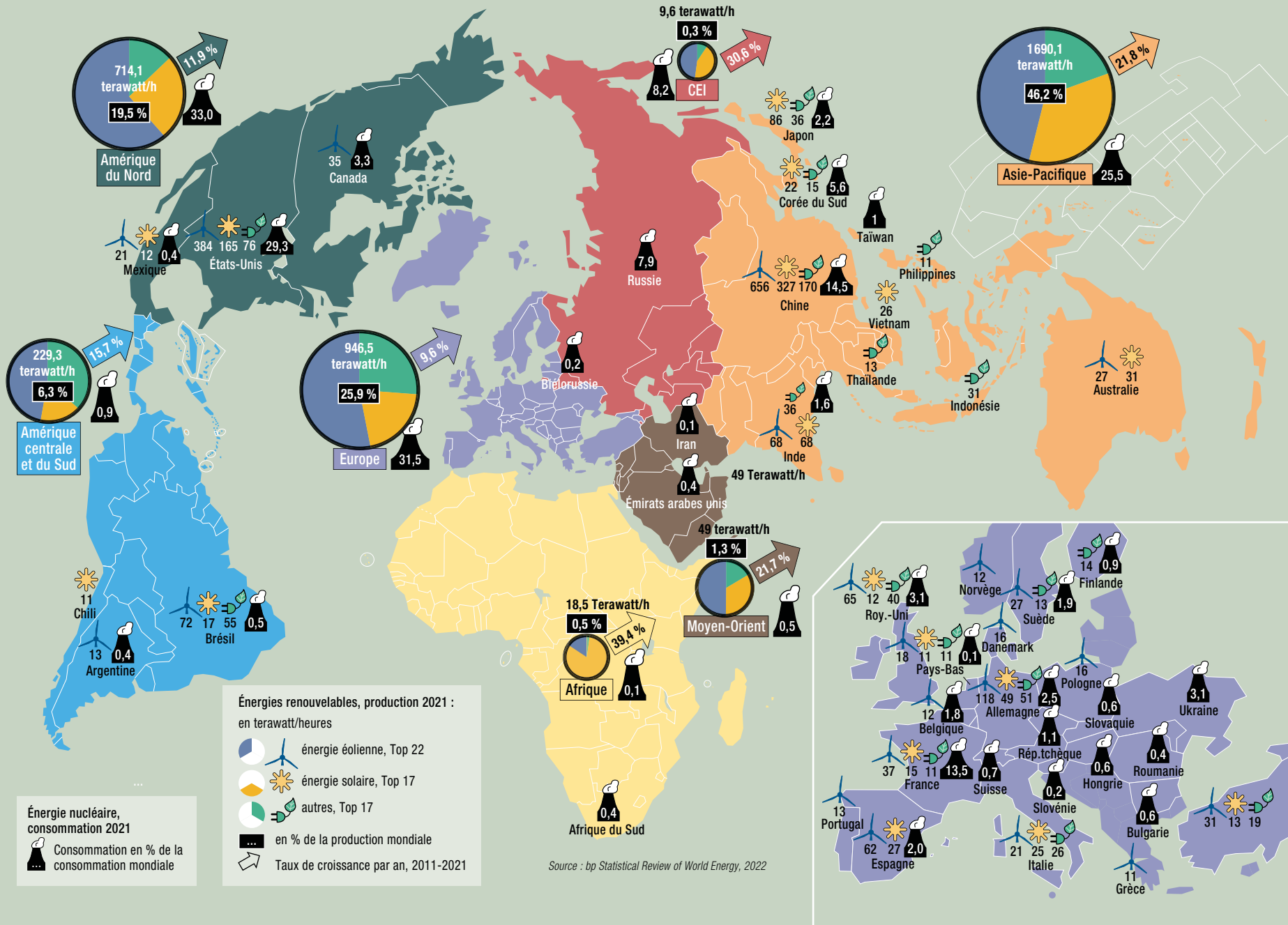
1973 et pour protester contre l'aide des pays occidentaux – principaux consommateurs – à Israël et la baisse relative du prix réel du pétrole, les grands pays producteurs, principalement arabes, ont quadruplé le prix du baril, provoquant une crise économique mondiale. Puis, en 1979, la révolution iranienne a provoqué un second choc pétrolier.

La guerre d'Irak en 2003, puis la crise financière de 2008 interne au capitalisme américain ont eu les mêmes effets. Le pétrole est passé d'environ 15 dollars le baril à la fin des années 1990 à plus de 100 dollars entre 2008

et 2012! Il est revenu par la suite à 60 dollars, prix gérable tant par les producteurs comme par les consommateurs. La crise déclenchée par la pandémie de Covid-19 a même entraîné une très forte diminution de la consommation d'énergie, et une chute momentanée du prix du baril à environ 25 dollars.

La guerre en Ukraine, qui a obligé les pays occidentaux à renoncer à leurs importations d'énergie en provenance de Russie, et à réorganiser tout leur système d'approvisionnement, a suscité une nouvelle crise.

# ÉNERGIES RENOUVELABLES (PRODUCTION EN 2021 ET ÉVOLUTION 2011-2021) ET ÉNERGIE NUCLÉAIRE (CONSOMMATION EN 2021)



### **Le nucléaire et les énergies renouvelables**

La production d'énergie nucléaire a l'avantage de ne pas être contrainte géographiquement et de ne pas émettre de CO<sub>2</sub>, contrairement au pétrole et au gaz, et pire encore, au charbon. Elle a toujours été combattue par les écologistes politiques (qui ne critiquaient pas le charbon!), inquiets des risques liés aux déchets et aux catastrophes spectaculaires (Tchernobyl – en fait un accident soviétique –, ou Fukushima – en fait un tsunami). Le mouvement antinucléaire dans les pays développés est très fort au Japon pour des raisons évidentes (mais il y décline); il reste très puissant en Allemagne, le nucléaire civil souffrant de l'assimilation au nucléaire militaire de l'OTAN.

Si les énergies renouvelables sont maintenant très soutenues, elles posent néanmoins le problème de la production des batteries électriques, qui nécessitent des métaux souvent situés en Chine. La Chine produit ainsi actuellement 59% des « terres rares », dont la production a doublé entre 2017 et 2021 et elle dispose de 35,7% des réserves. La République démocratique du Congo (RDC), qui dispose d'immenses ressources à l'est du pays, mais qui est incapable de les contrôler, est de ce fait déstabilisée et pillée par ses voisins (au Kivu), notamment l'Ouganda et le Rwanda.

Par ailleurs, l'implantation des éoliennes, encouragée en Europe, se heurte à de fortes résistances.

À l'échelle mondiale, les cinq principaux consommateurs d'énergie primaire en 2021 sont la Chine, qui représente 26,5% de la consommation mondiale, puis les États-Unis (15,6%), l'Inde (6%), la Russie (5,3%) et le Japon (3%). La Chine a vu sa consommation énergétique fortement augmenter depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, 50% de son énergie provient encore du charbon, qui est l'énergie fossile la plus répandue, la moins chère et la plus émettrice de CO<sub>2</sub>. Mais la Chine comme l'Inde développent le nucléaire.

**Les dix principaux pays producteurs de gaz en 2021** (Source: BP, 2022)

Rang	Pays	Part de la production mondiale (en %)
1	États-Unis	23,1
2	Russie	17,4
3	Iran	6,4
4	Chine	5,2
5	Qatar	4,4
6	Canada	4,3
7	Arabie saoudite	2,9
8	Australie	3,6
9	Norvège	2,8
10	Algérie	2,5

**Les 5 plus grands producteurs de terres rares en 2021** (Source: BP, 2022)

Pays	Production (en milliers de tonnes)	Part de la production totale (en %)
1 Chine	168	59
2 États-Unis	43	15,1
3 Australie	22,5	7,9
4 Thaïlande	8	2,8
5 Inde	5	1,8

**Évolution de la consommation énergétique de la Chine (en TWh)**

(Source: Our World in Data)

1970	1980	1990	2000	2010	2020
2,362	4,828	7,938	11,800	29,054	40,995

**Évolution de la consommation énergétique de l'Inde (en TWh)**

(Source: Our World in Data)

1970	1980	1990	2000	2010	2020
764	1,219	2,301	3,729	6,269	8,942

**Les pays producteurs et les pays consommateurs**

**Les dix principaux pays producteurs de pétrole en 2021** (Source: BP, 2022)

Rang	Pays	Production (en millions de tonnes)	Part de la production mondiale (en %)
1	États-Unis	711,1	16,8
2	Russie	536,4	12,7
3	Arabie saoudite	515,0	12,2
4	Canada	267,1	6,3
5	Irak	200,8	4,8
6	Chine	198,9	4,7
7	Iran	167,7	4
8	Émirats arabes unis	164,4	3,9
9	Brésil	156,8	3,7
10	Koweït	131,1	3,1

# Les inégalités économiques internationales

Les expressions « Tiers-monde » ou « Nord/Sud » n'ont plus le sens global qu'elles avaient il y a trente ans ; on pourrait parler de « ouest/sud » ou « d'Occident global/*Global South* ». Les inégalités dans le monde globalisé se sont accrues par l'enrichissement extrême de certains pays, de certains groupes sociaux et de quelques individus. Dans les années 1970, on pensait que le Sud allait combler son retard, considéré comme purement chronologique, en termes de développement. Si certains pays ont réussi leur décollage industriel, et si d'autres bénéficient d'une rente pétrolière, les inégalités se sont creusées. Avant la révolution industrielle, l'écart de revenus par habitant entre l'Europe, l'Afrique et l'Extrême-Orient ne dépassait pas 30%. La première révolution industrielle a creusé cette différence du revenu par habitant entre les plus riches et les plus pauvres : ce rapport de 1 à 10, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, est passé désormais de 1 à 50. Un pays ne parvenant pas à se doter des infrastructures élémentaires en termes d'éducation, de transport, de santé ou d'administration étatique n'a pas les moyens de se développer et ne peut donc se doter de ces infrastructures indispensables : c'est la « trappe à pauvreté ». La Banque mondiale estime qu'en 2017, un peu moins de 700 millions d'individus vivaient avec moins

de 2,15 dollars par jour (taux d'extrême pauvreté depuis 2022). Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estime, en 2019, que 1,3 milliard de personnes vivent dans une pauvreté multidimensionnelle, indice qui prend en compte 10 indicateurs dont la mortalité infantile, la malnutrition, l'accès à l'éducation, à l'électricité, à l'eau potable... Si comme le précise la Banque mondiale, la pauvreté n'a cessé de diminuer depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, les inégalités continuent de s'aggraver. Ainsi, selon l'ONG OXFAM, les richesses des 1% les plus riches de la planète correspondent à plus du double de la richesse de 90% de la population mondiale (6,9 milliards de personnes). De même, en 2019, la fortune cumulée des 10 hommes les plus riches du monde dépassait les PIB cumulés des 85 pays les plus pauvres. Cette fortune cumulée aurait augmenté de 5 000 milliards de dollars entre 2020 et 2022, pour s'établir à 13 800 milliards. La fortune des hommes les plus riches du monde (qui varie avec les mouvements boursiers) les place devant les deux tiers des pays membres des Nations unies.

Environ 770 millions d'adultes sont analphabètes, 98% d'entre eux vivent dans les pays du Sud. Le taux de mortalité infantile est de 4 pour 1 000 au Royaume-Uni, de 78 pour 1 000 au Sierra Leone. La pauvreté se traduit

également par des inégalités devant la maladie : 95% des malades du SIDA se situent au sud de la planète, même chose pour le paludisme. Les inégalités existent également de façon criante à l'intérieur des frontières d'un pays ; elles sont, elles aussi, en augmentation. Les inégalités ont toujours existé mais la croissance produite par la mondialisation avait fait espérer à certains leur réduction.

Pour lutter contre les inégalités Nord-Sud, il avait été décidé une nouvelle fois au Sommet de la Terre de Rio, il y a trente ans, en 1992, que les pays riches verseraient 0,7% de leur PIB en aide au développement, sans que le résultat ne soit garanti. En septembre 2000, l'ONU proclama la « déclaration du millénaire », visant à diviser par deux l'extrême pauvreté (objectif atteint en 2010), par trois la mortalité infantile à l'horizon 2015 (objectif non atteint) et lutter contre le SIDA. En fait, l'économie mondiale n'évolue pas en fonction des décisions onusiennes. Entre 1990 et 2010, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (dont la définition varie) est passé de 1,9 milliard à 736 millions, alors que la population mondiale passait de 5,3 à 7 milliards. La dérégulation mondiale a eu pour effet d'augmenter à la fois la richesse globale et l'inégalité de sa répartition, tout en portant à la connaissance du plus grand nombre cet écart croissant.



# La population

La population mondiale est restée stable au cours du premier millénaire et n'a atteint un milliard d'habitants qu'en 1800. C'est à cette époque que Malthus publie, en 1798, un essai où il prédit que la Terre n'aura pas assez de ressources pour faire face à l'augmentation de la population.

À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, elle a connu une croissance ininterrompue puis exponentielle : 1,7 milliard en 1900 ; 2 milliards en 1925 ; 4 milliards en 1975 ; 6 milliards en 1999 ; 8 milliards fin 2022.

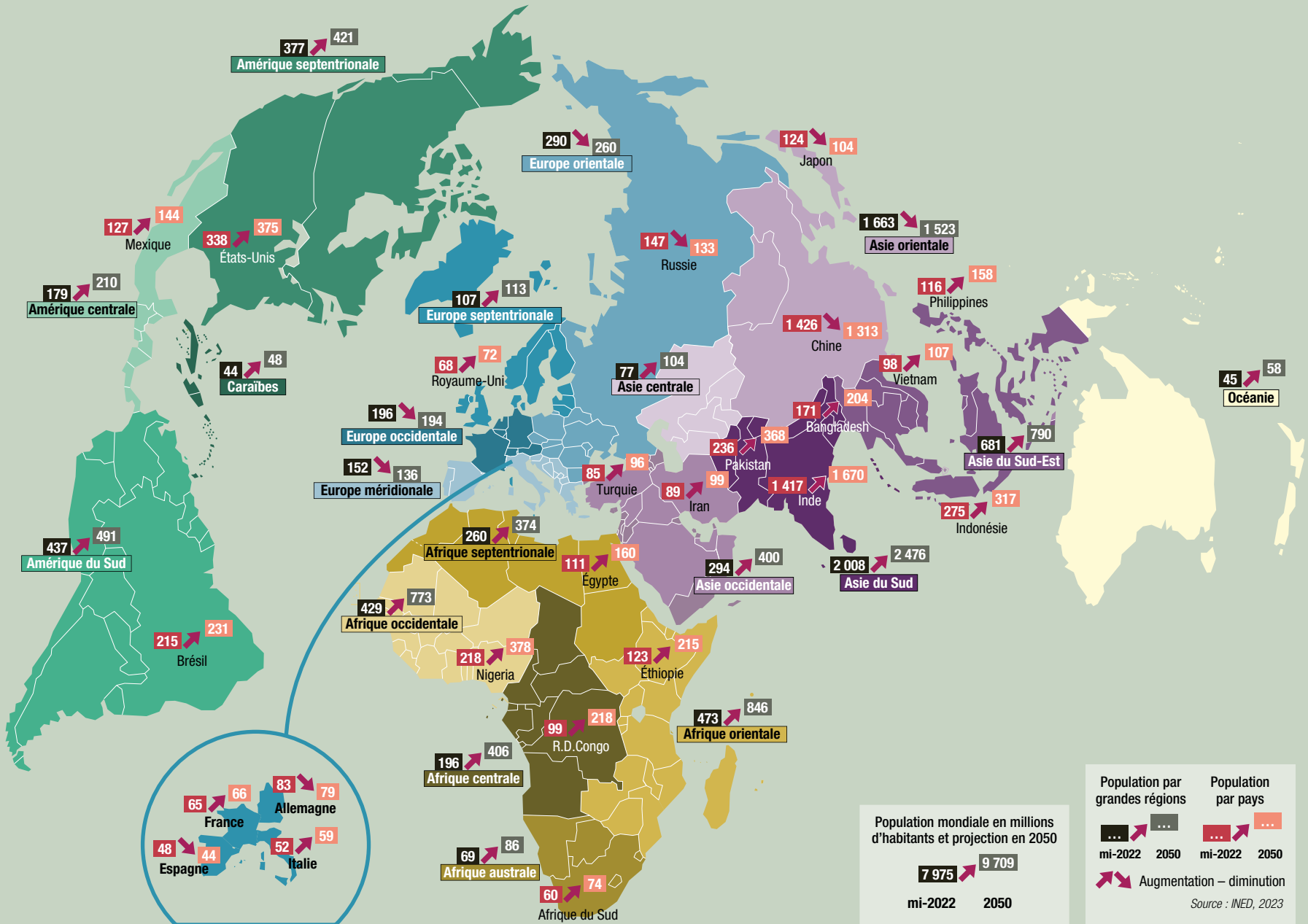
Selon les dernières évaluations démographiques, la planète devrait abriter une population de 9,7 milliards d'habitants en 2050 avant, pense-t-on, de se stabiliser à 10,4 milliards dans les années 2080, puis de diminuer légèrement d'ici la fin du siècle. Mais 96% de l'essor démographique dans la période 2000-2050 concernerait les pays du Sud, les pays du Nord stagnant ou même déclinant, à l'exception notable des États-Unis, en raison d'une immigration régulière.

On est loin des prévisions émises par les démographes dans les années 1960-1981 qui annonçaient, à l'horizon 2050, une population mondiale comprise entre 25 et 50 milliards d'habitants !

Le continent africain sur la période 2000-2050 devrait être le seul à connaître un accroissement de sa part relative de population. Le nombre d'Africains devrait doubler sur cette période pour atteindre 2,5 milliards en 2050. Mais en Afrique de l'Ouest et sahélienne, l'absence de transition démographique devrait peser sur la croissance économique. L'Asie sera de plus en plus le centre de gravité mondiale avec 5,3 milliards d'habitants, 54% de la population mondiale ; la population indienne, qui doit « doubler » celle de la Chine en 2023, devrait se stabiliser autour de 1,6 milliard en 2050, contre 1,3 pour la Chine. L'Europe ne représenterait plus que 7% de la population mondiale contre 10% en 2000. La Russie et le Japon représentent des cas extrêmes de déclin démographique, leur population ne

cessant de décroître. La population russe est passée de 148 millions d'habitants en 1989 à 143 millions en 2005 avec des prévisions à 133 millions en 2050. La Russie passerait ainsi du 6<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> rang mondial. Vladimir Poutine avait pris des mesures d'encouragement de la natalité pour enrayer le phénomène, la population a légèrement augmenté entre 2011 et 2018, avant de se stabiliser, le taux de natalité étant passé de 1,15 en 2000 à 1,5 aujourd'hui. La guerre en Ukraine va sans doute le faire rechuter. Le Japon devrait également perdre 20% de sa population d'ici 2050, passant de 125 à 104 millions d'habitants. Dans la plupart des pays, sauf dans le Sahel, la fertilité devrait tomber en dessous de 2,1 enfants par femme (seuil de renouvellement des générations) vers 2025, surtout dans les sociétés où le travail des femmes et le fait d'avoir des enfants sont difficilement compatibles. La peur écologique, la surpopulation mondiale et les préoccupations concernant le vieillissement, voire la réduction de la population, vont se cumuler.

# RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR GRANDES RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES, CHIFFRES EN JUIN 2022 ET PROJECTION EN 2050



# Les migrations internationales

Selon l'ONU, le migrant est une personne qui s'est installée dans un pays autre que celui dont il est citoyen, et ce depuis au moins un an.

Sans remonter à ce que l'on appelait autrefois les « grandes invasions » en Europe du Haut Moyen Âge (V<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle), on peut distinguer trois grandes époques dans les migrations internationales. Aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, les flux migratoires se développent parallèlement à l'essor du commerce et de la colonisation. Sur des motivations commerciales (les comptoirs) ou religieuses (les missionnaires) se greffent certaines migrations volontaires de peuplement et de conquête coloniale des Européens. Il y a également des migrations forcées destinées à couvrir les besoins en population et en force de travail dans les colonies, le trafic triangulaire s'ajoutant à l'esclavage séculaire intra-africain.

L'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle accélère les flux migratoires. Les transports deviennent moins coûteux et plus faciles. Les dépressions économiques ou les famines en Europe entraînent des flux de départs importants. 60 millions d'Européens (mais très peu de Français) vont s'établir en Amérique au cours du

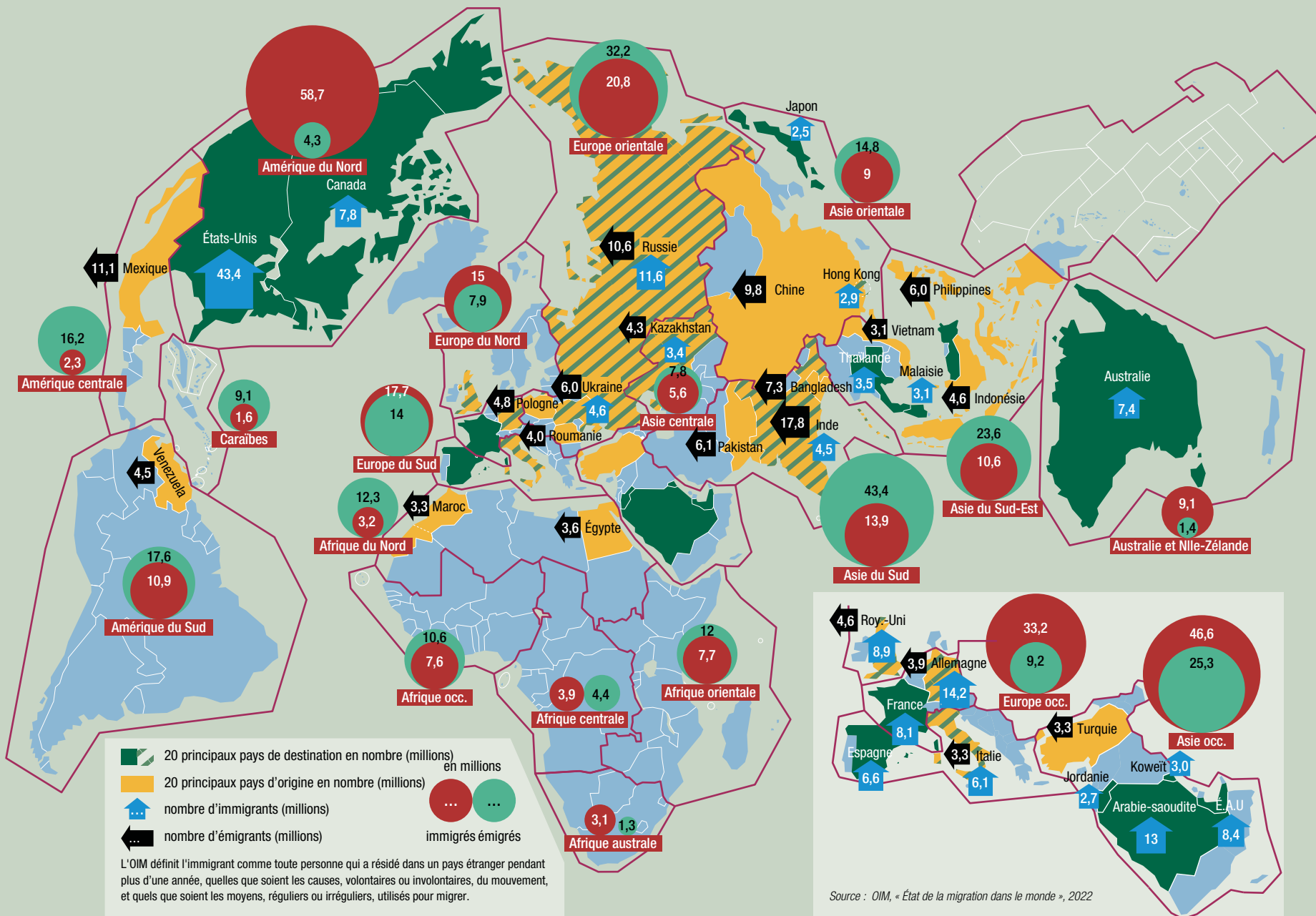
XIX<sup>e</sup> siècle. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux Chinois émigrent également aux États-Unis. À l'aube de la Première Guerre mondiale, les migrants y représentent 5 % de la population. Les flux migratoires diminueront dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La Première Guerre mondiale puis la crise de 1929 suscitent des réactions économiques xénophobes qui rendent les migrations moins faciles ou impossibles. Celles-ci repartent à la hausse dans les années 1950. En 1965, les migrants sont 75 millions, ils atteignent 281 millions en 2020, soit 3,6 % de la population mondiale.

Désormais, ce sont les pays du Sud qui fournissent l'essentiel de la population migrante, pour des raisons économiques ou d'insécurité.

Du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècles, les flux migratoires se sont en effet inversés. De Nord-Sud ou Nord-Nord, ils sont devenus Sud-Nord et Sud-Sud. Les pays d'émigration sont devenus des pays d'immigration, à l'exception notable des États-Unis. La motivation des migrants reste principalement économique : on fuit la misère, on recherche une vie meilleure. Aux migrants économiques, il faut ajouter les demandeurs d'asile du fait de conflits et d'insécurité. Selon l'ONU,

en 2017, 38 % des migrants étaient nés dans un pays en développement et vivaient dans un pays en développement (Sud-Sud), 35 % des migrants étaient nés dans un pays dit du Sud et vivaient dans un pays dit du Nord, 21 % des migrants étaient nés au Nord et vivaient au Nord et enfin 6 % étaient nés au Nord et vivaient au Sud. Les flux Sud-Sud sont donc les plus importants. Les États-Unis restent le premier pays d'immigration du monde avec 50 millions de résidents nés à l'étranger, soit plus de 15 % de la population américaine. Le problème de la « fuite des cerveaux » se pose avec une acuité nouvelle : la main-d'œuvre qualifiée des pays du Sud a plus d'opportunités au Nord. Mais cet exode de la main-d'œuvre qualifiée rend le développement du Sud encore plus problématique. Il faut également noter le développement d'un nouveau type d'immigration temporaire, celle des étudiants étrangers inscrits dans les universités des pays développés, immigration à la fois Sud-Nord et Nord-Nord. Enfin, les modifications du climat pourraient entraîner dans les décennies à venir des migrations et des flux extrêmement importants de réfugiés climatiques.

# MIGRANTS INTERNATIONAUX PAR GRANDES RÉGIONS ET POUR LES VINGT PRINCIPAUX PAYS, SITUATION EN 2020



# Les flux commerciaux

Les flux commerciaux entre nations sont aussi vieux que l'histoire. Depuis l'époque industrielle, ils sont en constante expansion et ils ont été l'un des principaux aspects et moteurs de la croissance économique mondiale et de la mondialisation – volontairement très dérégulée – des 30 à 40 dernières années.

Avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, ils ne concernent que quelques produits très recherchés considérés comme luxueux : épices, tissus, métaux (or, argent). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le développement des voies de communication maritimes et terrestres, puis au XIX<sup>e</sup> siècle la révolution industrielle, stimulent le commerce international. Ensuite la machine à vapeur, le chemin de fer, le télégraphe, l'automobile, le transport aérien, puis les nouvelles technologies ont à chaque fois donné un coup d'accélérateur aux échanges mondiaux. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le commerce international a été, en volume, multiplié par 140!

La révolution du conteneur a également joué un rôle considérable. Apparue en 1956, le conteneur est chargé sur un navire puis sur un camion, un train et standardisé. Il a permis de réduire le temps passé à charger à décharger. La « conteneurisation » représente aujourd'hui 40% du trafic des marchandises.

Le commerce mondial est dominé par la Grande-Bretagne jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis par les États-Unis, et désormais par l'Asie. Il est centré sur les matières premières au XIX<sup>e</sup> siècle, puis sur les produits manufacturés, enfin sur les services commerciaux et maintenant les produits à haute technologie.

Les économies des « pays en développement » représentent 30% du commerce mondial en 1980, pour atteindre 44% aujourd'hui, tandis que les économies développées voient leur pourcentage passer de 66 à 56%.

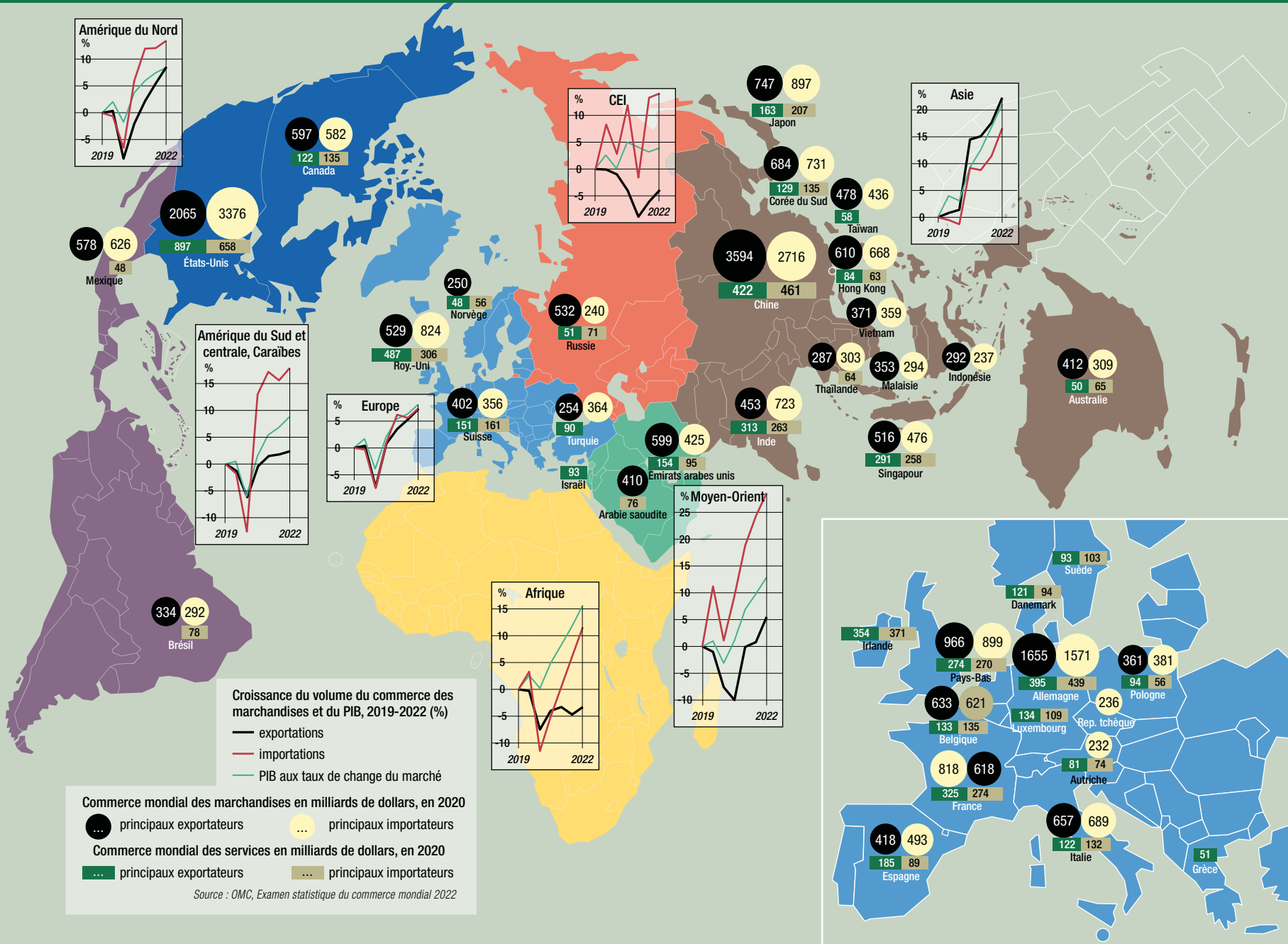
Le commerce entre l'Asie et l'Europe représente 8,5% du commerce mondial ; Asie-Amérique du Nord 8,4% ; Asie-Moyen-Orient 3,4%. La Chine est depuis 2013 la première puissance commerciale mondiale (le total des importations et des exportations détrônant celui des États-Unis).

Le cadre du commerce international a été institutionnalisé avec la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a succédé en 1994 au GATT de 1948, en plein optimisme « mondialisateur ». 164 pays en sont membres. Ces dernières années, les négociations globales n'aboutissent plus, les populations occidentales étant devenues méfiantes et ayant entravé le fonctionnement de l'OMC.

Depuis 40 ans, les milieux économiques et presque tous les gouvernements ont estimé que la libéralisation du commerce international était un facteur de développement. Mais dans les pas des États-Unis, une partie de l'opinion en Europe y devient hostile car elle est perçue comme cause du chômage et de la désindustrialisation. Ainsi, certains accords interrégionaux négociés n'ont pas été signés ou ratifiés. Donald Trump a entamé une guerre commerciale contre la Chine, justifiée par un déficit commercial annuel de 350 milliards de dollars de Washington à l'égard de Pékin ! Certains altermondialistes ou syndicats pensent depuis longtemps qu'elle peut porter atteinte aux économies fragiles du Sud et que certains secteurs doivent par nature être protégés pour des raisons sociales. De plus en plus d'écologistes dans les pays développés et ailleurs soulignent qu'elle est en plus un facteur de ravages environnementaux.

Si les échanges commerciaux n'assurent pas de façon automatique des relations pacifiques, ils peuvent y contribuer. Ils restent néanmoins soumis aux choix politiques et stratégiques, qu'on veuille les développer, les libéraliser, ou les restreindre (embargo, sanctions commerciales).

# COMMERCE MONDIAL DES MARCHANDISES ET DES SERVICES



# Les religions

Les religions ont façonné les sociétés, leur vision du monde et les relations entre elles depuis l'aube de l'Histoire. Elles sont intimement liées aux phénomènes d'identité, de culture, et sont les fondements de ce que l'on appelle les civilisations. Au-delà de leur dimension spirituelle, elles ont donc joué un rôle politique et géopolitique majeur, pacificateur ou conflictuel, selon les moments et les lieux. Les religions les plus répandues dans le monde actuel sont le christianisme (31%), l'islam (25%) et l'hindouisme (15%). Certaines religions, celles du « livre » (judaïsme, christianisme, islam) sont dites « révélées ». Les autres se sont constituées petit à petit. Certaines sont prosélytes et cherchent la conversion des « infidèles » : en particulier le christianisme (surtout dans ses branches évangélique et protestante) et l'islam aujourd'hui. Avec le temps, la dimension religieuse est devenue une dimension essentielle de l'identité des groupes ou des nations, mêlée à d'autres dimensions : culturelle, linguistique, ethnique, nationale. Dans les guerres dites de religion, il est très difficile de distinguer ce qui relève de la religion, de la politique, de la lutte des classes ou des clans, de la lutte pour le pouvoir. Les religions peuvent être un élément

d'un conflit, rarement le seul. Elles peuvent constituer un facteur aggravant, pas souvent le déclencheur. Soumis à une oppression politique, un groupe se raccroche souvent à son identité religieuse : les Polonais au catholicisme sous la domination soviétique ; les Grecs et les Serbes à l'orthodoxie sous l'Empire ottoman ; les juifs en Europe – surtout de l'Est – et dans le monde arabe pendant des siècles, etc. Inversement, dès la fin de l'URSS, l'orthodoxie redevient une composante majeure de l'identité russe.

L'histoire moderne de l'Europe est aussi une longue lutte des monarques nationaux pour échapper au pouvoir du pape (le gallicanisme en France ; l'anglicanisme en Angleterre) et des sociétés pour se libérer, par la laïcité, de l'emprise religieuse, essentiellement catholique, sur la vie publique et privée.

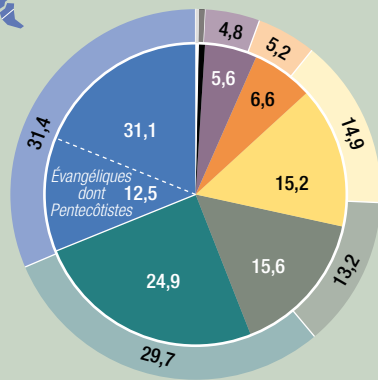
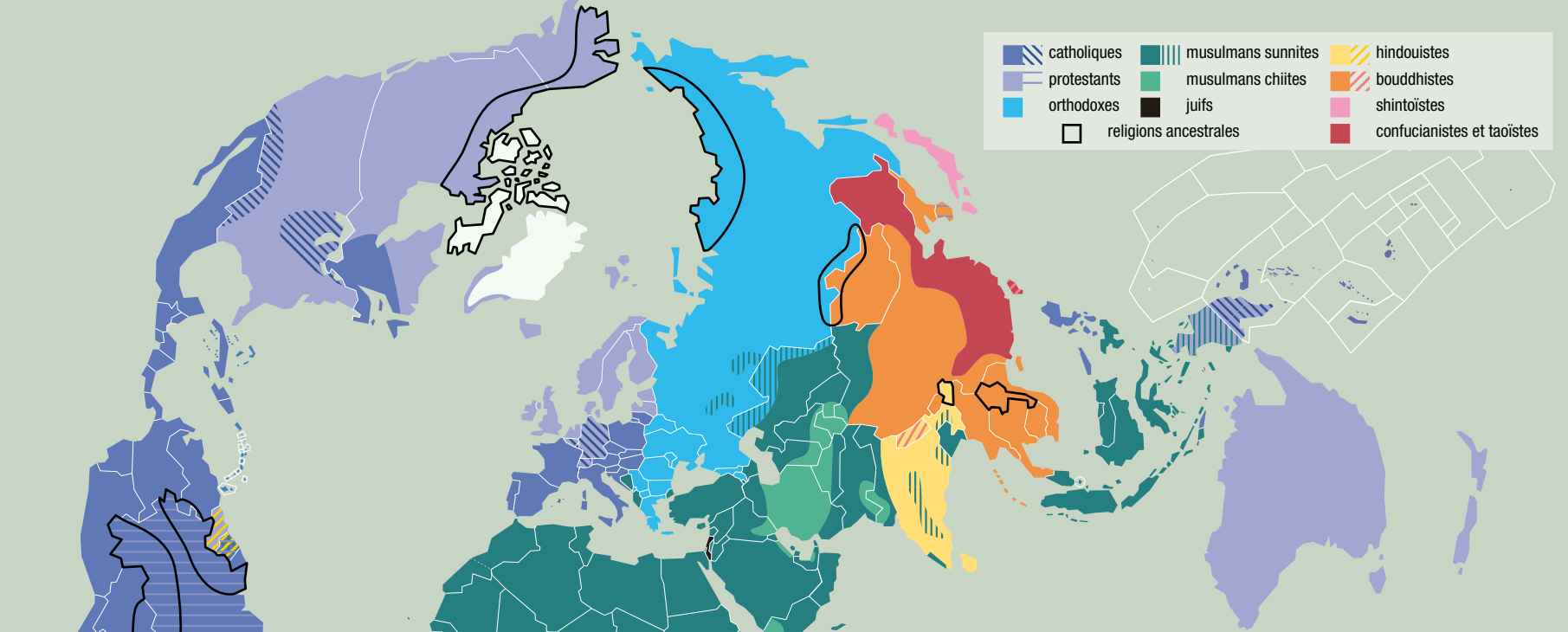
Désormais, l'Europe, qui est issue de la chrétienté, est le continent le moins religieux, avec la Chine et le Japon, qui ne l'ont jamais beaucoup été.

En revanche, la religion reste très présente dans la vie – et même la politique – aux États-Unis, en Amérique latine, en Afrique, en Inde, dans le monde arabo-musulman et en Russie.

Dans sa classification contestée des « civilisations » probablement vouées à s'affronter, Samuel Huntington s'appuie principalement sur le critère religieux. Cet élément est fort dans la détestation que vouent les islamistes aux Occidentaux, aux « croisés », aux Israéliens, aux juifs et... aux musulmans modérés ! Il se retrouve, de moindre force, dans le rejet de l'islamisme et parfois de l'Islam que l'on observe chez certains groupes protestants du sud des États-Unis. En revanche, le conflit israélo-palestinien est à l'origine un conflit national classique pour un territoire. Ce n'est qu'avec le temps – et son pourrissement par absence de solution – qu'il acquiert une dimension religieuse – montée des islamistes chez les Palestiniens, au départ plutôt laïques ; religieux extrémistes et nationalistes israéliens.

Aujourd'hui, on retrouve une composante religieuse dans les conflits et dans les crises des Balkans, du Proche et du Moyen-Orient, du Caucase et de l'Asie centrale, du sous-continent indien et de plusieurs pays d'Afrique, à la ligne de contact islam/christianisme/animisme (en Centrafrique, par exemple).

# RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRINCIPALES RELIGIONS DANS LE MONDE ET ÉTAT DES RESTRICTIONS RELIGIEUSES À LA FIN 2020

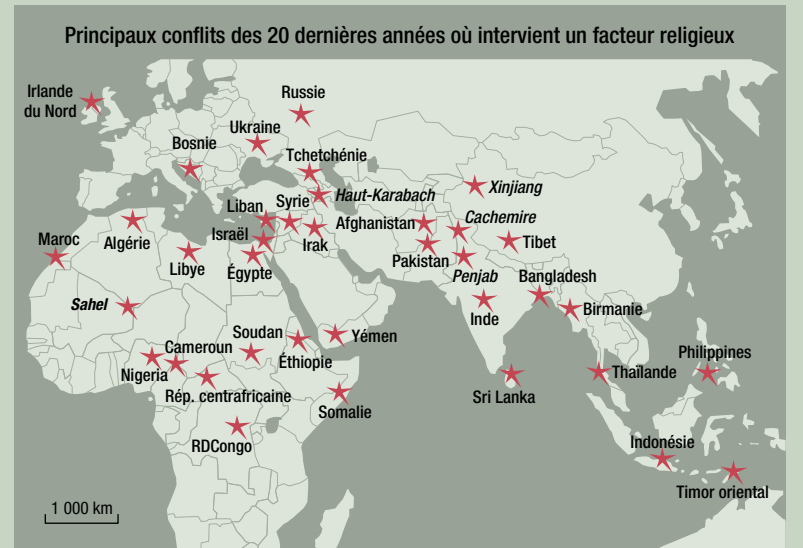


Répartition des religions en % de la population mondiale, en 2020 et projection 2050

- Autres : ... < 1
- Juive : ... < 1
- Religions locales
- Bouddhisme
- Hindouisme
- Sans religion
- Musulmans
- Chrétiens

2020 2050

Source : Pew Research Center 2023,  
(World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050)



# Le tourisme

L'Organisation mondiale du tourisme définit le tourisme international comme l'ensemble des déplacements de personnes franchissant une frontière pour une durée d'au moins 24 heures dans un autre but que professionnel. Depuis la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, le tourisme a connu un développement considérable au point de devenir un phénomène de masse. Le développement des transports, la diminution de leur coût, l'allongement du temps libre, l'ouverture des frontières ont facilité son essor au point d'en faire un élément de la mondialisation et de l'économie globale. On est passé de 25 millions de touristes internationaux en 1950, à 280 millions en 1980, 440 millions en 1990, pour arriver à plus de 1,5 milliard aujourd'hui. Le secteur représente 10% du PIB mondial, au-delà du tourisme intrarégional. La levée progressive des barrières frontalières a permis une accélération du tourisme, bien qu'une importante inégalité entre les nations demeure sur ce point. L'Europe reste la première région touristique au monde avec 740 millions de visiteurs internationaux en 2019, devant l'Asie-Pacifique (364 millions), qui bénéficie du fort développement chinois (150 millions de touristes chinois ont voyagé en 2018), puis viennent les Amériques (220 millions), l'Afrique (71 millions) et le Moyen-Orient (64 millions).

Jusqu'à la pandémie de Covid-19, il s'agissait du plus grand secteur économique non

gouvernemental du monde. Pour de nombreux pays pauvres, le tourisme est d'une importance économique cruciale. Pour l'immense majorité des pays les moins avancés, c'est même la première source de devises étrangères. L'activité touristique est également extrêmement attrayante économiquement pour des pays émergents ou développés. Son impact est direct et touche en profondeur la société d'accueil financièrement, humainement et en termes de création d'emplois. Ainsi, après le tsunami de Noël 2004, les pays asiatiques estimaient que la principale aide résidait dans le retour en masse des touristes.

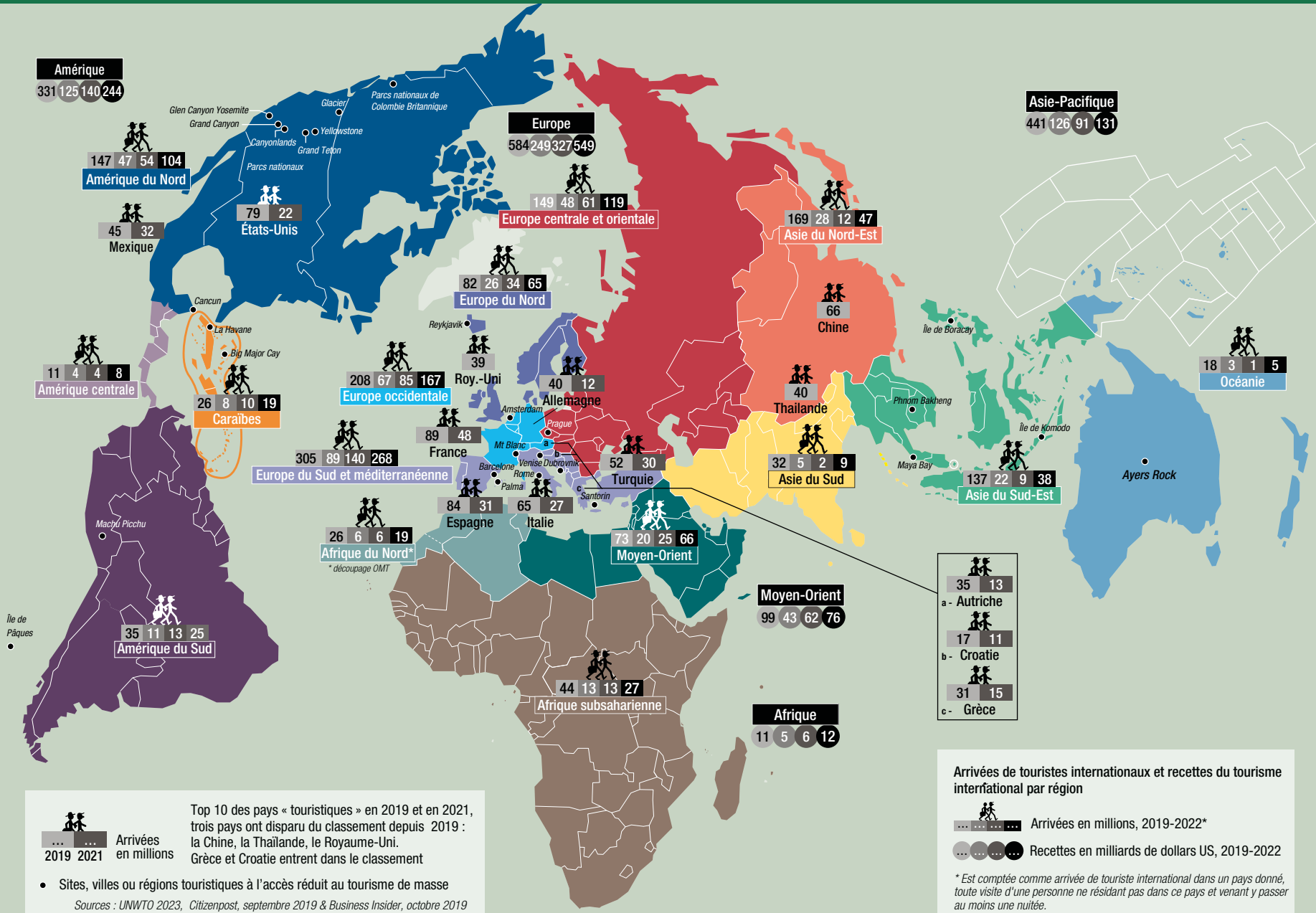
Le tourisme sert-il de caution aux régimes non démocratiques? L'ouverture d'un pays au tourisme se traduit par un moins grand contrôle social de la population. Les régimes les plus autoritaires ont du mal à accepter la présence d'étrangers. Du temps de la guerre froide, les rares visiteurs qui venaient dans les pays communistes étaient strictement encadrés et surveillés, de peur qu'ils n'entrent en contact avec la population ou, pis encore, avec des opposants.

Le risque terroriste fait planer une menace majeure sur le tourisme par exemple dans les pays musulmans. Les mouvements terroristes veulent s'attaquer à l'une des ressources en devises d'un État afin de le déstabiliser. Mais on constate qu'il y a une accoutumance au danger. Le public a ainsi de plus en plus intégré le risque

terroriste, qui, par ailleurs, peut frapper partout, y compris dans les villes occidentales, comme on l'a vu à New York, Madrid, Londres ou Paris.

Aussi, les risques sanitaires, les accidents de transport ou lors d'activités sportives, pour être moins spectaculaires, font en fait plus de morts que le terrorisme. Si une menace pèse sur le tourisme de masse à l'avenir, c'est la prise de conscience des risques écologiques: la globalisation et le développement des classes moyennes au niveau mondial sont à l'origine de l'explosion du nombre de touristes. Les sites et les organisations touristiques devront s'adapter pour préserver les nombreux lieux mis en danger par le tourisme de masse. On parle pour certaines villes ou sites de «surtourisme» et les autorités envisagent parfois la mise en place de quotas. Les déplacements de masse en avion sont polluants et sources de nuisances. Si à l'avenir, les transports aériens ne parviennent pas à modérer leur consommation d'énergie, ils redeviendront chers en plus d'être contestés au nom de la lutte contre le réchauffement climatique. La pandémie du Covid-19 en 2020-2022 a complètement stoppé le tourisme et réduit drastiquement le trafic aérien. Les images de Venise, New York ou Paris totalement vidés des touristes qui affluent habituellement par millions ont, elles, fait le tour du monde. Les flux touristiques reprennent depuis lors. Il faudra voir si les alertes environnementales les ont vraiment modifiés ou encadrés.

# LE TOURISME INTERNATIONAL DE 2019 À 2022



# Les langues dans le monde

La langue est un lien identitaire interne au sein d'un peuple, peut-être le plus fort de tous, et parfois un vecteur d'influence extérieure. L'extension d'une langue à l'échelle internationale permet de mesurer le rayonnement du pays d'origine. Quelques rares langues sont utilisées en dehors de leur pays d'origine.

Du <sup>xvii</sup>e siècle au début du <sup>xx</sup>e, le français a été la langue des élites internationales, de la culture et de la diplomatie. Il a ainsi pu rester la langue dominante au <sup>xix</sup>e siècle, alors que la France avait déjà cédé la place de puissance dominante à la Grande-Bretagne. Le traité de Versailles (1919) clôturant la Première Guerre mondiale fut le premier grand document diplomatique à être rédigé à la fois en anglais et en français. Cela peut être considéré comme un passage de témoin entre les deux langues. Le succès de la langue anglaise tient à ce qu'elle est à la fois alors celle d'une des principales puissances européennes, le Royaume-Uni, et de la puissance mondiale montante, les États-Unis.

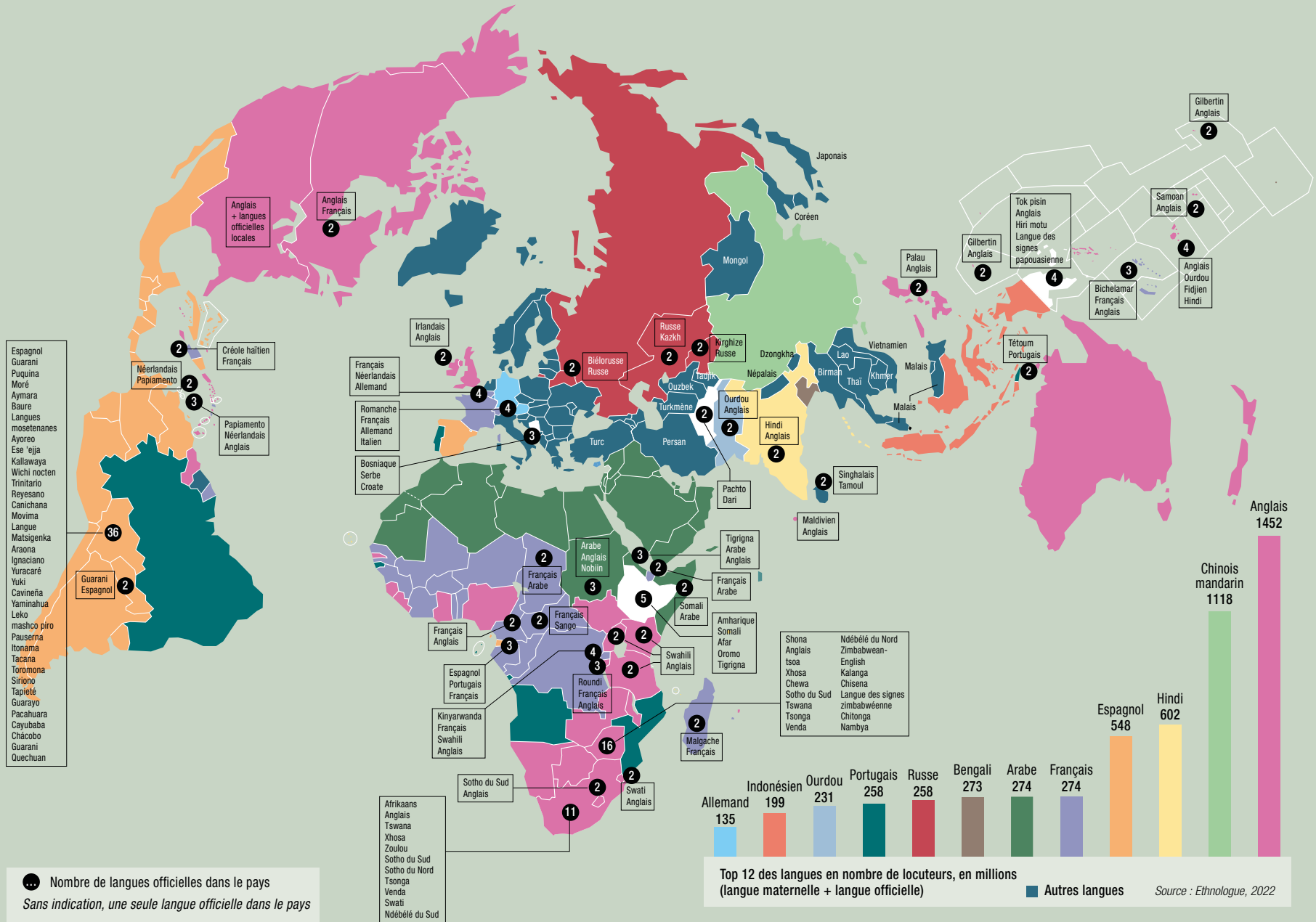
L'utilisation d'une langue est la marque d'un héritage historique, notamment celui des empires coloniaux : Afrique francophone, anglophone ou lusophone, Amérique latine

lusophone ou hispanophone. C'est également le produit de l'attractivité et de la puissance d'un pays. L'anglo-américain est aujourd'hui devenu la langue universelle grâce à sa base coloniale importante (Afrique anglophone, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, États-Unis), au statut de puissance dominante des États-Unis et plus encore au phénomène de globalisation qui a accentué l'avantage comparatif de l'anglo-américain, désormais utilisé comme langue véhiculaire entre personnes ayant chacune une langue natale différente y compris à l'intérieur d'un même État. L'anglais – ou plutôt sa forme globalisée et simplifiée, le *globalish*, très différente de l'anglais littéraire – est devenu, sans contestation possible, la langue internationale de la diplomatie, des médias, des affaires et de la culture mondialisée. C'est pour le moment la langue de la globalisation. Mais que se passera-t-il sous l'influence de la Chine ?

Afin de mesurer le rayonnement linguistique, il faut prendre non seulement en compte le nombre de locuteurs de la langue, mais surtout son implantation en dehors du pays d'origine et son utilisation par ceux pour qui elle n'est pas la langue maternelle. Le chinois est

certainement la langue la plus parlée au monde, mais elle n'est pas la langue dominante et elle n'a pas encore un véritable statut international. Malgré sa perte de statut de langue dominante des élites, le français est resté l'une des deux grandes langues de culture et de communication internationale, étant la ou l'une des langues officielles dans une trentaine de pays et ayant conservé une place forte dans le domaine diplomatique et se redressant depuis quelques années (300 millions de francophones). L'anglais est la langue officielle ou co-officielle dans 60 pays. Il y a six langues officielles à l'ONU (l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe), reflet aussi du nombre de locuteurs. Selon l'UNESCO, il y a environ 7 000 langues existantes, mais une vingtaine dominant, parlées par 95 % de la population, et 95 % des langues autochtones sont susceptibles de disparaître d'ici à 2100. La bataille entre nivellement et diversité linguistique va durer longtemps. Quel sera l'impact des systèmes de traduction automatiques développés grâce à l'intelligence artificielle ?

# LES LANGUES OFFICIELLES DANS LE MONDE



# La criminalité

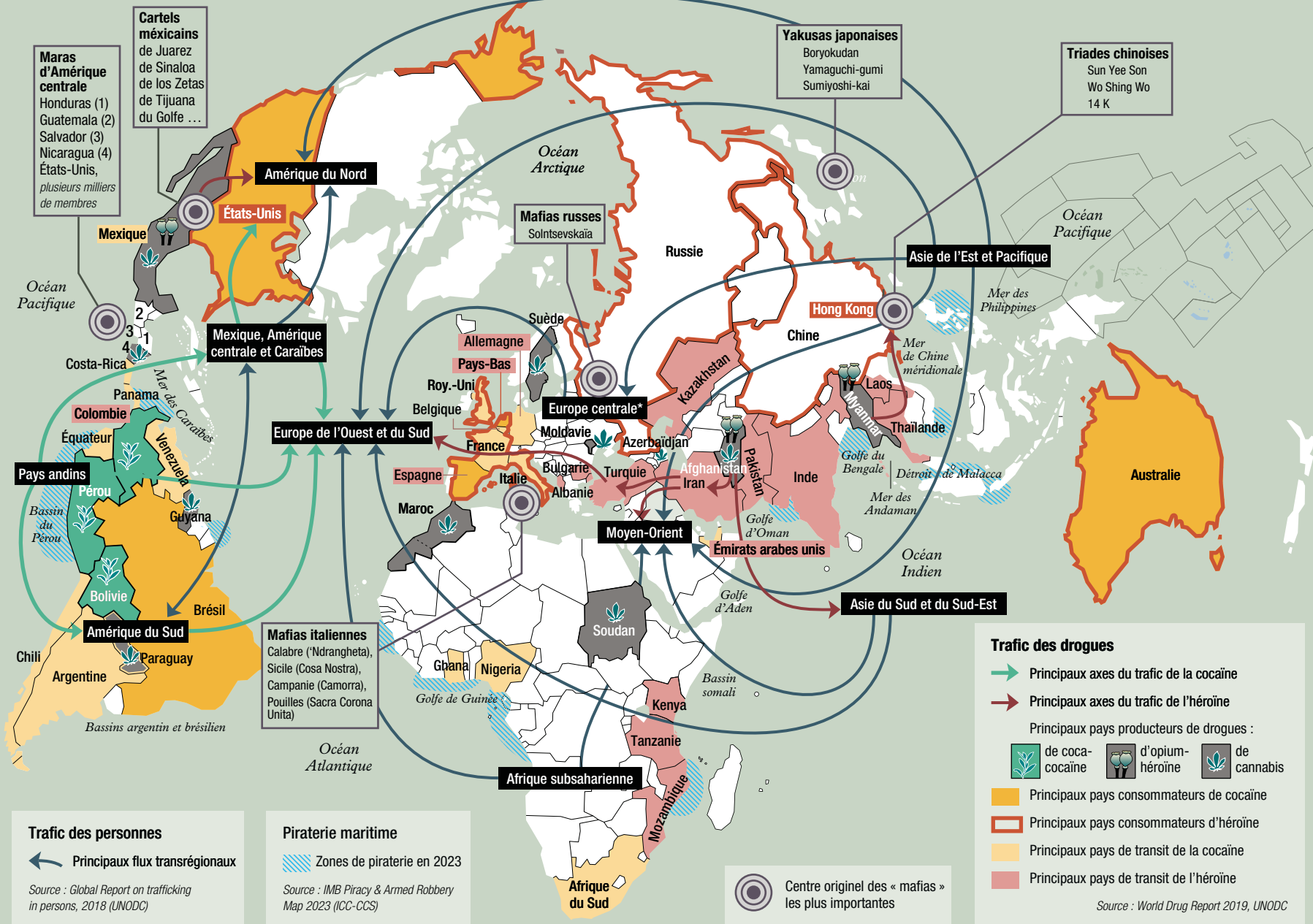
Le crime organisé a su profiter pleinement de la mondialisation et de la dérégulation. INTERPOL le définit comme « toute entreprise engagée dans une activité illégale permanente, ne tenant pas compte des frontières nationales et dont l'objectif premier est le profit ». Les mafias, qui avaient auparavant une base régionale et nationale, jouent maintenant à une échelle planétaire afin de renforcer, face aux États, leurs parts du « marché criminel ». Ces groupes mettent à profit l'ouverture des frontières, la déréglementation et la financiarisation de l'économie mondiale. Aux côtés des mafias du sud de l'Italie, des yakusas japonais, des triades chinoises, des cartels de la drogue boliviens ou colombiens, des mafias russes, qui ont une base nationale mais étendent globalement leur activité, d'autres acteurs illégaux sont apparus. Il y a les mouvements armés, guérillas dégénérées qui, soit financent leur guerre par des trafics, soit font des trafics leur activité principale. La conquête

du pouvoir s'efface comme objectif face à la constitution d'une rente faite du pillage des ressources naturelles et des trafics (pétrole, diamant). À côté des activités traditionnelles (trafic de stupéfiants, d'armes, de diamants) se sont développées de nouvelles activités : les trafics d'êtres humains (esclavage sexuel, immigration clandestine, etc.), celui des espèces menacées, la criminalité financière, et, à une échelle de plus en plus massive, la contrefaçon (produits de luxe, médicaments, etc.). On voit également des formes de piraterie se développer dans les mers asiatiques et africaines. Ces actions souvent violentes s'accompagnent de blanchiment d'argent sale, voire de corruption des administrations et des responsables politiques de certains États.

Le commerce illégal est estimé par l'UNCTAD (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) à environ 3% du PIB mondial. Non contents de créer une insécurité au niveau international, certains de

ces acteurs peuvent devenir une concurrence directe à l'échelon national pour l'État et ses organes de sécurité, du fait de l'importance de leurs moyens. Face à des États fragiles où les systèmes administratifs ou sécuritaires sont faibles et/ou corrompus, leurs marges de manœuvre sont très grandes. En décembre 2000, a été signée à Palerme (Sicile) une convention des Nations unies contre la criminalité internationale organisée ; le Groupe d'actions financières sur le blanchiment des capitaux (GAFI) a également été créé en 1987. Après le 11 Septembre, l'attention s'est focalisée sur les circuits de financement du terrorisme. Mais, pour le moment, les acteurs illégaux ont continué à développer leurs activités (immigration illégale, commerce d'animaux sauvages, déchets nucléaires, et, bien sûr, trafic de drogue) plus rapidement et plus efficacement que les actions des États, même en coopérant intensément entre eux à une riposte adaptée. La faiblesse de certains États leur facilite la tâche.

# LE CRIME ORGANISÉ



# Les enjeux stratégiques

La guerre en Ukraine est venue rappeler aux pays occidentaux que la guerre pouvait frapper en Europe. Le reste du monde, lui, n'a jamais pensé avoir été à l'abri grâce à la « communauté internationale ». Les conflits infraétatiques avaient jusqu'en 2022 pris le pas sur les guerres interétatiques, mais n'en étaient pas moins violents et responsables de massacres à grande échelle.

Les enjeux stratégiques se multiplient sur fond de bras de fer Chine/États-Unis et de rivalités qui, pour prendre une forme différente que sous l'ère bipolaire, demeurent vives.

Depuis le début du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, les dépenses militaires sont en constante augmentation et leur réduction relative après la fin de la guerre froide (les « dividendes » de la paix ont été le fruit d'une illusion). La course aux armements est générale, mais les pays occidentaux dominant encore, du fait des États-Unis, le classement des dépenses militaires.

Les espaces de confrontations sont nombreux, et se multiplient au <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle. L'espace avait déjà constitué un enjeu supplémentaire de la compétition entre les superpuissances soviétique et américaine au cours de la guerre froide. Leur monopole a été brisé et il y a désormais d'autres puissances spatiales, dont la Chine. Apparaissent également des acteurs privés très puissants, tel Elon Musk (Space X) ou Jeff Bezos

(Blue Origin), des milliardaires du numérique qui investissent un domaine autrefois strictement régalién.

L'affrontement ne passe pas que par les armes. D'autres enjeux vitaux apparaissent, comme celui des câbles sous-marins, installés au fond des océans, qui garantissent l'accès – primordial – à internet dans le monde (98 % des flux internationaux d'information), et constituent donc des infrastructures critiques risquant d'être détruites, de façon anonyme et par des moyens peu sophistiqués.

La compétition s'étend aussi au cyberspace. Il faut donc protéger les réseaux informatiques, les serveurs, les données stockées et se protéger des attaques cyber. Ces dernières sont d'autant plus redoutables qu'elles peuvent paralyser tout un pays. Et on ne peut pas toujours savoir immédiatement (voire jamais) qui est à l'origine de l'attaque.

Enfin, ce qu'on appelle la guerre *hybride* est une combinaison de stratégies, de méthodes, de tactiques, conventionnelles et non conventionnelles, caractérisant la guerre contemporaine, ainsi que les dimensions psychologiques et informationnelles des conflits modernes. Cela concerne donc la désinformation, les cyberattaques, les pressions économiques et vient brouiller le clivage entre guerre et paix.

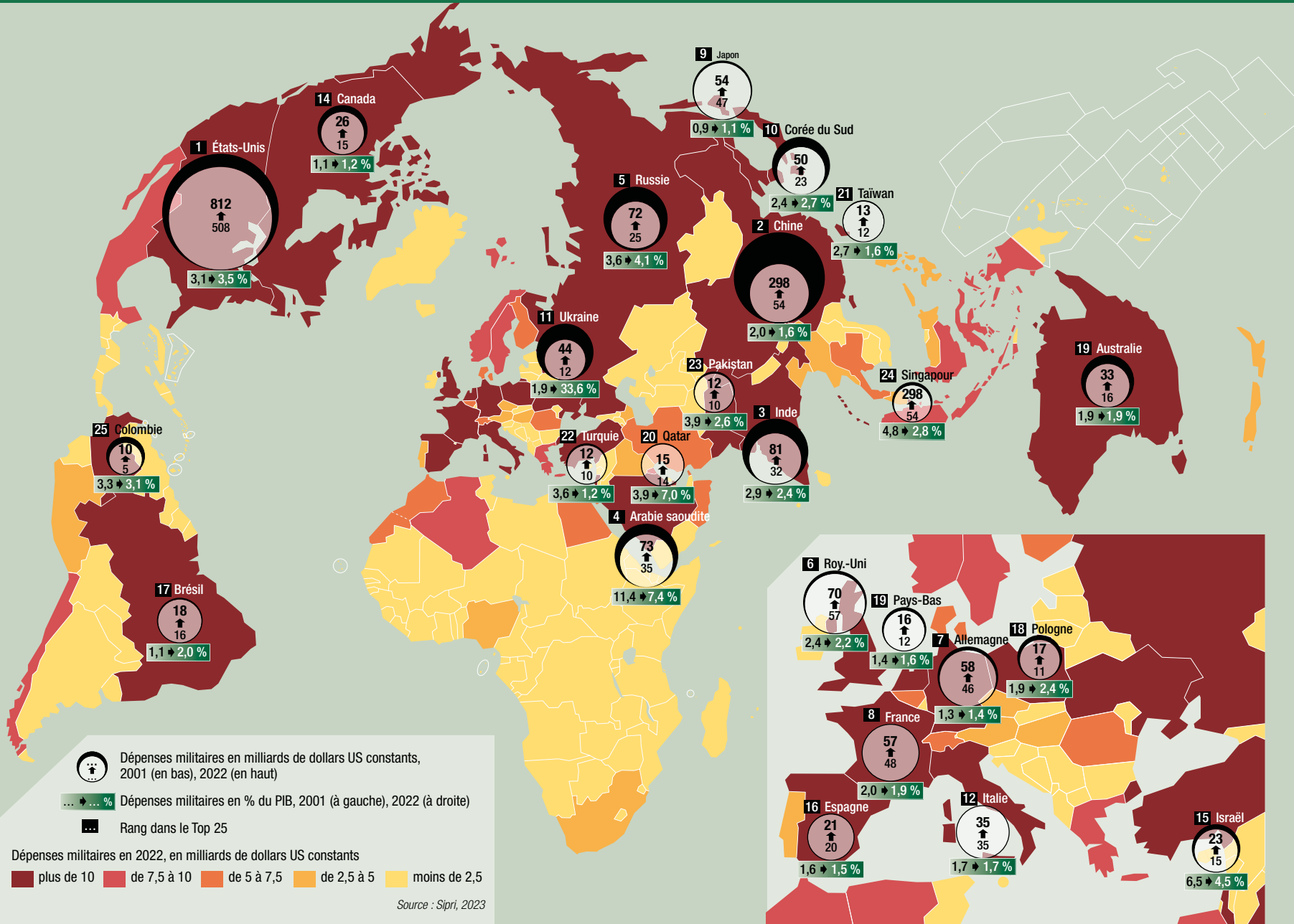
**Dépenses militaires dans le monde depuis 1980**  
(en milliards d'US dollars courants)  
(Source : Banque mondiale, SIPRI)

1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	
366	487	712	725	742	1160	1648	
2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1651	1649	1718	1805	1865	1947	2077	2239

**Dépenses militaires par pays depuis 2000**  
(en millions d'US dollars courants)  
(Source : Banque mondiale, SIPRI)

Country	2000	2022
États-Unis	320086	876943
Chine	22237	291958
Russie	9228	86363
Inde	14288	81963
Arabie saoudite	19964	75013
Royaume-Uni	39344	68463
Allemagne	26498	55760
France	28403	53639
Corée du Sud	13801	46365
Japon	45510	45992

# TOP 25 DES PAYS POUR LES DÉPENSES MILITAIRES EN 2022



# Dissuasion et prolifération nucléaires

Les 6 et 9 août 1945, les bombardements atomiques par les États-Unis d'Hiroshima et de Nagasaki forçaient le Japon impérial à capituler et marquaient le début d'une nouvelle ère stratégique qui se perpétue : l'ère nucléaire. L'arme nucléaire allait bouleverser la problématique guerre/paix. Avec elle, l'objectif n'est plus de gagner les guerres, mais de les éviter. *La dissuasion mutuelle* résulte du fait que le calcul coût/avantage qui détermine les guerres conventionnelles n'a plus de sens, un pays risquant d'être totalement détruit s'il se lance dans une guerre contre un État nucléaire. Les risques potentiels désastreux sont nécessairement plus grands que les gains possibles et l'ampleur des destructions dissuade toute volonté agressive. C'est ainsi que la dissuasion garantit la paix entre puissances nucléaires. Mais on a pris en même temps conscience qu'avec l'arme nucléaire, la destruction de toute forme de vie sur la planète devient, en théorie, en cas de guerre nucléaire générale, une possibilité.

Contrairement à ce qu'ils espéraient, les Américains ne gardèrent pas longtemps le monopole de l'arme nucléaire, brisé par les Soviétiques dès 1949. Les deux grands se lancent alors dans une course, quantitative et qualitative, aux armes nucléaires et aux lanceurs

et accumulent des arsenaux gigantesques, bien supérieurs aux stricts besoins de la dissuasion « minimale ». Le Royaume-Uni en 1952, la France en 1960, la Chine en 1964 entrent à leur tour dans le « club » des puissances nucléaires.

Il y a deux types de prolifération nucléaire. La prolifération verticale, soit l'augmentation du nombre d'armes et de têtes nucléaires dans les arsenaux des États déjà nucléaires, et la prolifération horizontale, c'est-à-dire l'augmentation du nombre d'États nucléaires. Le traité de non-prolifération (TNP), entré en vigueur en 1970, signé par 190 États (189 signataires désormais, depuis le retrait de la Corée du Nord en 2003), tente de les limiter en échange d'un engagement des puissances nucléaires à négocier des traités pouvant conduire à un désarmement nucléaire, les pays signataires n'ayant pas l'arme nucléaire acceptant quant à eux de ne pas s'en doter. L'usage civil de l'énergie atomique est encouragé.

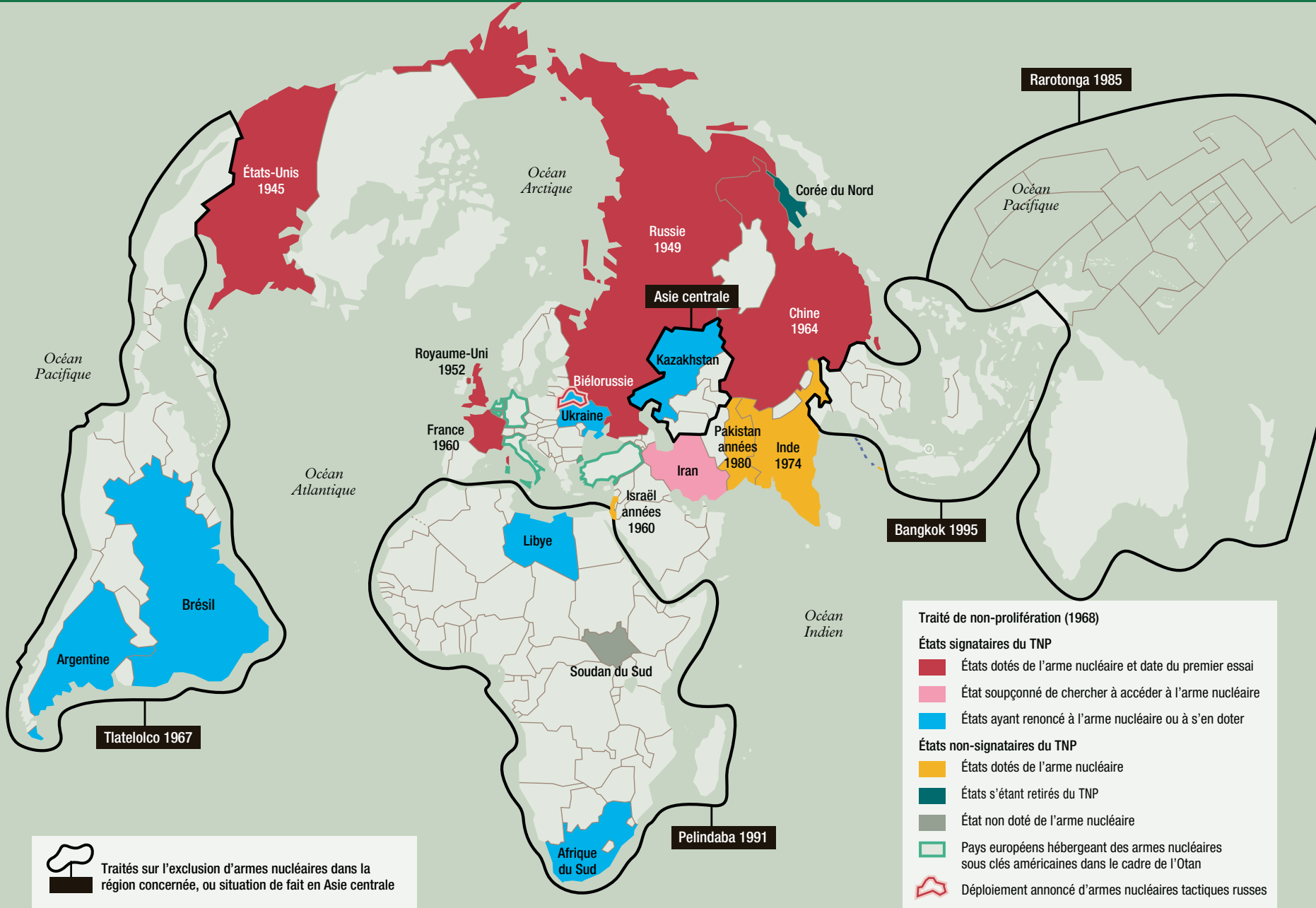
Ce traité a été critiqué comme injuste par certains États. Mais les puissances qui fondent leur sécurité sur la dissuasion nucléaire ont jugé que l'accession à l'arme atomique d'autres pays remettrait en cause la sécurité internationale. Ils estiment que l'augmentation du nombre d'États nucléaires multiplie les risques d'utilisation de

l'arme. Trois États (Inde, Pakistan, Israël) se sont dotés depuis d'armes nucléaires mais ils n'ont pas signé le TNP. L'Afrique du Sud, qui avait commencé à développer un arsenal clandestin, l'a démantelé après la chute du régime d'apartheid. La Corée du Nord, signataire du TNP, l'a dénoncé pour se doter de l'arme nucléaire. L'Iran, signataire du TNP, soupçonné de vouloir se doter d'une telle arme en violation de ses engagements de non-prolifération a conclu, en juillet 2015 sous l'impulsion d'Obama, un accord permettant de vérifier de façon crédible son programme. Il a fait l'objet d'années de négociations avec les membres permanents du Conseil de sécurité (et l'Allemagne). Donald Trump a dénoncé cet accord en mai 2018.

La prolifération des armes de destruction massive est vue en particulier par les pays occidentaux comme étant l'une des principales menaces mondiales. Elle pourrait remettre radicalement en cause leur supériorité stratégique, même si celle-ci n'est plus assurée.

La guerre en Ukraine peut être vue comme une sanctuarisation agressive. C'est peut-être parce qu'elle sait que, protégée par l'arme nucléaire, elle ne sera pas attaquée directement par les pays occidentaux que la Russie a pu déclencher ce conflit.

# TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE (1968)



**Traité de non-prolifération (1968)**

**États signataires du TNP**

- États dotés de l'arme nucléaire et date du premier essai
- État soupçonné de chercher à accéder à l'arme nucléaire
- États ayant renoncé à l'arme nucléaire ou à s'en doter

**États non-signataires du TNP**

- États dotés de l'arme nucléaire
- États s'étant retirés du TNP
- État non doté de l'arme nucléaire
- Pays européens hébergeant des armes nucléaires sous clés américaines dans le cadre de l'Otan
- Déploiement annoncé d'armes nucléaires tactiques russes

# Le terrorisme

Après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis et l'ensemble des Occidentaux (et la Russie) considèrent « le terrorisme international » (ou islamiste) comme la principale menace pesant sur leur sécurité et sur celle du monde. Les États-Unis sont stupéfiés et traumatisés d'être attaqués pour la première fois sur leur territoire continental alors qu'ils sont au fait de leur puissance et se croient sans adversaires dangereux depuis la disparition de la menace soviétique. Pour certains Occidentaux, le terrorisme international succède alors au communisme comme ennemi principal. Le Président américain G. W. Bush évoque la « guerre contre le terrorisme ». La situation est plus complexe : le terrorisme est une technique d'action par des frappes en général aveugles – pour terroriser – et non une entité ni un programme.

Une majorité de pays dans le monde, à commencer par les occidentaux, la Russie ou les arabo-musulmans admettent que le terrorisme est une menace majeure. En 20 ans, le nombre de victimes du terrorisme dans le monde est passé d'une moyenne de 2000 à 3000 à environ 20 à 30000 par an. Si le terrorisme actuel est pour l'essentiel islamiste, cela n'a pas toujours été le cas (à part la secte iranienne médiévale des Hashishin qui a donné le mot « assassins »).

Le terme apparaît avec la période de « Terreur » jacobine en 1793, pendant la phase radicale de la Révolution française. Il s'agit alors d'une terreur d'État. Au XIX<sup>e</sup> siècle en Russie et en France, les attentats sont le fait d'anarchistes. En 1914, c'est un attentat nationaliste serbe à Sarajevo qui va servir de déclencheur à la Première Guerre mondiale. Dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle, les attentats terroristes sont le fait de nombreux mouvements indépendantistes ou sécessionnistes ou même de mouvements gauchistes radicaux en Europe occidentale.

Des controverses théoriques ou politiques existent sur la définition exacte du terrorisme. Elle peut être présentée comme l'arme des faibles. « Résistants » ou « terroristes », cela dépend des contextes... et du résultat. Il s'agit cependant toujours de violences aveugles pour *terroriser* telle ou telle population, tel ou tel gouvernement ou pays, mais on parle aussi parfois de « terrorisme d'État ».

Dans la période récente, les musulmans sont les principales victimes du terrorisme islamiste : ces deux dernières années, 80 % des victimes ont été frappées en Irak, en Syrie au Yémen, en Afghanistan, au Pakistan et au Nigéria.

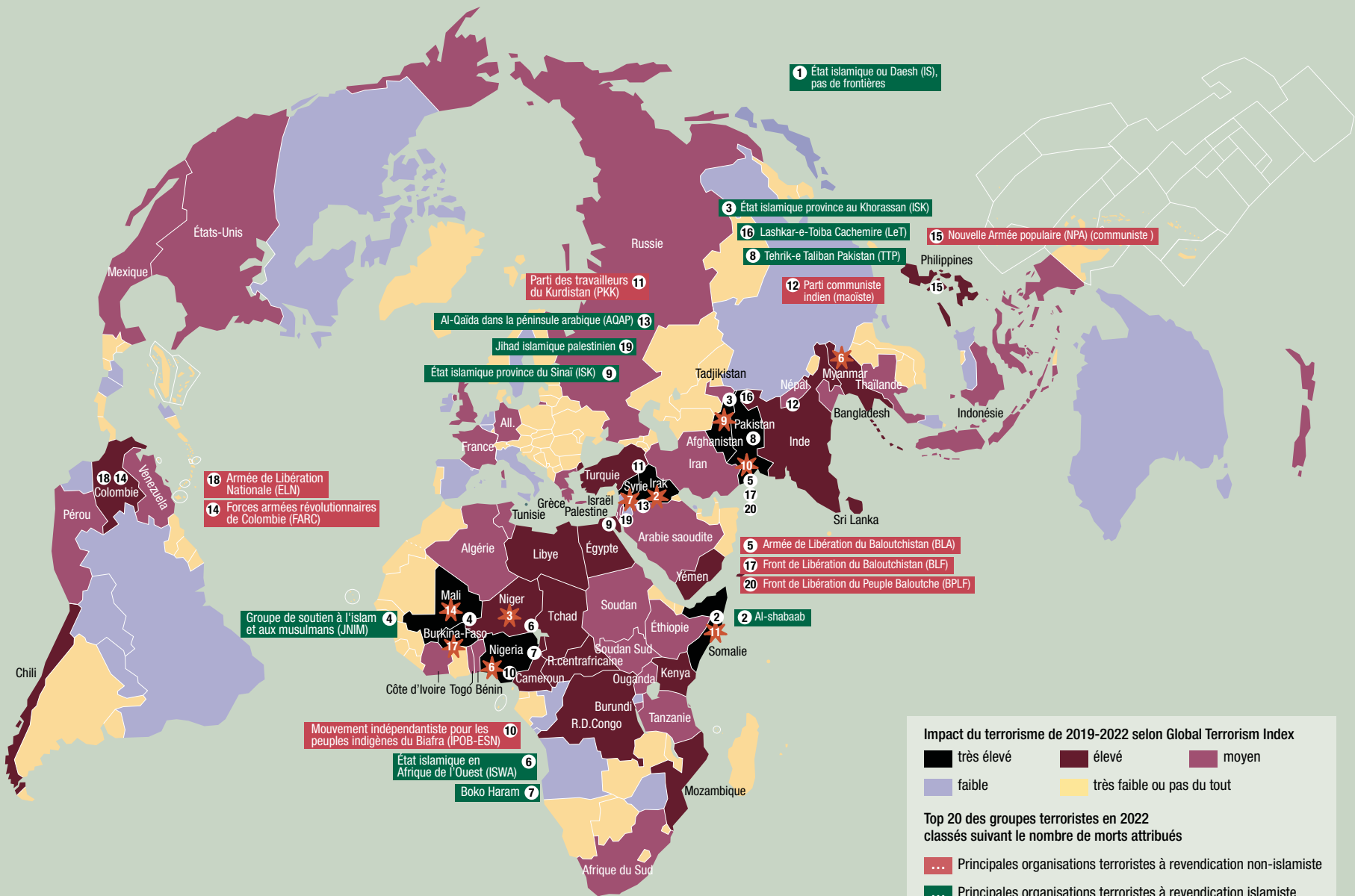
L'impact psychologique et médiatique du terrorisme dans les sociétés modernes est gigantesque. Il impressionne les sociétés

occidentales, qui ne sont pas les plus touchées, mais qui se croyaient débarrassées depuis longtemps de menaces de guerres sur leur territoire, et qui se sentaient invulnérables. Le coût psychologique est sans commune mesure avec leur impact réel : les attentats du 11 septembre n'auraient coûté « que » 500 000 \$, montant à comparer avec les coûts économiques (assurance, reconstruction) induits s'élevant à 50 milliards de \$, soit l'équivalent du coût d'un ouragan très violent en Floride. Le but des terroristes est que personne ne se sente en sécurité.

Le terrorisme est évidemment condamné par tous les gouvernements, même non-démocratiques, et toutes les sociétés civiles. Il peut terroriser, paralyser, désorganiser, mais il suscite aussi beaucoup de réactions...

Mieux se protéger des menaces terroristes est une chose, mais éradiquer le recours au terrorisme par les islamistes djihadistes fanatisés qui prétendent agir au nom de l'Islam, supposera une contre-attaque de longue durée de tous les pays concernés, à commencer par les pays d'origine. Elle doit être politique, économique, culturelle, sociale, éducative et théologique pour tarir les ressources, les soutiens et les viviers des terroristes.

# IMPACT DU TERRORISME DANS LE MONDE 2019-2022



Source : 2023 GLOBAL TERRORISM INDEX

À noter : pour établir son classement, le GTI prend en compte non seulement les décès mais aussi les incidents, les otages et les blessés du terrorisme, pondérés sur une période de cinq ans

# L'islamisme

Tous les musulmans (1,5 milliard de personnes dans le monde) ne sont évidemment pas des islamistes. Néanmoins, l'islamisme, idéologie politico-religieuse née au XIX<sup>e</sup> siècle sous sa forme moderne et qui s'est développée au XX<sup>e</sup> siècle en réaction au déclin du monde musulman, attribué par ses initiateurs à l'abandon des valeurs initiales du Coran, d'où le « fondamentalisme », et ensuite aux agressions colonisatrices de l'Occident, progresse.

Pour les islamistes, la norme religieuse est fixée par la charia, interprétée selon eux, qui sert de loi et de règle de vie. Elle doit s'appliquer à tout, dans la sphère privée mais aussi publique, aucune adaptation n'étant acceptable. Cela est observable en Afghanistan en 2023.

On confond trop souvent musulmans, islamistes, islamistes radicaux et terroristes (djihadistes). La réalité est plus complexe. L'Arabie saoudite, qui applique la charia, est l'alliée des Occidentaux sur les plans stratégique et énergétique. Elle est née de l'alliance de la famille des Saoud avec le théologien Ibn Abdelwahhab, mais le pays est quand même la cible des djihadistes. L'Iran est un État islamique mélangant démocratie et théocratie. Il semble avoir renoncé à vouloir exporter la Révolution, mais utilise toujours les chiïtes du Moyen-Orient à des fins nationales.

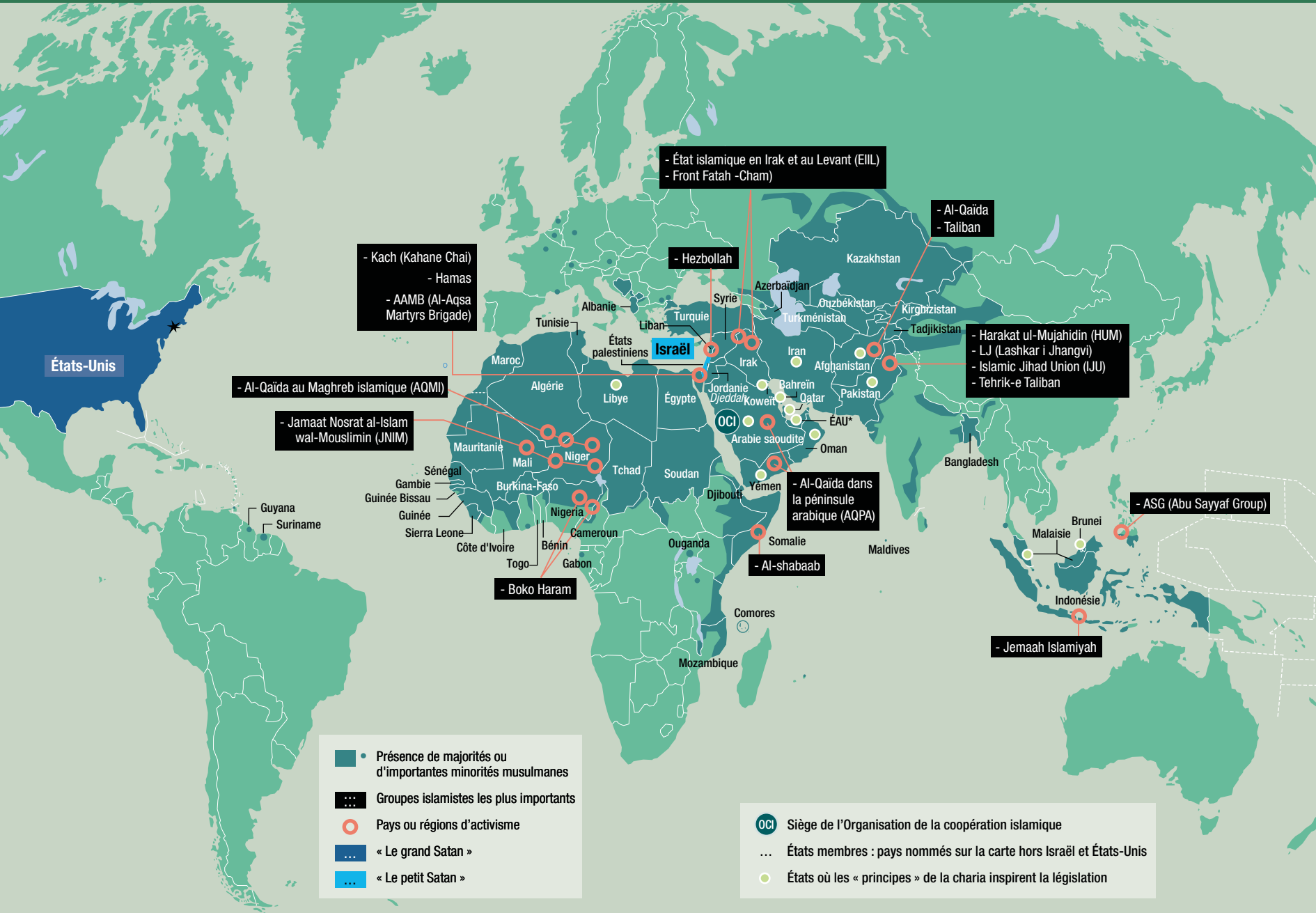
Certains partis islamistes participent, par la voie des élections, à la vie politique dans leur pays (l'AKP en Turquie, qui a gagné les trois dernières législatives; ou Ennahdha en Tunisie, qui a été associé au gouvernement par le président Béji Caïd Essebsi, puis par Kaïs Saïed, élu en 2019); des mouvements qui sont considérés comme terroristes par les pays occidentaux mais pas par tous les autres pays (le Hamas en Palestine, le Hezbollah au Liban), qui sont à la fois des mouvements armés et des partis politiques de masse; des mouvements terroristes (Al-Qaïda, Boko Haram) et même un « État islamique » autoproclamé (DAECH), mouvement qui s'est doté, un temps, d'une assise territoriale sur une partie de l'Irak et de la Syrie, avant d'être réduit à presque néant par une coalition.

Chiïtes ou sunnites, les islamistes veulent rétablir dans l'ensemble du monde musulman « la communauté des croyants », l'*umma*. Leur cible prioritaire est donc le monde musulman et leurs gouvernements. Pour les plus radicaux d'entre eux, cela concerne aussi les pays où ont vécu des musulmans, même quand ils ont été expulsés il y a longtemps – comme en Andalousie, en Europe occidentale ou dans les Balkans – et partout où vivent aujourd'hui des groupes importants de musulmans, notamment en Europe. D'après eux, cette communauté doit

vivre strictement selon les règles du Coran, interprété au pied de la lettre, et ne pas se plier aux règles et aux lois des pays occidentaux où ils vivent, républiques ou autres. Il en résulte que les islamistes ne combattent pas en premier lieu les Occidentaux mais les régimes arabes ou musulmans qui ne respectent pas et n'imposent pas vraiment le Coran, c'est-à-dire, à leurs yeux, la quasi-totalité d'entre eux, ainsi que les Israéliens, qui occupent et oppriment les Palestiniens. Cela peut aussi viser les Russes à cause des Tchétchènes, les Indiens à cause du Cachemire, les Chinois à cause des Ouïgours. Et aussi ceux qui empêchent les musulmans qui vivent en Occident de vivre selon leur foi, parce qu'ils exercent une influence délétère sur les femmes, les jeunes, etc.

L'avenir de l'Islam, et donc d'une grande partie du monde, dépendra de l'issue de ce gigantesque affrontement entre modernistes et islamistes pour le contrôle de l'immense masse centrale des musulmans, c'est-à-dire attachés à leur foi et à leur mode de vie mais sans extrémisme et sans hostilité aux non-musulmans. La politique menée par les Occidentaux aidera, ou dans d'autres cas handicapera, la lutte des musulmans modérés contre les islamistes.

# ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE - GROUPES ISLAMISTES



# La révolution numérique

La révolution numérique bouleverse non seulement notre mode de vie et nos relations sociales, mais a également des conséquences économiques et géopolitiques majeures. C'est une révolution totale. En septembre 2017, Vladimir Poutine déclarait : « le pays qui sera leader dans le domaine de l'intelligence artificielle dominera le monde. » Barack Obama affirmait en 2015 : « Nous avons possédé Internet. Nos entreprises l'ont créé, l'ont élargi, l'ont perfectionné. » Et le président chinois Xi Jinping, en décembre 2017 alertait : « Si notre parti ne parvient pas à faire face aux défis représentés par Internet, il ne saura relever le défi de rester au pouvoir à long terme. » Quant à l'Europe, qui a pris conscience de son retard, elle tente de le rattraper et lance des coopérations sur l'intelligence artificielle avec le Japon, l'Australie, le Canada ou encore la Corée du Sud dans une sorte d'alliance multilatérale. L'UE veut investir 10 milliards d'euros par an dans ce secteur.

Cette révolution numérique constitue une quatrième révolution industrielle dont les conséquences sur notre vie (santé, travail, libertés...) seront sans commune mesure avec

les précédentes. Les nouvelles technologies permettent de démultiplier les capacités de production et d'acquisition de connaissances. Elles remettent en cause l'ensemble de l'organisation économique et sociale. Elles offrent une telle puissance à ceux qui les contrôlent, tant est qu'elles soient contrôlées, qu'elles pourraient remettre en cause les équilibres géopolitiques.

La Russie peut craindre de voir son retard s'aggraver, surtout après l'immense fuite de cerveaux provoquée par la guerre en Ukraine. Les États-Unis pensaient avoir une avance irrattrapable, notamment avec l'immense force de frappe des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), mais la Chine, avec les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi), est en passe de faire jeu égal. La Chine a lancé en 2015 le plan Made in China 2025 avec pour ambition de dominer les industries du futur, et en 2016 s'est dotée d'un plan de 150 milliards de dollars pour l'informatisation nationale. La compétition pour la suprématie mondiale qui se joue entre Pékin et Washington passe donc d'abord par la révolution numérique. Washington tente, par des mesures protectionnistes, d'empêcher Pékin de le dépasser.

Plus de 50 pays ont désormais établi des stratégies nationales établissant des plans de financement, de recherche ou de partenariat dans l'intelligence artificielle et le numérique.

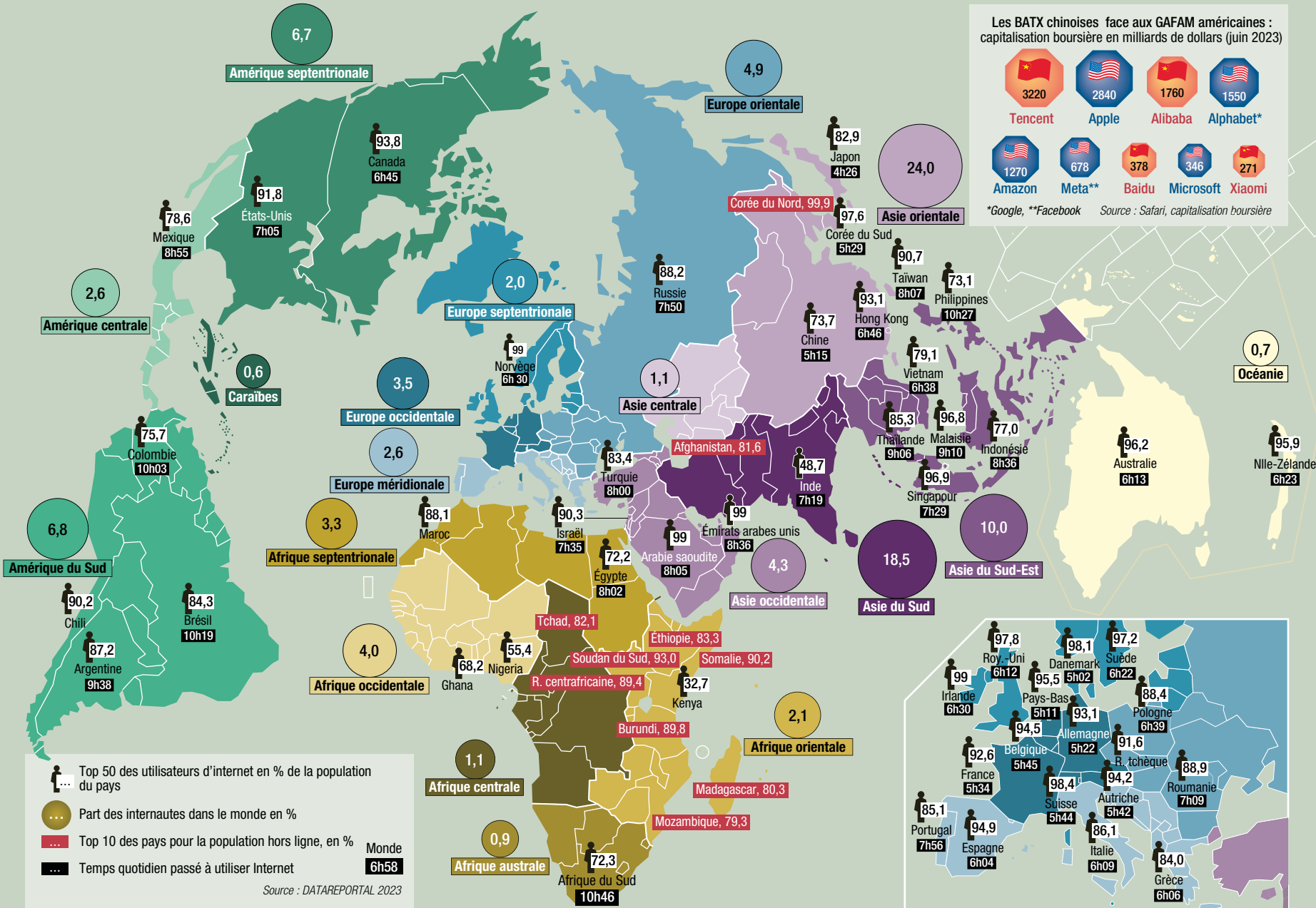
Les « géants du numérique », ou Big Tech, ont acquis en une vingtaine d'années un poids économique stratégique et politique capable de faire jeu égal avec les États. On a vu Elon Musk travailler presque sur un pied d'égalité avec la NASA, Bill Gates remplacer les États-Unis dans leur contribution au budget de l'Organisation mondiale de la Santé lorsque Donald Trump a voulu y mettre fin, et Mark Zuckerberg vouloir créer une monnaie. En Chine, le parti communiste a pris peur du poids des géants digitaux et a réaffirmé brutalement la suprématie du Parti communiste. Le patron d'Ali Baba Jack Ma en a fait les frais. En Europe, la Commission européenne cherche à limiter le poids des géants du numérique en protégeant le droit des consommateurs et en essayant de limiter la constitution de monopole. Elle se mobilise particulièrement sur la question des données, élément central de la révolution numérique, notamment en réaction au *Cloud Act* américain.

# INTERNET DANS LE MONDE - LES GAFAM AMÉRICAINES FACE AUX BATX CHINOISES

Les BATX chinoises face aux GAFAM américaines : capitalisation boursière en milliards de dollars (juin 2023)



\*Google, \*\*Facebook Source : Safari, capitalisation boursière



Mexique  
8h55

États-Unis  
7h05

Canada  
6h45

Europe orientale

4,9

Japon  
4h26

Asie orientale

24,0

Corée du Nord, 99,9

Corée du Sud  
5h29

Taiwan  
8h07

Philippines  
10h27

Europe septentrionale

2,0

Russie  
7h50

Norvège  
6h30

Asie centrale

1,1

Turquie  
8h00

Arabie saoudite  
8h05

Inde  
7h19

Émirats arabes unis  
8h36

Europe méridionale

2,6

Maroc  
8h1

Israël  
7h35

Égypte  
8h02

Éthiopie, 83,3

Soudan du Sud, 93,0

Somalie, 90,2

Afrique septentrionale

3,3

Afrique occidentale

4,0

Ghana  
68,2

Nigeria  
55,4

Tchad, 82,1

R. centrafricaine, 89,4

Kenya  
32,7

Burundi, 89,8

Éthiopie, 83,3

Soudan du Sud, 93,0

Somalie, 90,2

Afrique centrale

1,1

Afrique du Sud  
10h46

Mozambique, 79,3

Madagascar, 80,3

Kenya  
32,7

Burundi, 89,8

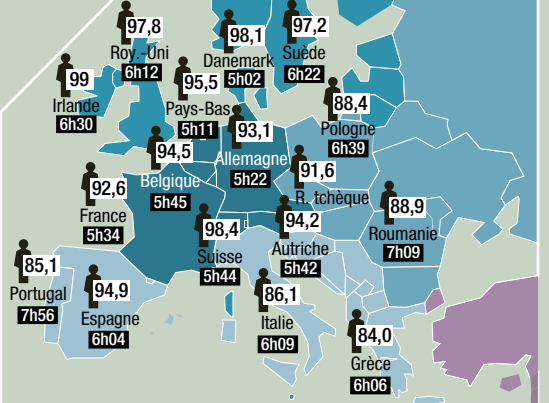
Éthiopie, 83,3

Soudan du Sud, 93,0

Somalie, 90,2

Afrique australe

0,9







# Le monde vu par...

Nous vivons tous dans le même monde, mais nous ne le percevons pas de la même façon. Chaque nation a sa vision stratégique, ses inquiétudes, ses objectifs, fruits de son histoire, de sa géographie et de ses marqueurs géopolitiques. Chacun a son « ADN stratégique », ses intérêts nationaux peuvent diverger, ils ont chacun leur logique propre. Nous essayons de montrer dans cette partie les façons dont les principaux peuples et acteurs stratégiques majeurs voient le monde. Comment se représentent-ils leur propre place dans l'équation stratégique générale ? Nous ne jugeons pas, nous ne désignons pas ceux qui auraient tort et ceux qui auraient raison, nous nous bornons à exposer ces différentes visions. Il s'agit de présenter le monde dans sa diversité, et donc dans sa réalité.

# L'Europe

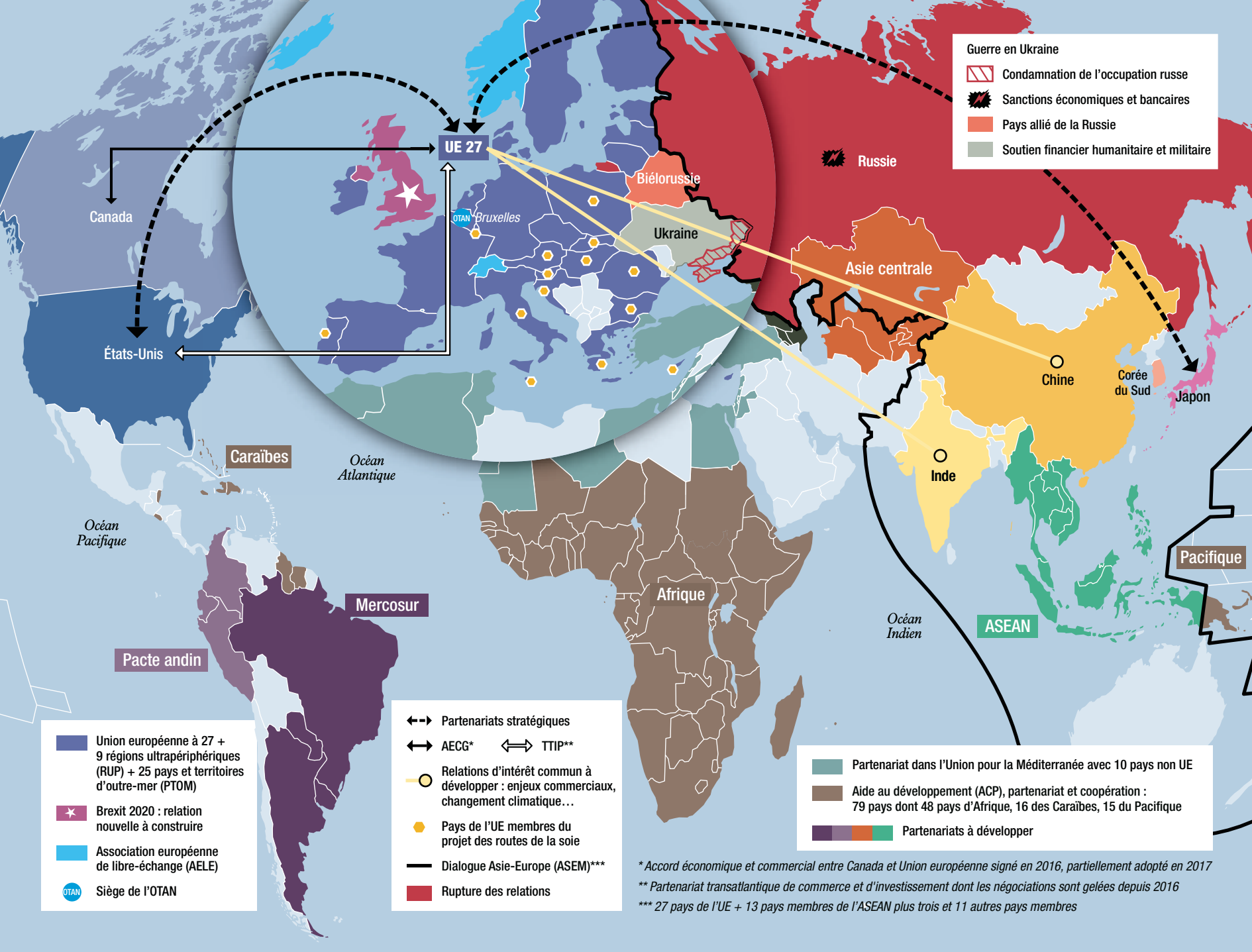
Après la Seconde Guerre mondiale, les Européens de l'Ouest ont bénéficié économiquement et militairement de la volonté américaine d'empêcher la mainmise soviétique sur l'Europe. Ensuite, avec le traité de Rome (1957), ils ont cherché à rendre irréversible cette paix entre eux et à améliorer leur niveau de vie par un Marché Commun. Une partie des élites européennes a même cru possible, jusqu'au rejet en 2005 de la « Constitution », le dépassement des identités nationales dans une sorte d'Europe fédérale, inspirée des États-Unis. Une dizaine de pays, sous l'impulsion de François Mitterrand, de Helmut Kohl et de Jacques Delors, au moment de la réunification allemande au début des années 1990, ont abandonné leur monnaie pour une monnaie unique, l'euro. Après la chute de l'URSS qui avait rendu possible la réunification allemande et l'adhésion à l'Union européenne d'une dizaine de nouveaux pays européens, les Européens ont traversé une période d'optimisme. Le monde allait s'unifier sous le double effet de l'économie globale de marché et de la démocratie et mettre en pratique les valeurs universelles proclamées par l'ONU. L'Europe, pensaient même les Français, allait devenir une Europe puissance, bénéfique pour le monde.

Quelques années plus tard, le doute s'est installé. Les Européens se rendent compte que leurs valeurs universelles ne sont pas considérées comme telles. Ils voudraient ne pas croire à un risque de choc des civilisations mais sont obligés de constater que des petits groupes fanatiques, au sein de l'Islam, mènent dans cet esprit une politique du pire et que cela a des effets négatifs en Occident. Ils voudraient faire preuve d'humanisme face à l'immigration mais la pression est devenue quantitativement si forte que des règles plus strictes s'imposent peu à peu partout en Europe. Ils voudraient aider des pays pauvres à se développer mais ne veulent pas avoir à renoncer, sous la pression des pays émergents, à leurs acquis sociaux exceptionnels. Ils sont conscients que leurs ancêtres ont exploré et colonisé le monde pendant des siècles, et que cela est fini, mais ils espéraient pouvoir continuer à jouer un rôle positif, par l'ingérence ou des aides conditionnelles, pour propager, cette fois-ci, la démocratie et les droits de l'Homme, et ne s'attendaient pas à être placés eux-mêmes sur la défensive par tant de nouvelles puissances géopolitiques rivales.

Les Européens se résignent à mettre en chantier la gigantesque métamorphose de

l'économie et de la société imposée par les risques écologiques, mais ils voudraient, malgré la crise, préserver leur mode de vie. Les réformes économiques indispensables sont pourtant laborieuses et très controversées, surtout en France.

Il dépend beaucoup d'eux de jouer à nouveau un rôle de premier plan dans le monde, par exemple si l'Union européenne à 27, ou la zone euro, réussissait à devenir le pôle régulateur de la mondialisation sauvage. De tous les pôles possibles du monde multipolaire, c'est le pôle européen dont l'avenir est le plus incertain. L'Europe observe avec inquiétude la montée en puissance de la Chine et le raidissement de la Russie, mais hésite toujours à franchir le pas de l'autonomie stratégique. La guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine fait revenir le spectre de la menace militaire sur leur territoire. Les Européens estiment que seules l'OTAN et les États-Unis peuvent les protéger et s'éloignent de la perspective d'une autonomie stratégique européenne, tout en augmentant fortement leurs dépenses militaires.



**Guerre en Ukraine**

- Condamnation de l'occupation russe
- Sanctions économiques et bancaires
- Pays allié de la Russie
- Soutien financier humanitaire et militaire

- Union européenne à 27 + 9 régions ultrapériphériques (RUP) + 25 pays et territoires d'outre-mer (PTOM)
- Brexit 2020 : relation nouvelle à construire
- Association européenne de libre-échange (AELE)
- Siège de l'OTAN






- Partenariats stratégiques
- AECG\* TTIP\*\*
- Relations d'intérêt commun à développer : enjeux commerciaux, changement climatique...
- Pays de l'UE membres du projet des routes de la soie
- Dialogue Asie-Europe (ASEM)\*\*\*
- Rupture des relations

- Partenariat dans l'Union pour la Méditerranée avec 10 pays non UE
- Aide au développement (ACP), partenariat et coopération : 79 pays dont 48 pays d'Afrique, 16 des Caraïbes, 15 du Pacifique
- Partenariats à développer

\* Accord économique et commercial entre Canada et Union européenne signé en 2016, partiellement adopté en 2017  
 \*\* Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement dont les négociations sont gelées depuis 2016  
 \*\*\* 27 pays de l'UE + 13 pays membres de l'ASEAN plus trois et 11 autres pays membres



### L'Europe après la Seconde Guerre mondiale

-  Pays occupés militairement
-  Territoires annexés
-  Territoires annexés par l'URSS
-  Pays concernés par les tractations entre Churchill et Staline sur le partage en zones d'influence (accord de Moscou octobre 1944)
-  Le « Rideau de fer »



**1957-2023 : construction de l'Union européenne**

1957 pays fondateurs	adhésions :	1973	1981	1986	1995	2004	2007	2013	2020 sortie de l'UE	pays candidats	pays candidats potentiels	membres de la zone euro	utilisation de l'euro hors zone euro
----------------------	-------------	------	------	------	------	------	------	------	---------------------	----------------	---------------------------	-------------------------	--------------------------------------

\* négociations d'adhésion « au point mort »

# La France

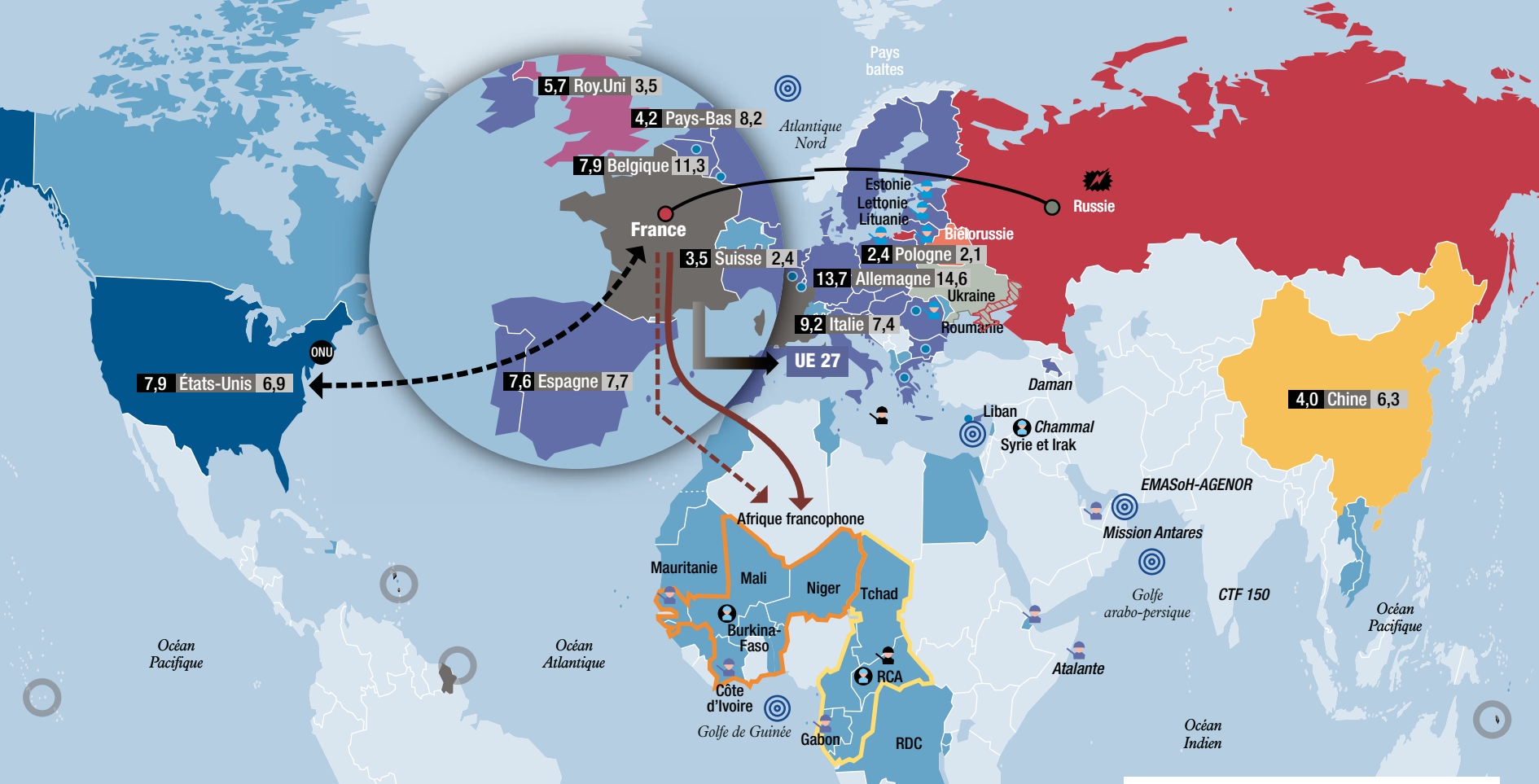
**G**âce à Richelieu, Mazarin et Louis XIV, et à son poids démographique, la France avec sa culture et sa langue est le pays majeur, durant une partie du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle et du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, d'une Europe qui domine alors le monde. L'Empire napoléonien est l'apogée de la puissance française, mais sa chute a ouvert la voie à la Grande-Bretagne. En 1871, la défaite de Napoléon III permet à Bismarck de parachèver l'unité allemande, ce que les dirigeants français depuis Richelieu avaient réussi à éviter. La France connaît alors une nouvelle période de doute. Alors qu'elle avait négligé ses premières possessions outre-mer, la conquête coloniale, notamment en Afrique et en Asie, sous prétexte de « devoir de civilisation », lui donne un nouvel horizon. La Première Guerre mondiale représente une saignée démographique terrible. Plus tard, la défaite et l'effondrement total de mai 1940, dont le régime de Vichy est le sous-produit, traduisent cet épuisement dans l'inconscient national. Cette humiliation ne fut pas entièrement compensée par l'action du général de Gaulle ou par celle de la résistance intérieure. Après la Libération, les possessions coloniales devinrent symboliquement plus importantes, au moment même où le prestige de la métropole y est affaibli, d'où

des guerres perdues d'avance pour s'opposer à une décolonisation inéluctable. La France se lance alors dans la construction européenne, perçue comme un multiplicateur de puissance et la garantie de l'impossibilité d'une nouvelle guerre entre pays européens, de toute façon impossible entre membres d'une même alliance. La réconciliation franco-allemande est, un temps, le moteur de cette construction. Après 1962, la fin des guerres coloniales permet à la France du général de Gaulle de donner un plus grand retentissement à son action internationale.

Le fiasco et l'humiliation de l'expédition de Suez en 1956, s'ajoutant au refus américain d'aider la France dans ses conflits coloniaux, avait convaincu les dirigeants français de la V<sup>e</sup> République qu'ils devaient développer des capacités d'autonomie stratégique, c'est-à-dire la dissuasion nucléaire.

Sous la V<sup>e</sup> République, la stratégie du général de Gaulle consiste à élargir les marges de manœuvre de la France en pratiquant, à l'égard des États-Unis, une relation d'allié soucieux de son indépendance. La France se veut alors le partenaire naturel des pays du Sud qui cherchent une alternative au choix binaire États-Unis/URSS.

Aujourd'hui, la France entend conserver un rôle spécifique sur la scène internationale, ayant, par son histoire, une vision large des affaires mondiales. Mais elle sait qu'elle n'a plus, sauf exception, les moyens de l'action unilatérale, ce dont elle a fait un principe vertueux. Elle garde la capacité et la volonté de prendre des initiatives, de jouer un rôle particulier, mais de préférence dans un cadre multilatéral. Elle conserve sur les différents continents une influence culturelle, une influence économique variable et une politique à la fois active et spécifique. Entre l'excès de prétention et la sous-estimation de soi, la France actuelle a du mal à trouver le juste milieu. Elle demeure parmi la dizaine de puissances qui ont une influence mondiale : elle est un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et un membre actif et influent du G7 et du G20. Mais elle est handicapée durant la décennie 2010 par ses faiblesses économiques et son manque nouveau de confiance en soi. La guerre en Ukraine remet en cause l'essentiel de son ADN stratégique : développer des relations avec Moscou pour se donner des marges de manœuvre vis-à-vis de Washington et développer l'autonomie stratégique européenne.



- Membre permanent du Conseil de sécurité
- Renforcement de l'intégration régionale européenne
- Partenariat stratégique transatlantique, membre de l'Otan et de la PSDC (Politique de sécurité et de défense commune européenne)
- Implication dans les missions de l'ONU (maintien de la paix, défense des droits de l'homme, lutte contre les trafics, la piraterie...)
- Principaux partenaires commerciaux (2022) :
  - % total clients
  - % total fournisseurs

Source : Comtrade, 2023

Forces militaires extérieures :

- de souveraineté
- aéronavales, de surveillance
- pré-déployées
- dans le cadre de l'OTAN
- dans le cadre de l'UE

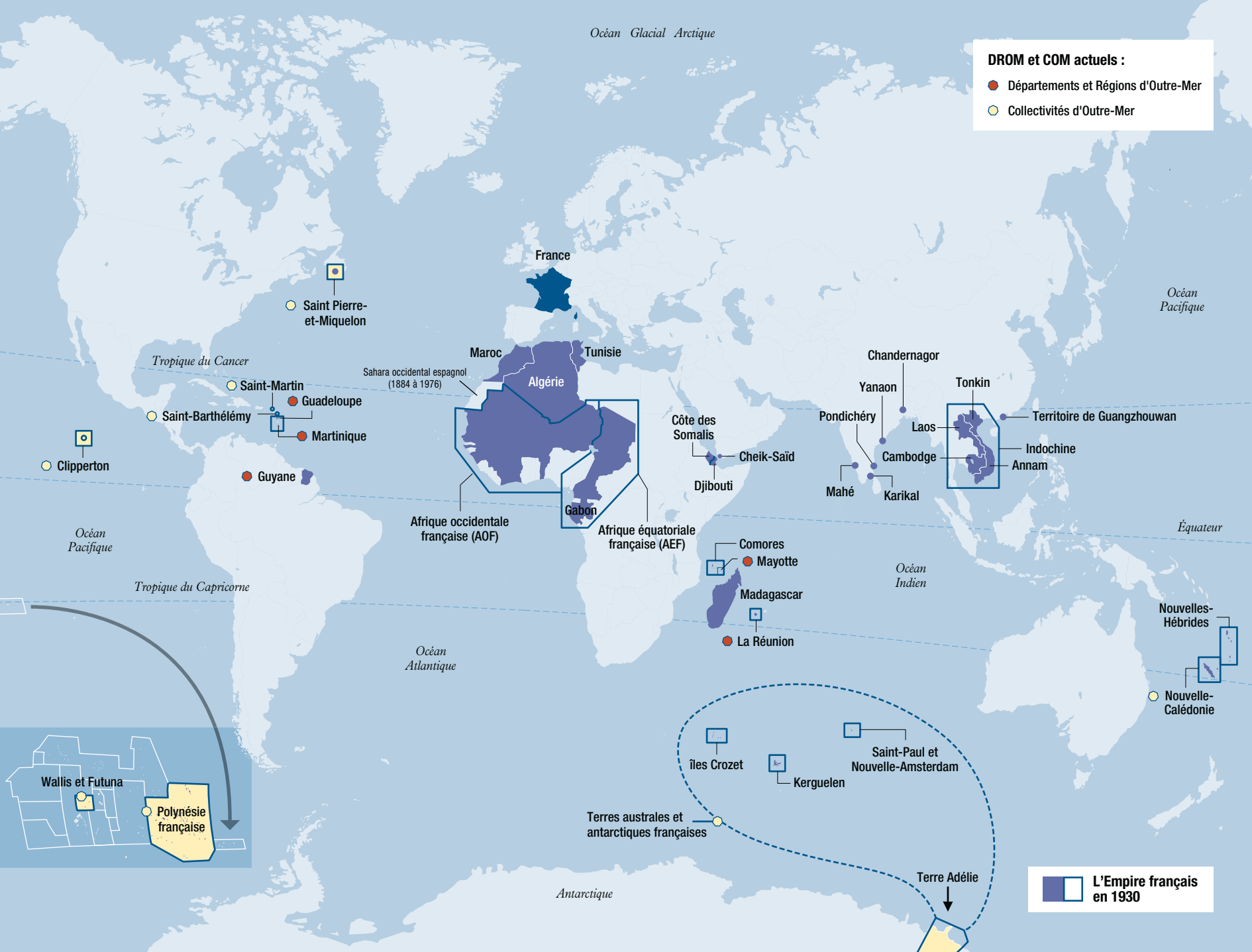
Guerre en Ukraine

- Condamnation de l'occupation russe
- Sanctions économiques et bancaires
- Soutien financier, humanitaire et militaire

- Pays de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale en 2020 : zone du franc CFA)
- Pays quittant la CEMAC en 2020 : zone passant du franc CFA à l'éco
- Lien privilégié depuis le début de la construction européenne
- Pays de la Francophonie dans l'UE
- Pays de la Francophonie hors UE
- Influence et présence économique fragilisée mais acteur stratégique central en Afrique
- Dialogue interrompu

**DROM et COM actuels :**

- Départements et Régions d'Outre-Mer
- Collectivités d'Outre-Mer



**L'Empire français en 1930**



Océan Glacial Arctique

Océan Atlantique

Océan Pacifique

Océan Indien

Antarctique

**Les étapes de la décolonisation 1954-1962**

- en 1954
- de 1954 à 1958
- en 1960
- en 1962

**La francophonie en 2023**

- États et gouvernements membres (54)
- États et gouvernements associés (7)
- États et gouvernements observateurs (27)

Source : site de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie)

Wallis et Futuna  
Polynésie française

îles Crozet

Kerguelen

St-Paul et Nouvelle-Amsterdam

Vanuatu

Nouvelle-Calédonie

Canada

Ontario

Québec

Louisiane

Mexique

Haïti

Ste-Lucie

Guadeloupe

Dominique

Martinique

Guyane

Argentine

Uruguay

Slovaquie

Slovénie

Rép. tchèque

Autriche

Irlande

Luxembourg

Fédération Wallonie-Bruxelles

Belgique

Monaco

Andorre

Suisse

Monténégro

Maroc

Cap-Vert

Mauritanie

Sénégal

Guinée-Bissau

Guinée

Côte d'Ivoire

Ghana

Togo

Bénin

SãoTomé-et-Principe

Guinée équatoriale

Hongrie

Croatie

Pologne

Estonie

Lettonie

Lituanie

Ukraine

Moldavie

Bosnie

Monténégro

Roumanie

Bulgarie

Macédoine

Grèce

Malte

Kosovo

Albanie

Serbie

Tunisie

Burkina Faso

Mali

Niger

Tchad

Centrafrique

Djibouti

Rwanda

Burundi

Comores

Congo

RDCongo

Gabon

Mozambique

Madagascar

Mayotte

Seychelles

La Réunion

Maurice

Émirats arabes unis

Qatar

Liban

Égypte

Maroc

Tunisie

Algérie

Mauritanie

Mali

Niger

Tchad

Rép. Centrafricaine

Sénégal

Guinée

Côte d'Ivoire

Haute-Volta

Togo

Cameroun

Gabon

Congo

Madagascar

Rép. de Corée

Laos

Vietnam

Thaïlande

Cambodge

Vanuatu

Nouvelle-Calédonie

# L'Allemagne

L'émiettement de l'Allemagne en multiples royaumes et principautés a longtemps empêché son émergence comme puissance majeure, et la France s'est employée à maintenir cette situation avec succès. Puis Bismarck réalisa, en neuf ans, son unité sous l'égide de la Prusse, en vainquant l'Autriche à Sadowa en 1864, puis la France en 1871. L'Empire allemand de Guillaume II s'affirme ensuite comme la puissance dominante de l'Europe continentale tant sur le plan démographique, qu'industriel ou militaire.

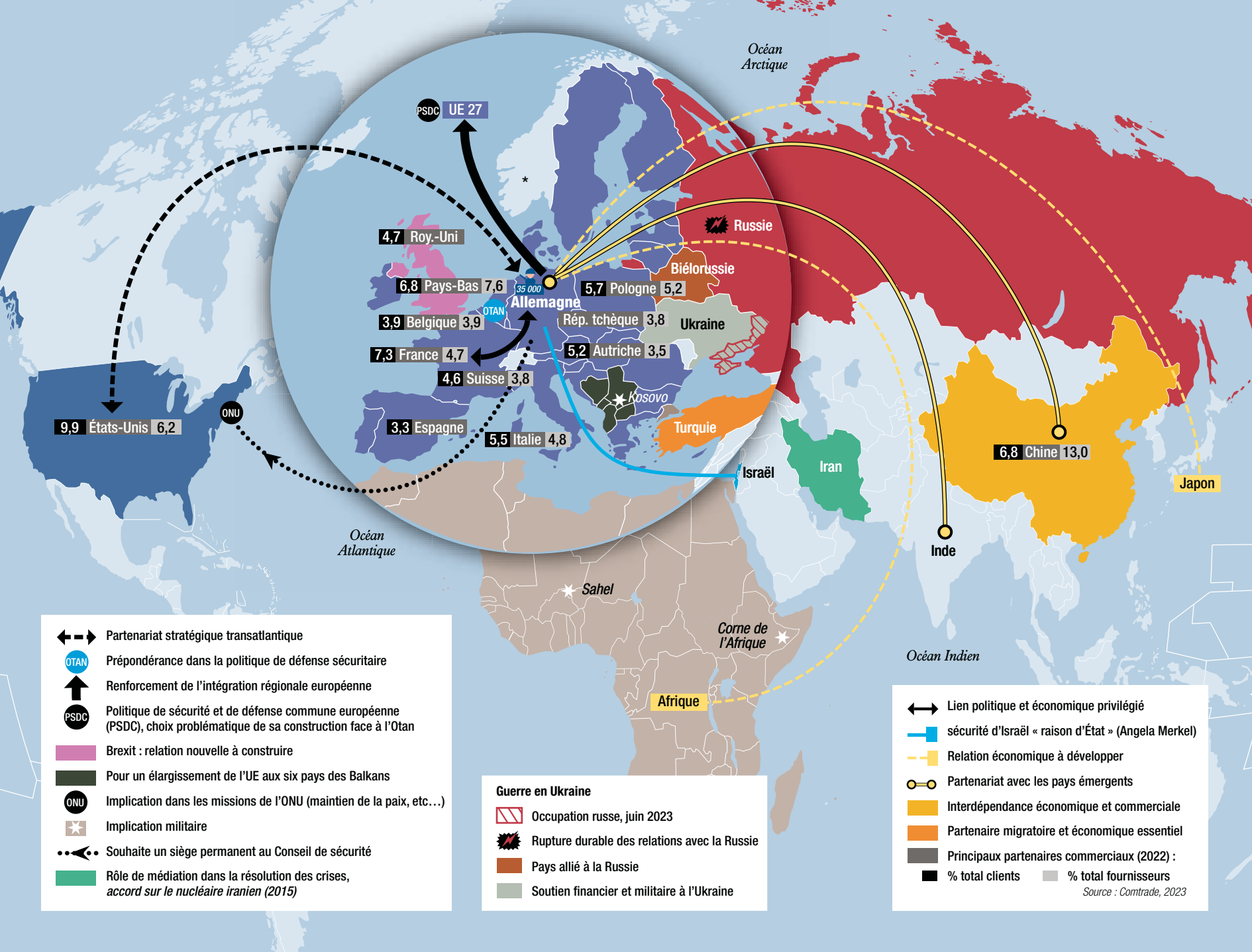
Cette montée en puissance de Berlin brise les équilibres européens établis lors du Congrès de Vienne en 1815. L'exacerbation des rivalités militaires européennes (Allemagne/Royaume-Uni) et le jeu des alliances conduit alors à la Première Guerre mondiale. L'Allemagne en sort vaincue par les Alliés, humiliée et exsangue. Mais elle estime injuste d'avoir à en porter seule, avec le traité de Versailles, la responsabilité de la guerre et ses conséquences. Alors qu'elle était sur le point de supplanter le Royaume-Uni comme première puissance mondiale, elle se retrouve obligée de payer des réparations, privée de son empire colonial et bientôt ruinée par la crise de 1929. Hitler exploite cette rage

et ce désir de revanche attisés par la précarité sociale. Arrivé au pouvoir avec le parti nazi aux élections de 1933, il lance l'Allemagne dans la revanche contre la France et dans une course à la conquête d'un « espace vital », notamment à l'Est, sur fond de haine raciale antisémite et antislave. Le « Reich de mille ans » s'achève en 1945 par une défaite totale, l'occupation de l'Allemagne par les alliés, et sa division entre Occidentaux et Soviétiques.

Les États-Unis imposent alors à l'Allemagne de l'Ouest la démocratie, la reconnaissance des crimes du nazisme, la renonciation à la puissance stratégique, l'intégration en 1955 dans l'Alliance atlantique, la construction européenne et leur protection – sollicitée – contre la menace soviétique. À partir des années 1960, la réconciliation avec la France devient effective et le couple franco-allemand constitue pendant près de trente ans le moteur de la construction européenne.

La réunification de l'Allemagne (1990) a été rendue possible par la politique de Mikhaïl Gorbatchev et par l'affaiblissement de l'URSS. Cette réunification donne au pays un poids et des marges de manœuvre nouvelles, et lui permet d'affirmer plus nettement ses intérêts au

sein de l'Union européenne et dans le monde. Au cours des années 1991-2007, elle conquiert par la négociation de divers traités la première place au Parlement européen (99 parlementaires sur 785 et désormais 96 sur 705 après le départ du Royaume-Uni) et au Conseil européen (18 % des voix à compter de 2017). Elle pèse de tout son poids pour que les Vingt-Sept acceptent le « traité de Lisbonne », qui reprend en substance la Constitution non ratifiée. Dans ses relations avec la France, les autres membres de l'Union et les États-Unis, elle combine sa volonté européenne (le statu quo lui convient) et la défense de ses propres intérêts économiques, énergétiques et industriels, au sein de la zone euro, comme dans ses relations avec la Russie et la Chine. Elle s'efforce de montrer qu'elle veut une Allemagne européenne et non une Europe allemande, ce dont doutent parfois certains de ses partenaires. Déstabilisée par la guerre en Ukraine qui l'oblige à mettre fin à son accès au gaz russe bon marché, l'Allemagne rompt avec son pacifisme. Le chancelier Scholz annonce une augmentation des dépenses militaires, qui se concrétisent notamment par des achats de matériel militaire aux États-Unis, dans une OTAN revivifiée par l'attaque russe.



- Partenariat stratégique transatlantique
- Prépondérance dans la politique de défense sécuritaire
- Renforcement de l'intégration régionale européenne
- Politique de sécurité et de défense commune européenne (PSDC), choix problématique de sa construction face à l'Otan
- Brexit : relation nouvelle à construire
- Pour un élargissement de l'UE aux six pays des Balkans
- Implication dans les missions de l'ONU (maintien de la paix, etc...)
- Implication militaire
- Souhaite un siège permanent au Conseil de sécurité
- Rôle de médiation dans la résolution des crises, accord sur le nucléaire iranien (2015)

- Guerre en Ukraine**
- Occupation russe, juin 2023
  - Rupture durable des relations avec la Russie
  - Pays allié à la Russie
  - Soutien financier et militaire à l'Ukraine

- Lien politique et économique privilégié
  - sécurité d'Israël « raison d'État » (Angela Merkel)
  - Relation économique à développer
  - Partenariat avec les pays émergents
  - Interdépendance économique et commerciale
  - Partenaire migratoire et économique essentiel
  - Principaux partenaires commerciaux (2022) :
    - % total clients
    - % total fournisseurs
- Source : Comtrade, 2023

9,9 États-Unis 6,2

PSDC UE 27

4,7 Roy.-Uni

6,8 Pays-Bas 7,6

3,9 Belgique 3,9

7,3 France 4,7

4,6 Suisse 3,8

3,3 Espagne

5,5 Italie 4,8

5,7 Pologne 5,2

Rép. tchèque 3,8

5,2 Autriche 3,5

3,8

Russie

Biélorussie

Ukraine

Turquie

Israël

Iran

6,8 Chine 13,0

Japon

Inde

Sahel

Corne de l'Afrique

Afrique

Océan Arctique

Océan Atlantique

Océan Indien

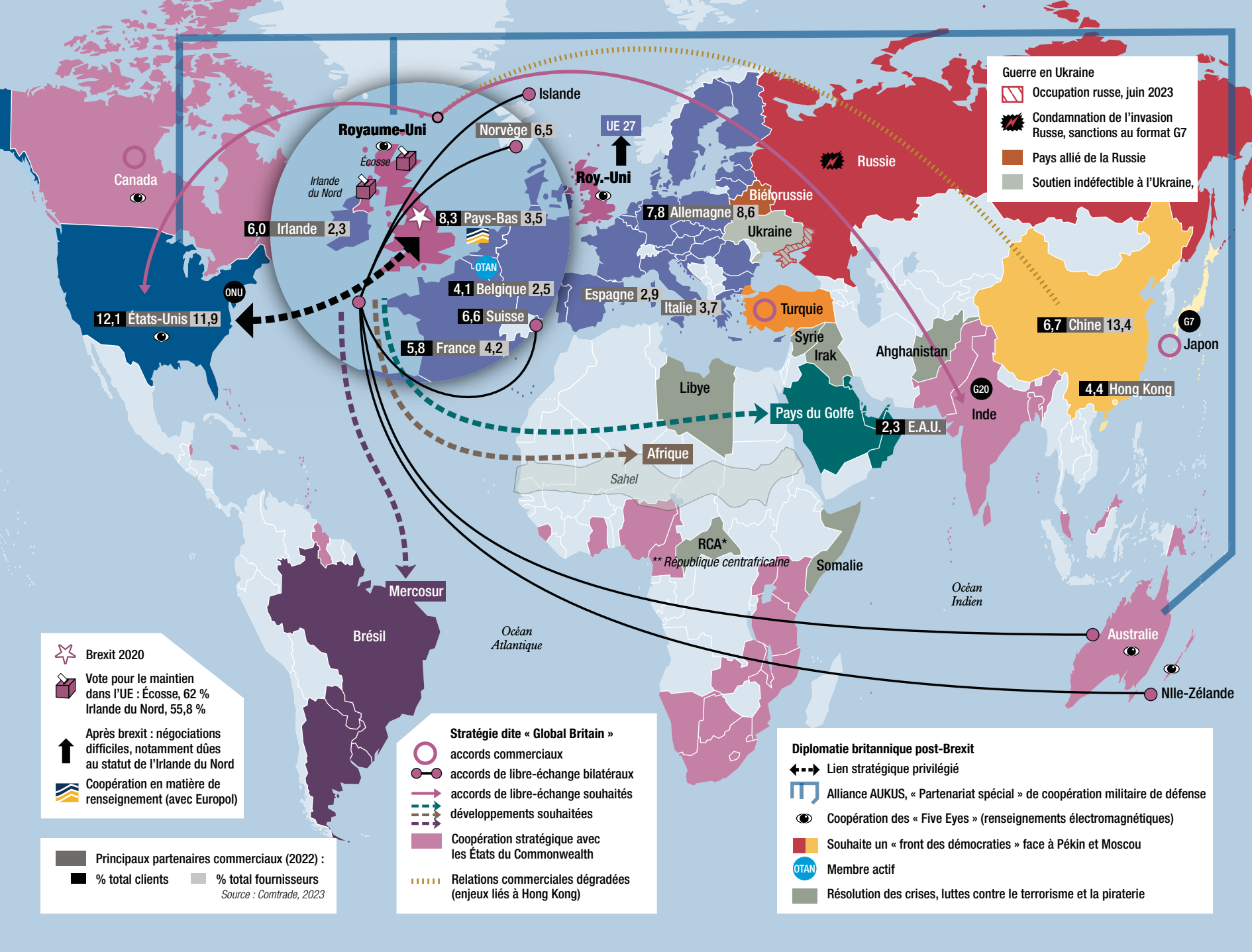
# Le Royaume-Uni

Après sa défaite finale au terme de la guerre de Cent Ans, au xv<sup>e</sup> siècle, qui marque la fin des possessions de l'Angleterre sur le continent, le pays va s'étendre dans les îles britanniques en Irlande (1541), en Écosse (en deux temps: 1603 et 1707) et outre-mer. À la veille de la Révolution française, le royaume britannique est affaibli par la perte de ses colonies américaines. Plus tard, son caractère insulaire et les coalitions qu'il met sur pied le protègent de la conquête napoléonienne. Le Royaume-Uni veille, tout au long du xix<sup>e</sup> siècle, si possible sans intervenir, au maintien d'un équilibre entre les puissances européennes continentales afin qu'aucune ne domine. C'est le « splendide isolement ». Mais elle poursuit son expansion coloniale et commerciale dans le reste du monde et devient, à partir de 1850, la première puissance commerciale et industrielle mondiale. La livre sterling est alors la monnaie d'échange internationale. C'est la mondialisation britannique.

Face à la menace allemande, elle se rapproche de la France avec qui elle conclue

l'Entente cordiale en 1904. Après la Première Guerre mondiale, sa suprématie mondiale est supplantée par celle des États-Unis. Après la Seconde Guerre mondiale, durablement affaiblie, elle va devoir affronter la perte de son empire colonial et de sa prééminence, commerciale et maritime. Afin de rétablir un nouvel équilibre continental européen face à la menace soviétique, W. Churchill obtient à Yalta une zone d'occupation en Allemagne et un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la France. L'injonction américaine de mettre fin, en 1956, à l'expédition de Suez lui fait comprendre qu'elle n'a plus les moyens de mener seule une opération stratégique d'envergure sans le soutien de, et encore moins contre, Washington. Elle se tient à l'écart de la construction européenne dans laquelle elle voit un risque de dilution de son identité et de ses intérêts et entend préserver sa « relation spéciale » avec les États-Unis. Elle espère encore que ses liens historiques et la communauté philosophique et linguistique entre les deux nations lui donnent

de l'influence sur les présidents américains et constituent un multiplicateur d'influence pour elle. Le Royaume-Uni se résigne finalement à rejoindre la construction européenne, en 1973, dont il reste un partenaire réticent tout en conservant des liens spécifiques avec les pays du Commonwealth. Pendant la guerre d'Irak, le suivisme de Tony Blair à l'égard des États-Unis, considéré comme aveugle, provoque un vrai trouble. L'influence de Londres sur Washington se révèle illusoire. Le Premier ministre David Cameron lance, pour des raisons de politique intérieure, un référendum sur la sortie de l'Union européenne: le *Brexit* (sortie de l'UE) l'emporte et est acté en janvier 2020. Le Royaume-Uni espère être plus mobile sans les « entraves européennes ». Cela s'avère illusoire, fait peser un risque d'éclatement du Royaume-Uni (Écosse, Irlande du Nord), et suscite des problèmes d'approvisionnement et de main-d'œuvre, le tout représentant un coût économique conséquent pour le pays. Même le statut de hub financier de Londres est remis en cause.



**Guerre en Ukraine**

- Occupation russe, juin 2023
- Condamnation de l'invasion Russe, sanctions au format G7
- Pays allié de la Russie
- Soutien indéfectible à l'Ukraine,

☆ Brexit 2020

📦 Vote pour le maintien dans l'UE : Écosse, 62 %  
Irlande du Nord, 55,8 %

↑ Après brexit : négociations difficiles, notamment dues au statut de l'Irlande du Nord

🏠 Coopération en matière de renseignement (avec Europol)

**Principaux partenaires commerciaux (2022) :**

■ % total clients    ■ % total fournisseurs

Source : Comtrade, 2023

**Stratégie dite « Global Britain »**

- 🗺️ accords commerciaux
- 🔗 accords de libre-échange bilatéraux
- ➡️ accords de libre-échange souhaités
- ➡️➡️ développements souhaités
- 🌐 Coopération stratégique avec les États du Commonwealth
- ⋯ Relations commerciales dégradées (enjeux liés à Hong Kong)

**Diplomatie britannique post-Brexit**

- 🔗 Lien stratégique privilégié
- 🏢 Alliance AUKUS, « Partenariat spécial » de coopération militaire de défense
- 👁️ Coopération des « Five Eyes » (renseignements électromagnétiques)
- 🇺🇸 Souhaite un « front des démocraties » face à Pékin et Moscou
- 🌐 Membre actif
- 🛡️ Résolution des crises, luttes contre le terrorisme et la piraterie

**Royaume-Uni**

Écosse

Irlande du Nord

UE 27

Roy.-Uni

OTAN

Islande

Norvège 6,5

6,0 Irlande 2,3

8,3 Pays-Bas 3,5

4,1 Belgique 2,5

6,6 Suisse

5,8 France 4,2

7,8 Allemagne 8,6

Biélorussie

Ukraine

Espagne 2,9

Italie 3,7

Turquie

Syrie

Irak

Afghanistan

Libye

Pays du Golfe

2,3 E.A.U.

Afrique

Sahel

RCA\*

\*\* République centrafricaine

Somalie

Canada

12,1 États-Unis 11,9

ONU

Russie

6,7 Chine 13,4

G7

Japon

4,4 Hong Kong

G20

Inde

Océan Indien

Australie

Nlle-Zélande

Océan Atlantique

# L'Italie

L'unité italienne a été forgée au XIX<sup>e</sup> siècle par le royaume de Piémont et Camillo Cavour. Les différences demeurent, notamment entre le Nord, industriel et riche, et le Sud, agricole et pauvre.

L'Italie s'estime maltraitée au sortir de la Première Guerre mondiale. Benito Mussolini surfe sur ce ressentiment et la montée du nationalisme italien pour prendre le pouvoir en 1922. Il établit une dictature « fasciste » et un culte de la personnalité.

Il se lance dans des aventures coloniales (en Libye et en Éthiopie). Il veut se situer dans la continuité de l'Empire romain dont il exalte la grandeur. Il accepte en 1936 un axe avec l'Allemagne d'Hitler. Pendant la guerre, l'armée italienne peine dans les Balkans, en Grèce et en Afrique du Nord. Après le débarquement américain en Sicile en 1943, les résistants déclenchent une guerre civile et exécutent Mussolini le 28 avril 1945.

Cela permet à l'Italie d'être considérée comme vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. Mais, elle qui se voyait comme un pays dominant, se retrouve puissance affaiblie dans un continent déclassé. Le parti communiste y est très puissant, ce qui conduit les États-Unis à

soutenir la Démocratie chrétienne pour contrer l'influence soviétique.

L'Italie est intégrée dans la communauté occidentale. Elle est membre fondateur de l'OTAN (1949), de la communauté économique du charbon et de l'acier (CECA, 1952) et de la communauté économique européenne (Traité de Rome, 1957). Elle est à la fois atlantique et européenne et a permis d'effacer les stigmates du fascisme. Un système électoral à la proportionnelle crée une forte instabilité ministérielle, mais s'accompagne en réalité d'une très grande stabilité du personnel politique.

Elle va subir une vague terroriste, tant d'extrême droite que d'extrême gauche, dans les années 1980 puis une période de violence due à un accroissement de la lutte contre la mafia, qui s'en prend à l'État dans les années 1990. Le parti démocrate-chrétien est éclaboussé par le rappel des liens avec la mafia qui remontent à 1943 tandis que le parti communiste est touché par l'implosion de l'Union soviétique.

Ceci ne l'empêche pas de devenir alors la troisième économie de l'Union européenne et la huitième au niveau mondial, grâce à un maillage de grosses PME très performantes. Elle intègre le G7 en 1975.

Traditionnel pays d'émigration, l'Italie – qui subit une baisse spectaculaire et inquiétante de sa fécondité depuis plus de quatre décennies – est devenue une terre d'immigration du fait de sa position géographique. L'afflux d'immigrés venant d'Afrique et d'Afrique du Nord et l'absence de solidarité de ses partenaires européens dans le cadre du règlement Dublin, auxquels s'ajoutent la crise économique et l'usure de la classe politique, suscitent une poussée de la droite extrême de « Frères d'Italie » aux élections de septembre 2022. Giorgia Meloni, dirigeante du parti, devient présidente du gouvernement.

L'Italie ne se sent pas suffisamment prise en considération, notamment par la France et l'Allemagne, dont elle estime qu'elles la traitent avec condescendance. Elle a cependant du mal à créer un front « sud » avec les autres pays de l'Europe méditerranéenne. Elle a essayé de jouer un rôle pour régler la crise libyenne.

Si l'Italie a développé des relations économiques étroites avec Pékin, elle reste cependant un allié déterminé des États-Unis dans l'OTAN, très solidaire de l'Ukraine malgré les liens d'une partie de la classe politique avec Moscou.

- Diplomatie centrée sur le bassin méditerranéen élargi
- Pour une perspective européenne des États des Balkans
- Investissements souhaités
- Conférence nationale sur les Balkans occidentaux
- Pour une approche globale dans la gestion des migrations avec les pays d'origine et de transit



10,4 États-Unis 3,9

4,4 Roy.Uni 3,0 Pays-Bas 5,6

3,9 Belgique 3,7 OTAN

12,4 Allemagne 13,7

3,1 Pologne

10,0 France 7,3

4,4 Suisse

5,1 Espagne 4,6

Algérie 2,9

Russie 4,1

2,7 Chine 8,9

Azerbaïdjan 3,1

COP 28  
Dubai, 2023

G20  
New Delhi, 2023

Union africaine (UA)

- Un des membres fondateurs de l'UE
- Un des membres fondateurs de l'OTAN
- Membre du G20
- Membre du G7 (présidence en 2024)
- Pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
- Forces armées déployées dans le cadre d'opérations multilatérales
- Pour une adhésion de l'UA au G20
- Très engagé en faveur du climat

**Guerre en Ukraine**

- Occupation russe, juin 2023
- Rupture durable des relations avec la Russie
- Pays allié à la Russie
- Soutien financier et militaire à l'Ukraine

**Principaux partenaires commerciaux (2022) :**  
 % total clients % total fournisseurs  
 Source : Comtrade, 2023

# L'Espagne

Après avoir réalisé son unité territoriale et s'être lancée à la conquête des Amériques, sources d'immenses richesses, l'Espagne fut, un temps, la puissance européenne dominante et, au XVI<sup>e</sup> siècle, la première puissance mondiale. On a pu ainsi parler de « mondialisation ibérique ». Mais à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, commence son déclin, marqué au XIX<sup>e</sup> par la perte de ses colonies latino-américaines et par son incapacité à prendre le virage de la révolution industrielle. En 1931, rompant avec des siècles de monarchie, la République est instaurée. Cinq ans plus tard, en 1936, l'extrême droite refuse de reconnaître la victoire du Front populaire et plonge le pays dans une guerre civile qui fera plus de 500 000 morts. Le général Franco prend le pouvoir en 1939 et entend tenir l'Espagne à l'écart de la Seconde Guerre mondiale, malgré l'aide que lui ont apportée Hitler et Mussolini pour assurer sa victoire. Sa dictature dure jusqu'en 1975. Elle isole l'Espagne du continent européen, même

si un accord bilatéral est établi dès l'après-guerre avec les États-Unis dans le cadre de la lutte anticommuniste.

Le rétablissement de la démocratie en 1978, sous l'égide du roi Juan Carlos, permet à l'Espagne de quitter ses habits d'État semi-paria sur la scène internationale et de retrouver sa place en Europe. Dès 1986, elle adhère à la Communauté économique européenne: c'est le début d'une longue période de développement qui explique l'attachement des Espagnols à la construction européenne. Le souvenir de l'appui des États-Unis à Franco, s'il n'a pas dissuadé l'Espagne d'adhérer à l'OTAN, fait que celle-ci cherche à conserver une certaine indépendance par rapport à Washington.

L'Espagne s'emploie à avoir une politique étrangère active par le prisme européen. Elle entretient, comme le Portugal, des relations étroites avec l'Amérique latine. Elle pense un temps pouvoir être un pont entre l'Europe et le monde arabe. Le soutien du gouvernement

Aznar à la guerre en Irak en 2003 a été massivement rejeté par l'opinion espagnole et il a contribué, avec les attentats de Madrid de mars 2004, à sa chute. Son successeur socialiste, Zapatero, s'appuie notamment sur le succès de la politique économique et sociale mise en œuvre pour contrer le terrorisme de l'ETA (Pays basque) qui continue de sévir en Espagne.

Très éprouvée par la crise de 2007-2008 en raison de l'éclatement de la bulle immobilière, l'Espagne remonte la pente à partir de 2013, sous le gouvernement de Mariano Rajoy, après des mesures d'austérité drastiques, économiquement efficaces, mais au coût social très lourd. Cette politique, ainsi que des accusations de corruption, vont entraîner sa perte. Un gouvernement socialiste minoritaire (plus européen, moins atlantiste) lui succède sur fond de crise indépendantiste en Catalogne. Il mène une politique progressiste et tente de relancer la diplomatie espagnole, mais le déclenchement de la guerre en Ukraine limite ses marges de manœuvre.



14,9 France 8,6

5,2 Roy.Uni 2,4

8,0 Portugal 3,4

3,7 Pays-Bas 4,1 Biélorussie

5,9 Belgique 2,3 2,1 Pologne

9,3 Allemagne 9,1 Ukraine

7,8 Italie 5,9

Turquie 2,1

Chine 10,5

4,7 États-Unis 7,1

2,9 Maroc

UE 27

Océan Pacifique

Amérique latine

Brésil

Paraguay

Uruguay

Argentine

Mercosur

Océan Atlantique

Océan Indien

Espagne

Méditerranée

Espagne

Libye

CEDEAO  
Communauté Economique  
des États de l'Afrique de l'Ouest

Guinée équatoriale

➔ Intégration et construction européenne (crise de l'euro)

➔ Enjeu méditerranéen : coopération et stabilité

★ Lutte contre le terrorisme

⋯ Crise migratoire

● Enclaves espagnoles

● Enclave britannique

■ Pays du Maghreb

➔ Axes de la politique d'aide au développement

■ Amérique latine : 121 millions de locuteurs natifs en 2023

⋯ Coopération avec l'ancienne colonie

Guerre en Ukraine

▨ Occupation russe, juin 2023

☠ Condamnation de la guerre d'agression russe

■ Pays allié de la Russie

■ Plein soutien à l'Ukraine, envoi de matériel militaire et appui humanitaire en coordination avec l'action européenne

➔ Partenaire économique et commercial essentiel

● Relation économique à développer

■ Principaux partenaires commerciaux (2022) :

■ % total clients ■ % total fournisseurs

Source : Comtrade, 2023

# La Belgique

Le territoire belge, et par extension celui du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), a vu s'affronter les grandes forces antagonistes à l'œuvre au cours de l'histoire européenne. Son contrôle a permis à Napoléon de mettre en place l'embargo contre la Grande-Bretagne. Son envahissement éclair fut la base des plans allemands au cours des deux guerres mondiales pour vaincre l'armée française.

Créée en 1830 par le « Concert européen », la Belgique possède un important passé africain. L'actuelle République démocratique du Congo est issue du Congo, devenu belge en 1885; le Rwanda et le Burundi ont été confiés à la Belgique après le démantèlement de l'empire colonial allemand en 1919. Avant son indépendance, le Congo a été une source de richesses pour la monarchie belge dont il était la propriété directe. Il est devenu une source de graves problèmes après l'indépendance, mais aussi du fait de la déliquescence du régime Mobutu par la suite.

La Belgique est très engagée dans la construction européenne, en laquelle elle voit une protection et une façon de peser au niveau international, plus que son faible poids ne le lui permettrait. Elle a été l'un des membres fondateurs de l'Union de l'Europe occidentale dès 1948, puis du traité de Rome en 1957. Elle abrite aujourd'hui le siège des institutions européennes, celui de l'OTAN et son économie est complètement insérée dans celle de l'Union européenne. Sur le plan intérieur, la division entre Wallons et Flamands, qui menace l'unité du pays, n'aurait peut-être pas été si loin sans cette impression de sécurité procurée par le « toit commun » européen. Les Belges disent vouloir que l'Europe devienne un acteur global. L'importance de Bruxelles tient beaucoup à son rôle de capitale de l'Union.

Les controverses plus ou moins justifiées sur le génocide rwandais de 1994 ont indirectement éclaboussé l'ancienne puissance coloniale belge (comme d'ailleurs la France,

les États-Unis, l'ONU et l'UA). À la fin des années 1990, le Parlement belge a essayé de donner à la Belgique le rôle de champion d'une diplomatie morale fondée sur l'éthique dans les rapports internationaux, le combat contre la violation des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité ou l'exploitation abusive des ressources naturelles et des matières premières. La Belgique s'est alors dotée d'une loi dite de « compétence universelle » qui permettait à tout un chacun de porter plainte auprès des juridictions belges contre une personnalité internationale à laquelle des crimes seraient reprochés même sans lien avéré avec la Belgique. Cette prétention juridique intenable, source de tensions avec de nombreux pays, a dû être ensuite amendée (comme ce fut le cas en Espagne). Par ailleurs, le fossé grandissant entre Wallons et Flamands fait toujours peser un risque d'éclatement de la Belgique.

### Guerre en Ukraine

-  Occupation russe, juin 2023
-  Condamnation de la Russie, envoi de matériel militaire (offensif et défensif) et plein soutien aux sanctions économiques contre la Russie
-  Défavorable à une procédure accélérée d'adhésion européenne de l'Ukraine










-  Renforcement de l'intégration régionale européenne
-  La Belgique : un État fédéral, 3 régions
-  Relation transatlantique essentielle
-  Implication dans les missions de l'ONU et de l'OTAN (maintien de la paix, lutte contre le terrorisme...)
-  Membre de la coalition contre Daech (État islamique en Irak et au Levant, EIL) Les avions belges sont basés en Jordanie
-  Participation aux missions européennes ayant pour objectif le règlement des conflits africains
-  Participation à l'opération « Atalante » contre la piraterie dans le cadre de la force navale européenne (Eunavfor)



6,8 États-Unis 5,3

Océan Atlantique

-  Union du Benelux
-  Coopération transfrontalière au sein du Benelux et élargie à la France
-  Diplomatie économique avec l'Asie
-  Aide au développement (renforcé pour les anciennes colonies belges)
-  Principaux partenaires commerciaux (2022) :
-  % total clients
-  % total fournisseurs
- Principaux partenaires économiques

Source : Comtrade, 2023



Jordanie

Syrie Irak

Golfe d'Aden

Océan Indien

Chine 3,6

Asie

2,2 Japon

# La Pologne

**B**ien souvent tragique, l'histoire de la Pologne permet de comprendre les conceptions et les préoccupations actuelles des Polonais. Constamment soumise aux influences et aux appétits de ses voisins, notamment allemand et russe, la Pologne a souvent vu sa souveraineté contestée, voire niée. Elle a été rayée de la carte à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, recréée sous la forme du Duché de Varsovie par Napoléon I<sup>er</sup>, puis de nouveau supprimée à l'issue du Congrès de Vienne et partagée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Récrée par le Traité de Versailles en 1919, elle fut occupée par l'Allemagne nazie au cours de la Seconde Guerre mondiale, puis placée sous domination soviétique jusqu'à la fin de la guerre froide. La Pologne a, jusqu'à aujourd'hui, des relations compliquées avec l'Allemagne malgré la reconnaissance par cette dernière des crimes nazis, et la renonciation explicite, par l'Allemagne réunifiée, aux territoires allemands au-delà de la ligne Oder-Neisse attribués à la Pologne en 1945. Elle continue à craindre toute tentative d'influence ou de domination russe, énergétique ou d'autre nature. L'histoire fait




qu'elle n'a confiance ni dans les traités ni dans les garanties des institutions internationales. Elle voit donc dans la protection américaine le seul moyen de mettre en échec les appétits russes, et aussi une façon de contrebalancer les influences allemande et française. Alors que la France et le Royaume-Uni s'étaient portées à son secours contre le nazisme et que les Français, au cours de la guerre froide, ont toujours appelé au dépassement de la division de l'Europe en blocs, les Polonais ont le sentiment de n'avoir dû leur salut contre le nazisme et le communisme qu'aux seuls États-Unis.

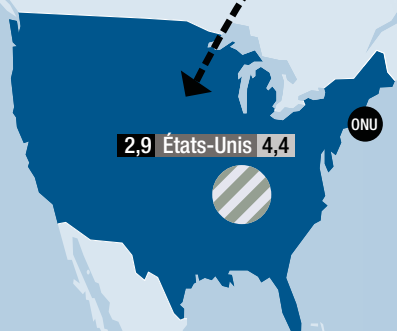
Une forte communauté polonaise bien organisée aux États-Unis consolide ce lien. Cet héritage historique a conduit la Pologne à suivre sans réserve la politique de l'administration Bush et la guerre en Irak puis la politique de Donald Trump, malgré son caractère erratique. La Pologne est même allée jusqu'à proposer de donner deux milliards de dollars aux États-Unis pour qu'ils construisent chez eux une base militaire qui aurait été appelée « Fort Trump ». Son adhésion à l'OTAN, comparée aux longues et irritantes négociations d'adhésion






à l'Union européenne, est venue conforter ce sentiment d'une plus grande amitié et ouverture des États-Unis à l'égard de la Pologne que celle de l'Europe, bien que le développement économique du pays soit principalement dû à son intégration européenne. L'extrême sensibilité de la Pologne pour tout ce qui relève de sa souveraineté et ses positions jugées rétrogrades sur les questions sociales, en ont fait au début un partenaire européen difficile. Sur le plan intérieur, le gouvernement très à droite élu une première fois en 2017 et réélu en 2019 a entrepris de restreindre certaines libertés publiques et d'entraver l'indépendance de la Justice, allant jusqu'à s'attirer critiques et sanctions de la Commission européenne et du Parlement.

D'un point de vue diplomatique, la guerre en Ukraine a conforté les Polonais dans leurs convictions que seuls les États-Unis et l'OTAN peuvent la protéger et qu'il faut affaiblir définitivement la Russie. Elle veut porter ses dépenses militaires à 5% de son PIB et disposer de la plus importante armée de l'Union européenne.

### Guerre en Ukraine







-  Occupation russe, juin 2023
-  Condamnation de l'invasion Russe
-  Pays allié de la Russie
-  Aide militaire importante, plein soutien aux sanctions contre la Russie, accueil massif de réfugiés ukrainiens  
Favorable à une procédure accélérée d'adhésion européenne de l'Ukraine



-  Pour une réforme des traités européens : relations intergouvernementales directes
-  Importance des instances militaires de défense : OTAN et AED\*, réservé sur la PSDC\*\*, 10 000 soldats américains stationnés sur le territoire polonais
-  Partenariat stratégique fort
-  Défense collective et dissuasion par la présence militaire de quatre bataillons (eFP\*\*\*) dans le cadre de l'OTAN
-  Implication politique dans la résolution des crises

Océan Atlantique

\* AED : Agence européenne de défense  
 \*\* PSDC : Politique de sécurité et de défense commune européenne  
 \*\*\* eFP : enhanced Forward Presence  
 \*\*\*\* Frontex : Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes

-  Rupture de l'approvisionnement énergétique russe (Gazprom)
-  Coopération trilatérale (Triangle de Weimar)
-  Appartenance au groupe de Visegrád
-  Diaspora polonaise importante
-  Siège de Frontex \*\*\*\*
-  Principaux partenaires commerciaux (2022) :  
 ■ % total clients    ■ % total fournisseurs  
*Source : Comtrade, 2023*

# L'Ukraine

Le premier État des Slaves, l'État de Kiev « rus », est créé en 860 sur le territoire de l'actuelle Ukraine. Mais ce n'est qu'à partir du XII<sup>e</sup> siècle que s'impose contre les Tatars le grand-duché de Moscovie, qui va donner naissance à la Russie et s'étendre. Après la révolution de 1917, l'Ukraine arrache son indépendance de 1918 à 1920 avant d'être réintégrée de force dans l'Union soviétique, qui réprime le nationalisme ukrainien comme tous les autres nationalismes.

En 1932-1933, la dékoulakisation (lutte contre les paysans) conduit à une famine générale : l'Holodomor fait entre 2,5 et 5 millions de morts. Les nationalistes ukrainiens collaborent avec les nazis pour obtenir l'indépendance de l'URSS. Ils commettent de nombreux massacres antisémites. Mais des millions d'Ukrainiens meurent au combat dans les rangs de l'armée soviétique.

En 1954, dans le cadre des frontières de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, lui-même ukrainien, restitue à l'Ukraine la Crimée, russe depuis Catherine II.

Le 8 décembre 1991, les présidents des Républiques fédérées russe, biélorusse et ukrainienne proclament la fin de l'Union soviétique, qui laisse la place à 15 nouveaux États. Boris Eltsine, pressé d'obtenir l'indépendance de la

Russie, ne répond pas au président ukrainien Leonid Kravtchouk, qui se préoccupe du sort futur de la Crimée.

L'Ukraine a été traditionnellement divisée entre l'est, pro-russe, et l'ouest, pro-polonais. En 2004, le pro-occidental Viktor Iouchtchenko arrive au pouvoir et veut se rapprocher de l'UE et de l'OTAN. En 2008, ne voulant pas antagoniser plus encore les relations avec la Russie, l'Allemagne et la France s'opposent à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. En 2010, le prorusse Viktor Ianoukovytch remporte les élections.

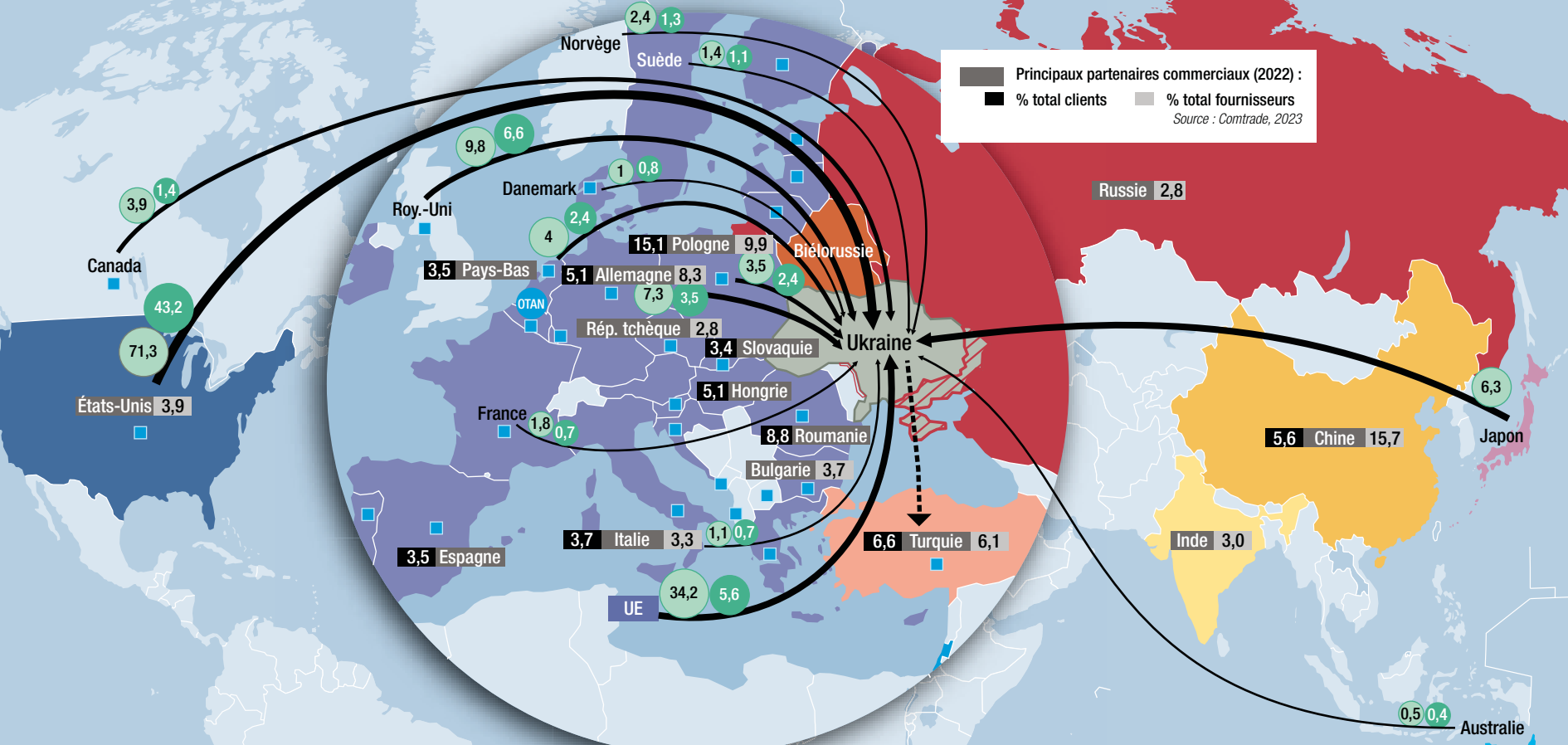
La Russie aide économiquement l'Ukraine, notamment par la fourniture d'énergie en dessous du prix du marché.

Au-delà des alternances politiques, l'Ukraine a toujours été dirigée de fait par des oligarques. La population n'a pas de perspective. L'Ukraine ne se développe pas économiquement, la corruption y est omniprésente. Le pays subit un exode.

L'accord d'association avec l'Union européenne proposé en 2014 est conçu pour couper les relations économiques avec la Russie. Celle-ci fait pression sur Kiev, qui renonce à l'accord. Cette décision déclenche d'immenses manifestations de protestation de la part de la population des villes, pour lesquelles l'UE représente une perspective de développement

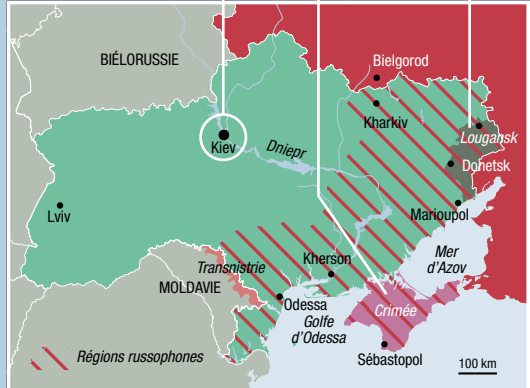
économique et de lutte contre la corruption. Viktor Ianoukovytch est renversé dans ce que les Occidentaux considèrent comme une révolution, les Russes un coup d'État. Le nouveau pouvoir conteste les droits culturels des russophones de l'est. Moscou annexe la Crimée aux mois de février et mars 2014 et soutient les indépendantistes dans le Donbass. En réaction, les Occidentaux sanctionnent massivement la Russie. Celle-ci contrôle la Crimée, mais a perdu l'Ukraine, où un sentiment national s'affirme en hostilité à Moscou. Les accords de Minsk sont signés sous l'égide de la France et de l'Allemagne en 2015. Ils prévoient une autonomie de l'est de l'Ukraine. Ils ne seront pas réellement mis en œuvre. Le 24 février 2022, Moscou lance une offensive militaire contre l'Ukraine, espérant y établir un régime qui lui serait favorable. Elle échoue face à la détermination de l'Ukraine, aidée matériellement par les Occidentaux.

Face aux crimes de guerre commis par la Russie, l'Ukraine est largement devenue pro-occidentale. Elle compte sur le soutien économique de l'UE, mais estime que le soutien stratégique des États-Unis est encore plus important. Elle est devenue, pour les Occidentaux, le symbole du pays martyr.



août 1991 : indépendance de l'Ukraine    Révolution orange : 2005-2010    Révolution de Maidan : fév. 2014    Annexion de la Crimée : mars 2014    Rép. auto-proclamées du Donbass et de Lougansk : avril 2014

Guerre du Donbass : avril 2014 - fév. 2022, >13 000 morts    Accords de Minsk : sept. 2014 - fév. 2022    Reconnaissance russe des Rép. du Donbass et de Lougansk : fév. 2022    Invasion russe de l'Ukraine : 24 fév. 2022    Contre-offensives ukrainiennes : août 2022    Situation début juillet 2023



- Souhaite adhérer à l'OTAN
- Souhaite adhérer à l'UE
- Partenaire privilégié, aide militaire (drones armés) mais bonne relation diplomatique avec la Russie
- Pays de l'OTAN
- Occupation russe, juin 2023
- Pays allié de la Russie
- Aide globale (financière, militaire et humanitaire) fin mai 2023, en milliards d'euros, dont aide militaire

Source : « The Ukraine support Tracker » Institut Kiel fév.2022 - 31 mai 2023

# La Suisse

La neutralité de la Suisse a été proclamée en 1515 et a été ensuite reconnue par les puissances européennes lors du congrès de Vienne en 1815. Mais neutralité ne signifie pas isolationnisme, ni absence de la scène internationale.

La Suisse se veut, au contraire, un pays avec une activité diplomatique intense, engagée dans les affaires internationales, et ce bien avant le phénomène de mondialisation.

Sa neutralité et sa position centrale en Europe lui ont permis d'accueillir les sièges de nombreuses organisations internationales : le Comité international de la Croix-Rouge dès sa création en 1863, la Société des Nations en 1920. Elle est le siège de 200 organisations internationales (OMC, HCR, OIT, CNUCED, OMS, ONUSIDA, etc.) et les ambassades de 170 pays s'y sont installées. À l'instar des organisations internationales, de nombreux organismes ont leur siège en Suisse ou une représentation importante, dont le CIO et la FIFA.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, son statut international particulier a fait

d'elle le pays hôte de nombreuses négociations ou rencontres diplomatiques ayant lieu en « terrain neutre », facilitant les contacts entre puissances rivales ou parties à un conflit. On ne compte plus les « accords de Genève » conclus dans cette ville, souvent sous les auspices de la diplomatie suisse. Cette dernière est toujours prête à jouer un rôle de médiateur international.

Ses liens avec la Croix-Rouge internationale lui ont donné une longue tradition d'engagement humanitaire.

Neutralité, fédéralisme et démocratie directe (référendum d'initiative populaire) forment ce qui est qualifié par les Suisses de « triangle identitaire national. »

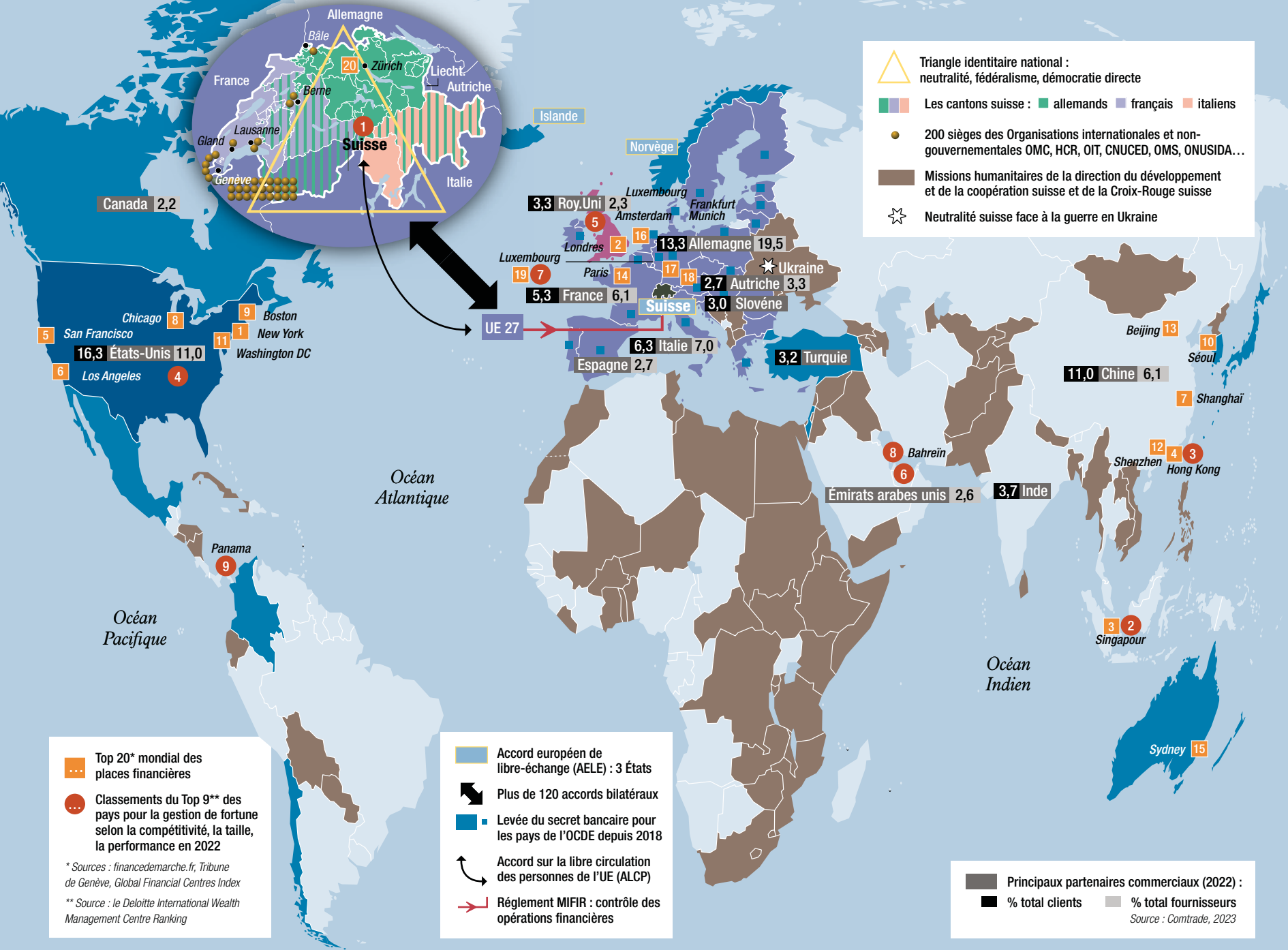
Après avoir longtemps refusé d'adhérer à l'ONU, la Suisse rejoint l'organisation en 2002, suite à un référendum adopté à une faible majorité.

La Suisse craint d'être isolée face à la montée en puissance de la construction européenne mais n'entend pas pour autant la rejoindre. Les Suisses parlent d'une « intégration non adhésive », favorisant les échanges économiques

sans porter atteinte à la souveraineté nationale, et refusant un processus d'intégration politique. La Suisse a signé un accord d'association avec l'AELE (Association européenne de libre-échange) en 1961 et des accords de libre-échange en 1972.

Le développement de l'Union européenne (UE) a cependant renforcé les interrogations de la Suisse, mais le référendum prévoyant d'entamer des négociations d'adhésion a été rejeté par le peuple suisse à 76 % des voix en 2001.

Afin de ne pas être coupée des pays de l'UE et sous la pression des effets de la crise de 2008 et de la révélation de scandales liés à la fraude fiscale, la Suisse a accepté de lever le secret bancaire, ainsi que l'échange d'informations en matière fiscale avec les pays de l'OCDE. L'opacité bancaire, qui a longtemps représenté un atout, est désormais vécue comme trop négative pour l'image du pays. Par ailleurs, en 2014, les Suisses ont voté par référendum contre « l'immigration massive ». La Suisse poursuit sa politique de neutralité active et ancrée dans la mondialisation.



- Triangle identitaire national : neutralité, fédéralisme, démocratie directe
- Les cantons suisse : allemands français italiens
- 200 sièges des Organisations internationales et non-gouvernementales OMC, HCR, OIT, CNUCED, OMS, ONUSIDA...
- Missions humanitaires de la direction du développement et de la coopération suisse et de la Croix-Rouge suisse
- Neutralité suisse face à la guerre en Ukraine

Top 20\* mondial des places financières

Classements du Top 9\*\* des pays pour la gestion de fortune selon la compétitivité, la taille, la performance en 2022

\* Sources : financedemarche.fr, Tribune de Genève, Global Financial Centres Index

\*\* Source : le Deloitte International Wealth Management Centre Ranking

- Accord européen de libre-échange (AELE) : 3 États
- Plus de 120 accords bilatéraux
- Levée du secret bancaire pour les pays de l'OCDE depuis 2018
- Accord sur la libre circulation des personnes de l'UE (ALCP)
- Règlement MIFIR : contrôle des opérations financières

Principaux partenaires commerciaux (2022) :

% total clients    % total fournisseurs

Source : Comtrade, 2023



Canada 2,2

Chicago 8

San Francisco 5

Los Angeles 6

16,3 États-Unis 11,0

Boston 9

New York 1

Washington DC 11

Panama 9

Islande

Norvège

3,3 Roy.Uni 2,3

Amsterdam

Frankfurt Munich

5

Luxembourg

Londres 2

16

13,3 Allemagne 19,5

17

18

2,7 Autriche 3,3

Ukraine

3,0 Slovéne

19

7

Paris 14

5,3 France 6,1

Suisse

UE 27

6,3 Italie 7,0

Espagne 2,7

3,2 Turquie

11,0 Chine 6,1

Beijing 13

Séoul 10

Shanghai 7

8 Bahreïn

6

Émirats arabes unis 2,6

3,7 Inde

Shenzhen 12

Hong Kong 4

3

Singapour 3

2

Sydney 15

Océan Atlantique

Océan Pacifique

Océan Indien

# La Turquie

Édifié au xv<sup>e</sup> siècle, l'Empire Ottoman connaît son apogée en 1529 avec le siège infructueux de Vienne. Soliman, allié de François I<sup>er</sup>, dispute alors l'hégémonie continentale à Charles Quint. Sa puissance entraîne des réactions. Au xvii<sup>e</sup> siècle, en 1683, un nouvel échec devant Vienne entraîne la formation d'une « sainte ligue » contre les Ottomans, (Autriche, Venise, Pologne, Russie). L'Empire Ottoman s'affaiblit. La fin du xix<sup>e</sup> siècle voit se multiplier les ingérences des puissances européennes (France, Grande-Bretagne, Russie, Allemagne) par l'utilisation des minorités chrétiennes (Grecs, Arméniens) dans un empire considéré comme « l'homme malade de l'Europe ». Avant la Première Guerre mondiale, dans laquelle les Ottomans s'engagent aux côtés des Allemands, il ne contrôle plus en Europe que la Thrace occidentale. Vaincu, l'Empire est démembré par les vainqueurs au traité de Sèvres (1920). Celui de Lausanne en 1923 donne naissance à la nouvelle Turquie. Mustapha Kemal y prend le pouvoir, s'inspire de l'Europe, et décide d'imposer aux Turcs la laïcité et l'occidentalisation pour enrayer le déclin national.

Restée neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, la Turquie bénéficie du plan Marshall

en 1947 et adhère à l'OTAN en 1952. À l'Ouest, elle est le pays qui a la plus grande frontière terrestre avec l'Union soviétique et elle participe activement à la défense atlantique. La rivalité avec la Grèce conduit les deux pays à un conflit à propos de Chypre en 1974 mais s'atténue ensuite. La dissolution de l'Union soviétique fait perdre à la Turquie sa position privilégiée de rempart de l'OTAN contre le communisme, mais lui permet de renouer dans le Caucase et en Asie centrale avec les autres pays turcophones, et de confirmer son rôle au Moyen-Orient lors de la guerre de 1990-1991 pour la libération du Koweït. Le Conseil européen d'Helsinki (1999) ayant accepté d'ouvrir des négociations, le projet d'adhésion à l'UE est présenté par les dirigeants turcs comme un moyen de modernisation, mais aussi de reconnaissance politique de la Turquie, comme appartenant de plein droit au monde occidental et européen. Ce sujet divise les opinions européennes.

La Turquie connaît depuis le xxi<sup>e</sup> siècle une forte croissance économique. Le parti AKP (islamo-conservateur, antikémaliste) a remporté les élections en 2002, 2007, 2011, 2014, 2018, et 2023.

Premier ministre, puis président, Recep Tayyip Erdogan dispose d'un pouvoir de

plus en plus étendu et restreint les libertés publiques. La Turquie officielle ne veut toujours pas reconnaître la responsabilité de l'Empire ottoman dans le génocide arménien de 1915. La négociation d'adhésion à l'UE se poursuit sans aucun espoir d'aboutir. La Turquie s'est rapprochée de la Russie, malgré leurs divergences sur les conflits syrien et libyen, tout en restant un pilier de l'OTAN. Elle reste mobilisée en priorité contre l'affirmation d'une entité kurde autonome – problème existentiel pour Ankara – dans le pays comme à ses frontières, et n'hésite pas à frapper les kurdes syriens malgré leur rôle dans la lutte contre Daech.

La guerre en Ukraine a fait de la Turquie un pays incontournable sur le plan stratégique et géographique (détroits du Bosphore et des Dardanelles) et a accru les marges de manœuvre d'Erdogan, malgré la crise économique et sociale que connaît le pays, aggravée par le séisme de février 2023, qui a violemment touché le pays – près de 50 000 victimes. Si ce dernier a mis en cause les autorités politiques, Recep Tayyip Erdogan parvient à déjouer les sondages et remporte les élections présidentielles de mai 2023 avec 52 % des voix au second tour.



- « Problème » kurde dans la crise syrienne
- Relation normalisée avec le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) en Irak
- Contentieux historique sur le génocide arménien
- Relation difficile avec la Grèce (îles de la mer Égée – statut des minorités)
- Problème de Chypre divisé
- Relation complexe (divergence sur le conflit israélo-palestinien)
- Dialogue stratégique Ankara-Moscou
- Coopérations multiples avec un volet anti-terroriste
- Processus d'Astana (mai 2017) : création de quatre zones de cessez-le-feu en Syrie
- Assistance européenne pour l'accueil et l'intégration des réfugiés syriens (3,5 millions)

- Guerre en Ukraine**
- Occupation russe, juin 2023
  - Condamnation de l'opération russe mais position neutre face au conflit
  - Rôle de médiateur pour un accord concernant les exportations céréalières

- OTAN
  - G20
  - Conseil turcique, coopération économique et culturelle
  - Pays turcophones ou turco-mongols
  - Organisation de coopération économique de la mer Noire
  - Candidature d'adhésion à l'Union européenne
  - Politique de bonne entente avec les pays arabes
  - Principaux partenaires commerciaux (2022) :
  - % total clients
  - % total fournisseurs
- Source : Comtrade, 2023

# Les États-Unis

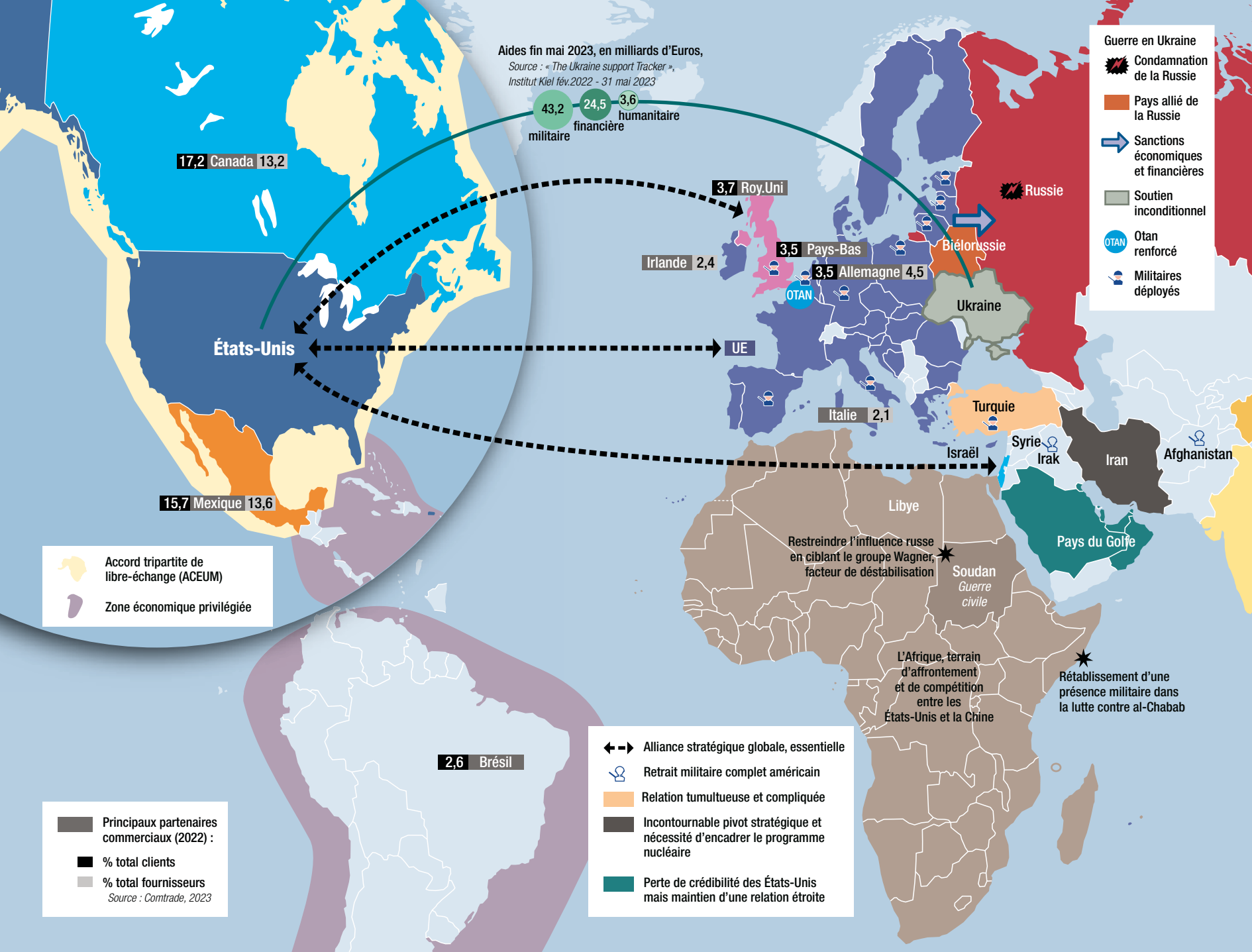
Le peuplement des colonies anglaises d'Amérique par des émigrants venus de Grande-Bretagne ou d'autres pays européens a été motivé par la quête de liberté religieuse par certains groupes protestants ou pour échapper à la misère. C'est également au nom de la liberté et pour des raisons fiscales que l'indépendance a été proclamée en 1776 par treize colonies, devenues les treize États fédérés fondateurs. L'extension du territoire américain s'est faite par la conquête progressive des territoires de l'Ouest – sans tenir aucun compte des droits des Indiens natifs américains –, l'achat de territoires aux puissances européennes, comme la Louisiane, ou la guerre et l'annexion (Mexique). Fondés par des émigrés qui avaient fui l'Europe et voulaient construire un nouveau monde, les États-Unis ont commencé par ne pas vouloir être mêlés aux querelles intereuropéennes. Mais avec la doctrine de Monroe (1823), ils ont également voulu que l'ensemble du continent américain soit protégé de toute intervention extérieure, notamment européenne (espagnole) ce qui leur a, par la suite, laissé le champ libre pour y exercer leur influence. Dès l'origine, les États-Unis se pensent

comme étant l'empire de la liberté, l'extension de leur territoire étant vécue comme le gage de la promotion de cette dernière, plus que comme un dessein de grandeur nationale. À la suite de la guerre contre le Mexique en 1848, ils développent le concept de « Destinée Manifeste », qui attribue aux États-Unis un devoir de civilisation universelle, un avenir d'expansion commerciale et culturelle et un destin de grande puissance. L'héritage de l'esclavage et de l'extermination de facto des Indiens natifs américains ne sont pas pris en compte. C'est au nom de la liberté des peuples qu'ils s'en prennent ensuite (1898) à l'Empire espagnol finissant, à Cuba et aux Philippines, et en substituant leur domination économique et politique au lien colonial dissout. Les Caraïbes et l'Amérique centrale deviennent leur arrière-cour; ils incitent même à la création de l'État du Panama, en le détachant de la Colombie afin de pouvoir en contrôler le canal, passage stratégique.

Les États-Unis et le président Wilson veulent, dans un premier temps, se maintenir à l'écart de la Première Guerre mondiale. Ils y parviennent jusqu'aux attaques des sous-marins

allemands contre leurs navires, entravant leur liberté maritime et de commerce. Cela les oblige à s'engager en 1917 aux côtés des Alliés, permettant leur victoire finale.

Le président Wilson veut ensuite jeter les bases d'une diplomatie nouvelle fondée sur l'autodétermination et le moralisme, en rupture avec l'immoral traditionnel jeu des puissances attribué à l'Europe. C'est le « wilsonisme ». Mais le Sénat des États-Unis, resté isolationniste, refuse l'adhésion à la Société des Nations que Wilson a inspirée. Il faudra l'attaque japonaise contre Pearl Harbor en décembre 1941 pour démontrer à l'opinion américaine l'impossibilité de l'isolationnisme et permettre au président Roosevelt d'entrer dans la guerre contre Hitler (alors que le Royaume-Uni de Churchill était seul au début) et contre le Japon et, avec les Soviétiques, de la gagner. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les États-Unis sont le seul État à sortir plus puissant de la Seconde Guerre mondiale qu'ils n'y étaient rentrés, leurs pertes humaines étant limitées, leur territoire épargné par les bombardements, et leur économie stimulée.



Aides fin mai 2023, en milliards d'Euros,  
 Source : « The Ukraine support Tracker »,  
 Institut Kiel fév.2022 - 31 mai 2023

43,2 militaire  
 24,5 financière  
 3,6 humanitaire

17,2 Canada 13,2

3,7 Roy.Uni

Irlande 2,4

3,5 Pays-Bas

3,5 Allemagne 4,5

Italie 2,1

15,7 Mexique 13,6

2,6 Brésil

- Guerre en Ukraine**
- ☠ Condamnation de la Russie
  - 🇺🇸 Pays allié de la Russie
  - ➡ Sanctions économiques et financières
  - 🏠 Soutien inconditionnel
  - 🇺🇸 OTAN renforcé
  - 👤 Militaires déployés

- 🌐 Accord tripartite de libre-échange (ACEUM)
- 🏠 Zone économique privilégiée

- Principaux partenaires commerciaux (2022) :**
- 🇺🇸 % total clients
  - 🇺🇸 % total fournisseurs
- Source : Comtrade, 2023

- ↔ Alliance stratégique globale, essentielle
- 👤 Retrait militaire complet américain
- 🔥 Relation tumultueuse et compliquée
- 🇺🇸 Incontournable pivot stratégique et nécessité d'encadrer le programme nucléaire
- 🇺🇸 Perte de crédibilité des États-Unis mais maintien d'une relation étroite

Restreindre l'influence russe en ciblant le groupe Wagner, facteur de déstabilisation

Soudan Guerre civile

L'Afrique, terrain d'affrontement et de compétition entre les États-Unis et la Chine

Rétablissement d'une présence militaire dans la lutte contre al-Chabab

États-Unis

UE

Turquie

Israël

Syrie

Irak

Iran

Afghanistan

Libye

Pays du Golfe

Ukraine

Biélorussie

Russie

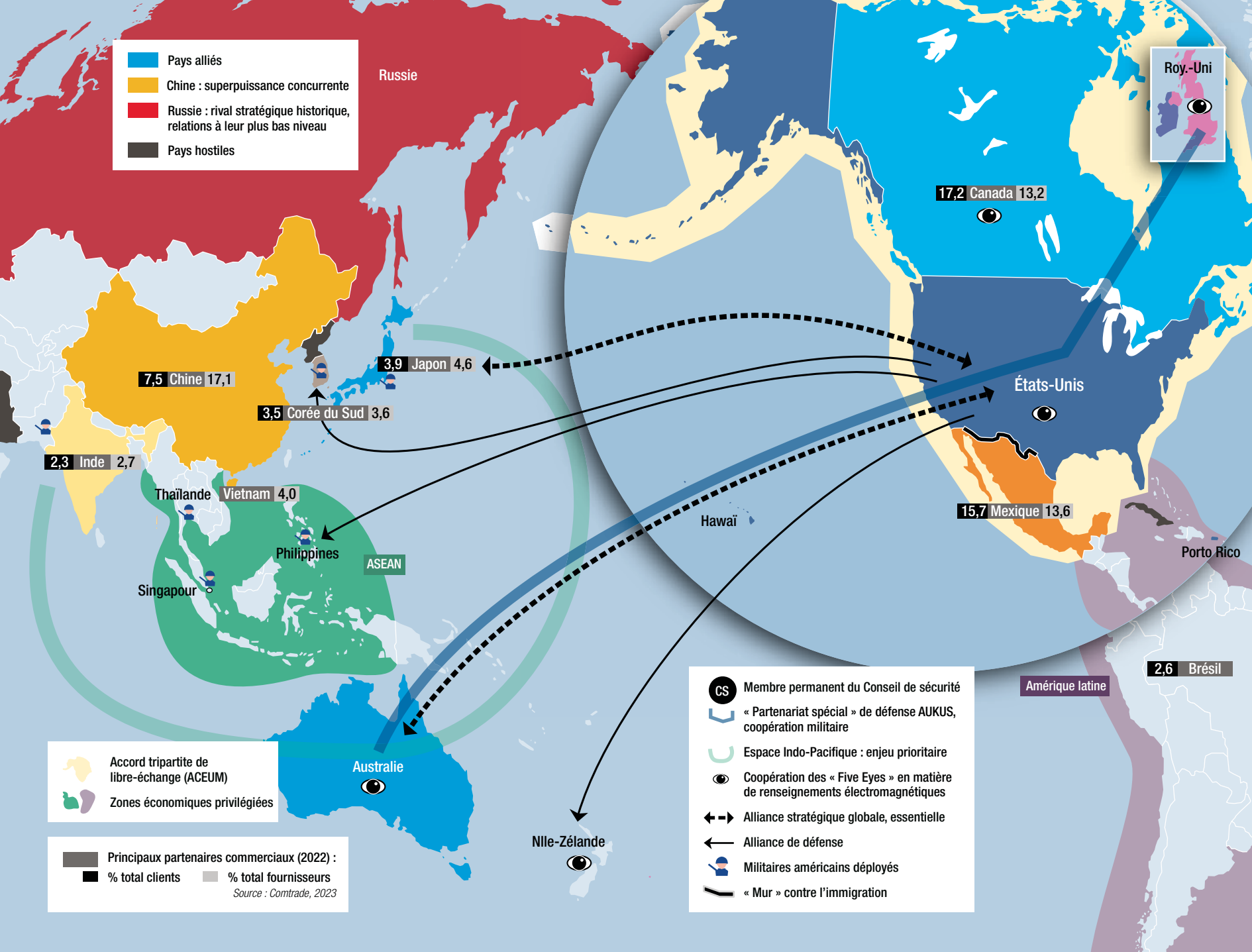
Face au défi soviétique, à la fois idéologique – le communisme –, et géostratégique – contrôle du continent eurasiatique –, les Américains n’ont d’autre choix que de prendre la tête du « monde libre » et de créer un système d’alliances global en Europe (OTAN), au Moyen-Orient et en Asie afin « d’endiguer » l’URSS. Les principes moraux (lutte pour la liberté) et l’intérêt national (leadership mondial) se rejoignent pendant toute la durée de la guerre froide. L’implosion finale de l’Union soviétique va démontrer la supériorité politique, économique et morale du système américain, capitaliste et libéral, qui n’a plus de rival à sa mesure. Les États-Unis sont plus que jamais persuadés d’incarner des valeurs universelles et estiment que ceux qui s’opposent à eux le font par hostilité à ces valeurs de liberté. C’est l’époque de « l’hyperpuissance » et de la « fin de l’Histoire ».

Dix ans après, le 11 septembre 2001 provoque un choc majeur aux États-Unis. Le sentiment d’avoir été injustement attaqués, d’être moralement supérieurs – et d’avoir été attaqués

pour ces raisons – tout en disposant d’une puissance inégalée, amène en réaction absurde la guerre en Irak, aisément gagnée en 2003. Mais le fiasco stratégique qui en découle atteint profondément l’image des États-Unis dans le monde, perçus comme une puissance agressive et ne mettant pas sa force immense au service de l’intérêt général. On leur reproche notamment de prôner des principes et de les respecter de façon sélective, de pratiquer les doubles standards (Guantanamo, Prison d’Abou Ghraïb en Irak).

Malgré cela, aucune puissance ne les concurrence sérieusement et la société américaine, son énergie et ses capacités d’intégration conservent une attractivité incomparable sur le monde extérieur, bien que le président Obama, dont l’élection avait soulevé l’enthousiasme, surtout en Europe, et qui a pratiqué une politique de retenue, ait déçu. Malgré leur suprématie militaire incontestable, les guerres dans lesquelles se sont lancés les États-Unis au <sup>xxi</sup>e siècle (Afghanistan, Irak) ont été des échecs. La mondialisation et l’ouverture des frontières

se sont traduites par un gigantesque déficit commercial pour Washington, notamment à l’égard de la Chine. Donald Trump plaide pour une contre-attaque agressive et l’usage amplifié de sanctions économiques plutôt que la force militaire pour imposer sa volonté et rétablir la balance commerciale américaine. Il ne veut plus subir la moindre contrainte de la « communauté internationale » et pratique un unilatéralisme débridé. La montée en puissance de la Chine, qui menace l’hégémonie américaine, devient la préoccupation majeure de la politique extérieure américaine au cours du mandat de Donald Trump. C’est le seul point de continuité de la part de Joe Biden, qui veut lui aussi relever le défi chinois en mettant en place une « alliance » des démocraties contre « l’axe » des pays autoritaires (Pékin et Moscou) et complète la guerre commerciale par une guerre technologique. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les États-Unis retrouvent un leadership en Europe, apparaissant comme le seul pays pouvant protéger les pays européens de la menace russe.



- Pays alliés
- Chine : superpuissance concurrente
- Russie : rival stratégique historique, relations à leur plus bas niveau
- Pays hostiles



- Accord tripartite de libre-échange (ACEUM)
- Zones économiques privilégiées

- Principaux partenaires commerciaux (2022) :
  - % total clients
  - % total fournisseurs
- Source : Comtrade, 2023*

- CS Membre permanent du Conseil de sécurité
- ↔ « Partenariat spécial » de défense AUKUS, coopération militaire
- ⤿ Espace Indo-Pacifique : enjeu prioritaire
- 👁️ Coopération des « Five Eyes » en matière de renseignements électromagnétiques
- ↔ Alliance stratégique globale, essentielle
- ← Alliance de défense
- 👤 Militaires américains déployés
- « Mur » contre l'immigration

7,5 Chine 17,1

2,3 Inde 2,7

Thaïlande Vietnam 4,0

3,5 Corée du Sud 3,6

3,9 Japon 4,6

17,2 Canada 13,2

15,7 Mexique 13,6

2,6 Brésil

Australie

Nlle-Zélande

Amérique latine

États-Unis

Porto Rico

Hawaï

Russie

Roy.-Uni

ASEAN

Philippines

Singapour

# Le Canada

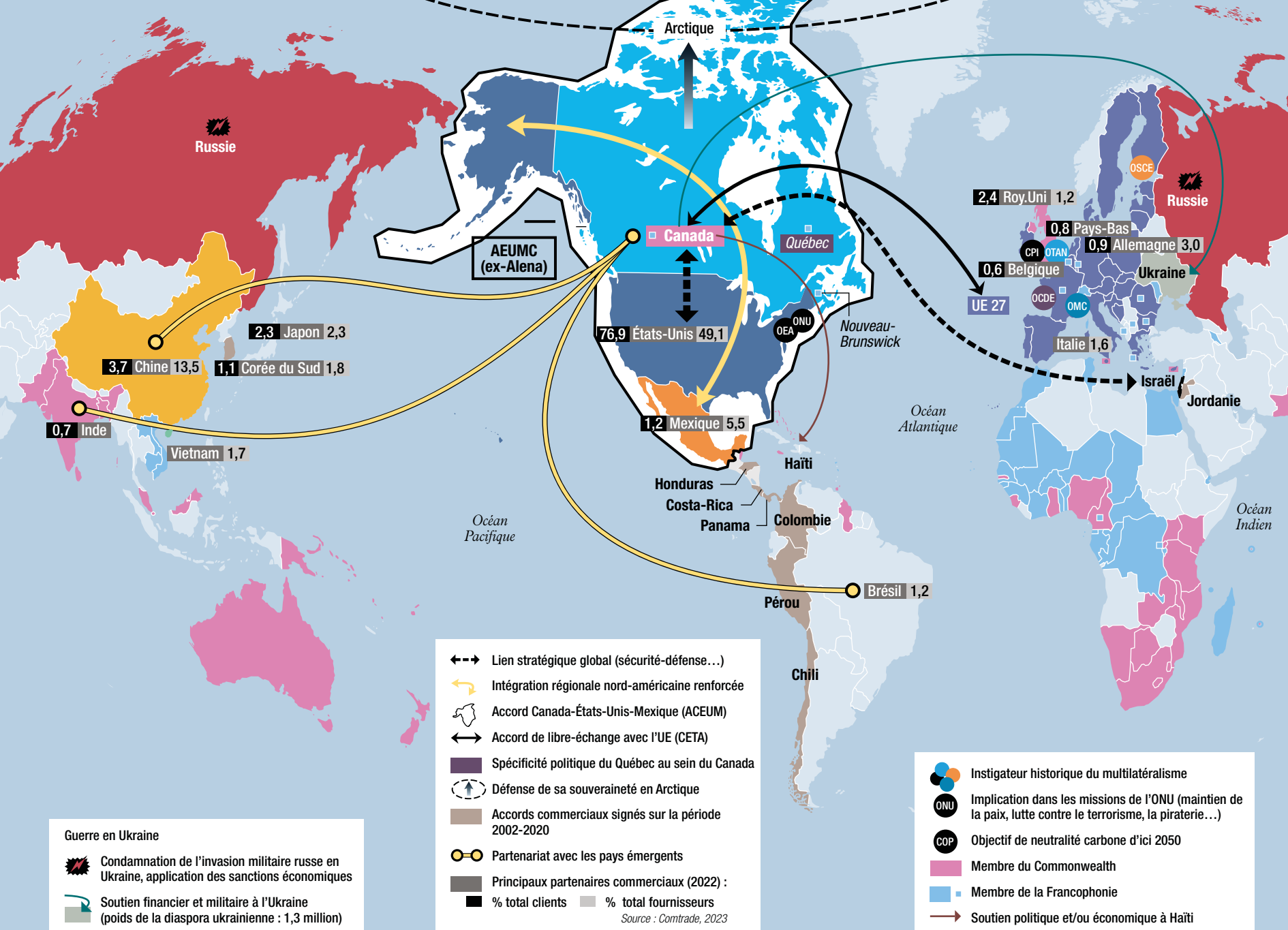
Le Canada est partagé depuis sa création entre les influences européennes, notamment britannique et française, et américaine. C'est le statut de Westminster qui lui a donné en 1931 sa pleine souveraineté.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Canada semble disposer d'atouts considérables. Il a la 4<sup>e</sup> armée mondiale et il est la 3<sup>e</sup> puissance économique. Le territoire canadien est gigantesque, même si sa population est relativement réduite. Mais la formidable montée en puissance des États-Unis va bouleverser la situation.

Dans le cadre de l'ALENA – remplacé par l'ACEUM (ACCORD CANADA ÉTATS-UNIS MEXIQUE) depuis juillet 2020 –, entre 75 et 80 % des exportations canadiennes sont absorbées par les États-Unis. Les deux voisins partagent la plus longue frontière terrestre du monde : près de 9 000 kilomètres. Le Canada est membre de l'OTAN depuis sa création en 1949 et le Grand Nord canadien est utilisé comme site de surveillance par les radars américains.

Mais sur le plan de la conception des relations internationales, de la place du droit international, du multilatéralisme ou de l'encadrement juridique du recours à la force, le Canada était plus proche des conceptions européennes affichées que de celle des États-Unis. Le pays ne peut se permettre de se fâcher avec son imposant voisin, mais il souhaite maintenir une certaine spécificité, aussi bien sur le plan national (et ne pas avoir le sentiment d'être absorbé, inquiétude particulièrement vive chez les francophones) qu'international (affirmer sa préférence – un peu théorique – pour une approche multilatérale). Le renforcement de l'unilatéralisme américain et leur mutation en hyper-puissance ont rendu, pendant un temps, la position du Canada délicate. Un ancien ministre canadien a pu déclarer que « l'ONU fait probablement parti de l'ADN de la plupart des Canadiens ». Les forces de maintien de la paix de l'ONU furent créées à l'initiative du Secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, Lester Pearson, en 1956, après la guerre de Suez. Il reçut l'année suivante le Prix

Nobel de la paix, ce qui confortait les Canadiens dans l'idée que le multilatéralisme était le meilleur multiplicateur de leur poids dans les affaires internationales. Les Canadiens sont actifs dans la coopération Nord-Sud, au sein de la francophonie comme du Commonwealth. Le Canada a été dès l'origine membre du G7. Après l'arrivée du conservateur Stephen Harper au pouvoir en 2006, la politique étrangère d'Ottawa a été profondément réorientée dans le sens des néo-conservateurs américains (méfiance vis-à-vis de l'ONU et du multilatéralisme, quasi-alignement sur le gouvernement israélien) alors même que les États-Unis d'Obama s'en éloignaient. Après l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir en 2015, le Canada a tenu à nouveau un discours multilatéral. Ce dernier veut renforcer l'évolution vers une société « libérale » et « multiculturelle », (sauf pour les francophones), et faire de la promotion des droits des minorités (ethniques, sexuelles, etc.) une spécificité canadienne. Mais il peine à donner à son pays la place qu'il souhaite sur la scène internationale.



# Le Mexique

« **P**auvre Mexique, si loin de Dieu, si près des États-Unis! ». Dans ce pays, devenu indépendant en 1821, la proximité avec les États-Unis n'a pas toujours été vécue de façon positive. Si une seule guerre a opposé les deux pays entre 1846 et 1848, elle s'est traduite pour le Mexique par la perte de la Californie, du Nouveau Mexique, de l'Arizona et du Texas. En 1861, le Mexique a subi également une intervention militaire française, qui fut un fiasco pour Napoléon III. Peu après la révolution mexicaine de 1911, le Mexique doit encore subir le débarquement des troupes américaines à Vera Cruz. L'histoire explique donc l'attachement du Mexique aux principes de souveraineté nationale, d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans ses affaires intérieures.




La relation avec les États-Unis détermine en grande partie la politique mexicaine. La nationalisation du pétrole en 1938 est ainsi plus vue comme un moyen d'indépendance nationale que de justice sociale. Les 3 000 kilomètres de frontière commune interdisent l'ignorance mutuelle, mais l'histoire et la dissymétrie des

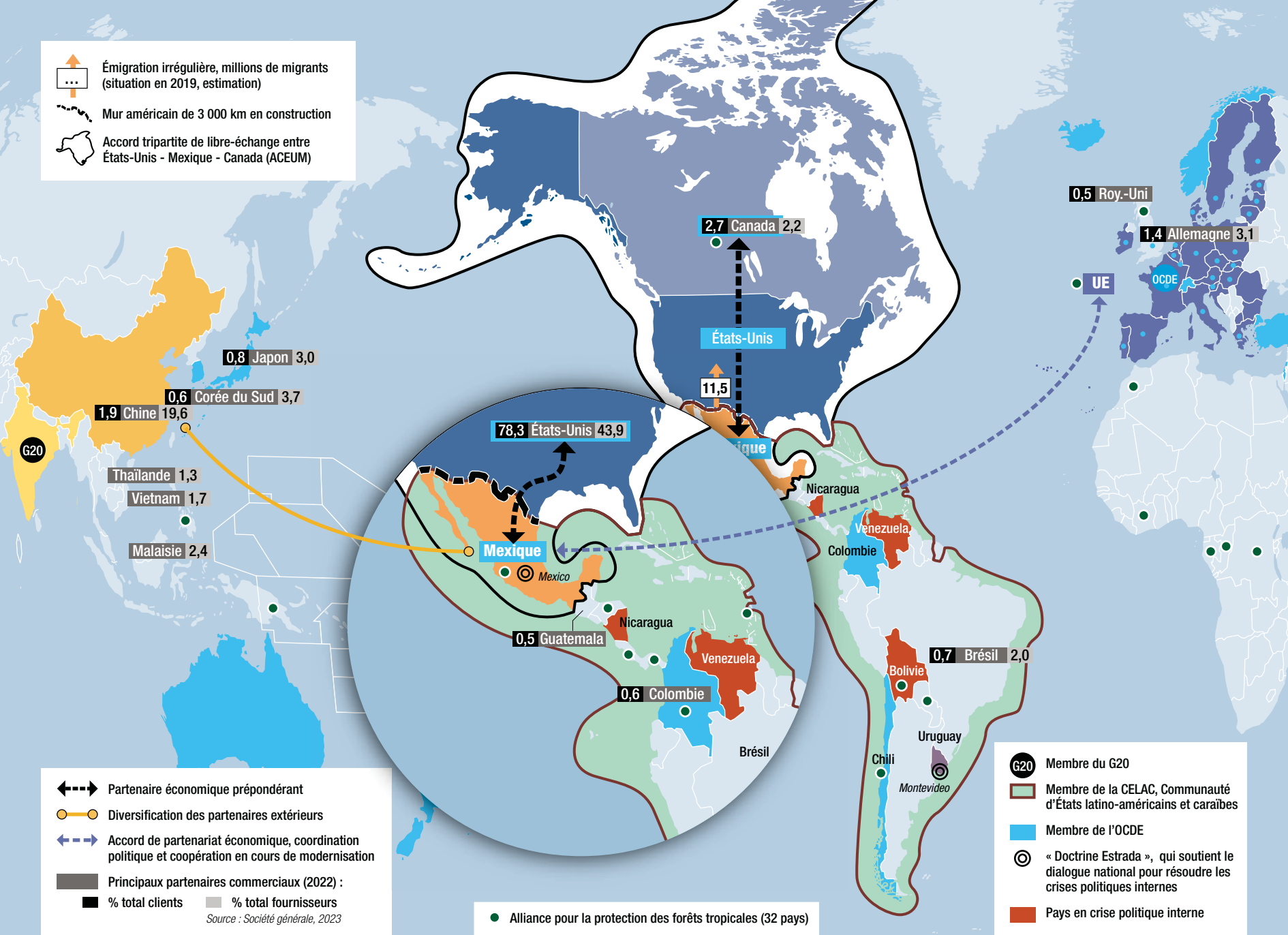
situations empêchent des relations apaisées. Au cours de la guerre froide, le Mexique marque sa différence en maintenant de bonnes relations avec le régime castriste et condamne les différentes ingérences américaines en Amérique latine. Il s'est posé comme un des leaders du mouvement des pays non-alignés, moyen de renforcer ses marges de manœuvre à l'égard de Washington. L'essor pétrolier après 1973-1974 lui donne de nouveaux moyens, mais son souci d'indépendance l'empêche de rejoindre l'OPEP. Il n'entend pas développer un outil militaire qui serait inutile, car insignifiant par rapport à son voisin nord-américain, et surdimensionné par rapport aux petites puissances d'Amérique centrale. En 1992, il signe le traité d'Accord de libre-échange pour l'Amérique du Nord (ALENA – ou NAFTA pour *North America free trade agreement*) avec les États-Unis et le Canada. Les États-Unis absorbent ainsi 85 % des exportations mexicaines, le Mexique ne comptant que pour 10 % dans les exportations américaines.







Membre temporaire en 2003 du Conseil de sécurité, le Mexique s'oppose à la guerre

d'Irak. Son soutien à la Cour pénale internationale irrite également les États-Unis. La construction d'un mur par les États-Unis pour empêcher les entrées illégales sur leur territoire est un autre sujet de vives discordes, relancées par les déclarations de Donald Trump entendant faire payer ce mur par le Mexique en traitant les Mexicains de « violeurs » et de « criminels ». Bien que culturellement très différent, le Mexique se retrouve, à certains égards, dans la même position que le Canada, devant avant tout se définir par rapport à l'hyperpuissance américaine, à la fois indispensable et irritante. Il se veut un pays charnière entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. En 2018, Andrés Manuel López Obrador (AMLO) est élu. C'est le premier président de gauche du Mexique. Il espère jouer un rôle de leader régional notamment dans le cadre des crises politiques au Venezuela et en Bolivie.


Le Mexique continue de connaître une violence intérieure extrêmement importante, du fait du trafic de drogue. AMLO en fait sa priorité, mais a du mal à obtenir des résultats probants.

 Émigration irrégulière, millions de migrants (situation en 2019, estimation)  
 Mur américain de 3 000 km en construction  
 Accord tripartite de libre-échange entre États-Unis - Mexique - Canada (ACEUM)



 Partenaire économique prépondérant  
 Diversification des partenaires extérieurs  
 Accord de partenariat économique, coordination politique et coopération en cours de modernisation  
 Principaux partenaires commerciaux (2022) :  
 % total clients     % total fournisseurs  
 Source : Société générale, 2023

 Membre du G20  
 Membre de la CELAC, Communauté d'États latino-américains et caraïbes  
 Membre de l'OCDE  
 « Doctrine Estrada », qui soutient le dialogue national pour résoudre les crises politiques internes  
 Pays en crise politique interne

 Alliance pour la protection des forêts tropicales (32 pays)

# Le Brésil

**G** étant latino-américain et puissance mondiale potentielle, le Brésil n'a jusqu'ici pas tenu le rôle international que ses multiples atouts pourraient lui permettre de jouer. Alors qu'une mission américaine, envoyée par le président Monroe en 1817, voyait dans le Brésil un empire destiné à rivaliser avec les États-Unis, le pays avait jusqu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle plutôt justifié le fameux mot de Clemenceau pour qui le Brésil était « un pays d'avenir qui le restera longtemps ».

Sa taille et son poids démographique ont mis le Brésil à l'abri des visées de ses voisins immédiats. L'éloignement l'a protégé des puissances européennes et nord-américaines. Cela a permis au Brésil, depuis son indépendance en 1822, de n'être impliqué que de façon secondaire dans les affaires internationales, à l'instar du continent latino-américain. Longtemps en rivalité régionale avec l'Argentine, le Brésil l'est désormais avec le Mexique, premier pays hispanophone de l'Amérique latine.

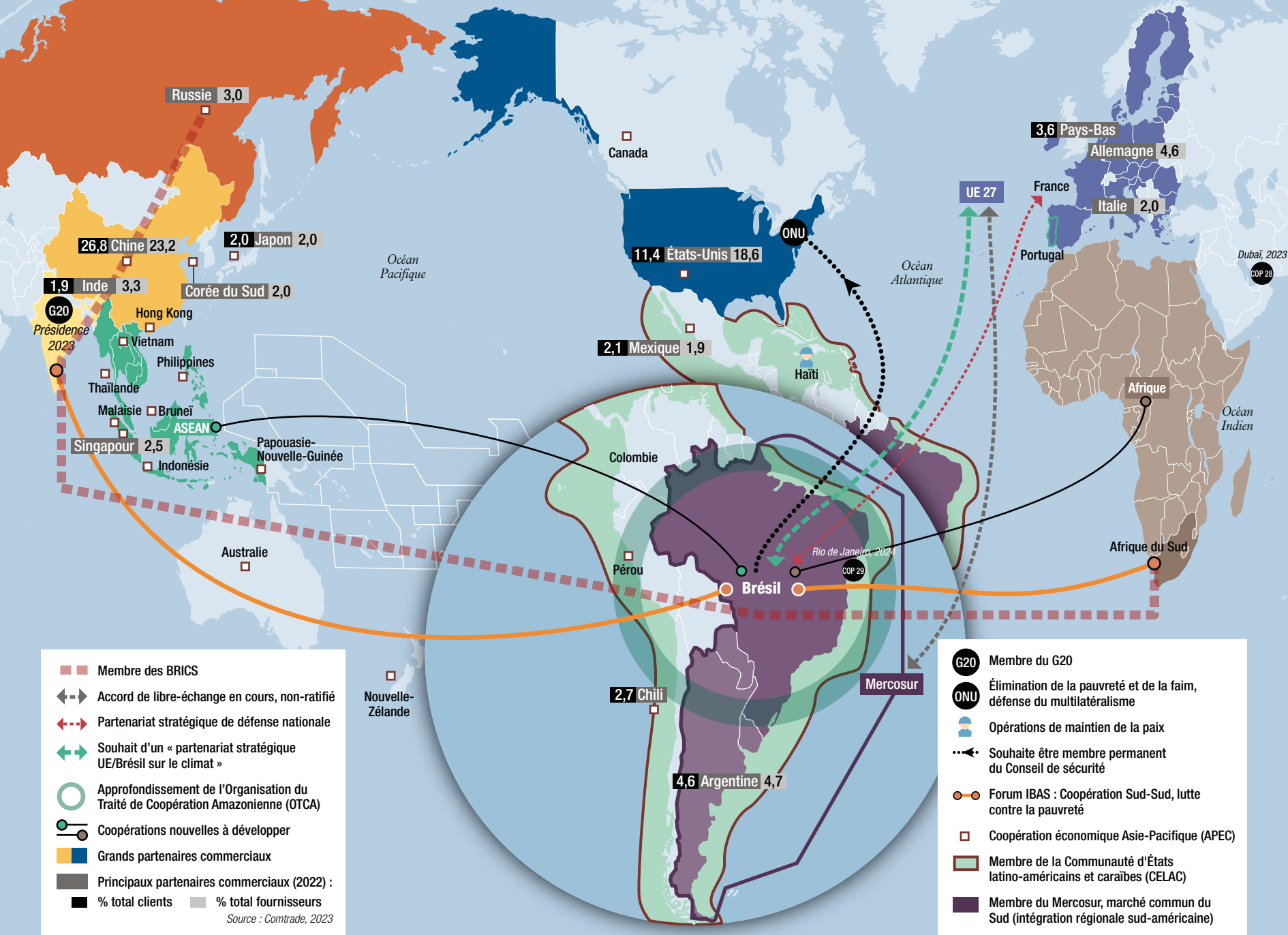
Durant la guerre froide, le Brésil s'est rangé aux côtés de sa famille naturelle, le monde

occidental. Les États-Unis y ont soutenu un régime militaire répressif à partir de 1964, ce qui a laissé des traces négatives dans la perception des États-Unis par l'opinion brésilienne. Si la guerre froide n'a en effet affecté que marginalement l'Amérique latine, cette période a vu la mise en place de dictatures militaires et de guérillas. Plus tard, le retour à la démocratie et le décollage économique de la région mettent le Brésil dans une position avantageuse. Il résiste aux appétits américains, refuse d'entrer dans l'Association de libre-échange de l'Amérique du Nord et fonde un marché commun sud-américain avec ses voisins immédiats (MERCOSUR) et veut l'étendre aux pays andins.

Avec l'élection du président Lula en 2002, le Brésil s'est doté d'un chef d'État charismatique qui développe une rhétorique progressiste, tout en se comportant comme un gestionnaire prudent, y compris dans la relation avec les États-Unis. Le Brésil entend désormais être non seulement le leader régional mais aussi l'une des puissances mondiales

émergentes. Il tire parti, pour son développement, de la libéralisation du commerce international et d'une agriculture intensive. Il est le « B » de l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Acteur de poids à l'OMC, il fait campagne pour obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et il s'implique dans les grands débats stratégiques internationaux. Son rôle est croissant sur la scène diplomatique. Dilma Rousseff, élue en 2010, puis en 2014, est frappée par la crise économique qui touche le pays et destituée en 2016 par ses adversaires politiques qui l'accusent, à tort, de corruption. Jair Bolsonaro, proche de l'extrême droite, est élu fin 2018. Affichant sa proximité avec Donald Trump, il abandonne les ambitions internationales de Lula. Climat sceptique affirmé, il ouvre l'Amazonie à l'agrobusiness.

Lula revient au pouvoir en 2022, élu de justesse face à Jair Bolsonaro. Il veut redonner au Brésil le statut d'un grand pays du Sud ayant des ambitions diplomatiques.



- Membre des BRICS
  - ↔ Accord de libre-échange en cours, non-ratifié
  - ↔ Partenariat stratégique de défense nationale
  - ↔ Souhait d'un « partenariat stratégique UE/Brazil sur le climat »
  - Approfondissement de l'Organisation du Traité de Coopération Amazonienne (OTCA)
  - Coopérations nouvelles à développer
  - Grands partenaires commerciaux
  - Principaux partenaires commerciaux (2022) :
    - % total clients
    - % total fournisseurs
- Source : Comtrade, 2023*

- G20 Membre du G20
- ONU Élimination de la pauvreté et de la faim, défense du multilatéralisme
- Opérations de maintien de la paix
- Souhaite être membre permanent du Conseil de sécurité
- Forum IBAS : Coopération Sud-Sud, lutte contre la pauvreté
- Coopération économique Asie-Pacifique (APEC)
- Membre de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC)
- Membre du Mercosur, marché commun du Sud (intégration régionale sud-américaine)

**Russie 3,0**

**26,8 Chine 23,2**

**2,0 Japon 2,0**

**1,9 Inde 3,3**

**Corée du Sud 2,0**

**G20 Présidence 2023**

Hong Kong

Vietnam

Philippines

Thaïlande

Malaisie

Brunei

**ASEAN**

**Singapour 2,5**

Indonésie

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Australie

Océan Pacifique

Canada

**11,4 États-Unis 18,6**

**ONU**

**2,1 Mexique 1,9**

Haiti

Océan Atlantique

**3,6 Pays-Bas**

**Allemagne 4,6**

**Italie 2,0**

France

Portugal

**UE 27**

**Afrique**

**Afrique du Sud**

Dubai, 2023

**COP 28**

Océan Indien

Colombie

Pérou

**2,7 Chili**

**Brésil**

**4,6 Argentine 4,7**

**Mercosur**

Rio de Janeiro, 2024

**COP 29**

# La Russie

À part la création du Duché de Kiev au <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle (la Rus), c'est surtout après celle du grand-duché de Moscou (1340) que les Russes ont constamment agrandi le territoire de leur pays contre les Turco-Mongols, jusqu'à ce qu'il s'étende sur deux continents et atteigne la plus grande superficie mondiale, en dépit de profonds troubles politiques intérieurs et d'assauts extérieurs. Parvenu à Moscou, Napoléon I<sup>er</sup> sera vaincu par l'hiver et la guérilla russe. La Russie est une grande puissance européenne au Congrès de Vienne en 1815. Après la révolution bolchevique d'octobre 1917, Lénine se résigne, pour sauver son régime, à des abandons territoriaux et consent aux différentes nationalités de la Russie (plus de la moitié de la population) une indépendance qui sera de courte durée.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les troupes allemandes parviennent aux portes de Moscou et sont stoppées à Stalingrad, tournant de la guerre. Après la guerre, et au mépris des promesses faites à Yalta, l'URSS se constitue alors un glacis territorial en Europe de l'Est afin, dit-elle, de se protéger d'une nouvelle agression. C'est la guerre froide.

Mais l'imposition de régimes communistes dictatoriaux conformes au sien – les « démocraties » populaires – donne le sentiment impérialiste et idéologique d'expansion et de conquête mondiale. Pour « endiguer » l'avancée soviétique, les États-Unis acceptent, à la demande des Européens, la création d'une Alliance Atlantique, qui nourrit en Russie un complexe d'encercllement. Se sentant « menacée » de toutes parts, l'URSS, qui dispose d'un arsenal nucléaire et conventionnel considérable, est vécue comme « menaçante ». Le régime soviétique se maintient par la contrainte. Mais la parité stratégique obtenue avec les Américains constitue un motif de fierté nationale pendant les négociations de la guerre froide. À son apogée, Moscou, à la tête d'un État d'une taille inégalée, contrôle l'Europe de l'Est et possède des alliés et des points d'ancrage dans l'ensemble du monde.

Arrivé au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev décide de ne pas employer la force pour maintenir les régimes communistes en Europe de l'Est. Il espère réformer l'URSS, mais celle-ci est condamnée par le fiasco économique et politique, la catastrophique expédition afghane et le discrédit politique général.

La disparition de l'URSS en décembre 1991 se traduit pour la Russie par la fin du contrôle de l'Europe de l'Est, mais aussi par la perte de gains territoriaux datant de la Seconde Guerre mondiale, même du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, voire d'avant (l'Ukraine), ainsi que la perte des implantations dans le tiers-monde. 25 millions de Russes ou de russophones se retrouvent en dehors de la Russie.

La fin du système communiste engendre une perte vertigineuse de puissance et de prestige. L'économie de marché est implantée en Russie par des oligarques sous sa forme la plus sauvage. Le régime n'est plus totalitaire mais autoritaire. La Russie, sans rêver d'un retour au statut de seconde puissance mondiale, veut à nouveau défendre ses intérêts et être respectée sur la scène internationale. Elle n'accepte plus d'être tenue comme quantité négligeable, comme dans les années 1990, d'autant qu'elle a des ressources considérables en pétrole et en gaz. Mais elle redoute toujours la puissance militaire américaine, nourrit un complexe d'encercllement face à l'extension de l'OTAN, voire de l'Union européenne et voit une possible contre-assurance dans la Chine, tout en étant



consciente que le rapport de force démographique et économique est inégal, très en faveur de Pékin.

Vladimir Poutine, au pouvoir depuis 2000, réélu en 2012 et en 2018, essaie de reconstruire l'armée russe et attise, avec l'église orthodoxe, une sorte de nationalisme « slavophile ». Une réforme constitutionnelle de 2020 laisse ouverte la possibilité pour Poutine de se présenter de nouveau aux élections et de rester au pouvoir jusqu'en 2036.

En réaction à la révolution de Kiev qui renverse en février 2014 le président pro-russe Viktor Ianoukovytch, qui avait rejeté l'accord UE/Ukraine, Vladimir Poutine annexe la Crimée. Les séparatistes pro-russes, soutenus par Moscou, proclament leur autonomie dans l'Est de l'Ukraine et affrontent l'armée ukrainienne. Les Occidentaux prennent des sanctions. La situation s'enlise. Angela Merkel

et François Hollande tentent en 2015 par les « accords de Minsk » de dégager un compromis. La guerre larvée fait près de 13 000 morts entre 2014 et 2021. L'élection de Volodymyr Zelensky en 2019 à la présidence de l'Ukraine laisse espérer un apaisement (échanges de prisonniers entre Moscou et Kiev), espoir de courte durée.

La Russie, que l'on avait cru hors-jeu, aide Bachar el-Assad à gagner la guerre civile syrienne pour sauver ses implantations en Syrie et apparaît au Proche-Orient comme la seule puissance qui parle à tous les protagonistes. Elle fait un retour notable en Afrique (République centrafricaine, Libye, Sahel, à la demande de gouvernements qui jouent la carte anti-occidentale). Avec des moyens limités (son PIB équivaut à celui de la Corée du Sud), elle joue à nouveau un rôle important sur la scène stratégique mondiale.

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine lance une « opération militaire spéciale » contre l'Ukraine, dont l'objectif est d'imposer par la force un pouvoir pro-russe à Kiev. Cette opération échoue du fait de la détermination des Ukrainiens à résister et de l'aide que leur apportent les Occidentaux. Par cette guerre, Vladimir Poutine dilapide son héritage politique. Il voulait contrôler l'Ukraine, celle-ci est devenue fondamentalement antirusse. Les Occidentaux se réarment et s'unissent dans l'OTAN sous le leadership américain. L'armée russe montre son inefficacité. Sanctions et fuite des cerveaux viennent affaiblir la Russie. Pour faire taire toute opposition à la guerre, Vladimir Poutine durcit dans des proportions gigantesques la répression. Fin 2023, tout reste possible.

### L'éclatement de l'URSS (avril-décembre 1991)

- Souveraineté proclamée le 12 juin 1990
- Refus d'intégrer la Communauté des États indépendants (CEI), adhésion à l'Union européenne en mai 2004
- Signataires de l'accord sur la Communauté des États indépendants, le 8 décembre 1991
- République moldave du Dniestr, autoproclamée, demande son rattachement à la Russie
- Apparition de multiples conflits : Haut-Karabagh, Abkhazie, Ossétie du Sud et Adjarie
- Favorables à une Communauté des États indépendants



Population mi-2022  
**Rép. tchèque 10,5**  
**Slovaquie 5,6**

**Dissolution du pacte de Varsovie juillet 1991**

- Pays membres du Pacte de Varsovie (1955-1991)
- Crise     Guerre

Chiffres : Population mi-2022 en millions (Source : INED)

\*\* Réunification allemande : oct. 1990  
 \*\* Dissolution de la Tchécoslovaquie : déc. 1992  
 \*\*\* Pays ayant quitté le pacte en sept. 1968

# L'Inde

À l'époque lointaine de la guerre froide, l'Inde occupait une place de leader au sein des pays non-alignés, ce qui lui donnait, sur la scène mondiale, une importance supérieure à son poids économique relativement faible. Ce non-alignement s'accompagnait cependant d'accords militaires développés avec l'Union soviétique. Sous l'influence de Gandhi, l'Inde qui se présentait comme la plus grande démocratie du monde, mettait en avant ses traditions de pacifisme, d'humanisme et d'universalisme. Au niveau international, elle prônait la non-ingérence, le respect de la souveraineté, le désarmement, et se voulait le symbole et le porte-parole des pays du Sud. Elle jugeait cela compatible avec la constitution d'un arsenal nucléaire et l'affirmation d'une politique de puissance au niveau régional.

L'Inde avait deux rivaux principaux. Le premier était le Pakistan dont la scission lors de l'indépendance n'est toujours pas acceptée par une partie des nationalistes indiens et contre lequel le pays mena trois guerres – en 1948, en 1962 et en 1971 – qui conduisirent à l'indépendance du Bangladesh. Le second

rival était la Chine contre laquelle l'Inde subit une défaite traumatisante en 1962. Au fil des années, l'équilibre des forces économiques, technologiques et militaires entre l'Inde et le Pakistan a tourné à l'avantage de New Delhi. Seule la possession de l'arme nucléaire par les deux pays apporta un correctif d'égalité et les contraignit à une certaine prudence de comportement. À l'inverse, la montée en puissance économique de la Chine inquiète l'Inde qui estime que le monde occidental lui porte trop d'attention, à son détriment. La disparition du clivage Est-Ouest a obligé l'Inde à réinventer une diplomatie, l'implosion de l'Union soviétique l'ayant privée de son principal partenaire stratégique. L'Inde a, dès lors, opéré un rapprochement avec Washington dans l'espoir de disposer d'un levier sur le Pakistan et un allié potentiel contre la Chine. Elle espère tirer de ce partenariat – contesté en interne par les musulmans et par la gauche – le moyen d'accélérer son accession au statut de grande puissance.

Si les principes de Gandhi sont toujours mis en avant, le nationalisme indien s'affiche de plus en plus. Les capacités nucléaires, autrefois

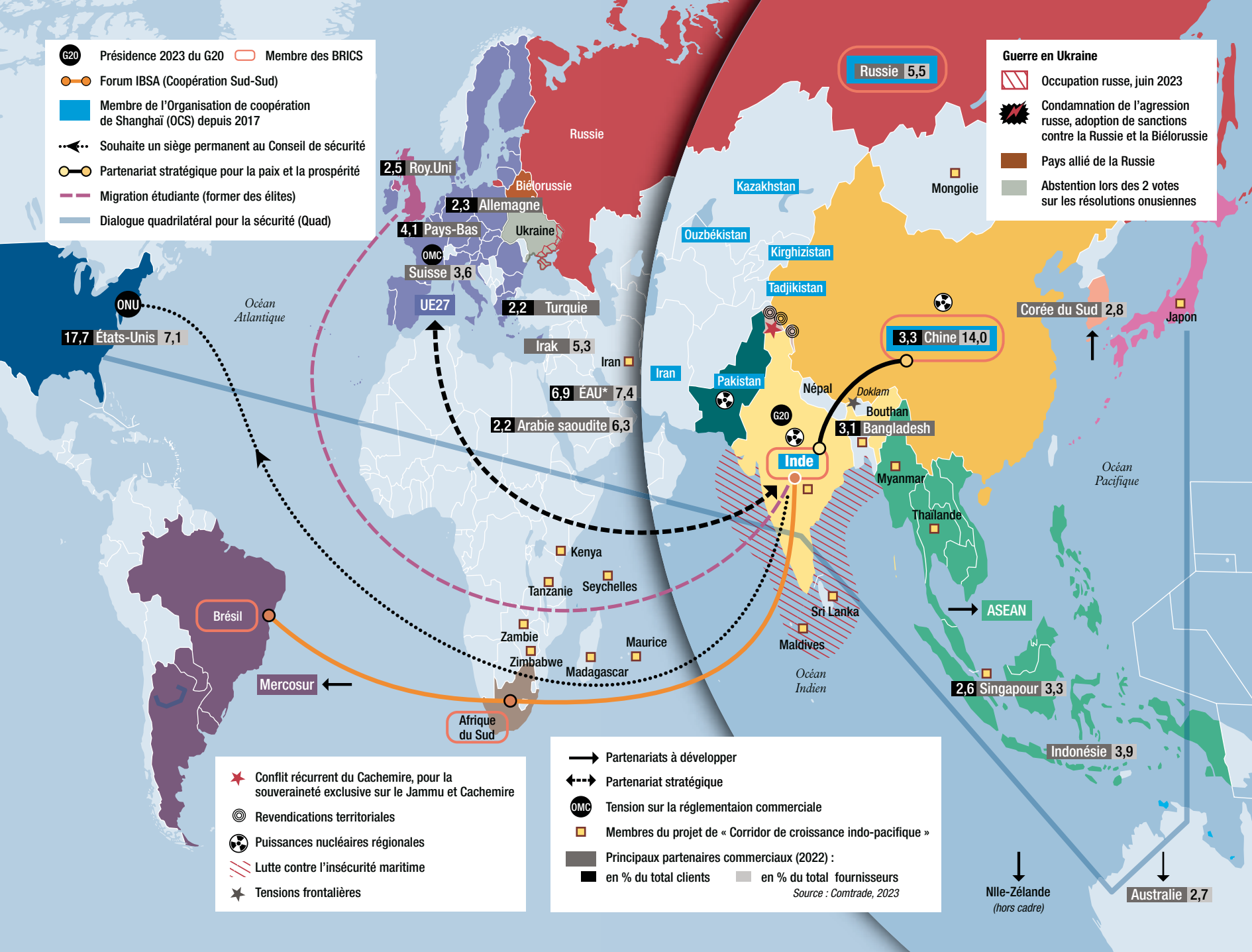
cachées, sont revendiquées depuis une série d'essais en 1998. L'Inde aspire à être la sixième grande puissance mondiale et à obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Elle estime avoir un statut international insuffisamment reconnu et en décalage avec la vision qu'elle a d'elle-même. Elle est surtout inquiète de la montée en puissance de la Chine en Asie et dans l'océan Indien.

En 2014, le parti nationaliste (BJP) gagne les élections, les électeurs adhèrent au discours d'affirmation de la puissance indienne et rejettent aussi le parti du Congrès usé et accusé de corruption. Narendra Modi, nationaliste déclaré, devient Premier ministre. Il est réélu en 2019 et durcit sa politique dans un sens « hindouiste » tant au Cachemire que vis-à-vis de la minorité musulmane nationale. Il est contesté mais n'a pas de challenger.

L'Inde refuse de condamner la Russie (qui lui fournit l'essentiel de son équipement militaire) après le déclenchement de la guerre en Ukraine, et veut promouvoir une politique de multi-alignement, nouvelle forme de non-alignement.

- G20** Présidence 2023 du G20
- Membre des BRICS
- Forum IBSA (Coopération Sud-Sud)
- Membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) depuis 2017
- Souhaite un siège permanent au Conseil de sécurité
- Partenariat stratégique pour la paix et la prospérité
- Migration étudiante (former des élites)
- Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad)

- ### Guerre en Ukraine
- Occupation russe, juin 2023
  - Condamnation de l'agression russe, adoption de sanctions contre la Russie et la Biélorussie
  - Pays allié de la Russie
  - Abstention lors des 2 votes sur les résolutions onusiennes



ONU 17,7 États-Unis 7,1

2,5 Roy.Uni

2,3 Allemagne

4,1 Pays-Bas

OMC Suisse 3,6

UE27

2,2 Turquie

Irak 5,3

Iran

6,9 ÉAU\* 7,4

2,2 Arabie saoudite 6,3

Kenya

Tanzanie

Seychelles

Zambie

Zimbabwe

Maurice

Madagascar

Afrique du Sud

Iran

Pakistan

Ouzbékistan

Kirghizistan

Tadjikistan

Népal

Bouthan

Doklam

G20

3,1 Bangladesh

Inde

Myanmar

Thaïlande

ASEAN

2,6 Singapour 3,3

Indonésie 3,9

Russie 5,5

Mongolie

Corée du Sud 2,8

Japon

- ★ Conflit récurrent du Cachemire, pour la souveraineté exclusive sur le Jammu et Cachemire
- ⊙ Revendications territoriales
- ☢ Puissances nucléaires régionales
- /// Lutte contre l'insécurité maritime
- ★ Tensions frontalières

- Partenariats à développer
  - ↔ Partenariat stratégique
  - OMC Tension sur la réglementation commerciale
  - Membres du projet de « Corridor de croissance indo-pacifique »
  - Principaux partenaires commerciaux (2022) :
    - en % du total clients
    - en % du total fournisseurs
- Source : Comtrade, 2023

Nlle-Zélande (hors cadre)

Australie 2,7

# La Chine

Veille de plusieurs millénaires, la Chine se considère jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle comme « l'Empire du milieu » qui, tout en réalisant quelque 30 % du PNB mondial (mais dans un monde non globalisé), estime ne pas avoir besoin d'être en relation avec les autres parties du monde. Les Européens profitent des affrontements internes qui entraînent, à partir de la guerre de l'opium et de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un profond affaiblissement de la Chine. Ils la mettent sous tutelle, lui imposent un dépeçage partiel, des « traités inégaux » et des concessions, zones qui échappent à la souveraineté chinoise. Les Chinois en ressentent une profonde humiliation que la brutale agression japonaise de 1937, prélude à la Seconde Guerre mondiale, ne fait qu'exacerber.

C'est en s'appuyant sur la paysannerie misérable mais aussi, largement, en jouant sur la fibre nationaliste, que le communiste Mao Zedong parvient à prendre le pouvoir en 1949 à l'issue de plusieurs années de combats contre. Les dirigeants nationalistes anticommunistes se réfugient alors à Formose (Taïwan) où ils fondent un régime protégé par les Américains. C'est par ce nationalisme que Mao rompt avec l'Union soviétique en 1961 : Pékin n'accepte plus d'être sous la domination – même indirecte – de Moscou, leader du bloc communiste. Ce dont profitent Nixon et Kissinger. Après la mort de Mao, la Chine se lance à partir de 1978, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, dans une politique dite d'économie socialiste de marché, conjuguant contrôle politique

du Parti communiste, capitalisme sauvage et ouverture économique au monde. Aujourd'hui, après avoir récupéré Hong Kong et Macao, l'un des objectifs de la Chine reste la réunification avec l'île de Taïwan, ou en tout cas d'empêcher la reconnaissance de son indépendance.

Géant démographique (1,4 milliard d'habitants) – bien que dépassé par l'Inde en 2023 – et territorial, le poids de la Chine est renforcé par une croissance ininterrompue depuis près de quarante ans. Elle est aujourd'hui un géant économique, prototype de la puissance « émergente » (en fait émergée) et pourrait prochainement dépasser les États-Unis – le croyait-on tout du moins jusqu'en 2022 –, après avoir dépassé le Japon en 2011. Elle est très intégrée dans la mondialisation, dont elle tire un immense profit par ses avantages comparatifs monétaires, sociaux et autres, sans en respecter complètement les règles.

Les plaies du passé, les crimes commis par les Japonais de 1937 à 1945, n'ont pas été refermées, ce qui explique la relation difficile entre Pékin et Tokyo. Aux États-Unis, démocrates comme républicains voient dans la Chine un rival stratégique. Les États-Unis n'acceptent pas la perspective de se faire détrôner en tant que première puissance mondiale. La guerre commerciale (déficit structurel d'environ 350 milliards de dollars par an pour Washington à l'égard de Pékin) n'est qu'un élément d'une compétition stratégique plus globale. La Chine l'aborde sans complexe, estimant les avoir dépassés dans tous les domaines. Elle s'intéresse aujourd'hui

à l'Afrique – où elle n'a pas de passé, et donc de passif colonial – et à l'Amérique latine pour s'assurer l'énergie et les matières premières qui lui manquent. Soucieuse de prévenir l'inquiétude que suscite sa puissance nouvelle, elle affirme que son émergence sera pacifique. La réconciliation entre l'Iran et l'Arabie saoudite en 2023, négociée sous son égide, permet à Pékin d'apparaître désormais comme un acteur stratégique au Moyen-Orient tout comme au niveau global.

Le président Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2013, a très vite renforcé son contrôle sur le parti et sur le pays. Pékin s'affirme sur la scène internationale et d'abord en Asie, notamment par les routes de la soie, ce qui inquiète ses voisins, et revendique ouvertement la place de première puissance mondiale. La révolte des citoyens de Hong Kong et la répression de la minorité ouïghoure sont venues ternir l'éclat des célébrations du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée au pouvoir du parti communiste. Le caractère autoritaire du régime n'est semble-t-il pas contesté par la population, ravie de son succès économique et fière d'un sentiment national retrouvé, même si la question de la politique zéro-Covid a donné lieu à une contestation.

Le PIB chinois représentait 10 % de celui des États-Unis en 2001, il en représente désormais 75 %. Mais tout reste ouvert. La Chine est désagréablement surprise par la guerre en Ukraine, qui perturbe l'économie, renchérit ses importations, ressoude le monde occidental. Mais elle veut éviter une défaite de la Russie.

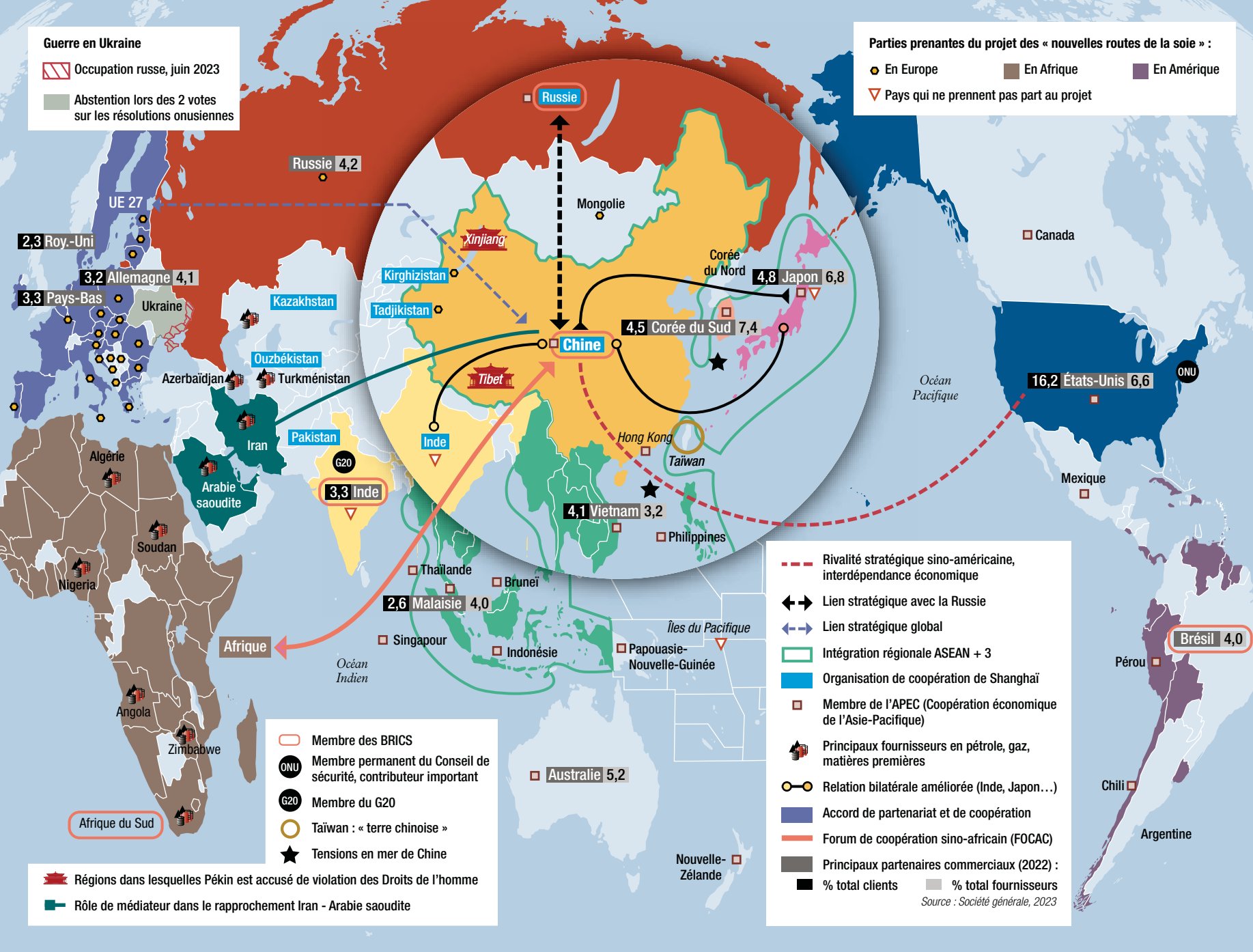
### Guerre en Ukraine

Occupation russe, juin 2023

Abstention lors des 2 votes sur les résolutions onusiennes

### Parties prenantes du projet des « nouvelles routes de la soie » :

En Europe    En Afrique    En Amérique  
 Pays qui ne prennent pas part au projet



- Membre des BRICS
- Membre permanent du Conseil de sécurité, contributeur important
- Membre du G20
- Taïwan : « terre chinoise »
- Tensions en mer de Chine

Régions dans lesquelles Pékin est accusé de violation des Droits de l'homme  
 Rôle de médiateur dans le rapprochement Iran - Arabie saoudite

- Rivalité stratégique sino-américaine, interdépendance économique
- Lien stratégique avec la Russie
- Lien stratégique global
- Intégration régionale ASEAN + 3
- Organisation de coopération de Shanghai
- Membre de l'APEC (Coopération économique de l'Asie-Pacifique)
- Principaux fournisseurs en pétrole, gaz, matières premières
- Relation bilatérale améliorée (Inde, Japon...)
- Accord de partenariat et de coopération
- Forum de coopération sino-africain (FOCAC)
- Principaux partenaires commerciaux (2022) :
- % total clients    % total fournisseurs

Source : Société générale, 2023

### La Chine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

- Ville ouverte avant 1885
  - Ville ouverte entre 1885 et 1900
  - Ville ouverte avec concession
  - Territoire à bail
  - Annexions ou occupations russes 1858-1904
  - Territoires cédés au Japon (1895)
- Concessions ferroviaires :
- |  |  |
|--|--|
| <span style="border-bottom: 1px dashed gray; width: 20px; display: inline-block;"></span> allemande  | <span style="border-bottom: 1px dashed black; width: 20px; display: inline-block;"></span> britannique |
| <span style="border-bottom: 1px dashed blue; width: 20px; display: inline-block;"></span> américaine | <span style="border-bottom: 1px dashed purple; width: 20px; display: inline-block;"></span> française  |
| <span style="border-bottom: 1px dashed green; width: 20px; display: inline-block;"></span> belge     | <span style="border-bottom: 1px dashed red; width: 20px; display: inline-block;"></span> russe         |
- Révoltes, guerre civile



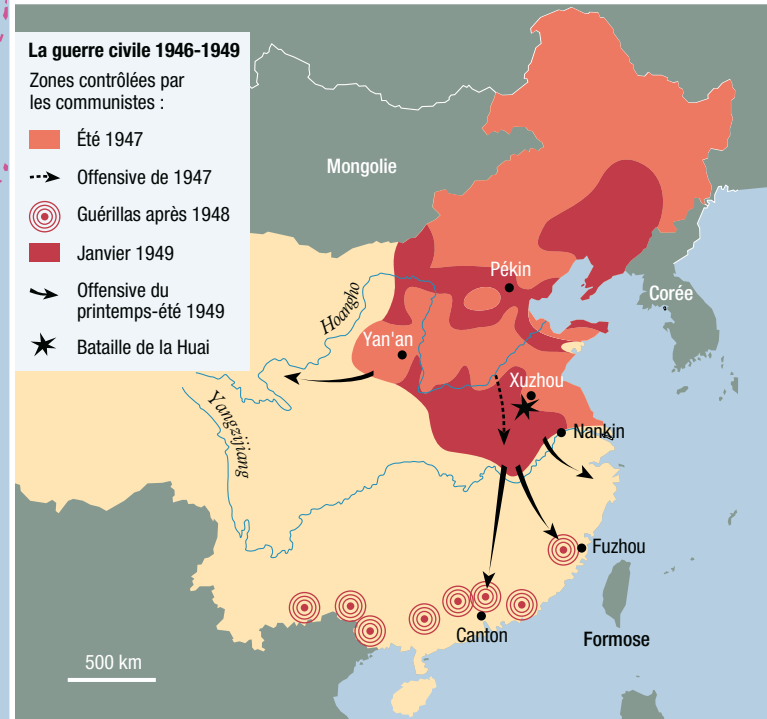
### La Longue Marche et la guerre de Chine, 1934-1944

- Les deux parcours de la Longue Marche, oct. 1934-oct. 1935
- Base du Nord-Shaanxi
- Zone sous contrôle japonais
- Protectorat ou annexion du Japon
- Limite des conquêtes japonaises en 1944
- Base de guérilla
- Guérilla dans la zone nominale sous contrôle japonais
- Offensive Ichigô



### La guerre civile 1946-1949

- Zones contrôlées par les communistes :
- Été 1947
  - Offensive de 1947
  - Guérillas après 1948
  - Janvier 1949
  - Offensive du printemps-été 1949
  - ★ Bataille de la Huai





# Le Japon

En 1864, les canonnières du commodore américain Perry obligent le Japon, longtemps fermé au monde extérieur, à s'ouvrir au commerce international. Sous le « gouvernement éclairé », dit l'ère Meiji (1868-1912), le Japon se modernise en s'inspirant du monde occidental. Il inflige à la Russie, en 1905, la première défaite militaire subie depuis des siècles par un peuple « blanc ». Il se lance ensuite, dans la première moitié du <sup>xx</sup>e siècle, dans une politique d'expansion en Asie. Il annexe la Corée en 1910, envahit la Mandchourie (devenue Manchoukouo) en 1931, la Chine en 1938, s'en prend aux États-Unis, à Pearl Harbour, en décembre 1941, et occupe le Pacifique. En Asie du Sud-Est, il prétend lutter contre les puissances coloniales européennes mais établit sa propre domination basée sur une répression impitoyable.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, une fois le Japon contraint à la capitulation après les bombes atomiques lâchées sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, les Américains décident de maintenir le régime impérial tout en ne laissant à l'empereur que des pouvoirs symboliques. Malgré le « Procès de Tokyo », ils n'obligent pas les Japonais à procéder au même examen de conscience par rapport à leurs crimes

que les Allemands. La guerre de Corée (1950-1953) fait du Japon l'irremplaçable porte-avions des Américains en Asie face aux puissances soviétique et chinoise. Les relations du Japon avec la Corée capitaliste comme avec la Chine « communiste » restent sensibles parce que le passé, la guerre et les atrocités japonaises n'ont pas été clairement reconnues et assumées par le pays. En dépit des liens économiques entre les pays de l'Asie de l'Est, la crainte de la renaissance d'un militarisme japonais reste diffuse dans l'ensemble de l'Asie.

Le Japon connaît un développement économique phénoménal à partir des années 1950, bondissant de 3 % du PIB mondial à 13 % au début des années 1980. Deuxième PIB mondial, premier banquier de la planète, quoique politiquement contraint, le Japon est alors qualifié de géant économique et de « futur 3<sup>e</sup> grand ». À partir des années 1980, les États-Unis sont partagés entre le désir de faire plus participer le Japon à l'effort commun de défense et la crainte d'y réveiller des appétits de puissance. Le Japon lui-même s'interroge sur les avantages et les inconvénients d'ajouter la puissance stratégique à la puissance économique et financière. Le Japon des années 2000 postule ainsi

à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité.

La fin de la guerre froide en Asie n'a pas fait disparaître les rivalités nationales. Le Japon reste préoccupé pour sa propre sécurité face à la Chine (dont le PIB a surpassé celui du Japon en 2011), en dépit de l'interdépendance de deux économies, et face à la Corée du Nord, même si cette menace semble pouvoir être contrôlée. Des litiges territoriaux non résolus pèsent sur les relations avec la Russie. De ce fait, le Japon reste très dépendant des États-Unis pour sa sécurité et ses marges de manœuvre vis-à-vis de Washington sont limitées. La difficulté pour Tokyo est de défendre ses intérêts essentiels (dont la sécurité énergétique) face à la Chine, dont la puissance s'accroît, et à la Russie. Le Premier ministre Shinzo Abe, au pouvoir de 2012 à 2020, développe les capacités militaires du Japon et modifie la constitution pour permettre au pays d'entrer en guerre pour défendre un allié. Les relations avec la Chine sont de plus en plus tendues. Le Japon reste plus que jamais dépendant pour sa sécurité des États-Unis. La guerre en Ukraine décide Tokyo à augmenter fortement ses dépenses militaires et les passer de 1 à 2 % du PIB.



**Guerre en Ukraine**

- Occupation russe, juin 2023
- Condamnation de l'agression russe, adoption de sanctions contre la Russie et la Biélorussie
- Pays allié de la Russie
- Assistance financière à l'Ukraine

- Souhaite un siège permanent au Conseil de sécurité
- Menace nucléaire nord-coréenne
- Litiges territoriaux
- Espace « indopacifique libre et ouvert »
- Partenaire stratégique majeur
- Partenaire stratégique et économique
- Le « diamant de sécurité » selon Shinzô Abe : 4 pays démocratiques (Quad)
- Catastrophe de Fukushima (2011)
- Membre du G20 Présidence 2023 du G7
- Missions de maintien de la paix etc...

- Coopération régionale (ASEAN + 3)
- Membre de l'APEC (Coopération économique de l'Asie-Pacifique)
- Tension historique et commerciale
- Coopération bilatérale à renforcer
- Partenariat économique depuis fév. 2019
- Principaux partenaires commerciaux (2022) :
- % total clients % total fournisseurs

Source : Société générale, 2023

2,6 Allemagne

Biélorussie

Ukraine

UE 27

Émirats arabes unis 5,1

Arabie saoudite 4,7

Inde

Delhi

19,4 Chine 21,0

4,4 Hong Kong

Vietnam

4,3 Thaïlande 3,0

Philippines

2,2 Malaisie 2,9

Brunei

Malaisie

3,0 Singapour

Singapour

Indonésie

Indonésie 3,2

2,2 Australie 9,8

Nouvelle-Zélande

Corée du Nord

Chine

7,2 Corée du Sud 3,7

Hiroshima

G7

G20

Hawaï

Canada

18,7 États-Unis 10,1

ONU

G7 Miami 2020\*

Mexique

Pérou

Chili

# La Corée

La Corée est un pays aujourd'hui divisé dont la réunification reste l'objectif officiel. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Corée a été occupée de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle par les Soviétiques et par les Américains. En 1950, la Corée du Nord, aidée par l'URSS et la Chine, déclencha une guerre – la plus meurtrière de la guerre froide – contre la Corée du Sud soutenue par les États-Unis. Elle se solda par le *statu quo*. Le Sud capitaliste et le Nord communiste mirent tous deux en place un régime dictatorial, sur fond de climat de guerre. La Corée du Sud misant sur l'industrialisation, l'éducation, et le capitalisme, connut un développement rapide, contrairement à la Corée du Nord. Dans les années 1980, la Corée du Sud se démocratise et donne naissance à une société civile au tissu associatif et politique très développé.

Depuis les années 1990, la Corée du Sud a adopté un ton plus modéré à l'égard de la Corée du Nord. Les Coréens estiment appartenir à un peuple millénaire, uni par une culture et une langue communes, au-delà des divisions politiques. Séoul redoute un affrontement, mais

également l'effondrement d'un régime qui obligerait à une réunification trop rapide dont le coût économique et social serait difficilement supportable (25 millions d'habitants en Corée du Nord, 51 millions d'habitants en Corée du Sud et surtout un écart abyssal de développement). Alors que la Chine a dominé la Corée pendant des siècles jusqu'à la conquête par le Japon en 1895, les relations entre Séoul et Pékin sont bonnes. La Chine est perçue comme un partenaire économique et comme jouant un rôle de modérateur du comportement Nord-Coréen. Il n'en va pas de même pour le Japon qui fit de la Corée, entre 1895 et 1945, une tête de pont vers l'Asie, exploitant ses richesses et asservissant sa population. Le caractère insuffisant et tardif des excuses japonaises gêne la réconciliation entre les deux pays. L'organisation des Jeux Olympiques en 1988 et la co-organisation de la Coupe du monde de football en 2002 ont permis aux Coréens d'affirmer de façon pacifique leur nationalisme. Les Coréens dépendent de la protection américaine, comme les Japonais. Mais la peur de la Chine étant moins forte en Corée, il y a un plus grand désir

d'indépendance à l'égard de Washington, tout en maintenant l'alliance. Les jeunes générations, contrairement aux plus anciennes, ont une vision moins positive des États-Unis. Les contentieux commerciaux entre Washington et Séoul et le sentiment d'être instrumentalisés par les États-Unis dans leurs objectifs stratégiques compliquent la relation. Élu en 2017, Moon Jae-in tente l'apaisement avec Pyongyang, marqué par une délégation commune aux Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang en 2018. Après des menaces mutuelles, Donald Trump et Kim Jong-un font deux rencontres au sommet (2018 et 2019). Mais pour le leader nord-coréen, l'arme nucléaire est une garantie de rester au pouvoir et il n'y renoncera pas. La réunification est jugée trop coûteuse, la Corée du Sud souhaite une stabilisation de la Corée du Nord, mais ne se fait pas d'illusions sur l'évolution possible du régime. Membre du G20, la Corée du Sud veut faire entendre sa voix spécifique sur les affaires mondiales et plaide pour le multilatéralisme. Le conservateur Yoon Seok-yeol, élu en 2022 en Corée du Sud, se veut plus ferme face à Pyongyang.



1,7 Allemagne 3,6

CAD

Ouzbékistan

Kurdistan irakien

Qatar 1,9

Arabie saoudite 3,9

Nigeria 5,0

2,4 Inde

G20

5,8 Hong Kong

8,8 Vietnam 3,9

Thaïlande

1,6 Malaisie

2,2 Singapour

Indonésie 1,7

Australie 5,4

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Nouvelle-Zélande

Canada

Russie 2,8

Chine

88,0 31,0 estimations

25,3 Chine 22,5

Corée du Nord

Corée du Sud

28 500

Île « Daemado » en coréen / « Tsushima » en japonais

4,7 Japon 8,9

14,9 États-Unis 12,0

1,8 Mexique

Pérou

Chili

- Approvisionnement et « diplomatie énergétique »
- Tension historique sur la compensation aux travailleurs(es) forcés(es) durant l'occupation japonaise et commerciale
- Axes de coopération régionale à développer
- Acteur fort au sein du Comité d'aide au développement (CAD)
- Premier partenaire économique
- Principaux partenaires commerciaux (2021) :
  - % total clients
  - % total fournisseurs

Source : Comtrade, 2023

- Membre du G20, de l'OCDE...
- Crise du nucléaire nord-coréen
- Échec du dialogue États-Unis - Corée du Nord
- Dialogue inter-coréen difficile à maintenir
- L'alliance militaire avec les États-Unis
- Soldats américains et « parapluie nucléaire »
- Litige territorial
- Membre de l'APEC (Coopération économique de l'Asie-Pacifique)
- Soutien conditionnel de la Chine
- Lien stratégique
- Accueille le Fonds vert pour le climat

# L'Indonésie

Vaste archipel formé de 13466 îles et peuplé par trois cents ethnies différentes, l'Indonésie a été colonisée par les Pays-Bas qui mirent deux cents ans à unifier le pays. La fin de la Seconde Guerre mondiale voit la proclamation de l'indépendance. En 1965, le régime progressiste de Sukarno est renversé par un coup d'État du général Suharto, aidé par les États-Unis dans le cadre de la lutte contre le communisme. La répression fait 500 000 morts. Dès lors, l'Indonésie cesse d'être un des leaders actifs du Tiers-monde pour s'aligner sur les États-Unis. En 1998, la crise économique entraîne de violentes émeutes auxquelles l'établissement de la démocratie vient mettre fin. Elle y a été respectée depuis.

En renouant avec l'esprit de la conférence de Bandung, qui marque l'émergence du Tiers-monde en 1955, l'Indonésie entend être l'un

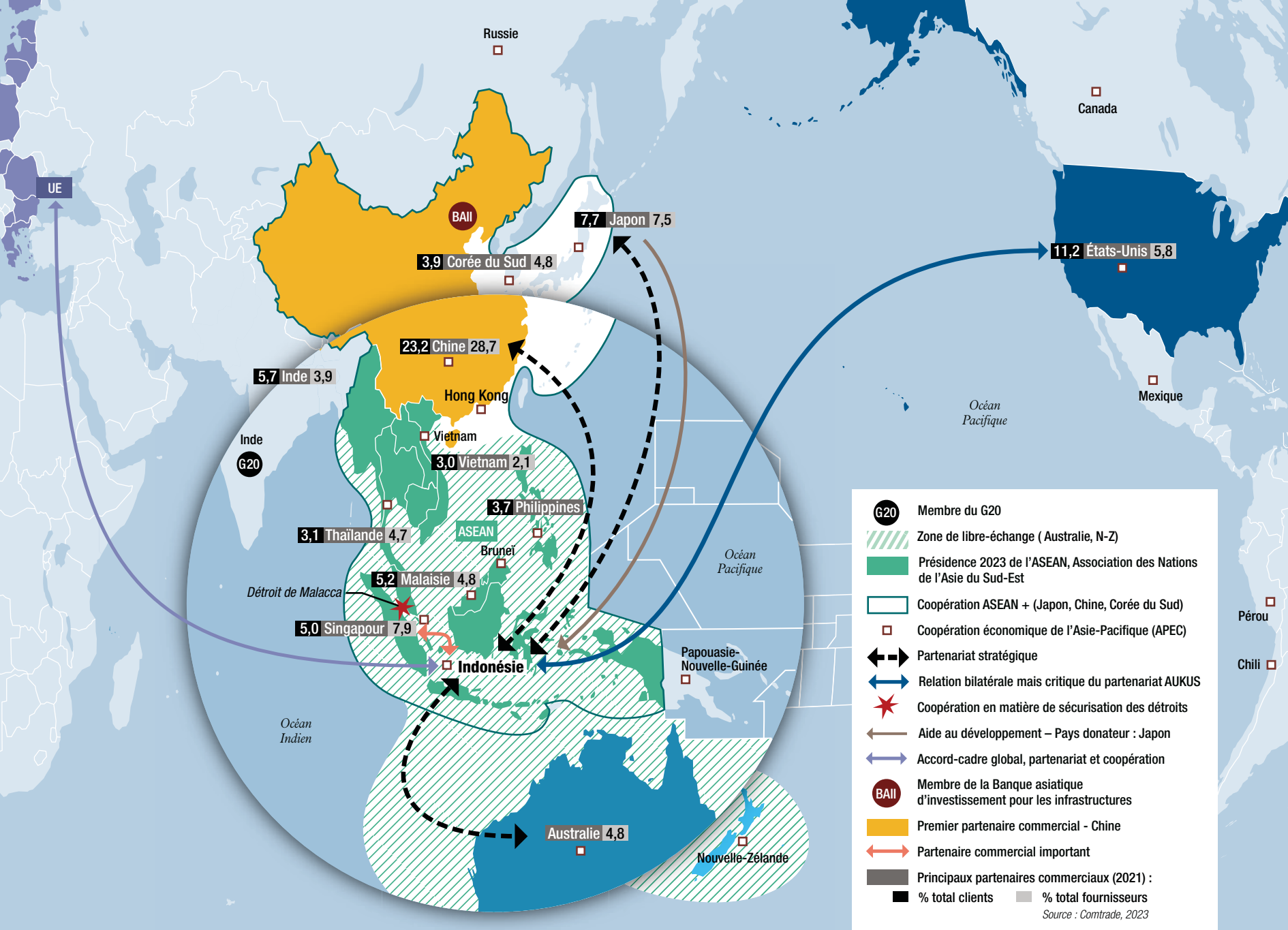
des porte-parole des pays du Sud. Cette jeune démocratie montre l'exemple par sa propre réussite et sa fidélité aux principes politiques d'indépendance, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de non-ingérence.

L'Indonésie est la première puissance économique d'Asie du Sud-Est, le quatrième pays le plus peuplé au monde et le premier pays musulman en termes de population (275 millions en 2022). L'archipel est traversé par la première route maritime mondiale, via le détroit de Malacca. Après une période de troubles et d'affrontements, en 1999, l'Indonésie a reconnu l'indépendance du Timor qui avait été annexé par la force par le général Suharto en 1975. L'Indonésie est membre fondateur l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) dont elle est le membre le plus important. Le second cercle de l'influence indonésienne est

celui du forum de la coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC), créé en 1989. Elle appartient également à l'Organisation de la conférence islamique (OCI).

L'Indonésie conserve des liens stratégiques étroits avec les États-Unis. En même temps, au nom de la politique de bon voisinage, elle a développé des liens avec Pékin, depuis 1990, et le rétablissement de leurs relations diplomatiques. Enfin, en tant que pays « émergent », l'Indonésie fait partie du G20 créé en 2008, dont elle héberge le sommet en 2022, dans le contexte de la guerre en Ukraine.

La démocratie y est désormais solidement enracinée comme l'a montré l'élection de Joko Widodo en 2014, réélu en 2019. L'Indonésie souhaite jouer un rôle plus important parmi les pays émergents et affirme de plus en plus ses ambitions en ce sens.



- G20** Membre du G20
- Zone de libre-échange (Australie, N-Z)
- Présidence 2023 de l'ASEAN, Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
- Coopération ASEAN + (Japon, Chine, Corée du Sud)
- Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC)
- Partenariat stratégique
- Relation bilatérale mais critique du partenariat AUKUS
- Coopération en matière de sécurisation des détroits
- Aide au développement – Pays donateur : Japon
- Accord-cadre global, partenariat et coopération
- BRII** Membre de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
- Premier partenaire commercial - Chine
- Partenaire commercial important
- Principaux partenaires commerciaux (2021) :
  - % total clients
  - % total fournisseurs

Source : Comtrade, 2023

# L'Australie

La colonisation de l'Australie par les Britanniques remonte à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'île-continent est d'abord peuplée d'anciens prisonniers exilés et, comme dans toutes les autres colonies de puissances européennes, les droits fonciers et sociaux des populations aborigènes sont totalement ignorés.

L'Australie est devenue indépendante en 1901. Elle a participé aux deux guerres mondiales aux côtés des Alliés.

C'est un pays immense à la densité très faible : quatorze fois plus grande que la France, elle est trois fois moins peuplée. L'Australie, qui est un pays agricole puissant, dispose de ressources minières et énergétiques considérables.

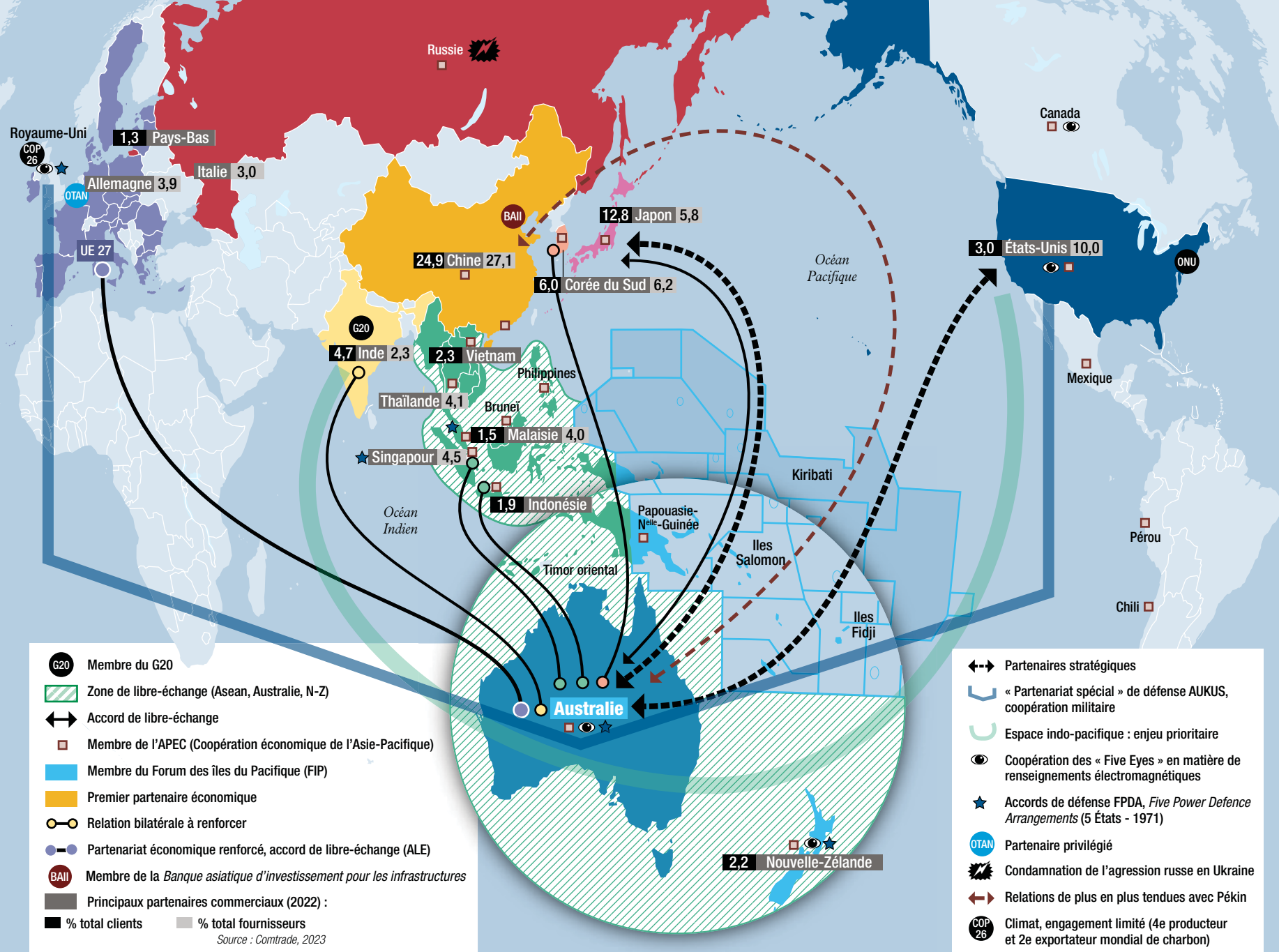
Sa politique étrangère a été calquée sur celle de l'Angleterre puis sur celle des États-Unis. L'Australie a été un allié solide des Occidentaux pendant la guerre froide (traité de l'ANZUS, 1957). Au milieu des années 1970, elle s'est très vivement opposée aux essais nucléaires

français dans le Pacifique. Après 2001, l'Australie a soutenu la politique de George W. Bush dans la « guerre contre le terrorisme » et contre l'Irak.

L'Australie est néanmoins consciente de son appartenance au monde Pacifique et de la nécessité d'établir de meilleures relations avec son environnement asiatique. L'Australie est membre de l'APEC (l'Organisation de la coopération économique de l'Asie-Pacifique). Pays de culture occidentale et blanche dans un ensemble asiatique ou pacifique, bâti sur la spoliation des premiers habitants originaires, l'Australie est un pays d'immigration européenne dans un environnement potentiellement hostile, mais elle se voudrait le porte-parole des valeurs occidentales en Asie-Pacifique. En même temps, ce pays presque vide craint parfois d'être submergé par le dynamisme démographique asiatique. L'Australie est désormais très impliquée dans

les affaires internationales malgré son relatif isolement géographique et a participé à de nombreuses missions de maintien de la paix. Elle a ménagé l'Indonésie lorsque celle-ci s'est emparée du Timor entre 1975 et 1998. Au sein de l'APEC, elle espère concilier ses racines anglo-saxonnes (les États-Unis et le Canada y participant), son appartenance régionale et le nécessaire dialogue avec la Chine. L'Australie est aujourd'hui membre du G20.

Élu Premier ministre à l'automne 2013, le conservateur Tony Abbott adopte une ligne néoconservatrice. Scott Morrison, élu en 2018, poursuit une politique climato-sceptique. Il est vivement critiqué lors des incendies gigantesques qui ravagent l'Australie à l'hiver 2020. Il est remplacé en 2022 par le travailliste Anthony Albanese, élu sur un programme visant à assurer les droits des minorités et à engager le pays dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans une politique plus progressiste.



- Membre du G20
  - Zone de libre-échange (Asean, Australie, N-Z)
  - Accord de libre-échange
  - Membre de l'APEC (Coopération économique de l'Asie-Pacifique)
  - Membre du Forum des îles du Pacifique (FIP)
  - Premier partenaire économique
  - Relation bilatérale à renforcer
  - Partenariat économique renforcé, accord de libre-échange (ALE)
  - Membre de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
  - Principaux partenaires commerciaux (2022) :
  - % total clients
  - % total fournisseurs
- Source : Comtrade, 2023

- Partenaires stratégiques
- « Partenariat spécial » de défense AUKUS, coopération militaire
- Espace indo-pacifique : enjeu prioritaire
- Coopération des « Five Eyes » en matière de renseignements électromagnétiques
- Accords de défense FPDA, Five Power Defence Arrangements (5 États - 1971)
- Partenaire privilégié
- Condamnation de l'agression russe en Ukraine
- Relations de plus en plus tendues avec Pékin
- Climat, engagement limité (4e producteur et 2e exportateur mondial de charbon)

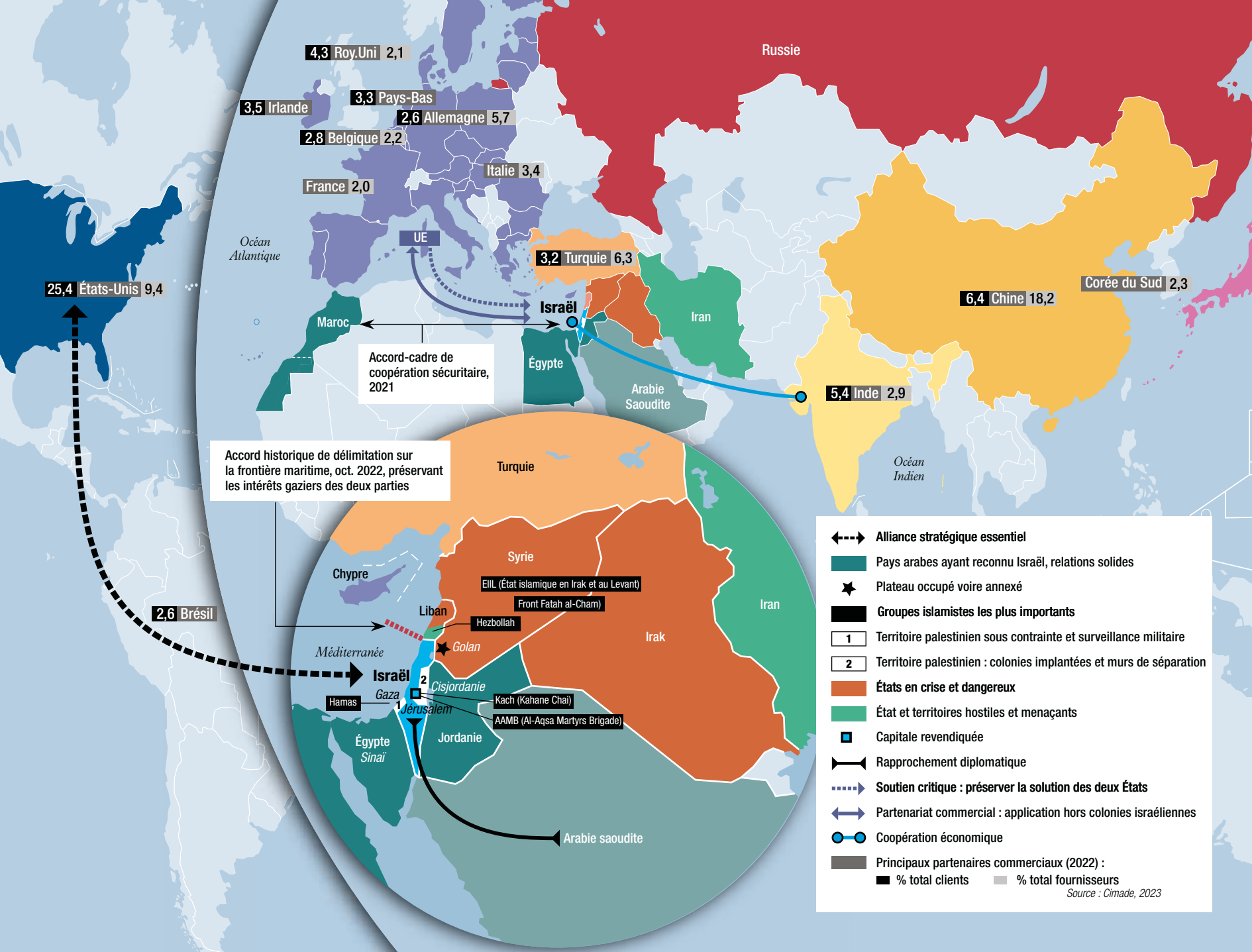
# Israël

**D**ispersés par Rome aux I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> siècles J.-C., les Juifs subirent au cours des siècles de nombreuses persécutions. En 1492, ils furent chassés du royaume d'Espagne par Isabelle la catholique. La Révolution française marque la reconnaissance de leurs droits au sein de la République. Discriminations et pogromes se développent au sein de l'Empire russe en particulier au XIX<sup>e</sup> siècle. Ailleurs en Europe, ils continuent d'être victimes de l'antisémitisme de façon violente. C'est en réaction à ces manifestations de racisme que Théodore Hertzl publie en 1896 *L'État juif*. Le sionisme est la reconnaissance du fait national juif, dans la lignée du mouvement des nationalités en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, avec pour objectif la création d'un État où ils seront à l'abri des persécutions. En 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Balfour, se prononce en faveur de la création d'un foyer national juif en Palestine sur le principe « d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre », en contradiction avec les promesses faites aux Arabes d'obtenir une pleine indépendance vis-à-vis de l'Empire Ottoman. S'il y a bien un peuple sans terre, il n'y a pas de terre sans peuple. Le développement de l'antisémitisme entre les deux guerres en Europe va provoquer une

immigration massive des Juifs en Palestine, elle-même génératrice de tensions.

C'est après la Seconde Guerre mondiale, en réaction au génocide nazi, que l'idée ancienne de la création d'un État pour les Juifs s'impose. L'ONU qui comprend à l'époque une cinquantaine d'États, dont très peu d'États du Sud, prévoit un plan de partage de la Palestine, sous mandat britannique, entre Arabes palestiniens (45%) et Juifs (55%). Cette solution est refusée par les pays arabes voisins qui se lancent dans une première guerre contre Israël, qu'ils perdent. Israël contrôle dès lors 78% du territoire de la Palestine sous mandat. Le refus arabe de reconnaître l'existence d'Israël, la mémoire du génocide et les traditions antisémites dans de nombreux pays vont faire d'Israël pour beaucoup de Juifs un État refuge. Vivant dans un environnement hostile, il se sent toujours menacé dans son existence. À l'occasion de la guerre des Six jours en 1967, Israël conquiert les 22% restants de la Palestine et l'autre moitié (Est) de Jérusalem, lesquels forment la base territoriale d'un éventuel futur État palestinien. Le général de Gaulle condamne l'occupation de ces territoires en 1967, ce qui marque la rupture de l'alliance stratégique avec la France et le début de celle avec les États-Unis. Israël est alors vu par les Israéliens eux-mêmes comme

une nation occidentale et démocratique, au sein du Proche-Orient, et par beaucoup comme une base avancée occidentale dans la compétition Est-Ouest. À l'issue de celle-ci, l'alliance avec les États-Unis apparaît comme indestructible, la guerre « contre le terrorisme » devenant en 2001 un nouveau ciment. Malgré la possession d'un arsenal nucléaire qui sanctuarise son territoire, une supériorité militaire incontestée, une garantie stratégique, une aide multiforme américaine et les offres de paix répétées des pays arabes, Israël vit toujours dans l'angoisse de sa destruction. Les partisans d'une solution négociée avec les Palestiniens sont devenus ultra-minoritaires. Le soutien massif de Donald Trump (qui installe l'ambassade américaine à Jérusalem et reconnaît l'annexion de Jérusalem-Est), le rapprochement spectaculaire avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis face à la menace iranienne, les succès diplomatiques *via* notamment les accords d'Abraham et l'absence de pression internationale ne poussent pas Israël à faire des concessions, d'autant que Joe Biden ne revient pas sur les décisions de son prédécesseur. La solution à deux États semble durablement impossible. En 2023, un nouveau gouvernement – le plus à droite de l'histoire d'Israël – s'installe au pouvoir. Le cycle de la violence reprend de plus belle.



25,4 États-Unis 9,4

4,3 Roy.Uni 2,1  
 3,5 Irlande  
 3,3 Pays-Bas  
 2,6 Allemagne 5,7  
 2,8 Belgique 2,2  
 France 2,0  
 Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

4,3 Roy.Uni 2,1

3,3 Pays-Bas

2,6 Allemagne 5,7

2,8 Belgique 2,2

France 2,0

Italie 3,4

3,2 Turquie 6,3

6,4 Chine 18,2

Corée du Sud 2,3

5,4 Inde 2,9

2,6 Brésil

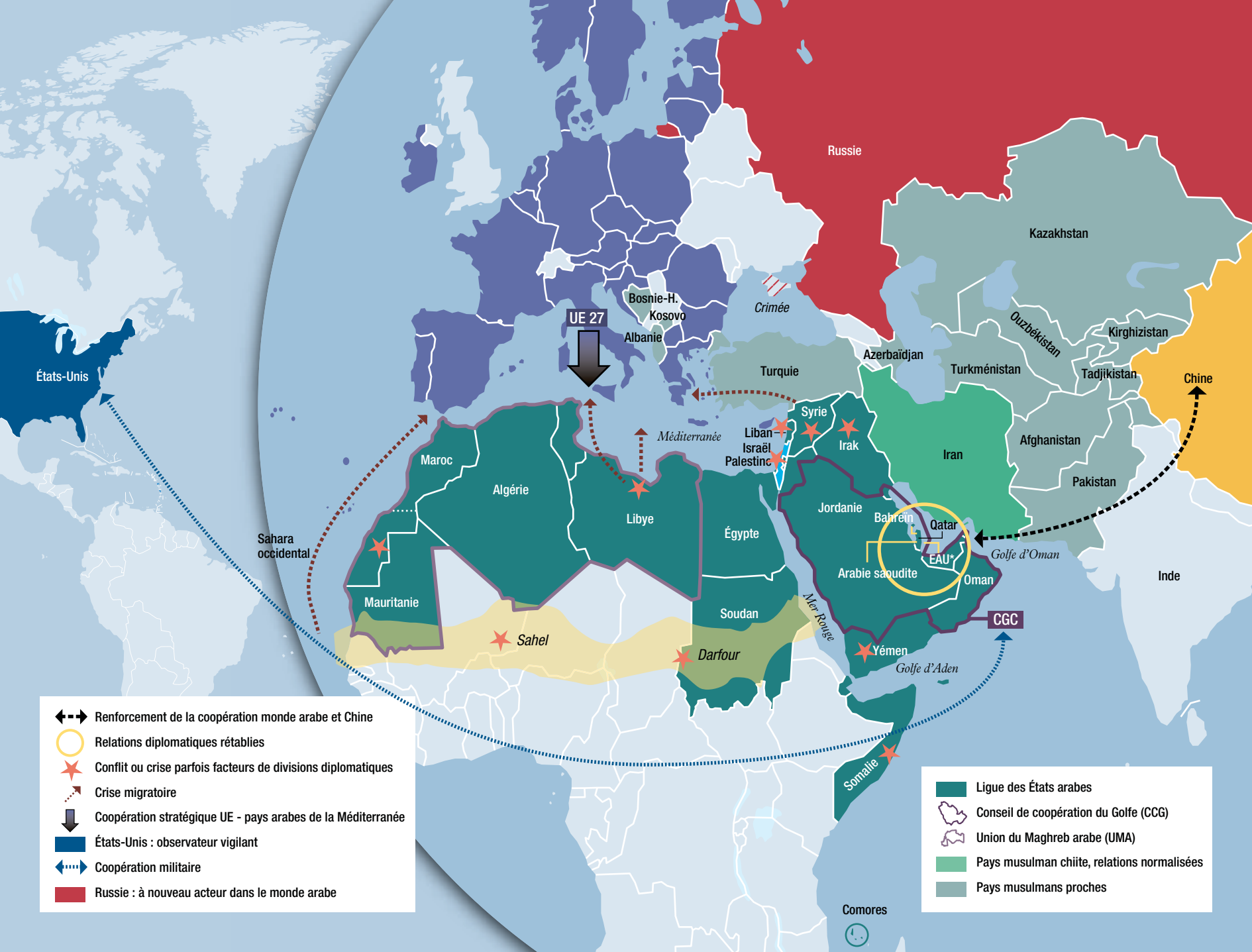
4,3 Roy.Uni 2,1

# Le Monde arabe

A pparue au VII<sup>e</sup> siècle, étendue sur trois continents dès le VIII<sup>e</sup>, la civilisation arabe est à l'époque médiévale plus dynamique et plus puissante que la civilisation chrétienne avec laquelle elle est en concurrence. Seule la civilisation chinoise – qui vit repliée sur elle-même – peut alors prétendre l'égaliser. Mais au XV<sup>e</sup> siècle, les Arabes sont refoulés d'Europe. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les Ottomans imposent leur souveraineté sur le Moyen-Orient et, bien qu'ayant conservé un certain degré d'autonomie, les Arabes vivent quatre siècles sous domination ottomane. À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, et au XX<sup>e</sup>, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie font du nord de l'Afrique des colonies. Au cours de la Première Guerre mondiale, tandis que l'Empire ottoman s'allie avec l'Allemagne, la plupart des Arabes prennent fait et cause pour les Alliés, espérant ainsi obtenir leur indépendance. Ces espoirs sont déçus : la France et la Grande-Bretagne, par les accords Sykes-Picot, se répartissent les protectorats sur le Proche-Orient. La déclaration Balfour en 1917 ouvre la voie à la création d'un foyer national juif en Palestine. Les Arabes passent d'une domination ottomane à une domination européenne. Au sentiment de trahison s'ajoute celui de l'humiliation. Après la Seconde Guerre mondiale, la création de l'État d'Israël est vécue

comme un nouveau choc, les Arabes ayant le sentiment qu'ils paient le prix d'un crime européen. Ils seront une nouvelle fois humiliés par leur défaite dans la guerre (1948-1949) contre l'État d'Israël à peine proclamé. Les mouvements panarabes développent à partir de ce moment-là une rhétorique anti-occidentale et/ou anti-israélienne. La nationalisation du canal de Suez en 1956 par Nasser et la retraite forcée, sur injonction américaine, des Français et des Britanniques après leur expédition militaire sur Suez sont perçues comme une revanche sur les Occidentaux. La guerre des Six jours de 1967 et la défaite éclair des armées arabes, nouvelle humiliation, marquent le début de l'agonie du nationalisme arabe. Les mouvements fondamentalistes commencent alors à prospérer sur fond de défaite du nationalisme, de crise sociale et d'identité, de condamnation de la corruption des élites compromises avec les États-Unis. L'unité arabe plutôt que musulmane reste certes revendiquée aujourd'hui encore par la plupart des habitants de la région ; mais ces pays vivent dans un très grand morcellement politique caractérisé par de vives rivalités inter-arabes. Une autre contradiction réside dans le fait que les populations sont épidermiquement anti-américaines du fait du soutien, politique, militaire et financier, des États-Unis à Israël et

à la politique de colonisation des territoires palestiniens occupés, et de la guerre d'Irak, alors que la plupart des régimes arabes ont des accords de sécurité avec les États-Unis. La persistance du conflit israélo-palestinien et l'absence d'État palestinien mobilisent les opinions du monde arabe (mais pas leurs gouvernements). Les Émirats arabes unis, Bahreïn puis le Soudan et le Maroc ont reconnu et établi des relations diplomatiques avec Israël en 2020. Cette cause est instrumentalisée depuis longtemps par certains régimes pour occulter les déficits démocratiques et sociaux internes comme, d'une autre façon, par les islamistes. La guerre en Irak a contribué à donner des motifs supplémentaires de radicalisation et de frustration. La démocratisation imposée de l'extérieur s'étant révélée impossible ou aventuriste. Le monde arabe est profondément divisé et affaibli. Le « printemps arabe » tourne court ou au désastre : Irak, Syrie, Libye, Yémen, Égypte sont soumis à la violence et ont perdu une grande partie de leur puissance. La Tunisie connaît désormais une restauration autoritaire. Le déclin stratégique est-il durable ou provisoire ? Les sociétés civiles, tandis que la guerre Islam/Islamisme fait rage, vont-elles reprendre le dessus ? Des régimes autoritaires vont-ils se réinstaller partout ?



- ↔↔ Renforcement de la coopération monde arabe et Chine
- Relations diplomatiques rétablies
- ★ Conflit ou crise parfois facteurs de divisions diplomatiques
- Crise migratoire
- ↓ Coopération stratégique UE - pays arabes de la Méditerranée
- ← États-Unis : observateur vigilant
- ↔ Coopération militaire
- Russie : à nouveau acteur dans le monde arabe

- Ligue des États arabes
- Conseil de coopération du Golfe (CCG)
- Union du Maghreb arabe (UMA)
- Pays musulman chiite, relations normalisées
- Pays musulmans proches

# Le Maghreb

Le terme Maghreb vient de l'arabe Al-Maghrib qui signifie « couchant » ou « occident ». L'Afrique du Nord fut occupée par les Arabes au VI<sup>e</sup> siècle avant d'être intégrée à l'Empire ottoman au XVI<sup>e</sup> (à l'exception du Maroc), puis d'être colonisée par la France (Algérie 1830, Tunisie 1880, Maroc 1912). Les trois États du Maghreb, qui ont acquis leur indépendance entre 1956 et 1962, sont membres de la Ligue des États arabes.

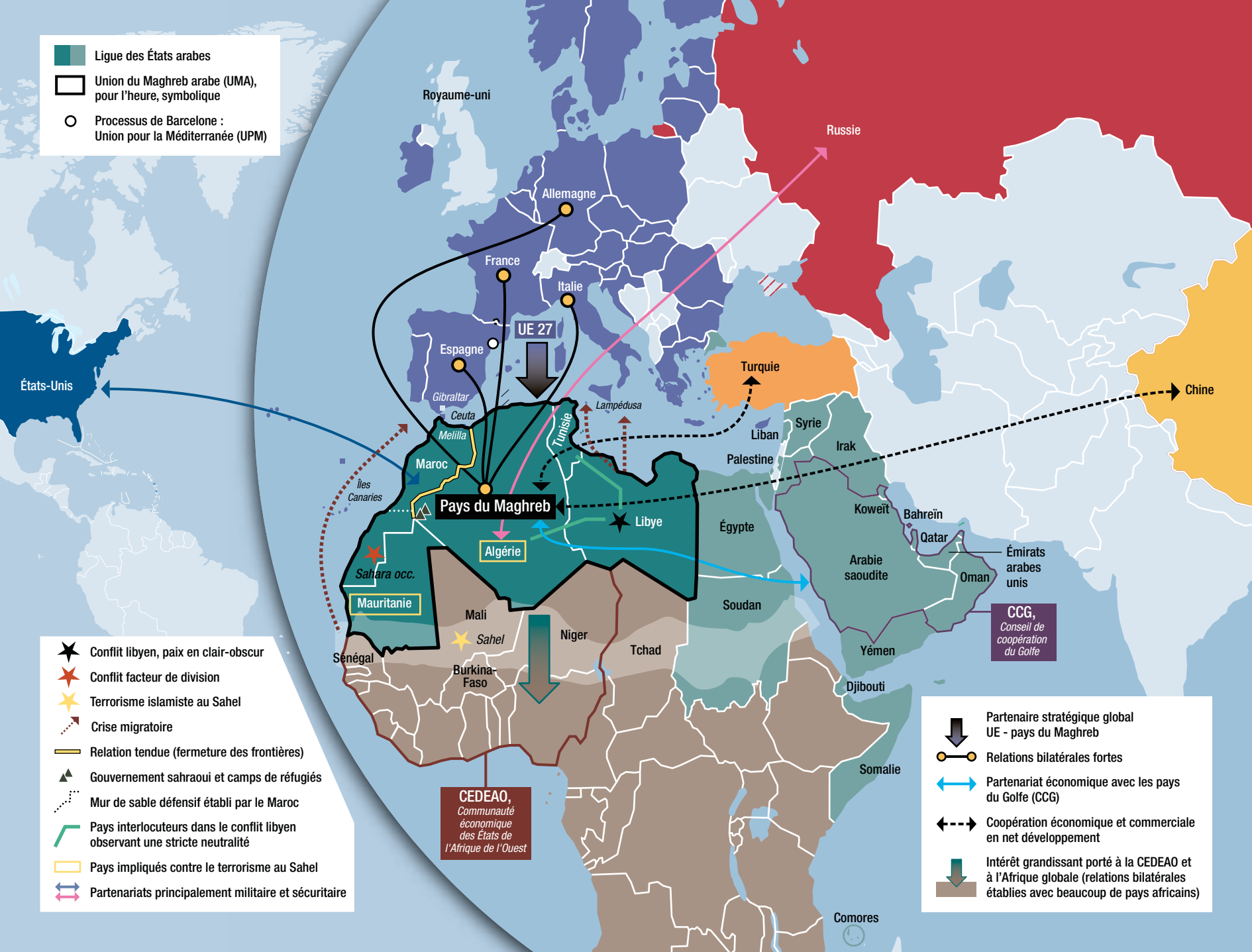
En dépit d'une identité arabo-musulmane commune très forte (sur un fond berbérophone vivace), les trois États ont connu depuis l'indépendance des évolutions politiques, intérieures et extérieures, tout à fait différentes et ne parviennent pas à définir une politique commune, en dépit de l'existence d'une « Union du Maghreb arabe ». Après l'indépendance, l'Algérie adoptait une ligne progressiste et tiers-mondiste, pendant que le Maroc suivait une politique monarchique pro-occidentale. En outre, le soutien de l'Algérie au Front Polisario, qui refuse de reconnaître la souveraineté

marocaine sur le Sahara, bloque toujours la relation bilatérale. La frontière entre les deux pays reste fermée. De son côté, la Tunisie s'est développée plus régulièrement, sous les présidences de Bourguiba puis de Ben Ali.

Le commerce intra-régional des pays du Maghreb ne représente que 3 % de leur PIB (contre 60 % pour l'Union européenne, 22 % pour l'ASEAN, 20 % pour le MERCOSUR). Un demi-siècle après les indépendances, les échanges économiques et humains de chaque pays du Maghreb sont tournés en priorité vers l'Europe.

La politique internationale de chacun des États diffère néanmoins. Longtemps liée à l'Union soviétique, l'Algérie s'est rapprochée des États-Unis sous la présidence de G. W. Bush dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le Maroc est un partenaire stratégique de longue date de la France, mais aussi de Washington. Il reconnaît Israël en 2020, ce qui accroît les tensions avec Alger. Les relations entre l'Algérie et le Maroc restent en effet hostiles, notamment à propos du Sahara

occidental. L'atlantisme des gouvernements est cependant en contradiction avec l'anti-américanisme des populations, très sensibles à la cause palestinienne et qui reprochent aux États-Unis leur alignement sur Israël. Les « printemps arabes » ont montré que l'échelon national reste le cadre décisif des relations internationales. La Tunisie, après s'être dirigée, non sans drames, vers une démocratie, connaît une crispation autoritaire. Au Maroc, le roi, protégé par son statut, a préempté certaines revendications démocratiques. En Algérie, la soif de changement de la population a été longtemps tempérée par le souvenir traumatique de la guerre civile des années 1990 et les contrôles par le régime. La tentative de l'entourage de l'impotent Bouteflika de lui faire briguer un 5<sup>e</sup> mandat en 2019 a néanmoins suscité une révolte générale en Algérie, qui a conduit à sa démission, suivie de manifestations anti-régime pacifiques, et à l'élection avec une faible participation, le 19 décembre 2019, du président Tebboune.



- Ligue des États arabes
- Union du Maghreb arabe (UMA), pour l'heure, symbolique
- Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée (UPM)

- ★ Conflit libyen, paix en clair-obscur
- ★ Conflit facteur de division
- ★ Terrorisme islamiste au Sahel
- ★ Crise migratoire
- ★ Relation tendue (fermeture des frontières)
- ★ Gouvernement sahraoui et camps de réfugiés
- ★ Mur de sable défensif établi par le Maroc
- ★ Pays interlocuteurs dans le conflit libyen observant une stricte neutralité
- ★ Pays impliqués contre le terrorisme au Sahel
- ★ Partenariats principalement militaire et sécuritaire

- ↓ Partenaire stratégique global UE - pays du Maghreb
- Relations bilatérales fortes
- ↔ Partenariat économique avec les pays du Golfe (CCG)
- ↔ Coopération économique et commerciale en net développement
- ↓ Intérêt grandissant porté à la CEDEAO et à l'Afrique globale (relations bilatérales établies avec beaucoup de pays africains)

**CEDEAO,**  
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

**CCG,**  
Conseil de coopération du Golfe

Royaume-uni

Russie

Allemagne

France

Italie

Espagne

UE 27

Turquie

Chine

États-Unis

**Pays du Maghreb**

Algérie

Libye

Maroc

Sahara occ.

Mauritanie

Mali

Burkina-Faso

Niger

Tchad

Senégal

Égypte

Soudan

Liban

Palestine

Syrie

Irak

Koweït

Bahreïn

Qatar

Arabie saoudite

Yémen

Émirats arabes unis

Oman

Somalie

Comores

Lampédusa

Gibraltar

Ceuta

Melilla

Îles Canaries

Sahel

# L'Iran

Les Iraniens sont partagés entre les réminiscences de la puissance de l'Empire perse, le souvenir des tentatives de domination des puissances étrangères et le sentiment d'un danger permanent et tous azimuts. La résultante en est un nationalisme exacerbé sur lequel s'est greffé un militantisme islamiste. L'Iran craint le reste du monde, mais fait peur au reste du monde.

Le chiïsme est la religion dominante dans l'Empire perse depuis le début du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, par opposition à l'Empire Ottoman sunnite. Au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du <sup>xx</sup><sup>e</sup>, il a été confronté aux poussées impérialistes de Moscou et de Londres. Il a dû subir, en 1953, le renversement du régime démocratique du docteur Mossadeg, qui avait nationalisé le pétrole en 1951, et la mise en place, avec l'aide de Washington, du régime à la fois modernisateur et répressif du Shah, les États-Unis voulant faire de ce dernier le « gendarme du Golfe arabo-persique ».

En 1979, une révolution religieuse et sociale renverse le Shah et porte l'ayatollah Khomeiny au pouvoir. Les pays du Golfe, dont certains comptent une grande part de population chiïte, craignent un expansionnisme religieux et politique du régime. L'Iran rompt avec les États-Unis

(présentés comme le « grand Satan »). Des diplomates américains en poste à Téhéran sont pris en otage, au mépris des conventions internationales. Les relations diplomatiques, stratégiques et commerciales entre les deux pays sont rompues. En 1980, l'Irak de Saddam Hussein attaque l'Iran, dans l'illusion d'une victoire rapide. L'Irak va jusqu'à utiliser des armes chimiques, tout en conservant le soutien des Occidentaux et des pays arabes. La guerre dure huit ans, fait un million de morts et se solde par un statu quo.

L'Iran se tient à l'écart de la guerre du Golfe de 1990-1991, sans que cela permette une réconciliation avec les Américains. Son sentiment d'isolement, la perception d'une menace multiforme, et même d'un encerclement hostile (pays arabes, Afghanistan des talibans, Israël, Pakistan, Turquie, États-Unis), est profonde. La dénonciation par George W. Bush en janvier 2002 de « l'axe du mal » que l'Iran formerait avec l'Irak et la Corée du Nord accentue ce sentiment. La guerre en Irak renforce la présence militaire américaine aux portes de l'Iran mais en même temps brise la puissance irakienne hostile. Par la suite, les menaces proférées contre Israël par le président Ahmadinejad et le programme nucléaire de plus en plus suspecté d'être à vocation militaire inquiètent le reste

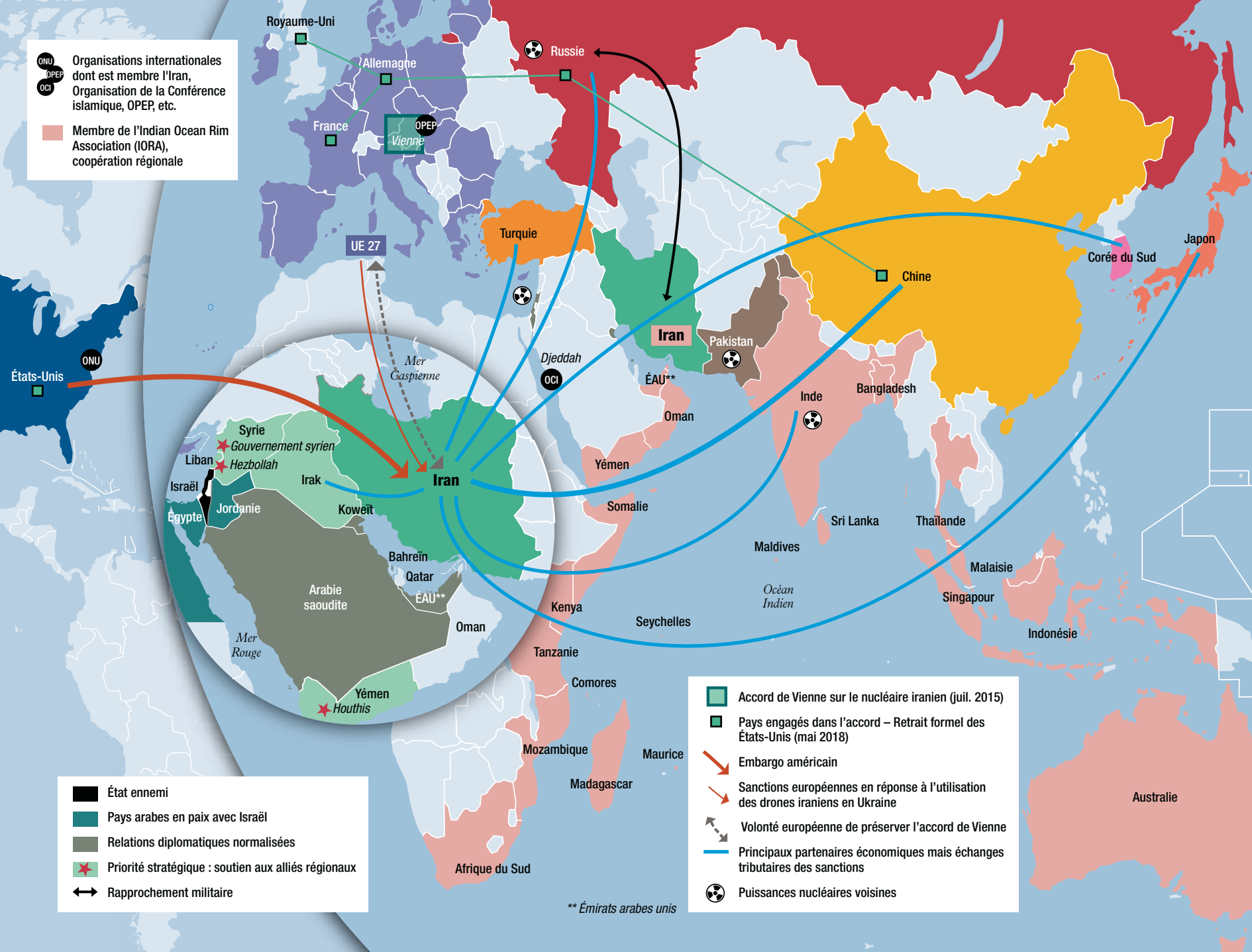
du monde, en particulier les Occidentaux et les pays arabes voisins.






En 2013, le modéré Rohani est élu à la présidence iranienne. De nouvelles négociations s'engagent avec le groupe « 5+1 » (5 membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne) pour trouver une solution à la question du nucléaire iranien, mettre fin aux sanctions et finalement réintégrer l'Iran dans le jeu international. La société iranienne a soif de changement. Les négociations très âpres se terminent sur un accord en juillet 2015.








Mais ce dernier est dénoncé en 2018 par Donald Trump, qui souhaite renverser le régime iranien, non par une guerre mais par une politique d'étranglement économique, en menaçant en plus de sanctions les autres pays qui continueraient à commercer avec lui, dans l'espoir que cela discrédite les modérés et que la société rejette le régime.

Les faucons reviennent au pouvoir en Iran en 2021. En 2022, la population – principalement les femmes – se révolte contre la répression et la crise économique. Le régime, menacé dans son existence, n'a pour réponse qu'une répression encore plus féroce.

 Organisations internationales dont est membre l'Iran, Organisation de la Conférence islamique, OPEP, etc.  
 OPEP  
 OCI  
 Membre de l'Indian Ocean Rim Association (IORA), coopération régionale



 État ennemi  
 Pays arabes en paix avec Israël  
 Relations diplomatiques normalisées  
 Priorité stratégique : soutien aux alliés régionaux  
 Rapprochement militaire

 Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (juil. 2015)  
 Pays engagés dans l'accord – Retrait formel des États-Unis (mai 2018)  
 Embargo américain  
 Sanctions européennes en réponse à l'utilisation des drones iraniens en Ukraine  
 Volonté européenne de préserver l'accord de Vienne  
 Principaux partenaires économiques mais échanges tributaires des sanctions  
 Puissances nucléaires voisines

\*\* Émirats arabes unis

# L'Afrique

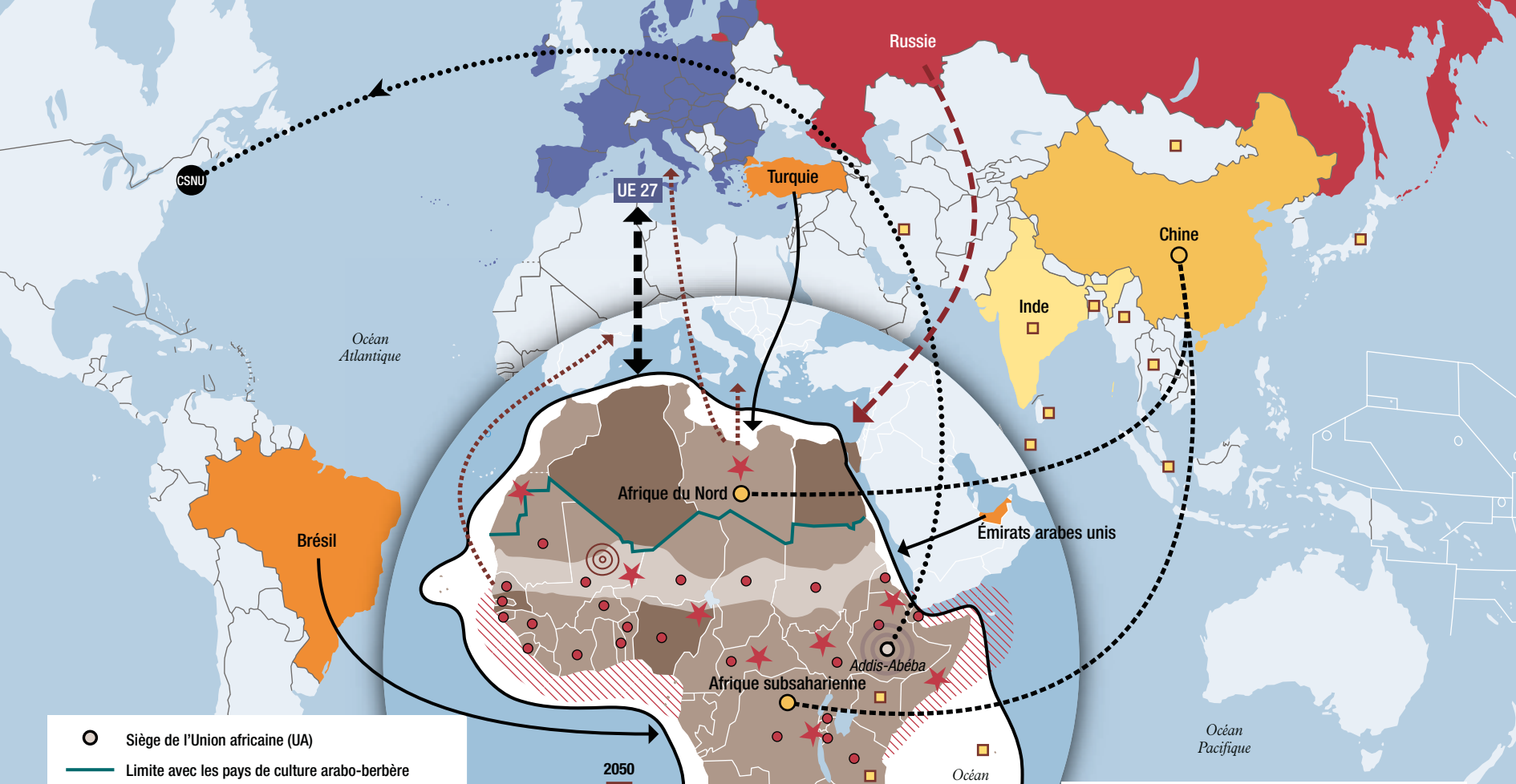
P our beaucoup d'Occidentaux et d'Européens, l'Afrique est le continent des tragédies (Somalie, Darfour, Rwanda, République démocratique du Congo, etc.), des pandémies (paludisme, SIDA, Ebola), des putschs, des élections truquées, de la famine et du terrorisme (Sahel), etc. Par remords et générosité, les Européens estiment qu'ils doivent à l'Afrique compassion et aide (APD, ONG, etc.).

Les Africains ne se voient pas, ou plus, ainsi, du moins dans certains pays du continent. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, le continent africain connaît une croissance globale de 5 % par an, malgré quelques États faillis. À l'afro-pessimisme a succédé l'afro-optimisme. La boulimie mondiale pour les matières premières fait monter leur prix sur les marchés internationaux. Les Africains ne se sentent par ailleurs plus enfermés dans la relation avec l'ancienne métropole de l'époque coloniale : Paris, Londres, Bruxelles ou Lisbonne. Certains pays africains spécialement dépourvus (Pays

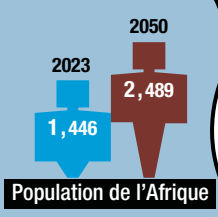
les Moins Avancés) continuent à demander en priorité de l'aide (APD, allègement de la dette). Ils attendent beaucoup de la « communauté internationale », des organisations multilatérales et de l'Union européenne, premier donateur, comme du système des Nations unies, seul cadre où ils peuvent avoir un certain poids. Ils protestent contre l'alourdissement des conditions économiques et politiques dont les Occidentaux, et les organismes qui dépendent d'eux, assortissent leur aide.

Ils apprécient donc comme une aubaine l'intérêt nouveau des Chinois pour les matières premières en Afrique, la présence du Japon ou du Brésil, de la Turquie, des Émirats arabes unis, etc. ainsi que l'intérêt renouvelé des États-Unis ou le retour de la Russie. L'Afrique est entrée de plain-pied dans la mondialisation et est courtisée. La plupart des pays africains cherchent à s'insérer dans l'économie globale de marché pour en tirer parti, sans avoir pour cela à renoncer aux bénéfiques des politiques d'aide et aux relations bilatérales anciennes

avec les capitales européennes. Ils ne souhaitent pas être soumis par celles-ci à des conditionnalités politiques exigeantes, et ceci tout en gardant la possibilité de laisser une partie de leur jeunesse la plus dynamique aller tenter sa chance en Europe. L'Union africaine, qui a succédé à l'Organisation de l'Unité Africaine, est le cadre d'une tentative d'harmonisation de ces aspirations contradictoires, et a lancé le projet d'un marché commun. L'Afrique devrait être le continent qui va connaître la plus grande croissance démographique, ce qui peut nuire à son développement. La croissance est inégalitaire, comme un peu partout à son début et laisse de côté une grande partie de la population. Néanmoins, son potentiel attire de plus en plus, ce qui est à double tranchant. L'Afrique est diverse et son développement ne sera pas homogène, et dépend encore trop des revenus des matières premières. Elle diversifie ses relations et ne veut plus être enfermée dans une relation exclusive avec les Occidentaux.



- Siège de l'Union africaine (UA)
- Limite avec les pays de culture arabo-berbère
- ⊕ Croissance démographique : horizon 2050, en milliards
- Pauvreté : Indice de développement humain faible
- ★ Crises et conflits africains
- ▨ Zones d'insécurité maritime, piraterie
- 🎯 Initiative de l'UA : création de la CARIC \* dans le cadre du Conseil de paix et de sécurité (CPS)
- 🎯 G5 Sahel : coopérations militaires entre Etats
- ➡ Crise migratoire avec l'Europe mais migration globale inter-africaine
- ⋯ Demande africaine de réforme du Conseil de sécurité : 2 sièges de membres permanents avec droit de veto, 2 sièges additionnels non permanents

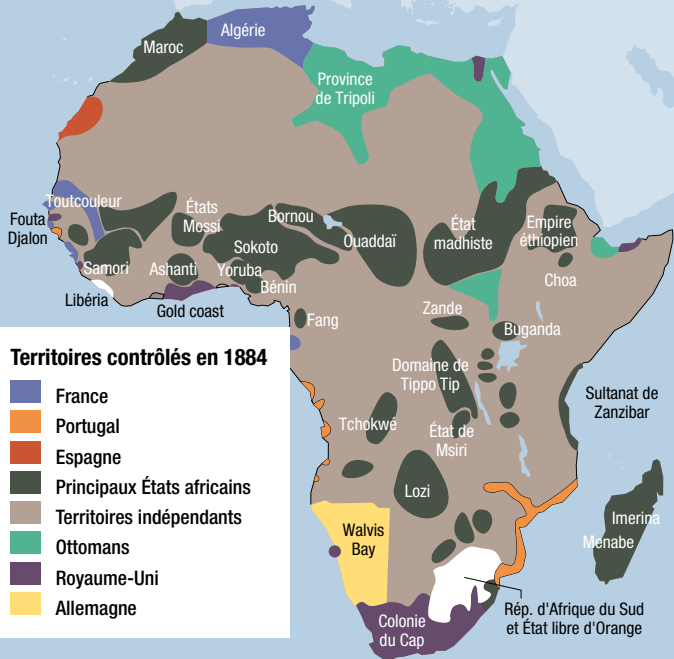


\*CARIC : Capacité africaine de réponse immédiate aux crises  
 \*\* NEPAD : Comité d'orientation du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique  
 \*\*\* FOAC : Forum de coopération sino-africain

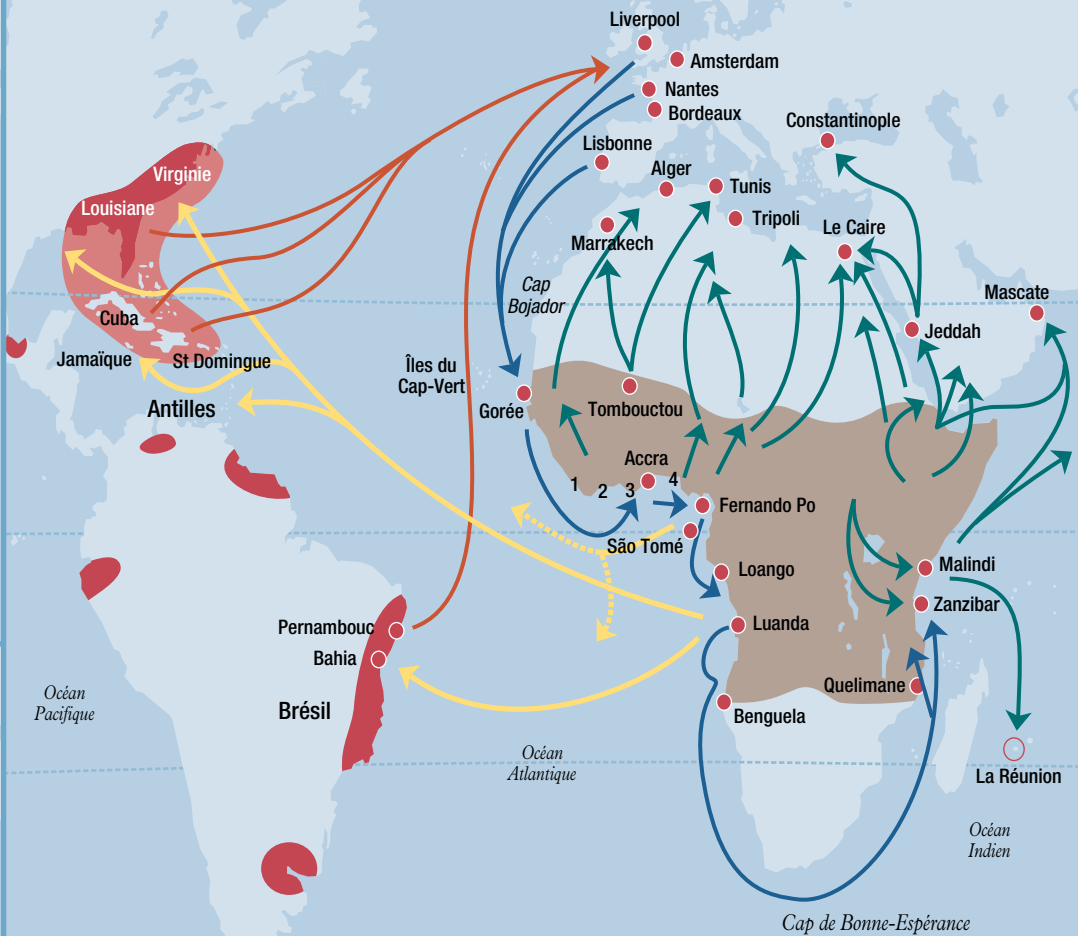
- ↔ Premier partenaire stratégique et économique global, passé colonial, aide au développement
- ➡ Liens économiques et interventions militaires (milices Wagner)
- Pays initiateurs du NEPAD\*\*
- 🌍 Pour une zone de libre-échange continentale (ZLEC) : l'Érythrée hors-jeu pour le moment
- Chine 1<sup>er</sup> pays partenaire économique (FOCAC\*\*\*) : développement du projet des « Routes de la soie »
- Projet du « Corridor de croissance indo-pacifique » (AAGC) : pays membres
- ➡ Pays émergents portant leur regard sur l'Afrique



**Les principaux royaumes ou empires au cours de l'histoire africaine**



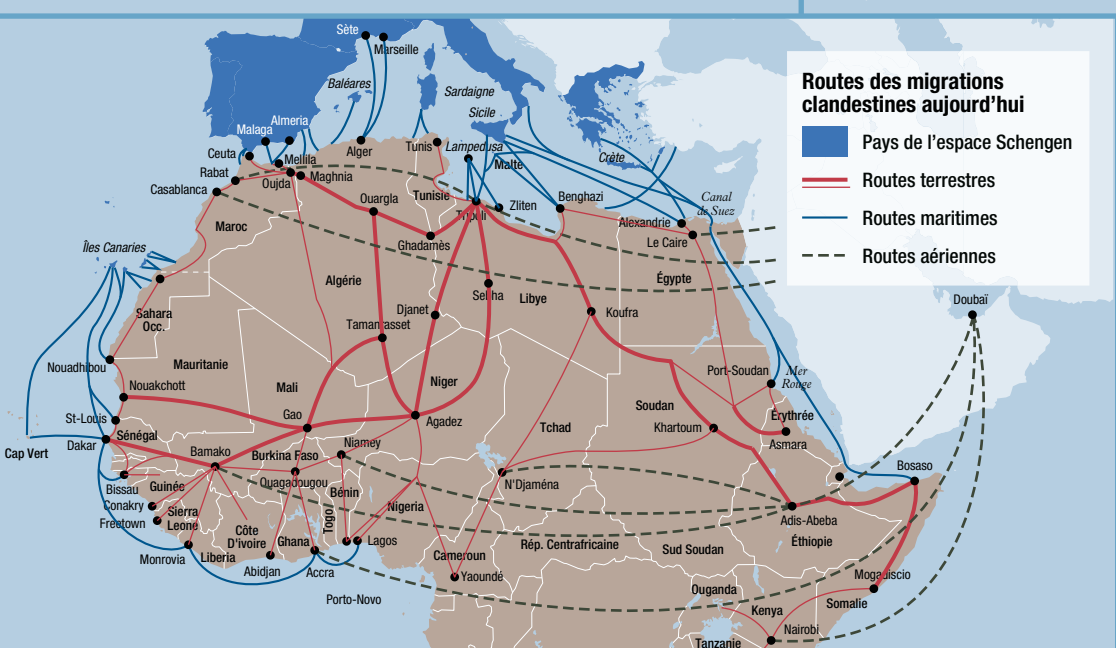
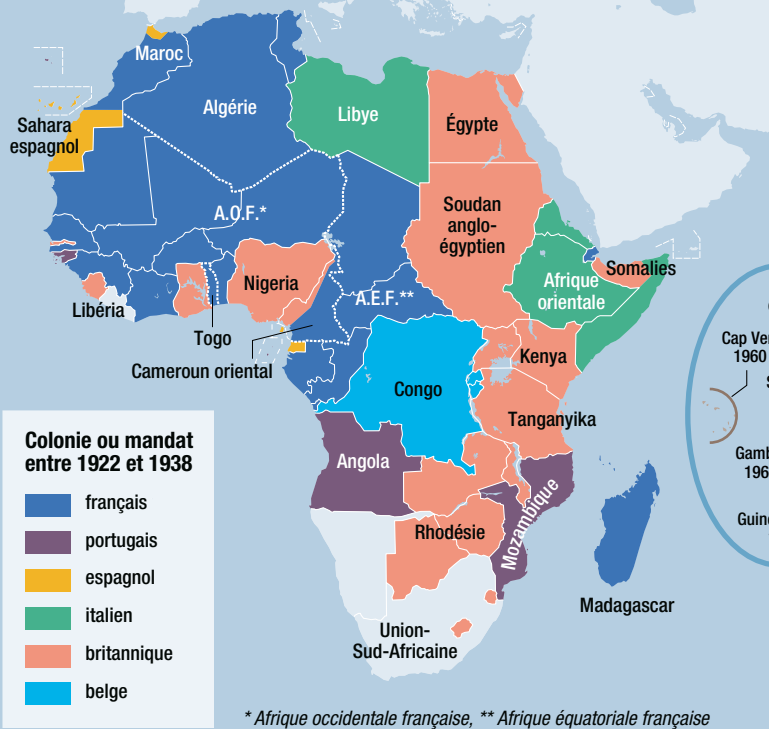
**Territoires contrôlés en 1884**



**La traite des noirs (1450-1910), une triangulation complexe**

- Transfert des captifs noirs
  - Produits tropicaux vers l'Europe
  - Marchandises européennes, mais surtout navires et hommes pour organiser la traite
  - Zone de destination des captifs africains
  - Traite musulmane
  - Traite interne à l'Afrique
- 1 - Côte des Graines
  - 2 - Côte de l'Ivoire
  - 3 - Côte de l'Or
  - 4 - Côte des Esclaves

● Ville étape



# Le Sénégal

Dès 1659, la France établit un premier comptoir à Saint-Louis. Le pays est riche du commerce des esclaves, de l'ivoire et de l'or jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Lieu stratégique, le Sénégal est choisi comme centre du pouvoir colonial français en Afrique occidentale (AOF). Après l'indépendance, en 1960, la République sénégalaise connaît une stabilité institutionnelle et démocratique exemplaire. À la différence de ses voisins, le pays ne vit ni coups d'États, ni gouvernements militaires ou autoritaires sous les présidences de Senghor et de Diouf. Après l'échec du parti socialiste en 2000, l'alternance confirme la solidité de la démocratie sénégalaise. Le Sénégal est le premier pays africain où un président a quitté le pouvoir de son vivant (Senghor) et à la suite d'une défaite (Diouf).

95 % de la population y est musulmane. Le pays ne connaît pas de tensions intercommunautaires ou interethniques et il n'y a jamais eu de guerre civile. Le conflit avec la région irrédentiste de Casamance a toujours été de

très basse intensité. C'est une région riche, dotée d'un important potentiel hydraulique et halieutique, et peuplée de Diolas, alors que les Wolofs sont majoritaires au Sénégal.

Grâce à sa bonne image, le Sénégal peut jouer un rôle en Afrique, à l'ONU comme au sein de la Francophonie, l'organisation internationale qu'a présidé son ancien président Abdu Diouf jusqu'en 2014. En 2003, le président Wade a lancé, avec le président sud-africain Mbeki, un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), premier plan de développement élaboré par les Africains. Macky Sall, élu en 2012 face au président sortant Abdoulaye Wade – qui avait cherché à se maintenir en briguant un troisième mandat – puis réélu en 2019, a une bonne image en Afrique et dans le monde occidental. Le Sénégal est candidat au siège de membre permanent du Conseil de sécurité qui serait créé pour l'Afrique. Tout en restant très lié à la France, le pays développe des relations aussi bien avec

les États-Unis qu'avec la Chine. Sa diaspora est estimée à trois millions de personnes environ. Elle est extrêmement active et joue un rôle économique important.

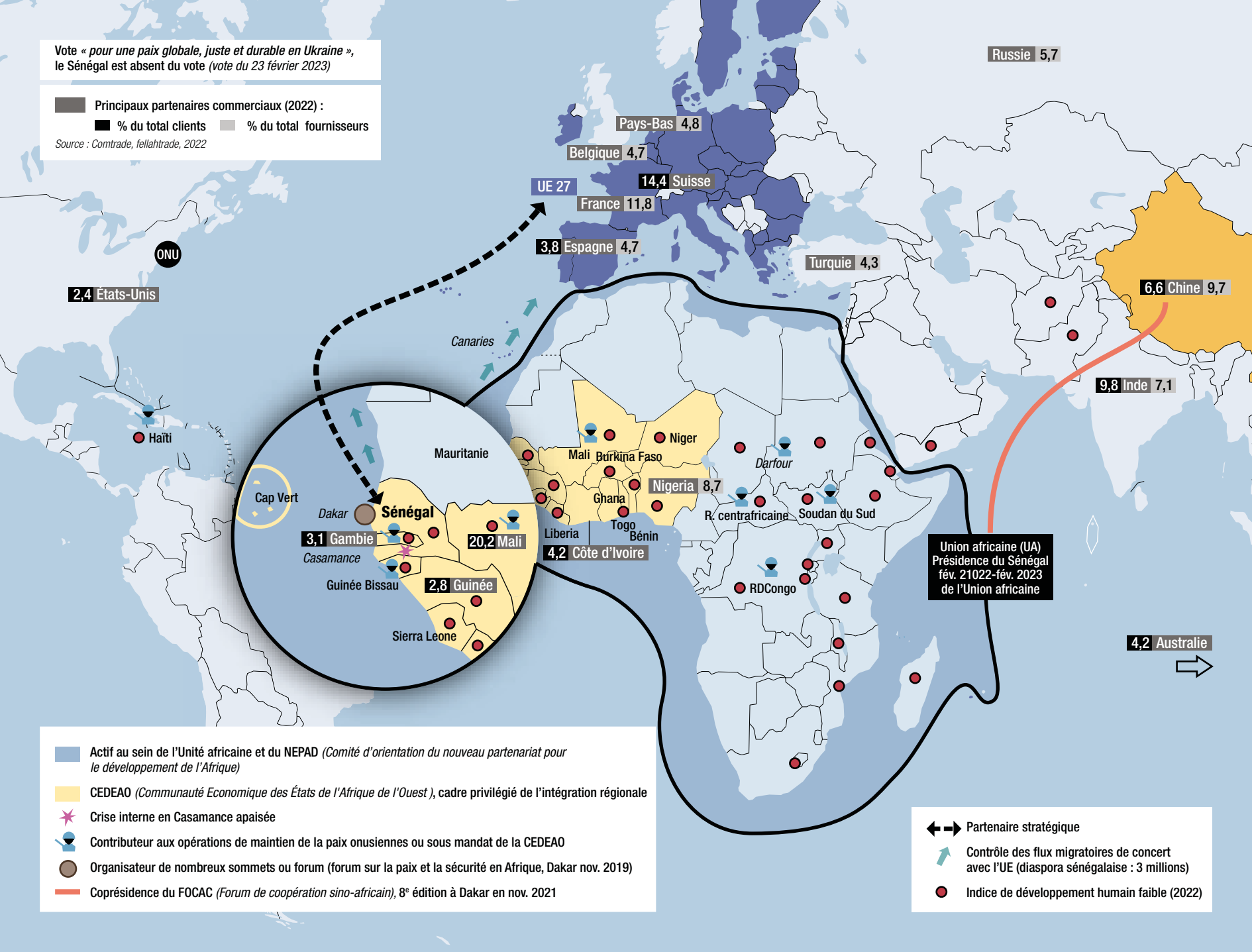
Pays pacifique, démocratique et socialement paisible, mais économiquement très démuné, le Sénégal s'est longtemps vu reconnaître, à travers ses leaders, un rôle international supérieur à son poids effectif.

En 2022, à la tête de l'Union africaine, le président Macky Sall a voulu maintenir une position d'équilibre entre la Russie et l'Ukraine après le déclenchement de la guerre, soucieux avant tout de maintenir l'approvisionnement du continent en céréales, dont Moscou et Kiev sont les principaux producteurs. En 2023, le pays connaît une crise politique, notamment après la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko. Le président Macky Sall annonce cependant, en juillet 2023, ne pas se représenter pour un troisième mandat.

Vote « pour une paix globale, juste et durable en Ukraine », le Sénégal est absent du vote (vote du 23 février 2023)

■ Principaux partenaires commerciaux (2022) :  
 ■ % du total clients ■ % du total fournisseurs

Source : Comtrade, fellahtrade, 2022



Russie 5,7

Pays-Bas 4,8

Belgique 4,7

UE 27 14,4

France 11,8

3,8 Espagne 4,7

Suisse 4,8

Turquie 4,3

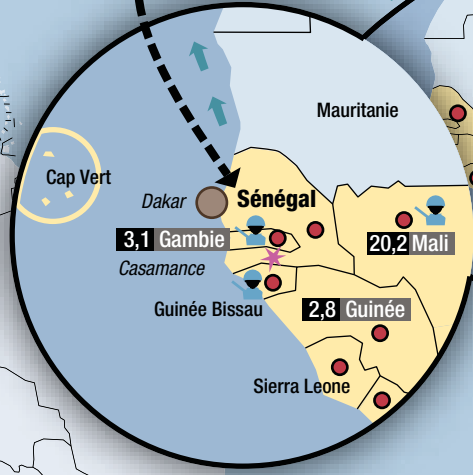
2,4 États-Unis

ONU

6,6 Chine 9,7

9,8 Inde 7,1

Canaries



3,1 Gambie

20,2 Mali

2,8 Guinée

4,2 Côte d'Ivoire

8,7 Nigeria

Union africaine (UA)  
Présidence du Sénégal  
fév. 21022-fév. 2023  
de l'Union africaine

4,2 Australie

■ Actif au sein de l'Unité africaine et du NEPAD (Comité d'orientation du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique)

■ CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest), cadre privilégié de l'intégration régionale

★ Crise interne en Casamance apaisée

👤 Contributeur aux opérations de maintien de la paix onusiennes ou sous mandat de la CEDEAO

📍 Organisateur de nombreux sommets ou forum (forum sur la paix et la sécurité en Afrique, Dakar nov. 2019)

🔴 Coprésidence du FOCAC (Forum de coopération sino-africain), 8<sup>e</sup> édition à Dakar en nov. 2021

↔ Partenaire stratégique

➡ Contrôle des flux migratoires de concert avec l'UE (diaspora sénégalaise : 3 millions)

● Indice de développement humain faible (2022)

# L'Afrique du Sud

De 1948 à 1991, l'Afrique du Sud vécut sous le régime de l'apartheid ou « développement séparé ». Il s'agissait en fait d'un système de ségrégation raciale où la majorité noire ne disposait d'aucun droit et était dominée par la minorité blanche. Les relations entre blancs et noirs y étaient interdites. Les indépendances africaines et la fin de la ségrégation raciale aux États-Unis dans les années 1960 firent de ce régime une anomalie historique inacceptable ; l'Afrique du Sud fut isolée et devint même un État « paria » sur la scène internationale. Le pays fut exclu du Commonwealth en 1961 et mis sous embargo de l'ONU à partir de 1977, après un boycott sportif décrété dès 1963. Il était néanmoins considéré par les États-Unis comme un allié contre le communisme. Le durcissement des sanctions par les États-Unis, le lâchage sous l'impulsion de l'opinion publique, notamment des Noirs américains, ainsi que la fin de la guerre froide privaient de toutes perspectives d'avenir l'Afrique du Sud en cas de maintien de l'apartheid. Une partie de la minorité blanche en prit conscience avec

Frederik Willem de Klerk et négocia avec l'African National Congress (ANC), pourtant illégal et dirigé par Nelson Mandela alors emprisonné. Le démantèlement de l'apartheid fut ainsi effectif en juin 1991. Le caractère négocié et paisible de son démantèlement et l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, élu président en 1994, plus désireux de réconciliation que de vengeance, allaient donner une aura morale à l'Afrique du Sud à l'échelle mondiale. Nelson Mandela fut probablement l'homme politique le plus respecté au monde jusqu'à sa disparition en 2014 et reste, depuis, une icône.

L'Afrique du Sud était enfin en mesure d'utiliser ses atouts, et notamment ses immenses richesses minières et sa base industrielle. Si l'apartheid a été démantelé, de profondes inégalités sociales demeurent. Candidate (comme le Nigeria qui l'a dépassé en termes de PIB) à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud se voit en leader régional africain et en puissance mondiale émergente. Elle s'implique dans différentes opérations de médiation et de maintien de la

paix en Afrique où elle préférerait voir les puissances extérieures ne pas intervenir au niveau stratégique, même si elle peut s'accommoder de leur présence en cas d'extrême nécessité pour la stabilité du continent. L'Afrique du Sud entend être un exemple démocratique pour le continent ainsi qu'une locomotive économique. Membre des BRICS, elle se veut une des principales puissances du Sud, plaidant pour le multilatéralisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'affirmation économique et stratégique des pays du Sud. Son image s'est dégradée sous la Présidence corrompue de Jacob Zuma. Cyril Ramaphosa, élu en 2018, a voulu réinventer un rôle post-démantèlement de l'apartheid, lutter contre la corruption et relancer l'économie, avant d'être lui-même mis en cause. L'ANC paraît désormais à bout de souffle.

Son statut de membre des BRICS la protège encore, malgré ses échecs économiques. L'Afrique du Sud maintient, après le déclenchement de la guerre en Ukraine, de forts liens avec la Russie, qu'elle refuse de condamner.

**G20** Membre du G20      **BRICS** Membre des BRICS

☛☛ Pour la réforme du Conseil de sécurité : deux sièges permanents attribués à l'Afrique

Vote « pour une paix globale, juste et durable en Ukraine », l'Afrique du Sud s'abstient (vote du 23 février 2023)

**ONU**  
8,8 États-Unis 7,3

5,2 Roy.Uni  
4,9 Pays-Bas  
7,2 Allemagne 7,3  
3,3 Belgique  
UE 27  
COP 21

Territoires palestiniens  
Reconnaissance de l'État palestinien  
Syrie  
Iran  
Droit à l'utilisation du nucléaire civil  
Contre tout interventionnisme  
Riyad 2020  
G20  
E.A.U 3,7  
Arabie saoudite 4,0

9,6 Chine 20,1  
7,0 Japon 2,5  
4,3 Inde 7,4  
Oman 2,4  
Thaïlande 2,7

Algérie  
Égypte  
Sénégal  
Nigeria 4,1  
Soudan  
Soudan du Sud  
Addis-Abeba  
Midrand  
RD Congo  
Burundi  
Tanzanie  
Seychelles  
Comores  
Maurice  
Angola  
Malawi  
Zambie  
Zimbabwe  
Madagascar  
Namibie  
Mozambique 4,8  
Bostwana 3,9  
Eswatini  
Lesotho  
Afrique du Sud

Océan Pacifique  
Brésil

- Siège de l'Union africaine (UA)
- Membre fondateur de l'Union Africaine (présidence en 2020)
- Pays initiateurs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)
- SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), zone d'influence prioritaire
- Pour une zone de libre-échange continentale (ZLEC) : l'Érythrée hors-jeu pour le moment
- Initiative sud-africaine de la création de la CARIC (capacité africaine de réponse immédiate aux crises)
- Principaux partenaires commerciaux (2022) :  
■ % total clients      ■ % total fournisseurs

- Forum IBAS : Coopération Sud-Sud et lutte contre la pauvreté
- ↔ Partenariat économique stratégique (APE) UE-SADC
- Positionnement sur les grands sujets internationaux
- Partenaire-clé dans les négociations climatiques
- ★ Rôle de médiation ou de maintien de la paix

Source : Comtrade, fellahtrade, 2022



# Conclusion

La conclusion de la précédente édition de l'*Atlas des crises et des conflits* (Armand Colin/Fayard, 2021) revenait sur le choc mondial de la pandémie de Covid qui a éclaté en 2019 – elle a fortement ralenti sans tout à fait disparaître depuis 2022 –, dans un monde inégalement préparé à voir resurgir le tragique et l'imprévu. Ce phénomène planétaire, inédit à une telle échelle, aura révélé aux yeux de tous des fragilités et des dysfonctionnements perceptibles antérieurement à qui voulait bien les voir : une mondialisation débridée voire sauvage, au détriment de classes moyennes occidentales, l'inexorable montée en puissance de la Chine, une dépendance alarmante des pays occidentaux désindustrialisés aux émergents, dans de nombreux domaines, une interdépendance et une interconnexion sans précédent, la vanité de l'idéologie sans-frontiériste et du souhait d'une disparition des identités, la dégradation de la planète, et notamment de son climat et de la déforestation, etc.

C'est dans ce contexte post-pandémique, marqué par une reprise économique encore toute relative, que Vladimir Poutine – à qui les États-Unis de Joe Biden, la France et l'Allemagne avaient pourtant tendu la main

quelques mois auparavant – a décidé, en février 2022, contre toute attente, d'attaquer l'Ukraine via une « opération spéciale », qui dure encore (près de vingt mois plus tard). Cette décision aberrante d'un point de vue stratégique et tragique d'un point de vue humain a à son tour réunifié l'Occident, mais a aussi révélé les nouvelles fractures du monde (le Nouveau Sud), tout en le refaçonnant en partie.

Le décalage entre le concept de « communauté » internationale et la réalité du monde de plus en plus fragmenté est frappant. Comme celui entre la croyance, en Europe, en un multilatéralisme censé être la panacée aux problèmes internationaux, et la réalité du réveil des logiques nationales et des rapports de force, et d'un multialignement opportuniste des puissances montantes.

Le phénomène de la fin du monopole occidental de la puissance poursuit sa course (cf. le vote aux Nations unies sur l'agression de l'Ukraine où 40 pays représentant les deux tiers de l'humanité – émergents, Global South, nouveaux non-alignés – n'ont pas voulu condamner la Russie, même s'ils ne soutiennent pas cette guerre), tandis qu'une Chine désinhibée développe et expose sa puissance avec une

arrogance croissante. La bataille féroce qui l'oppose aux États-Unis pour leur ravir la place de numéro 1 ne va pas s'arrêter. Mise à part l'écologisation – vitale –, c'est l'enjeu primordial des prochaines décennies.

Quant à la vieille Europe, elle a été bouleversée par la guerre de Poutine. La défense européenne (qui serait la défense de l'Europe par elle-même) ne peut plus pour le moment se penser en dehors de l'OTAN, le rééquilibrage de l'influence sur le continent se déplaçant vers les pays de l'Est, Pologne et Baltes (bientôt l'Ukraine ?), très influents à Washington.

Au sein des démocraties, les décideurs et les gestionnaires de crises sont toujours déstabilisés et malmenés par les perturbations de leurs systèmes politiques, qui rejettent la *représentation* à la faveur du projet d'une *participation* permanente et soupçonneuse, potentiellement dangereuse.

Les issues militaire, politique et diplomatique de la guerre en Ukraine restent incertaines et, quelles qu'elles seront, les relations à long terme avec la Russie devront être – un jour – réinventées. Les Européens ne doivent pas seulement devenir réalistes, mais aussi se doter d'une stratégie.